Sous la direction de
Cesare Mattina, Frédéric Monier,
Olivier Dard et Jens Ivo Engels

Demopolis

Dénoncer la corruption

Chevaliers blancs, pamphlétaires et promoteurs de la transparence à l'époque contemporaine

Jens Ivo Engels, Olivier Dard, Frédéric Monier et Cesare Mattina (dir.)

DOI : 10.4000/books.demopolis.1151
Éditeur : Demopolis
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2018
Date de mise en ligne : 18 janvier 2019
Collection : Quaero
EAN électronique : 9782354571641

<https://books.openedition.org>

Édition imprimée

EAN (Édition imprimée) : 9782354571252
Nombre de pages : 412

Référence électronique

ENGELS, Jens Ivo (dir.) ; et al. *Dénoncer la corruption : Chevaliers blancs, pamphlétaires et promoteurs de la transparence à l'époque contemporaine*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Demopolis, 2018 (généré le 07 décembre 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/demopolis/1151>>. ISBN : 9782354571641. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.demopolis.1151>.

RÉSUMÉS

La vie politique de nombreux pays est marquée, depuis les années 1980, par la récurrence des scandales de corruption et des affaires politico-financières, et la dénonciation des manquements à la morale civique, des pratiques de favoritisme et des conflits d'intérêts est devenue une question centrale dans nos démocraties.

Elle soulève de multiples débats, sur le rôle des dénonciateurs ou des « fuites », sur le droit à l'information, sur les valeurs publiques associées à la transparence. Le recours à l'histoire, clé de l'intelligence du présent, s'impose ici, en lien avec une analyse sociologique des acteurs — très divers : qui sont ces chevaliers blancs de la morale et ces promoteurs de la transparence des XIX^e et XX^e siècles ? De quels vocabulaires et registres usent-ils ? Quels sont les profils sociaux et pratiques prioritairement visés ? Quels sont les contextes les plus favorables à l'essor des dénonciations ?

Le présent ouvrage réunit des contributions d'historiens, de politistes et de sociologues venus de neuf pays. Ces contributions offrent, à travers un riche éventail d'études de cas révélateurs, passés et contemporains, une vision contrastée de la dénonciation, à la fois fruit de transformations de longue durée et témoin de l'entrée récente dans une ère marquée par des formes inédites de défiance à l'égard du pouvoir.

JENS IVO ENGELS (DIR.)

Professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon et membre du centre Norbert Elias (UMR CNRS 8562). Spécialiste d'histoire politique de la fin du XIX^e et du XX^e siècle, ses recherches ont porté sur les complots, sur les gauches en France, en particulier entre les deux guerres mondiales, mais aussi sur les patronages et clientélismes politiques. La plupart de ses travaux plus récents concernent l'histoire de la corruption (*Corruption et politique, rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011). Avec Jens Ivo Engels, il a initié une coopération scientifique franco-allemande sur ce sujet et coédité plusieurs ouvrages. Il coordonne, depuis 2016, un groupement de recherche international sur ces thématiques (GDRI CNRS).

OLIVIER DARD (DIR.)

Maître de conférences à la faculté de sciences politiques de l'université de Bucarest et membre correspondant du centre Norbert Elias (UMR 8562). Elle a été boursière du New Europe College — Institut for Advanced Studies de Bucarest et du Wissenschaftskolleg zu Berlin, ainsi que professeure invitée à l'EHESS, à l'université d'Avignon et à l'université Paris-Sorbonne. Elle a publié *La construction politique de la nation. La nation dans les débats du Parlement de la Roumanie, 1866-1871* (Iasi, Institutul European, 2009) et « Republica de la Ploiești » și începuturile parlamentarismului în România (*La « République de Ploiești » et les débuts du parlementarisme en Roumanie*) [Bucarest, Humanitas, 2016]. Elle a récemment coédité, avec Frédéric Monier et Olivier Dard, *Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie, XVIII^e-XX^e siècle* (Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2017).

FRÉDÉRIC MONIER (DIR.)

Professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon et membre du centre Norbert Elias (UMR CNRS 8562). Spécialiste d'histoire politique de la fin du xix^e et du xxe siècle, ses recherches ont porté sur les complots, sur les gauches en France, en particulier entre les deux guerres mondiales, mais aussi sur les patronages et clientélismes politiques. La plupart de ses travaux plus récents concernent l'histoire de la corruption (Corruption et politique, rien de nouveau ?, Paris, Armand Colin, 2011). Avec Jens Ivo Engels, il a initié une coopération scientifique franco-allemande sur ce sujet et coédité plusieurs ouvrages. Il coordonne, depuis 2016, un groupement de recherche international sur ces thématiques (GDRI CNRS).

CESARE MATTINA (DIR.)

Sociologue au Laboratoire méditerranéen de sociologie (Aix-Marseille Univ, CNRS, LAMES UMR 7305). Ses travaux portent sur la sociologie du gouvernement des villes et des relations entre élites politiques et groupes sociaux urbains. En 2016, il a publié aux Presses de Sciences Po Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille.

DÉNONCER LA CORRUPTION

*Chevaliers blancs, pamphlétaires
et promoteurs de la transparence
à l'époque contemporaine*

« QUAERO »

Collection dirigée par Jean-Christophe Tamisier

Parmi nos parutions :

Aux heures suisses de l'école républicaine, Alexandre Fontaine

Rachid El-Daïf. Le roman arabe dans la tourmente de la modernisation, Katia Ghosn (dir.)

Vers une philosophie scientifique. Le programme de Brentano, Charles-Édouard Niveleau (dir.)

La Mémoire et le Temps. L'œuvre transdisciplinaire d'Henri Hubert, Laurent Olivier (dir.)

Illustration de couverture : Reprise de l'affiche du colloque
© Isabelle Roulet, Dircom Aix-Marseille Univ, novembre 2016.

© Éditions Demopolis, 2018
67, rue Saint-Jacques
75005 Paris
www.demopolis.fr

ISBN : 978-2-35457-125-2

sous la direction de
Cesare MATTINA, Frédéric MONIER,
Olivier DARD et Jens Ivo ENGELS

DÉNONCER LA CORRUPTION

*Chevaliers blancs, pamphlétaires
et promoteurs de la transparence
à l'époque contemporaine*

Cet ouvrage a bénéficié du soutien de
l'Agence nationale de la recherche (projets
franco-allemands en sciences humaines et sociales),
du CNRS, de l'université Aix-Marseille et de
l'université d'Avignon et des pays de Vaucluse.

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui ont rendu possible le colloque dont ce livre est largement issu, qui a eu lieu en novembre 2016 à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme à Aix-en-Provence. Nos amicales pensées vont en particulier aux membres du comité scientifique : Jean-Louis Briquet, Annie Collovald, Andreas Fahrmeir, Laurence Montel, Laurent Mucchielli et Jacques Walter. Plusieurs étudiants doctorants se sont activement impliqués dans l'organisation et l'animation des débats : Marco Bar, Tommaso Giuriati et Pierre-Olivier Weiss. Les membres du comité d'organisation ont rendu possible cette manifestation et les échanges intellectuels qu'elle a fait naître : nos remerciements vont ainsi à Brigitte Coche, Jean-Baptiste Papa et Virginie Blanc. Isabelle Roulet, infographiste à l'université Aix-Marseille, a réalisé l'illustration de couverture : merci pour sa générosité. Enfin, ce livre n'aurait pas pu aboutir sans l'aide si efficace et précieuse de Sylvie Chiousse : qu'elle trouve ici l'expression de notre gratitude.

Ce travail collectif a de plus bénéficié de nombreux soutiens institutionnels, et d'abord ceux de l'Agence nationale de la recherche, côté français, et de la Deutsche Forschungsgemeinschaft, côté allemand, au titre des projets collaboratifs en sciences humaines et sociales. Les universités d'Aix-Marseille et d'Avignon, partenaires, l'ont appuyé. Enfin, le CNRS a apporté son aide à cette manifestation et à ce livre, par le biais des deux unités de recherche ici associées — le centre Norbert Elias (UMR 8562) et le Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES UMR 7305) — et plus directement en épaulant le Groupement de recherche international « politique et corruption » (GDRI 842), qui est le porteur collectif de cet ouvrage.

Les auteurs

Emmanuel BAYLE est professeur en gestion du sport à l'Institut des sciences du sport de l'université de Lausanne (ISSUL). Ses recherches portent principalement sur la gouvernance, le management et la performance des organisations sportives.

Guillaume COURTY est professeur de science politique à l'université de Lille et chercheur au CERAPS (unité CNRS). Spécialiste des groupes d'intérêt, il a codirigé avec Julie Gervais l'ouvrage sur les actions de lobbying pendant l'élection présidentielle de 2012 (*Le lobbying électoral*) et reprend l'ensemble de ses travaux dans *Le lobbying en France* (Peter Lang, 2017).

Valentina DAL CIN a reçu en 2015 son doctorat de recherche en histoire à l'université de Vérone. Elle a bénéficié de bourses postdoctorales offertes par l'Istituto Italiano per gli Studi Storici (Naples) et la Fondazione Einaudi, Maison des sciences de l'homme (Turin, Paris). Elle est actuellement professeur d'histoire et philosophie dans l'enseignement secondaire et collaboratrice scientifique à l'université Ca'Foscari (Venise). Ses recherches portent sur les rapports entre le gouvernement et les élites locales à l'époque napoléonienne, et plus généralement sur la transition de l'ancien régime à l'époque contemporaine. Elle a publié des articles dans les revues *Studi Veneziani* (2013), *Ateneo Veneto* (2015) et *Società e Storia* (2017). Elle s'apprête à publier une monographie tirée de sa thèse consacrée à l'élite vénitienne entre 1797 et 1815.

Armand DANG MEZANG est doctorant en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et rattaché au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Sa thèse porte sur les

mobilisations en France autour de l'affaire des « biens mal acquis » des dirigeants africains.

Olivier DARD est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-Sorbonne et spécialiste d'histoire politique du xx^e siècle. Il est membre de l'UMR SIRICE (Laboratoire Sorbonne Identités, Relations internationales et Civilisations de l'Europe) et du laboratoire d'excellence EHNE (Écrire une Histoire Nouvelle de l'Europe). Ses travaux ont principalement porté sur le conspirationnisme, les droites radicales françaises et étrangères (Charles Maurras, l'OAS, le salazarisme), l'histoire des élites politiques, économique et technocratiques et l'histoire des idées politiques et économiques.

Stacey Renee DAVIS est professeur d'histoire à l'Evergreen State College (Washington, États-Unis). Spécialiste de la France de la seconde moitié du xix^e siècle, elle a travaillé sur les opposants républicains au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, leurs devenir et la mémoire des proscrits. Sa thèse est intitulée *Transforming the enemy: Algerian colonization, imperial clemency, and the rehabilitation of France's 1851 republican insurrectionaries* (Université de Yale, 1999).

Stéphanie DECHÉZELLES est maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Aix, chercheuse au CHERPA (EA4261) et associée au LAMES (UMR CNRS 7305). Après une thèse consacrée aux ressorts de l'engagement de jeunes dans les droites italiennes, elle travaille depuis plusieurs années à une sociologie des controverses et des mobilisations localisées contre l'éolien industriel terrestre. Avec Maurice Olive, elle a codirigé « Conflits de lieux, lieux de conflits » pour la revue *Noroi* (2016) et « Mouvements d'occupation » pour la revue *Politix* (2017). Elle a aussi publié « Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel » (*Politix*, vol. 30, n° 117, 2017); « Des chiffres et du vent. Expertises institutionnelles, marchandes et citoyennes dans les politiques locales de l'éolien » in Martine Mespoulet (dir.), *Les chiffres dans l'action publique territoriale* (Presses universitaires de Rennes, 2017).

Jens Ivo ENGELS est professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'Institut d'histoire de la Technische Universität Darmstadt.

Il est l'éditeur principal de la revue *Neue politische Literatur*. Depuis 2016, il dirige une école doctorale pluridisciplinaire traitant des « infrastructures critiques », financée par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*. Ses recherches portent sur l'histoire de la monarchie en France, sur l'histoire du mouvement écologique en Allemagne, sur les infrastructures techniques et sur l'histoire de la corruption politique en Europe depuis les débuts de l'époque moderne. Avec Frédéric Monier, il a initié la coopération franco-allemande en ce domaine et coédité plusieurs ouvrages. Il est l'auteur de *Die Geschichte der Korruption. Von der Frühen Neuzeit bis ins 20. Jahrhundert* (Frankfurt a.M., S. Fischer, 2014).

Gilles FAVAREL-GARRIGUES est directeur de recherche au CERI (Sciences Po, Centre de recherche internationale, CNRS). Il mène actuellement des recherches sur les mobilisations internationales contre les menaces criminelles et sur les transformations de la politique pénale en Russie. Ses travaux s'inscrivent dans le projet transversal *Trajectoires historiques de l'État*. Médaille de bronze du CNRS en 2006, il codirige la collection *Questions de recherche/ Research in question* du CERI et participe au comité de rédaction des revues *Critique internationale*, *Cultures & conflits* et *Politix*. Il a notamment publié *Policing economic crime in Russia: From soviet planned Economy to privatization* (NY, Columbia University Press, 2011).

Benjamin GÉROME est doctorant depuis 2014 à l'université de Paris-Sorbonne. Il mène ses recherches sous la direction du professeur Olivier Dard dans le cadre d'un projet de thèse intitulé *Dénonciations et dénonciateurs de la corruption en France au xx^e siècle*. Il a notamment publié « Francis Delaisi, entre la Guerre sociale et la dénonciation des “nouvelles féodalités” » dans Éric Bussière, Olivier Dard & Geneviève Duchenne (dir.), *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe nouvelle »* (Bruxelles, PIE Peter Lang, 2015).

Ronald KROEZE est professeur assistant d'histoire à la Vrije Universiteit d'Amsterdam. Ses recherches portent sur l'histoire de la gouvernance, la corruption politique et la lutte contre la corruption, ainsi que sur l'histoire de la gestion et du leadership en

politique et en affaires aux Pays-Bas et en Europe à l'ère moderne. Chercheur postdoctoral à l'université d'Amsterdam entre 2014 et 2017, il a été impliqué dans le projet FP7 financé par l'Union européenne, Anticorrp ([www. anticorrp](http://www.anticorrp)), sur l'histoire de la lutte contre la corruption. Les résultats de cette recherche ont été publiés dans Ronald Kroeze, Guy Geltner et André Vitoria (éd.), *A History of Anticorruption. From Antiquity until the Modern Era* (Oxford, Oxford University Press, 2017).

Oriol LUJAN est docteur en histoire et professeur associé à l'Université autonome de Barcelone, où il fait partie du groupe de recherche Politique, institutions et corruption à l'époque contemporaine. Il a consacré sa recherche à l'étude du libéralisme politique, l'histoire du parlementarisme, la corruption politique et les études électorales, en particulier pendant le xix^e siècle. Parmi ses publications, *El Desencís de la Dècada Moderada: Els diputats catalans en la política espanyola (1843-1854)* en 2017.

Ryan Lux est doctorant en sociologie à l'École d'études sociologiques et anthropologiques de l'université d'Ottawa, diplômé en journalisme de l'université Carleton et ancien journaliste. Ryan Lux s'intéresse tout particulièrement à la transformation de l'imaginaire socioculturel au Québec et au Canada. Il consacre d'ailleurs sa thèse à la délicate question des fermetures d'églises catholiques au Québec, de 1980 à nos jours. Ryan Lux est chercheur étudiant à la chaire « Québec, francophonie canadienne et mutations culturelles » de l'université d'Ottawa.

Nicolas MAISETTI est docteur en science politique, chercheur contractuel au laboratoire Techniques, territoires et société (CNRS UMR 8134). Ses travaux portent sur la sociologie politique de l'action publique urbaine. Il est l'auteur notamment de *Marseille ville du monde. L'internationalisation d'une métropole morcelée* (Karthala, 2017).

Silvia MARTON est maître de conférences à la faculté de sciences politiques de l'université de Bucarest et membre correspondant du centre Norbert Elias (UMR 8562). Elle a été boursière du New Europe College — Institut for Advanced Studies de Bucarest et

du Wissenschaftskolleg zu Berlin, ainsi que professeur invitée à l'EHESS, à l'université d'Avignon et à l'université Paris-Sorbonne. Elle a publié *La construction politique de la nation. La nation dans les débats du Parlement de la Roumanie, 1866-1871* (Iasi, Institutul European, 2009) et « *Republica de la Ploiești* » și începuturile parlamentarismului în România (*La « République de Ploiești » et les débuts du parlementarisme en Roumanie*) [Bucarest, Humanitas, 2016]. Elle a récemment coédité, avec Frédéric Monier et Olivier Dard, *Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie, XVIII^e-XX^e siècle* (Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2017).

Cesare MATTINA est sociologue au Laboratoire méditerranéen de sociologie (Aix-Marseille Univ, CNRS, LAMES UMR 7305). Ses travaux portent sur la sociologie du gouvernement des villes et des relations entre élites politiques et groupes sociaux urbains. En 2016, il a publié aux Presses de Sciences Po *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*.

E.-Martin MEUNIER est professeur à l'École d'études sociologiques et anthropologiques de l'université d'Ottawa, titulaire de la chaire « Québec, francophonie canadienne et mutations culturelles ». Ses recherches portent sur différents sujets, allant de la sociologie de la société québécoise à la sociologie des religions, en passant par l'analyse sociale et historique du Canada français. E.-Martin Meunier dirige un chantier de recherche subventionné par le CRSH (2008-2011 ; 2011-2014) « Vers une sortie de la religion culturelle des Québécois ? Enquête quantitative et qualitative au Québec et au Canada (1968-2014) ». Auteur de plus d'une cinquantaine de contributions scientifiques, il a notamment publié *Le pari personnaliste* (Fides, 2007), avec S. Lefebvre et C. Béraud, *Catholicisme et cultures. Regards croisés Québec-France* (PUL/PUR, 2015) et, récemment, *Le Québec et ses mutations culturelles* (PUO, 2016). Il dirige la collection « 21^e – Société, histoire et culture » aux Presses de l'université d'Ottawa.

Frédéric MONIER est professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon et membre du centre Norbert Elias (UMR CNRS 8562). Spécialiste d'histoire politique de la fin du XIX^e et du XX^e siècle, ses

recherches ont porté sur les complots, sur les gauches en France, en particulier entre les deux guerres mondiales, mais aussi sur les patronages et clientélismes politiques. La plupart de ses travaux plus récents concernent l'histoire de la corruption (*Corruption et politique, rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011). Avec Jens Ivo Engels, il a initié une coopération scientifique franco-allemande sur ce sujet et coédité plusieurs ouvrages. Il coordonne, depuis 2016, un groupement de recherche international sur ces thématiques (GDRI CNRS).

Cédric PASSARD est agrégé de sciences sociales, maître de conférences en science politique à Sciences Po Lille et chercheur au CERAPS-CNRS. Ses recherches s'inscrivent principalement dans le cadre de la sociologie historique du politique et portent, en particulier, sur les processus de politisation sous la Troisième République, ainsi que sur les discours et les débats politiques. Il a publié différents articles dans des collectifs ou des revues (*Revue internationale de politique comparée*, *Mots*, *Genèses*...), ainsi que des ouvrages ou manuels de vulgarisation. Il est notamment l'auteur de *L'Âge d'or du pamphlet. 1868-1898*, ouvrage tiré de sa thèse, paru en 2015 aux éditions du CNRS. Il poursuit actuellement des recherches concernant la littérature pamphlétaire sur la période de l'entre-deux-guerres.

Andrea PERTHEN est doctorante à l'université technique de Darmstadt. Après un travail de maîtrise en histoire urbaine (sur la reconstruction de Francfort après 1945), ses recherches portent sur les critiques de la corruption dans la RFA : journalistes et informateurs, de 1949 aux années 1980. Elle participe au projet franco-allemand de recherche sur l'histoire de la corruption politique.

Hervé RAYNER est maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI) de l'université de Lausanne, et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne (CRAPUL). Le scandale — qu'il aborde à partir des variations de la jouabilité de la dénonciation — est son principal objet de recherche.

Gemma Rubí est professeure d'histoire moderne et contemporaine à l'université autonome de Barcelone, et directrice académique du groupe de recherche Politique, institutions et corruption à l'époque contemporaine. Ses recherches portent essentiellement sur l'étude du pouvoir, des discours et des pratiques politiques. Elle travaille sur le parlementarisme, la représentation politique, les actions politiques et contestations de la Catalogne et de l'Espagne contemporaines. Elle est l'auteur, avec Josep Armengol, de *Vots, electors i corrupció. Una anàlisi de l'apatia política a Catalunya, 1869-1923*, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2012. Elle a lancé des recherches en Espagne sur l'histoire de la corruption à l'époque contemporaine, en partenariat avec des collègues français, allemands et roumains.

Introduction

Cesare MATTINA et Frédéric MONIER

Alors que la vie politique de nombreux pays est marquée, depuis les années 1980, par la récurrence des scandales de corruption et des affaires politico-financières, la dénonciation des manquements à la morale civique, des pratiques de favoritisme et des conflits d'intérêts est devenue une question centrale dans nos démocraties. Elle soulève de multiples débats sur le rôle des dénonciateurs ou des « fuites », sur le droit à l'information, comme sur les valeurs publiques associées à la transparence. Face à ces interrogations, la mise en perspective historique est pertinente pour faire apparaître les contenus et les formes changeantes de ces révélations, de ces dénonciations et de ces appels au public. Le recours à l'histoire, clé de l'intelligence du présent, va de pair ici avec une analyse sociologique d'acteurs très divers : qui sont ces pamphlétaires, ces chevaliers blancs de la morale et ces promoteurs de la transparence aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles ? Quels termes et mots utilisent-ils pour dénoncer ? Quels profils sociaux et quelles pratiques sont leurs cibles prioritaires ? Quels contextes d'opportunité favorisent l'essor des dénonciations ? Ce livre collectif entend ainsi apporter des réponses argumentées, nourries par les sciences sociales, aux questions multiples que soulèvent ces phénomènes.

Porté par un groupe international de chercheurs qui travaillent sur l'histoire et la sociologie de la corruption politique, ce livre réunit des contributions d'historiens, de politistes et de sociologues venus de neuf pays. La grande majorité de ces contributions a été présentée et discutée pendant un colloque organisé à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, à Aix-en-Provence, en

novembre 2016¹. Cette manifestation a été organisée dans le cadre de programmes de recherche internationaux consacrés à ces thématiques et qui ont déjà donné lieu à plusieurs publications, en France et en Allemagne².

Le groupe de chercheurs à l'initiative de ces études s'inscrit dans une approche critique et historique — certains diront constructiviste³ — des phénomènes d'intérêt et de pouvoir jugés immoraux, comme les phénomènes de corruption et de favoritisme. Cette fois, il ne s'agit pas d'analyser centralement la corruption comme phénomène objectivable (analyse de ses pratiques et du sens que les acteurs de la corruption leur donnent), ni dans les interrelations avec leurs dénonciations et critique. Il ne s'agit pas non plus de prendre comme objet central les jugements moraux et les opinions que les individus peuvent se faire des pratiques de corruption⁴. Il s'agit plutôt de travailler à bras le corps les logiques sociologiques et historiques de la dénonciation et de la critique de la corruption comme de l'improbité publique aux XIX^e et au XX^e siècle globalement dans les contextes occidentaux. L'un des principaux postulats adoptés ici est que l'on ne peut pas comprendre les pratiques de corruption, de faveurs ou clientélaires à une échelle micro, sans considérer à la fois l'importance des processus sociohistoriques de dénonciation, les cadres intellectuels, moraux et juridiques qui rendent possible la compréhension et la critique de la corruption. Celle-ci ne constitue pas une catégorie d'analyse déjà définie, mais bien une notion chargée de sens divers, qui évolue historiquement

1. Les journées d'études « Dénonciations et dénonciateurs de la corruption » ont eu lieu les 16 et 17 novembre 2016 à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme à Aix-en-Provence. Elles ont été organisées par le Laboratoire méditerranéen de sociologie (Aix-Marseille Univ, CNRS, LAMES) et le Centre Norbert Elias (CNE) dans le cadre d'un programme franco-allemand soutenu par l'Agence nationale de recherche (ANR) et son homologue allemande, la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

2. Jens Ivo ENGELS, Frédéric MONIER, Nathalie PETITEAU, 2012; Frédéric MONIER, 2013; Frédéric MONIER, Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS, 2014; Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHRMEIR, Frédéric MONIER, 2014; Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHRMEIR, Frédéric MONIER, Olivier DARD, 2015; Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHRMEIR, Cesare MATTINA, Frédéric MONIER, 2017.

3. Dirk TÄNZLER, Konstadinos MARRAS, Angelos GIANNAKOPOULOS, 2012.

4. Pierre LASCOUMES, 2010.

et sociologiquement selon les configurations de pouvoir et les situations concrètes. Selon notre hypothèse, la corruption est un concept fondateur de nos modernités : à l'instar de la liberté, de l'égalité en droits ou de la bureaucratie, ce terme polysémique et ambivalent constitue un bon révélateur des processus qui fondent la politique contemporaine. Il constitue un spectre qui hante les débats publics, et il forme, à bien des égards, un repoussoir particulièrement efficace dans la quête d'un bon gouvernement.

Cette dénonciation ne va pas de soi : les pratiques pointées du doigt sont rarement définies de la même manière par les acteurs. Ceux-ci occupent des positions et des rôles sociaux souvent changeants et jamais pérennes qui influent sur les choix de dénoncer ou pas certains phénomènes, ainsi que sur les modalités de la révélation et de la publicisation.

Dénonciations, délations et sphère publique

Cette perspective scientifique soulève plusieurs difficultés en histoire et en sociologie politique, où les travaux sur la dénonciation ont mis en avant l'extrême ambivalence, autrement dit les fortes tensions qui entourent ces pratiques sociales, judiciaires et politiques. En effet, la dénonciation n'est pas associée en priorité, dans les esprits, à une pratique de surveillance de la corruption de gouvernants et d'appel à la moralité du public. Pourtant, l'héritage de l'Antiquité grecque — avec les sycophantes athéniens —, comme de l'Antiquité romaine — avec le personnage du *delator*, citoyen, souvent intéressé, usant de son droit à porter des accusations publiques contre des abus —, montre qu'un lien étroit existe entre les pratiques de dénonciation publique et les représentations collectives de la corruption dans la cité. En ce sens, on se trouverait là « aux origines de la corruption » politique⁵.

L'idée de dénonciation est plutôt attachée, en France, à deux moments de forte intensité et particulièrement dramatiques où elle se croise avec la délation souvent exercée *ad hominem* : la Révolution

5. Carine DOGANIS, 2007 ; Yann RIVIÈRE, 2002.

française en amont et la Seconde Guerre mondiale en aval. Ils pèsent très lourdement sur les définitions de ces termes et sur la représentation connotée que les Français s'en font. La Terreur d'un côté, et la dénonciation des juifs, des communistes, des gaullistes ou des francs-maçons pendant les « années noires » : ces deux moments historiques figurent dans plusieurs essais sur la dénonciation et la délation, qui prennent aussi en compte des épisodes restés célèbres, comme la chasse aux sorcières et le maccarthysme aux États-Unis, ou encore en URSS, l'appel à la dénonciation institutionnalisée par la propagande soviétique, particulièrement sous Staline⁶. À l'échelle internationale, l'historiographie de la dénonciation, surtout après 1989, s'est focalisée sur la Révolution française, mais aussi sur des dictatures du xx^e siècle — URSS stalinienne et Troisième Reich national-socialiste — pour rendre compte de phénomènes définis comme des produits de l'intolérance ou du fanatisme, et qui correspondent à des formes de contrôle social instrumentalisées par un pouvoir politique et policier⁷.

Les recherches historiques entreprises depuis lors ont confirmé l'évolution des perceptions et des conceptions à ce sujet. On l'observe en France, dès l'Ancien régime, lorsqu'il est question d'une part de reconnaître le rôle judiciaire des magistrats accusateurs, et d'autre part de borner des pratiques sociales de signalement aux autorités : ceux qui jouent le rôle de dénonciateurs font l'objet de réprobation⁸. Dans les faits, pour nombre de contemporains, les accusateurs, les délateurs et les dénonciateurs semblent incarner les différentes facettes d'un même phénomène social.

« Quoique ces rôles soient également odieux aux yeux du peuple, il est des occasions où le philosophe ne peut s'empêcher de louer le dénonciateur et d'approuver l'accusateur ; le délateur lui paraît méprisable dans toutes », écrit ainsi Boucher d'Argis dans *L'Encyclopédie*⁹. À ses yeux il est vrai, le dénonciateur est mu par « l'attachement sévère à la loi », l'accusateur par de fortes passions

6. Jean-François GAYRAUD, 1995.

7. Sheila FITZPATRICK, Robert GELLATELY, 1997.

8. Stefan LEMNY, 2012.

9. BOUCHER D'ARGIS, 1754.

(l'honneur, la vengeance), tandis que le délateur n'est poussé que par « un dévouement bas, mercenaire et servile ou une méchanceté qui se plaît à faire mal ». Cette typologie morale inventée au temps des Lumières a une importance fondatrice, car elle met de côté des normes juridiques pour mieux faire le tri entre des pratiques aux effets similaires.

Or, avec la Révolution française, le bouleversement du système des valeurs publiques renverse la situation. La dénonciation, auprès du nouveau pouvoir, d'abus ou de conspirations devient une expression du civisme dont doivent faire preuve les Français, face aux intrigues et aux menaces. On connaît le mot, souvent cité, de Mirabeau au comité des recherches de l'Assemblée :

[...] Apprès d'un despote, la délation fait horreur. Mais dans l'Assemblée nationale, mais au milieu des dangers qui nous environnent, je la regarde comme la plus importante de nos nouvelles vertus ; c'est une arme purement défensive, ou plutôt c'est le Palladium de notre liberté naissante¹⁰.

Les recherches récentes ont bien documenté les usages pluriels de ces pratiques, auxquels se trouvent exposés les représentants du peuple eux-mêmes¹¹. Pourtant, en dépit de ces tensions dramatiques, la Révolution française aurait abouti au final à faciliter et à clarifier la distinction entre accusation et dénonciation/délation. La typologie venue de *L'Encyclopédie* semble avoir été confortée par les évolutions des années 1790-1810 : au dénonciateur, dépeint en exemple de vertu et dont les pratiques seraient marquées par la publicité, s'opposerait le délateur, être voué à l'opprobre et dont les actions seraient caractérisées par le secret. Instituée en délit en 1810 par le Code pénal, la dénonciation calomnieuse n'est censée punir que des auteurs mal intentionnés¹².

Cette imbrication du moment révolutionnaire, de la dénonciation et de valeurs publiques axées sur la notion de vertu est centrale dans la genèse des pratiques contemporaines de mise en accusation publique de corrompus et corrupteurs. Cela joue aussi à long

10. Honoré Gabriel RIQUETI de MIRABEAU, 1789.

11. Jean-Baptiste LEGOFF, 2013.

12. Vincent BERNARDEAU, 2014.

terme, sur les processus de politisation qui marquent nos sociétés. Ce moment révolutionnaire correspond à une redéfinition de la corruption. Cette notion sort assez profondément changée, par rapport au début du XVIII^e siècle, des débats qui marquent les Lumières et plus encore de la tourmente des années 1790-1810. Ainsi en France, les normes légales qui prévoient et répriment la corruption de fonctionnaire sont-elles modifiées avec le Code pénal de 1810. De façon beaucoup plus large, la perception et les représentations de la frontière entre charges publiques et intérêts privés évoluent brutalement et les sensibilités changent : sont remis en cause les systèmes d'attributions personnalisées de faveurs et de grâces vénales, que la chute de l'Ancien régime rend illégitimes. Ce n'est pas un hasard si les premières occurrences du terme « favoritisme » datent de la fin des années 1790 : il s'agit bien du conflit entre deux nouveaux systèmes de valeurs publiques, l'un décrié comme vieux, corrompu et attaché à la monarchie, l'autre, pensé comme nouveau, vertueux et régénérateur. L'éclat nouveau qui entoure la dénonciation va de pair avec la suspicion généralisée des révolutionnaires envers la corruption.

Faut-il y voir un trait constitutif des exigences démocratiques et libérales qui façonnent l'ère contemporaine, au sens français de l'expression, ou, si l'on préfère, notre modernité ? Dans un essai qui a fait date — *La contre-démocratie* — Pierre Rosanvallon revient sur la crise de confiance dans les gouvernements représentatifs libéraux actuels, qui se manifeste avec acuité dans nos sociétés¹³. Les expériences démocratiques ont, note-t-il, toujours supposé deux moteurs : d'un côté, des institutions représentatives et gouvernementales, mais aussi, d'un autre côté, l'organisation d'une société de la défiance à l'égard du pouvoir, sous une forme tantôt libérale, tantôt démocratique. Où se trouve, dans ce schéma général, la dénonciation ? Elle est inextricablement attachée à l'une des formes prises par la surveillance civile du pouvoir : le scandale, dont l'une des manifestations principales est, depuis le XIX^e siècle, le scandale de corruption. Dans cette lecture générale, c'est une méfiance civique ou citoyenne à l'égard des gouvernants qui rend compte,

13. Pierre ROSANVALLON, 2006.

depuis la fin du XVIII^e siècle, des pratiques de surveillance et de révélation publique. En d'autres termes, la dénonciation de la corruption, avec pour conséquence les scandales, serait l'enfant naturel d'une exigence, démocratique ou libérale, héritée des Lumières et de la Révolution française. Répondant à une attente sociale, venue du bas si l'on veut, la dénonciation de la corruption remplirait donc une fonction politique et culturelle substantielle et méconnue dans un système qui, de ce point de vue, n'aurait guère changé entre la fin du XVIII^e siècle et le XX^e siècle.

Pourtant, le XX^e siècle se signale — on l'a noté — comme un moment de mise à l'épreuve et de destruction de ces sphères publiques libérales. Les années 1914-1945 se sont caractérisées dans plusieurs pays par la construction de systèmes d'incitation à la dénonciation d'abus, et de promotion des dénonciateurs dans des États dictatoriaux de type nouveau. L'un des exemples les mieux documentés par les recherches récentes est celui de l'URSS stalinienne, même si d'autres formes d'encouragement à la dénonciation ont, elles aussi, existé dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie¹⁴. Ce phénomène a été particulièrement débattu dans le cas de la France de la Seconde Guerre mondiale, pour la dénonciation des juifs, ainsi que d'autres minorités, comme les communistes, les francs-maçons, mais aussi les résistants. Or les recherches récentes évoquent, de façon très argumentée, des pratiques de dénonciation, même si le terme de délation, consacré par l'usage, reste central¹⁵. L'historiographie du Troisième Reich national-socialiste a elle aussi éclairé les ressorts de ces pratiques¹⁶.

On doit insister, bien entendu, sur le fait que le terme et la notion de dénonciation désignent, dans ce cas, des phénomènes intrinsèquement différents de ceux qui sont ici étudiés. Les différences sont extrêmement fortes, à quelques réserves près. Dans la France de la Seconde Guerre mondiale, soupçons de corruption et hantise du marché noir se retrouvent dans certaines dénonciations¹⁷. La ques-

14. François-Xavier NÉRARD, 2004 ; François-Xavier NÉRARD dans Laurent JOLY, 2012.

15. Laurent JOLY, 2012 ; 2017.

16. Robert GELLATELY, 2001 ; Stephanie ABKE, 2003.

17. Fabrice GRENARD, 2012.

tion, certes secondaire, n'est pas ignorée des contemporains. L'autre objection, essentielle, tient aux changements de configuration entre les scandales du temps de paix et les pratiques de délation de 1940-1945. Dans un cas, il s'agit d'une entreprise de critique du pouvoir et d'appel à un public, dont le dénonciateur suppose qu'il est, moralement, apte à juger. De l'autre, il s'agit d'une pratique, souvent anonyme ou secrète, d'appel aux agents du pouvoir, afin de signaler un ou plusieurs citoyens ou individus, désignés comme malfaisants, coupables ou dangereux. Reste que les pratiques de dénonciation ne sont pas toujours restées secrètes : le cas de la publication au *Journal officiel*, en France, de noms de fonctionnaires francs-maçons par le régime de Vichy, illustre bien la complexité des phénomènes à l'œuvre.

Quelles sociologies pour la dénonciation ?

Les recherches récentes en histoire incitent à revenir sur les rapports complexes entre dénonciation et pouvoir politique, pendant une période qui, de l'extrême fin du XVIII^e siècle à la fin du XX^e siècle, est marquée par deux phénomènes. Le premier est l'apparition des scandales médiatisés, sensible au plan international à partir des années 1870-1880. Cela ne doit pas occulter le second : la genèse d'instrumentalisations politiques de pratiques sociales. Ce type d'interrogations conduit à tenter une sociologie de la dénonciation. De façon surprenante, il s'agit d'un sujet d'enquête peu discuté, à quelques exceptions près.

Des auteurs comme Luc Boltanski, et plus généralement le courant de la sociologie pragmatique des années 1980-2000, ont principalement inscrits leurs travaux dans une analyse des rhétoriques et du langage de la dénonciation et de la critique portés par des acteurs individuels, dans leur langage sociologique des « actants ». L'article pionnier de 1984 de Luc Boltanski (avec Yann Darré et Marie-Ange Schiltz), « La dénonciation », repose principalement sur des courriers adressés au quotidien *Le Monde* entre la fin des années 1970 et début des années 1980 par des individus qui entendent dénoncer des personnes ou des phénomènes perçus

comme des injustices ou qui leur auraient porté personnellement préjudice. Leur analyse se concentre particulièrement sur les argumentations par lesquelles les dénonciateurs essaient, par des « montées en généralité » sur des questions de société plus amples que leur cas individuel, de se rendre légitimes aux yeux des journalistes, de se montrer crédibles et d'associer d'autres personnes à leurs dénonciations et revendications¹⁸. En revanche, dans les cas évoqués dans notre ouvrage, prédomine la logique de la dénonciation publique portée par des acteurs ayant des rôles institutionnels (des élus de partis ou de factions politiques, des fonctionnaires, dans des moindres cas des magistrats), par des acteurs de la publication par excellence (les pamphlétaires, les essayistes et les journalistes) ou par des associations prenant part au débat public. Leurs démarches de dénonciation et de critique ne sont que rarement cantonnées à une voix individuelle et isolée (bien qu'en quête d'universalité), mais elles ambitionnent d'emblée — et souvent réussissent — à incarner un point de vue institutionnel, un parti ou un mouvement politique, un mouvement d'opinion, un ensemble de positions intellectuelles et, en même temps à se réclamer d'un intérêt général universel dénonçant des intérêts privés particuliers. En suivant les catégories de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, ces acteurs sont dans la dénonciation et la critique de la cité domestique à partir des « grandeurs » d'une cité civique¹⁹.

Cependant, si certaines analyses et catégories de la sociologie pragmatique sont fort utiles pour comprendre les logiques notamment rhétoriques et langagières de critique et de dénonciation, elles n'abordent pas de front d'autres aspects.

Un autre apport notable à cette sociologie de la dénonciation est un livre collectif dirigé par Jean-Louis Briquet et Philippe Garraud, *Juger la politique*²⁰. Ces études ont livré, pour leur part, une sociologie de certains acteurs, particulièrement sensibles à la dénonciation médiatisée et à la répression de la corruption politique. Ces études prenaient appui sur la multiplication des « affaires » depuis les

18. Luc BOLTANSKI, Yann DARRÉ, Marie-Ange SCHILTZ, 1984.

19. Luc BOLTANSKI, Laurent THÉVENOT, 1991.

20. Jean-Louis BRIQUET, Philippe GARRAUD, 2002.

années 1980 et sur les phénomènes récents dits de « criminalisation de la politique » pour s'intéresser à trois « producteurs de la critique » : « les juges, les journalistes, les écrivains ». Ces premières analyses incitaient, en réalité, à tenter une sociologie de ces acteurs et de leurs pratiques, en essayant autant que possible d'ouvrir le spectre.

Cet effort est poursuivi ici dans les différents chapitres de ce livre, qui veut offrir une analyse élargie de la dénonciation de la corruption sur la longue durée, depuis le début du XIX^e siècle, et une analyse attentive à une pluralité d'acteurs, sans se focaliser sur une catégorie donnée. Les études réunies s'attachent à certains types d'acteurs, et en particulier aux journalistes, publicistes, mais aussi aux hommes politiques ou aux élus, cibles de la dénonciation, mais aussi protagonistes actifs. En revanche, l'accent n'est pas mis sur les acteurs judiciaires et cet ouvrage ne traite pas des magistrats comme acteurs de la dénonciation²¹. Notons cependant que les fonctionnaires ne sont pas oubliés, à la fois comme cibles des dénonciations (Valentina Dal Cin) et comme acteurs de ces processus (Nicolas Maïsetti, Armand Dang Mazang).

De nombreuses communications s'efforcent de saisir l'ensemble des dénonciateurs et des acteurs impliqués : elles font apparaître des figures de militants. La contribution de S. R. Davis, consacrée aux proscrits républicains devenus délateurs au début des années 1880 est suggestive à cet égard. La période la plus récente se caractériserait par une recomposition des formes et des logiques de la dénonciation, mais aussi par une sorte de démultiplication des acteurs, militants de la transparence au sens strict, mais aussi avocats devenus, dit A. Dang Mazang, *cause lawyers*. Les tensions existent entre les dénonciations militantes, au nom de la bonne cause morale, et, d'un autre côté, les dénonciateurs de profession.

Sans doute, sait-on, avec Luc Boltanski et depuis 1984, que « les opérations accomplies par les « affaires » [...] contribuent à faire et à défaire des groupes », et qu'elles sont « toujours associées à des déplacements entre le « cas particulier » et « l'intérêt général », le singulier et le collectif ». Mais il restait à entreprendre une sociologie

21. Jean-Louis BRIQUET, Philippe GARRAUD, 2002.

historique concrète — qui permette de comprendre avec précision ces « opérations » et ces « déplacements ». Voilà quel est, si l'on veut, l'un des objectifs de ce livre collectif. Son postulat général, sur le plan historique, est qu'un fil rouge court des délations révolutionnaires des années 1790-1810 jusqu'aux formes de dénonciation médiatisée de la corruption de la fin du xx^e siècle. Mais selon nous, ce fil, souvent emmêlé, ne permet pas, à lui seul, de saisir les motifs plus complexes sur la trame.

Contextes culturels, domination politique et trajectoires sociales

La dimension comparatiste et pluridisciplinaire de cet ouvrage collectif fait apparaître des points saillants, quelquefois inattendus, lorsqu'il s'agit d'analyser la dénonciation dans une double perspective à la fois historique et sociologique. Plusieurs aspects émergent bien à la lecture des contributions de ce volume. Cinq d'entre eux peuvent être soulignés.

Le premier point concerne la notion même de dénonciation, qui est culturellement située. La sémantique l'indique sans grande ambiguïté : la notion, complexe ou ambivalente en français, à cause du doublet délation/dénonciation, est d'abord une notion très... française. Les termes employés dans d'autres langues en témoignent : l'anglais *denunciation* vient du français. Comme l'évoque Ronald Kroeze, la culture néerlandaise est tout autant imprégnée de références démocratiques et libérales. Pourtant elle ne connaît pas d'équivalent exact à ces pratiques politiques, culturelles, judiciaires et médiatiques. Du côté de l'allemand, on trouve plusieurs expressions proches : *Enthüllung* pour dénonciation, *Korruptionsvorwürfe* pour les accusations de corruption, ou encore le terme *Skandalisierer* pour évoquer ceux qui portent le scandale. Il faut aller vers le mot *Denunziation* pour retrouver le concept, d'ailleurs connoté très négativement en allemand, de délation. La *Denunziation* évoque des épisodes sombres de l'histoire, et en particulier, au xx^e siècle, le Troisième Reich national-socialiste ou, sur un mode différent, les pratiques de surveillance et de répression dans l'État est-allemand

entre 1945 et 1989²². En un mot, penser, comme c'est le cas en France, que la dénonciation a pu être associée à un héritage positif — la Révolution — et passer pour une forme de civisme ne va pas du tout de soi dans de nombreuses autres cultures européennes²³.

Le deuxième point invite à penser que le niveau des scandales et dénonciations de la corruption et des improbités publiques doit être analysé en corrélation avec des contextes et des dynamiques socio-historiques de long terme. De fait, deux moments historiques sont privilégiés dans ce livre : les années 1880-1940 (Benjamin Gérôme, Ronald Kroeze, Silvia Marton, Cédric Passard, Stacey Renee Davis, Gemma Rubí) et la période la plus récente, postérieure à la charnière des années 1980 (E.-Martin Meunier et Ryan Lux, Armand Dang Mezang, Guillaume Courty, Hervé Rayner et Emmanuel Bayle, Stéphanie Dechézelles, Gilles Favarel-Garrigues). Cela ne veut pas dire que les autres périodes sont oubliées, mais leur étude est moins fréquente : le début du XIX^e siècle avec Valentina Dal Cin, le milieu du XIX^e siècle avec Oriol Luján, les années 1950-1960 avec Andrea Perthen côté allemand et avec Nicolas Maisetti côté français. Cela s'explique, peut-être en partie, par un facteur : il est plus difficile de parler de dénonciation de la corruption en dehors des moments de genèse des scandales et des affaires médiatisées — les années 1880-1930 —, ou de redécouverte des scandales — depuis les années 1980 environ. En d'autres termes, la dénonciation, comme les scandales d'ailleurs, ont partie liée avec des phénomènes de transition, de stabilité et de croissance ou à l'inverse de mutations et de légitimité.

Le troisième point concerne la question du pouvoir et du rôle social des acteurs. Les dénonciations sont, dans un certain nombre de cas, exprimées par des acteurs qui sans être systématiquement dominants, détiennent des ressources et du pouvoir et qui, au travers de ces dénonciations, s'essaient à le reproduire ou à le renforcer. S'il est vrai, comme affirme Luc Boltanski que les acteurs de la dénonciation prennent des risques en dénonçant²⁴, ce n'est pas systématiquement vrai lorsque les dénonciateurs sont dans

22. Inge MARSSOLEK, Olaf STIEGLITZ, 2001.

23. Jean-Paul BRODEUR, Fabien JOBARD, 2012.

24. Luc BOLTANSKI, Yann DARRÉ, Marie-Ange SCHILTZ, 1984.

une certaine position de force. C'est le cas des fonctionnaires du gouvernement des Habsbourg en Vénétie après la restauration post-napoléonienne décrits dans l'article de Valentina Dal Cin, ou des fonctionnaires espagnols qui, s'attaquant aux fraudes électorales, veulent dénoncer les « méfaits » du régime parlementaire (Oriol Luján). C'est aussi le cas de dirigeants d'ONG dénonçant, dans les années 2000, la corruption des pays africains (Dang Mezang) ou d'anciens fonctionnaires de la FIFA dans l'article d'Emmanuel Bayle et d'Hervé Rayner. Parfois, le pouvoir de certains dénonciateurs peut même être écrasant : dans la contribution de Gilles Favarel-Garrigues, nous avons probablement le cas le plus éclatant en la personne du russe Alexandre Klichein, un *muckracker* devenu, dans les années 2000, homme du pouvoir établi de Vladimir Poutine et exerçant le rôle de dénonciateur de la corruption depuis le système politique dominant. Par ailleurs, les travaux de Cesare Mattina sur le scandale des fausses factures à la mairie de Marseille en 1982, montrent que les révélations débouchant sur un scandale judiciaire et impliquant de nombreux fonctionnaires municipaux (accusés d'avoir empoché des pots-de-vin afin de ne pas contrôler des travaux dans les bâtiments communaux) proviennent du maire de Marseille Gaston Defferre lui-même. Ce dernier, à l'époque maire et ministre de l'intérieur, contrôle l'enquête de la police judiciaire en l'influençant à sa façon et selon les temporalités qui lui conviennent dans le but d'écarter la vieille garde de son propre parti²⁵. Le point de vue pragmatiste qui privilégie fortement une vision interactionniste des acteurs et l'analyse des controverses a du mal à voir les ressources détenues par les acteurs ainsi que la dissymétrie et les inégalités de pouvoirs entre eux²⁶. Dans certains cas de dénonciation et de critique, il n'y a pas forcément des controverses mais des arguments impératifs qui vont avec des positions de force et qui ne trouvent en face que des réactions faibles, voire aucune.

25. Cesare MATTINA, 2017.

26. Dans sa critique de la sociologie pragmatiste, Bernard Lahire a souligné que ce courant sociologique généralise abusivement les moments critiques en faisant comme si tous les acteurs étaient également dotés de capacités subversives et critiques (cf. Bernard LAHIRE, 2015).

Le quatrième point a à voir avec les trajectoires sociales des acteurs de la dénonciation. Les dénonciations sont portées non seulement par des acteurs ayant des rôles institutionnels, mais aussi par des personnes en chair et en os. Ces personnes ont des positions sociales et ont connu des itinéraires socioprofessionnels et biographiques dont certains auteurs de cet ouvrage essaient de regarder de plus près les caractéristiques. Les chevaliers blancs de la fin du XIX^e siècle sont insérés dans des courants de pensée bien précis auxquels ils se socialisent en devenant au fur et à mesure de véritables professionnels et des entrepreneurs de la dénonciation au travers des écrits de presse, comme le montrent Benjamin Gérôme et Cédric Passard à propos des pamphlétaires et polémistes français des années 1880-1940. On peut faire des constats similaires sur les acteurs médiatiques décrits dans la contribution de E.-Martin Meunier et Ryan Lux concernant les journalistes télévisuels actuels au Canada, ou encore dans le texte d'Andrea Perthen sur les journalistes allemands après 1945. On risque en effet de ne pas saisir une grosse partie des logiques de dénonciation si l'on n'analyse pas les parcours biographiques et socioprofessionnels des dénonciateurs dans leur accumulation de compétences et de savoir-faire dans les domaines juridiques. L'étude de Guillaume Courty sur les dénonciateurs des lobbyistes l'éclaire. Cela est vrai de la militance associative, des ONG ou d'autres dénonciations de la corruption dans le secteur de l'éolien, étudiées par Stéphanie Dechézelles. Force est de constater que, dans la sociologie pragmatique, les propriétés sociales des acteurs, leurs trajectoires sociales et professionnelles, leurs expériences et compétences accumulées précédemment restent assez marginales dans l'analyse des dynamiques de mise en dénonciation publique. Nous en avons un exemple assez frappant dans l'ouvrage de Didier Tornay et Francis Chateauraynaud sur les lanceurs d'alerte, qui n'en retrace quasiment jamais les positions sociales et les itinéraires de socialisation personnelle et socioprofessionnelle. Est ainsi écartée toute hypothèse de l'influence de ces éléments sur l'action de dénoncer²⁷.

27. Francis CHATEAURAYNAUD, Didier TORNAV, 2013.

Le cinquième et dernier point concerne les stratégies liées aux temporalités de la dénonciation. Sans évidemment vouloir parler de calculs parfaitement rationnels, les acteurs de la dénonciation ont des stratégies en matière de choix de rhéoriques, de cibles et d'agendas de publicisation de leurs dénonciations et critiques de la probité publique. Dénoncer les fraudes électorales ou la corruption peut être aussi un moyen d'attaquer des adversaires politiques et le régime parlementaire, comme le montrent bien les contributions de Gemma Rubi sur l'Espagne et la Catalogne du tournant du *xx^e* siècle, ou encore celle de Silvia Marton sur la Roumanie du début du *xx^e* siècle. On ne dénonce et on ne critique pas n'importe quand ni n'importe comment. À la différence de Cyril Lemieux et Damien De Blic qui minorent la question stratégique dans le dévoilement de scandales²⁸, les contributions montrent que les acteurs de la dénonciation peuvent poursuivre des stratégies multiples de dénonciation et de critique. On le voit bien chez les anciens dirigeants de la FIFA étudiés par Emmanuel Bayle et Hervé Rayner ou chez les acteurs associatifs en lutte contre les installations énergétiques d'éoliennes dans le sud-ouest de la France pris dans leurs dilemmes tactiques (Stéphanie Dechezelles).

* * *

Compte tenu de ces interrogations et de ces hypothèses, les contributions scientifiques ici réunies offrent une vision contrastée de la dénonciation de la corruption. Celle-ci apparaît comme le fruit des transformations de longue durée qui affectent nos sociétés politiques. Mais elle est aussi un témoin de l'entrée récente dans une ère marquée par des formes inédites de défiance à l'égard du pouvoir.

L'une des hypothèses générales vers lesquelles ce livre tend est en effet que des discontinuités historiques majeures séparent les pratiques et les normes culturelles héritées de la fin du *xviii^e* siècle de celles qui ont cours depuis la fin du *xx^e* siècle, avec l'entrée, peut-être, dans une autre période historique marquée par une culture de la transparence. La fin du *xx^e* siècle voit, selon Pierre Rosanvallon,

28. Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, 2005.

la création d'« une nouvelle fonction morale et politique de la dénonciation », liée à la « transparence²⁹ ». Celle-ci constitue, à ses yeux, l'élément majeur de rupture, ou l'inflexion la plus notable, dans un processus historique placé sous le signe de remarquables continuités. Dans d'autres langues, ce phénomène se traduit par l'usage de nouveaux vocables : ainsi le terme anglais *whistleblower* est adopté en allemand au début du xxi^e siècle pour évoquer une pratique plus positive et moins connotée négativement que la *Denunziation*.

Si l'on accepte la pertinence de cette analyse, il faudrait suivre Pierre Rosanvallon et admettre que la transparence est moins la fille de la publicité que l'enfant naturel de la défiance. On s'éloigne de la sphère publique pour se rapprocher d'une histoire qui reste en bonne partie à écrire : celle des mises en jugement du pouvoir pour immoralité, celle des quasi-institutions de la révélation scandaleuse ou, en tout cas, des formes politiques qui véhiculent les combats et les idéologies des acteurs critiques. Or, cette histoire englobe la question des instrumentalisations politiques et des usages d'État. Elle évoque, depuis les années 2000, les « dérives possibles » et en particulier les « tentations populistes-réactives » liées à la dénonciation³⁰. En bref, la question de la corruption serait toujours grosse de remises en cause des régimes politiques et de déstabilisation des formes existantes de gouvernement.

29. Pierre ROSANVALLON, 2006, p. 51.

30. *Ibid.*, p. 28.

Références bibliographiques

ABKE Stephanie, *Sichtbare Zeichen, unsichtbare Kräfte. Denunziationsmuster aund Denunziationsverhalten 1933-1949*, Tübingen, 2003.

BERNADEAU Vincent, « La dénonciation calomnieuse au XIX^e siècle : acteurs, circuits et implications », in CHARAGEAT Martine, SOULAT Mathieu (coord.), *Dénoncer le crime du Moyen-âge au XIX^e siècle*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2014.

BOLTANSKI Luc, DARRE Yann, SCHILTZ Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 51, 1984, p. 3-40.

BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

(BOUCHER D'ARGIS), « Délateur (jurisprud.) », *Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, (1751-1772)*, Volume IV [Cons-Diz], Paris, 1754, p. 777b; consultable sur le site ENCCRE de l'académie des sciences : <http://enccre.academie-sciences.fr/encyclopedia/>.

BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (coord.), *Juger la politique : entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

BRODEUR Jean-Paul et JOBARD Fabien, « Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ? », in CZECHOWSKI Nicole, HASSOUN Jacques (coord.), *La délation, un archaïsme, une technique*, Paris, Autrement, 1992.

CHATEAURAYNAUD Francis, TORNÉY Didier, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, éditions de l'EHESS, 2013, [1^e éd. 1999].

DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric (coord.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014.

DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, n° 71, 2005, p. 9-38.

DOGANIS Carine, *Aux origines de la corruption*, Paris, Puf, 2007.

ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, PETITEAU Nathalie (coord.), *La politique vue d'en bas. Pratiques privées et débats publics XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 2012.

ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric, DARD Olivier (dir.), *Krumme Touren in der Wirtschaft. Zur Geschichte ethischen Fehlverhaltens und seiner Bekämpfung*, Köln, Böhlau, 2015.

ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MATTINA Cesare, MONIER Frédéric (coord.), *Stadt, Macht; Korruption*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2017.

FITZPATRICK Sheila, GELLATELY Robert (dir.), *Accusatory practices: denunciation in modern European history, 1789-1989*, Chicago, University of Chicago press Journals, Studies in European history from the *Journal of modern history*, 1997.

GAYRAUD Jean-François, *La dénonciation*, Paris, Puf, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1995.

GELLATELY Robert, *Backing Hitler. Coertion and consent in Germany*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot & Rivages, 2012.

JOLY Laurent (coord.), *La dénonciation dans la France des années noires*, Paris, Perrin, 2012.

JOLY Laurent, *Dénoncer les Juifs sous l'occupation*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

LAHIRE Bernard, *Ceci n'est pas qu'un tableau. Essai sur l'art, la domination, la magie et le sacré*, Paris, La Découverte, 2015.

LASCOUMES Pierre (coord.), *Favoritisme et corruption à la française. Petits arrangements avec la probité*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2010.

LEGOFF Jean-Baptiste, « Dénoncer les conventionnels pendant la Terreur et la Réaction thermidorienne : des logiques et pratiques entre local et national », *Annales historiques de la Révolution française* [en ligne], n° 372 | avril-juin 2013, mis en ligne le 1^{er} juin 2016.

LEMNY Stefan, « Essais de définition. Délation, dénonciation, délateur, dénonciateur dans les dictionnaires français jusqu'à la révolution », *Annales historiques de la Révolution française* [en ligne], n° 368, 2012.

MARSSOLEK Inge, STIEGLITZ Olaf (coord.), *Denunziation im 20. Jahrhundert. Zwischen Komparatistik und Interdisziplinarität*, Cologne, *Historische Sozialforschung*, 26, n° 2/3, 2001.

MATTINA Cesare, « Dénoncer l'improbabilité publique dans une "ville maudite". Acteurs, rhétoriques et contextes de la critique de la politique marseillaise depuis les années 1980 », in MARTON Silvia, MONIER Frédéric, DARD Olivier (coord.), *Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017, p. 205-217.

MONIER Frédéric (coord.), « La corruption et ses critiques », *Cahiers Jaurès*, n° 209, 2013, p. 3-122.

MONIER Frédéric, DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo (coord.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014.

NÉRARD François Xavier, *Cinq pour cent de vérité: la dénonciation dans l'URSS de Staline (1928-1941)*, Paris, Tallandier, 2004.

RIQUETI DE MIRABEAU Honoré Gabriel, *Lettre du comte de Mirabeau au comité des Recherches*, Paris, Lejay, 1789.

RIVIÈRE Yann, *Les délateurs sous l'Empire romain*, Paris, de Boccard, École française de Rome, 2002.

ROSANVALLON Pierre, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006.

TÄNZLER Dirk, MARRAS Konstadinos, GIANNAKOPOULOS Angelos, *The social construction of corruption in Europe*, Londres, Routledge, 2012.

PREMIÈRE PARTIE

AUX SOURCES DE LA DÉNONCIATION: POLITIQUE ET LÉGITIMITÉ

Dénoncer la corruption dans les transitions politiques

*Le Nord de l'Italie de Napoléon
aux Habsbourg*

Valentina DAL CIN

Les moments de crise et de rupture provoqués par des changements politiques favorisent certaines pratiques, comme la dénonciation de la corruption: ils offrent l'opportunité de se pencher à la fois sur le mode d'emploi de cette dernière et sur la perception des phénomènes dénoncés ainsi dans un contexte de transition¹. C'est dans un tel contexte que vécut la péninsule italienne tout au long de la *Sattelzeit*, période de passage de l'ancien régime à la modernité du XIX^e siècle². Pendant cette phase, l'introduction de nouvelles logiques de gouvernement — par exemple, l'idée de rémunérer chaque fonctionnaire public avec un salaire précis — s'accompagna de la perpétuation, plus ou moins manifeste, de pratiques anciennes dont l'obtention d'emplois publics moyennant une somme d'argent.

1. On considérera que la corruption existe: [...] *whenever a power holder who is charged with doing certain things, that is a responsible functionary or office holder, is by monetary or other rewards [...] induced to take actions which favour whoever provides the reward and thereby damage the group or organization to which the functionary belongs, more specifically the government* (Carl J. FRIEDRICH, 2002, p. 15-16).

Sur l'utilisation différenciée à l'époque moderne de « corruption » et de « péculation », « exaction », « concussion », voir Maryvonne GÉNAUX, 2002, p. 513-530. Souvent les dénonciateurs ne sont pas précis, décrivant une situation qui relève de la concussion ou du péculation sans utiliser le terme spécifique. Le mot corruption lui-même n'est pas toujours employé. Pourtant, les auteurs de dénonciation entendaient bien qu'il s'agissait de comportements condamnables.

2. Sur les caractéristiques de la « modernité » des États du XIX^e siècle, dont la bureaucratisation, voir Christopher A. BAYLY, 2004, p. 247-283.

La persistance de ces pratiques au sein d'un nouveau contexte — qui en changea la perception, si ce n'est la substance — put engendrer des malentendus ou conduire à de véritables conflits. Ces moments de friction sont des indicateurs précieux pour comprendre quand, comment et pourquoi s'affirment de nouvelles valeurs définissant le « bon » et le « mauvais » comportement dans la sphère publique³.

À travers l'analyse de cas empiriques, on peut vérifier la portée novatrice du principe de séparation entre la sphère privée et la sphère publique et sa capacité à changer la perception de pratiques de favoritisme existant dans le cadre de relations de patronage. Liée au discours politique révolutionnaire diffusé en Europe par l'armée française et ensuite validée *via* l'introduction des nouveaux codes napoléoniens, la séparation des deux sphères marque, en effet, un changement culturel crucial⁴. En phase avec ce changement, « la notion de favoritisme se confond avec celle de corruption⁵ ». La perception de cette dernière, autrefois mal tolérée mais en même temps considérée comme incontournable⁶, change à l'entrée dans l'ère contemporaine. Elle commence à être jugée contraire au bon fonctionnement de la machine bureaucratique et devient dès lors un véritable problème.

Avoir un regard historique sur la corruption implique d'en avoir un semblable sur la dénonciation, qu'il s'agisse de son contenu, sa rhétorique et ses conséquences⁷. Dans un contexte où l'emploi commence à ne plus être considéré comme une grâce à obtenir à la suite d'une supplique, mais comme le fruit de la reconnaissance de compétences, la dénonciation de l'octroi de faveurs sous le prétexte qu'il s'agit d'une pratique corrompue permet en même temps de s'interroger sur l'évolution de la perception du rôle de fonctionnaire⁸.

3. James KENNEDY *et al.*, 2008, p. 4; Toon KERKHOFF *et al.*, 2013, p. 21-23.

4. Jens Ivo ENGELS, 2009, p. 156-157.

5. Frédéric MONIER, 2014, p. 25.

6. William DOYLE, 2013, p. 62.

7. Sur l'historicisation de la corruption voir Jean-François MÉDARD, 2000, p. 79-80.

8. Sur l'administration publique entre ancien régime et époque contemporaine voir ISAP, *L'amministrazione nella storia moderna*, 1985. Sur les caractéristiques des fonctionnaires publics : *Istruzioni generali ai Cittadini incaricati delle funzioni di Ministro per la scelta degli Impiegati subalterni*, cité dans Carlo CAPRA, 1978, p. 252-253.

Pour analyser empiriquement la portée de l'introduction du principe de séparation entre les deux sphères — privée et publique — on se concentrera sur des cas de dénonciation relevés dans le Nord de l'Italie pendant la transition (1813 à 1815) entre le gouvernement napoléonien et le gouvernement autrichien.

Français et Autrichiens entre anciennes pratiques et nouvelles procédures

En 1797, l'armée d'Italie du général Bonaparte mit fin à l'existence de la *sérénissime* république de Venise. Après environ huit mois de « démocratie », une période pendant laquelle chaque cité puis chaque province de l'ancien État vénitien se gouverna par elle-même sous la tutelle du commandement militaire français, le traité de Campoformio signé entre la République française et l'Empire autrichien céda à ce dernier la souveraineté sur la plupart des territoires vénitiens. Le Nord-Est de l'Italie demeura dans les mains des Habsbourg de 1798 jusqu'en 1805, date à laquelle le traité de Presbourg l'intégra dans le royaume d'Italie, État satellite de l'Empire français dont Milan était la capitale. La Vénétie resta sous influence française jusqu'au début, en 1813, de l'avancée des armées autrichiennes qui mirent un terme au régime napoléonien l'année suivante. En 1815, le congrès de Vienne entérina la souveraineté des Habsbourg sur l'ensemble des anciens territoires vénitiens, qui furent rattachés à la Lombardie pour donner naissance au royaume lombardo-vénitien.

Malgré les proclamations faites à leur arrivée en Vénétie au début de l'année 1798, l'intention des Autrichiens n'était pas de ressusciter l'ancien régime en rétablissant la situation antérieure à l'arrivée des troupes françaises en 1796. Certaines décisions allèrent certes dans ce sens, à cause du manque d'expérience dans l'administration des nouveaux territoires et de la nécessité d'obtenir la faveur des nouveaux sujets. Mais, en parallèle, les Autrichiens décidèrent de se détacher de certaines pratiques politico-administratives de l'ancienne république de Venise⁹. Giuseppe Pellegrini, chef

9. Sur la corruption dans la république de Venise voir Alexander NÜTZENADEL, 2009, p. 121-139 et Donald QUELLER, 1987, p. 313-363. Sur la politique du *broglio*, voir Maud HARIVEL, 2016.

du gouvernement autrichien à Venise, souligna les inconvénients imputables aux mécanismes de patronage typiques de la politique vénitienne de gestion du trésor public. Selon lui, les patriciens, qui servaient l'État sans percevoir aucun salaire étaient récompensés par le système de la faveur (*favoritismo*) et des « protections », ce qui ne manquait pas de privilégier les moins méritants¹⁰. Emplois, prix, gages et récompenses — longtemps utilisés par le patriciat comme instruments politiques — commencèrent à être trouvés contraires au bon déroulement des affaires publiques.

Une fois intégrée dans le royaume d'Italie, la Vénétie en adopta le code pénal, qui sanctionnait tout fonctionnaire public coupable d'avoir accepté des dons pour accomplir — ou ne pas accomplir — son office. Le code sanctionnait aussi tout individu ayant corrompu ou tenté de corrompre un fonctionnaire afin d'obtenir un vote favorable, de faux procès-verbaux ou certificats, des places ou des emplois, l'obtention de marchés publics ou tout autre faveur. Ainsi, la confusion des intérêts privés et des intérêts publics se voyait condamnée¹¹. Malgré le changement de régime, les codes (pénal et civil) du royaume d'Italie continuèrent à être utilisés par les Autrichiens durant les années de transition 1813-1815. La fragilité de leur occupation militaire les décida à installer un gouvernement provisoire, avec pour chef le prince de Reuss-Plauen, et à créer une direction générale de la police placée sous les ordres du baron Anton von Raab. Les nouveaux gouvernants estimèrent opportun de conserver à titre provisoire la structure administrative et judiciaire héritée de l'époque napoléonienne, toutes les lois et tous les règlements du royaume d'Italie, ainsi que tous les employés qui n'avaient pas quitté

10. *Informazione sull'odierna amministrazione e governo delle provincie austrovenete* (1801), cité dans Michele GOTTARDI, 1993, p. 28. Pour les patriciens, comme pour les *cittadini*, certains rôles étaient utiles en termes de *cursus honorum*, mais le salaire qui leur était associé ne couvrait pas les dépenses nécessaires. Dans tous les cas, à Venise, les fonctionnaires jouissaient d'une rétribution qui n'était ni fixe ni uniquement monétaire, voir Andrea ZANNINI, 1993, p. 138-139, 146-147.

11. *Repertorio universale della legislazione* 1811, art. 177-183, p. 166-167. Au-delà de ce qui était défini par le mot corruption, le Code pénal punissait d'autres crimes commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. Il s'agissait du pécumat (art. 169-173), de la concussion (art. 174), des abus de pouvoir (art. 184-191) et d'autres exercices illégaux de l'autorité publique (art. 196-197).

leur poste. Néanmoins, plusieurs places se trouvèrent vacantes, parce que certains fonctionnaires avaient obéi à l'ordre du vice-roi Eugène de Beauharnais de suivre l'armée napoléonienne en retraite. Dans ce contexte politico-militaire incertain, les Autrichiens eurent du mal à trouver des remplaçants qualifiés, car seuls des opportunistes sans scrupules acceptaient de prendre le risque de remplir une charge qui les placerait dans une mauvaise position si Napoléon parvenait à renverser la situation¹². On se souvenait bien de ce qui s'était passé en 1809 quand les nombreux fonctionnaires qui avaient trahi leur serment de fidélité à Napoléon à l'occasion d'une brève occupation autrichienne furent mis en jugement après le renversement de situation¹³. Par conséquent, entre 1813 et 1815, les Autrichiens durent avoir recours, d'une part, à de nouveaux fonctionnaires qui n'étaient pas toujours à la hauteur de la tâche et, d'autre part, à d'anciens fonctionnaires qui symbolisaient le royaume d'Italie et toutes ses vexations. Cette situation fut le terreau d'une quantité considérable d'accusations qui créèrent un climat de suspicion généralisée.

Péculat et concussion : accusations fondées ou accablement politique ?

Dans les dénonciations adressées au gouvernement provisoire autrichien, on peut remarquer certains éléments récurrents : une justification de la dénonciation, l'adulation du gouvernement et la volonté de le mettre en garde sur les dangers auxquels il risque de devoir faire face (trahison de fonctionnaires, soulèvement populaire, etc.). Il ne s'agissait pas d'une rhétorique nouvelle. La justification de la dénonciation était déjà une pratique courante sous l'ancien régime, surtout quand l'auteur se cachait derrière l'anonymat, tout comme l'étaient l'utilisation des formules de *captatio benevolentiae* et la mise en garde, qui avait pour but d'impressionner le gouvernement afin d'obtenir son attention¹⁴.

12. John R. RATH, 1969, p. 33.

13. Sur l'année 1809 en Vénétie, voir Carlo BULLO, 1898-1899.

14. Paolo PRETO, 2003, p. 107 et 113.

Étaient visés par les dénonciations des anciens fonctionnaires du royaume d'Italie, supposés être des partisans de Napoléon, mais aussi des fonctionnaires nouveaux, réputés soutenir plutôt la cause des Habsbourg. Dans le premier cas, mais de façon non exclusive, les stigmatisés étaient accusés d'être fanatiquement attachés au gouvernement précédent et de faire partie de la franc-maçonnerie. Si, dans un régime parlementaire caractérisé par la lutte entre différents partis, l'opposition politique est légitime, dans le contexte italien de 1813-1815 elle relevait encore du domaine de l'infidélité¹⁵. Quant à la dénonciation de l'affiliation à la franc-maçonnerie, elle faisait fonds sur l'aversion de l'empereur François I^{er} pour toute société secrète¹⁶; même si les loges maçonniques de l'époque napoléonienne avaient un caractère purement institutionnel et si l'adhésion de fonctionnaires relevait surtout d'une logique de carrière, François I^{er} décida que les anciens affiliés devaient demander pardon à l'empereur avant d'être estimés employables¹⁷. Ces deux accusations d'attachement à Napoléon et d'adhésion à la franc-maçonnerie pouvaient en tout cas compromettre la carrière de tout fonctionnaire. Elles apportèrent souvent un supplément d'âme aux accusations portées à l'encontre de fonctionnaires à la conduite méprisable en raison de malversations.

Ce fut le cas du conseiller de la préfecture de Vérone Dionisio Stappo, dénoncé par un certain Giuseppe Forno qui le décrit comme un « jacobin » et un franc-maçon très attaché à la cause démocratique depuis 1797. Pourtant, le vrai objet de la dénonciation était son comportement déplorable et illicite selon le code pénal napoléonien lui-même. Stappo aurait obligé Forno à lui céder des terres en le menaçant de le faire arrêter, abusant ainsi de son rôle. De plus, Forno l'accusa d'avoir ordonné la construction d'une route reliant la ville de Masi à celle de Cazzano jusqu'à sa maison; construction pour laquelle on avait porté atteinte à plus de quarante propriétaires fonciers, creusé une montagne et détourné les cours d'eau¹⁸.

15. William DOYLE, 2013, p. 65.

16. John R. RATH, 1969, p. 43.

17. Marco MERIGGI, 1983, p. 251 ; Eurigio TONETTI, 1997, p. 200.

18. Archives d'État de Venise (ASVe), *Presidio di governo veneto* (PGV), b. 18. La déclaration de Giuseppe Forno est datée du 26 avril 1814. Le délégué de police de

On peut constater la même combinaison de mise en cause de la fidélité politique et d'accusations relatives à des abus de pouvoir ou des malversations dans les dénonciations qui visèrent Antonio Porcia, nommé préfet provisoire de Trévise par les Autrichiens en 1814. Malgré son appartenance à une famille noble frioulane traditionnellement liée aux Habsbourg, un dénonciateur anonyme affirma que Porcia idolâtrait le gouvernement français au point d'avoir forcé son fils unique à prendre les armes sous Bonaparte. De plus, il avait accumulé « des trésors aux dépens des pauvres habitants ». Par conséquent, si on ne le renvoyait pas, il y aurait une révolution dans la province¹⁹. Plusieurs dénonciations, dont certaines signées, s'employèrent de même à condamner l'administration de Porcia, souillée par la distorsion de fonds publics et l'irrégularité dans l'attribution et la gestion des marchés publics²⁰. En mai 1814, le secrétaire impérial Carlo Giusto Torresani-Lanzfeld demanda à l'intéressé de justifier les « prix exorbitants » accordés aux fournisseurs des troupes : selon plusieurs dénonciateurs, le préfet et un employé de la préfecture complice prélevaient au moins dix pour cent sur tous les marchés publics, fait qui fut confirmé par les fournisseurs eux-mêmes²¹. Antonio Porcia répondit qu'il s'agissait de calomnies, aucune preuve n'attestant l'existence d'un quelconque pot-de-vin. À l'en croire, il était inconcevable que la voix d'un fournisseur eût la moindre valeur face à celle d'un fonctionnaire public qui la démentait²².

Ces dénonciations mixtes d'infidélité et de malversations ne sont pas une nouveauté du XIX^e siècle. À l'époque vénitienne, on se servait déjà des dénonciations secrètes, anonymes ou signées, pour mettre en évidence les abus des administrateurs, dont la concussion,

Vérone confirma l'attachement de Stappo au régime napoléonien, mais non les autres accusations. Néanmoins, la faible confiance publique dont il jouissait suffisait à justifier son renvoi, selon l'avis du directeur général de police. ASVe, PGV, b. 18, fasc. 621. Padoue, 19 juillet 1814.

19. ASVe, PGV, b. 32, fasc. 2248. 1^{er} juin 1814.

20. *Ibid.*, b. 14, fasc. 213. Mai 1814.

21. *Ibid.* Padoue, 22 mai 1814.

22. *Ibid.* Trévise, 5 juin 1814.

le pécumat et les extorsions²³. L'écart le plus marquant avec l'ancien régime concerne la perception que l'on a de la nomination d'individus à des postes pour lesquels ils n'étaient pas qualifiés en échange d'une somme d'argent. Avant 1797, la vénalité des charges publiques ou le choix de fonctionnaires selon des logiques de patronage étaient une pratique courante que l'on n'inscrivait pas dans le domaine de la corruption²⁴.

Vingt ans après, au début du XIX^e siècle, ces mêmes pratiques n'étaient plus admissibles. En 1814, on dénonça l'intendant des finances de Vérone, Francesco Vincenti-Foscarini, que les Autrichiens avaient maintenu à ce poste, en le présentant comme un individu « pénétré par les principes des anciens nobles vénitiens ». L'intendant était accusé d'avoir proposé pour être caissier des finances trois individus dont aucun ne possédait les titres nécessaires. Tous trois avaient obtenu cette promotion moyennant une somme d'argent et étaient des employés subordonnés à Vincenti-Foscarini, situation qui soulignait la « partialité manifeste » de ce dernier. L'accusateur affirmait que l'intendant ne favorisait personne en fonction de ses « mérites », mais seulement eu égard à son argent : il sacrifiait « les devoirs » de tout fonctionnaire public à sa propre vénalité, abusant ainsi de son emploi²⁵.

Comme dans de nombreux cas, l'auteur de cette dénonciation choisit l'anonymat. Ce choix ne s'explique pas seulement par la peur de représailles, mais aussi par la volonté de cacher le véritable objectif de la dénonciation. Parfois les auteurs étaient poussés par la rancune personnelle, parfois par l'espoir de se débarrasser d'anciens fonctionnaires du royaume d'Italie — soit parce qu'ils étaient considérés comme responsables de l'oppression du régime napoléonien, soit parce que leur renvoi pouvait ouvrir des possibilités en termes d'emplois publics. Une dénonciation envoyée au directeur de police Anton von Raab explique que, pour parvenir à

23. Paolo PRETO, 2003, p. 159. Si le pécumat était caractérisé dans les lois vénitiennes comme un délit contre l'administration publique, ce n'était pas le cas de l'extorsion et de la concussion. Pourtant, les trois étaient punis par la justice vénitienne : voir Gaetano COZZI, 1996, p. 85-89.

24. Sur la vénalité des offices de *ministero* à Venise, voir Roland MOUSNIER, 1970, p. 387-401.

25. ASVe, PGV, b. 21, fasc. 948 (sans date, mais dans un fascicule de mai-juin 1814).

leur but, « l'intérêt des francs-maçons » était « d'occuper les postes dans toutes les branches » du gouvernement. Si von Raab voulait éviter que l'an à venir — 1815 — fût « bien turbulent et orageux », il devait « changer des guides » et « faire la guerre aux Jacobins²⁶ ». L'utilisation anachronique du mot « jacobin », qu'on retrouve encore souvent en 1813-1815, nous donne l'image d'un contexte politique où les blessures causées par la rupture de 1797 étaient encore à vif. En Vénétie, ce terme avait toujours été utilisé avec une connotation péjorative, si bien que même les « patriotes » les plus engagés dans les institutions démocratiques de 1797 évitaient cette appellation²⁷. Qualifier un individu de « jacobin » dans une dénonciation revenait donc à fragiliser son réemploi.

Selon les dénonciateurs, la transition d'un régime à l'autre devait en fait conduire à une vaste campagne d'épuration²⁸. S'agissant des fonctionnaires dont la conduite avait été répréhensible pour les raisons évoquées, on insistait surtout sur le nécessaire renvoi des étrangers. N'étaient pas prioritairement visés les Autrichiens, mais les Lombards, qui avaient été favorisés par le royaume d'Italie. L'auteur d'une dénonciation anonyme que le conseiller d'État Bernhard von Hingenau transmet au gouverneur de Venise Peter von Goëss, déplorait ainsi que « la Nation » frémissse « en voyant ses tyrans encore à leur place ». Et de suggérer :

Les chefs [du gouvernement] doivent être tous des Vénitiens bien expérimentés ou des Autrichiens qui savent très bien la langue et qui ont des bonnes manières ; il faut se garder des Lombards²⁹.

Dans le cas des dénonciations signées, le but des auteurs était de demander la protection du gouvernement et de réclamer justice, en décrivant les abus dont ils avaient été les victimes, les mauvais procédés à leur encontre de fonctionnaires qui avaient profité de leur rôle public pour favoriser leurs intérêts privés. Il s'agissait de

26. *Ibid.*, b. 35. 30 janvier 1815.

27. Erasmo LESO, 1991, p. 243-244. À noter qu'après Thermidor, on retrouvait même en France cette connotation péjorative et on faisait allusion aux « buveurs de sang » qui avaient su se maintenir en place sous l'administration directoriale puis impériale.

28. John R. RATH, 1969, p. 52-53.

29. ASVe, PGV, b. 36, fasc. 196 (sans date, mais dans un fascicule du 28 avril 1815).

dénonciations qui donnaient lieu à l'ouverture de procédures judiciaires contre ces fonctionnaires mis en cause, à s'en tenir au code napoléonien³⁰.

L'attitude du gouvernement autrichien vis-à-vis des dénonciations

On l'a souligné, entre 1813 et 1815, le gouvernement provisoire autrichien dut faire face à un grand nombre de dénonciations. Le conseiller de gouvernement Paulucci en vint à écrire à la direction générale de la police qu'il fallait être prudent dans l'évaluation de ces dénonciations, parce que les Italiens avaient l'habitude de s'accuser les uns les autres, poussés par la jalousie et la rancune³¹.

Néanmoins, les dénonciations n'étaient pas sans influence, même les anonymes. Malgré les critiques dont ces dernières avaient fait l'objet pendant la saison démocratique de 1797, elles continuèrent à être prises au sérieux par le code pénal autrichien de 1803, puis par les codes napoléoniens³². Pour chaque dénonciation, la direction générale de police ordonnait aux bureaux de police locaux de collecter toutes les informations nécessaires pour jeter la lumière sur le bien-fondé des accusations. Tout comme les dénonciations, les informations prises par les policiers autrichiens étaient parfois biaisées par une partialité qui pouvait aller jusqu'à la calomnie. Les individus les plus attachés au régime napoléonien étaient souvent décrits comme des fonctionnaires odieux ou incompetents. Le juge de la cour d'appel de Venise, Giovanni Battista Sanfermo, fils d'un conseiller d'État du royaume d'Italie, fut blâmé à la fois pour ses opinions politiques et pour sa conduite en tant que fonctionnaire. Selon le commissaire de police, ses faibles connaissances en droit

30. Le code de procédure pénale du royaume d'Italie distinguait trois types de dénonciation : la dénonciation officielle, la dénonciation civique et la dénonciation simple. Tout individu qui se croyait lésé par un délit pouvait porter plainte devant le juge de paix ou le tribunal correctionnel. À la différence des délits publics, dans les délits privés le juge procédait à l'instruction seulement si la plainte était signée. *Codice di procedura penale* 1807, p. 22-27.

31. ASVe, PGV, b. 32. Padoue, 1^{er} avril 1814.

32. Paolo PRETO, 2003, p. 186.

s'ajoutaient à sa partialité dans les jugements, et il fut ainsi soupçonné de « corruption³³ ». Or, docteur en droit de l'université de Padoue en 1800, adjoint puis procureur général au tribunal criminel de Padoue, Sanfermo avait beaucoup d'expérience, comme on le lui avait reconnu naguère³⁴. L'insistance sur sa mauvaise conduite en tant que juge visait masquer les motivations éminemment politiques de sa destitution.

Craignant d'avoir été dénoncés et conscients des enquêtes menées par le gouvernement, divers fonctionnaires décidèrent de prévenir toute décision en rédigeant des mémoires justificatifs. Par exemple, le procureur général de la cour d'appel de Venise, Luigi Longhi, crut opportun de faire remarquer au gouvernement que son rôle lui avait valu beaucoup d'ennemis. Sa défense reposait sur plusieurs pièces justificatives et sur un mémoire qui exposait minutieusement sa conduite en soulignant sa modération dans les procès politiques qui avaient suivi l'occupation autrichienne de la Vénétie en 1809³⁵. Sa posture vis-à-vis des fonctionnaires accusés de complicité avec l'Autriche fut si conciliatrice que le vice-roi Eugène de Beauharnais se plaignit des jugements des cours spéciales des départements du Bacchiglione et de l'Adriatico, supervisées par Longhi, écrivant :

Il est clair que quelques-unes des cours spéciales sont ou réellement ennemies du gouvernement, ou accessibles à je ne sais quel moyen de corruption³⁶.

Paradoxalement, la corruption dont le gouvernement napoléonien l'avait soupçonné fut utilisée par Longhi comme un argument en sa faveur, afin de prouver sa partialité au bénéfice des Habsbourg.

En général, malgré l'intention de l'empereur François I^{er} de renvoyer tout fonctionnaire ayant perdu la confiance publique, une

33. ASVe, PGV, b. 17, fasc. 1280. Venise, 13 juillet 1814.

34. *Ibid.*, fasc. 1279. « *Tabella de'funzionari, degli impiegati della Corte d'appello in Venezia estesa a termini dell'ossequiato dispaccio governativo del giorno 19 febbraio anno 1814* ».

35. ASVe, PGV, b. 15, fasc. 382 et b. 22, fasc. 1070. 31 mai 1814.

36. L'avis du vice-roi est daté du 31 octobre 1809 à Villach. Le mémoire fut reçu le 31 mai 1814. ASVe, PGV, b. 22, fasc. 1070.

dénonciation à elle seule n'était pas suffisante pour écarter un individu de tout rôle public. Le directeur général de la police Anton von Raab considérait qu'un fonctionnaire qui avait bien servi le gouvernement napoléonien pouvait tout aussi bien servir le gouvernement autrichien³⁷. D'ailleurs, les individus les plus détestés, et donc les plus dénoncés, étaient souvent ceux qui avaient accompli leurs tâches avec le plus d'exactitude et d'efficacité (il suffit de penser à la conscription).

Cette impression est confirmée par la défense des employés de la préfecture de Vérone, — qui avaient tous fait l'objet d'une dénonciation — rédigée par le préfet provisoire Antonio Maffei. Vu que sa renommée d'adversaire farouche du régime napoléonien garantissait son impartialité, Maffei fit remarquer au gouvernement que les accusations de « despotisme » et de « violence » étaient trop génériques et non prouvées³⁸. Si des fonctionnaires avaient profité « d'une manière infâme » des malheurs de la population afin d'en tirer des avantages économiques, il était très difficile de les distinguer des autres, car les nécessités de la guerre avaient rendu détestable tout administrateur public³⁹. Selon Maffei, il fallait se méfier des dénonciations anonymes et de tous ceux qui « jetaient la pierre en cachant la main ». Il était également nécessaire de se garder des intrigants qui parcouraient tous les bureaux du gouvernement en dénigrant tout le monde et surtout de ceux qui cherchaient un emploi, car ils espéraient l'obtenir en souillant la réputation des fonctionnaires en place. Le préfet plaida donc pour le maintien de ses employés, non au nom de la bonté, mais au nom d'un « esprit de modération » qui, selon lui, était « le premier devoir d'un magistrat⁴⁰ ».

* * *

37. John R. RATH, 1969, p. 44.

38. ASVe, PGV, b. 18, fasc. 621. Verona, 16 giugno 1814. ASVe, PGV, b. 20. Vérone, 16 août 1814.

39. *Ibid.*, b. 20. Vérone, 16 août 1814.

40. *Ibid.*, b. 24, fasc. 1360. Vérone, 20 septembre 1814.

La rapide succession de régimes caractérisant la période révolutionnaire et napoléonienne, qui obligea les individus à de multiples prises de position et justifications rétrospectives de leur conduite, a pu être évoquée comme « un cadre d'observation privilégié » pour mesurer les fidélités et les opportunismes⁴¹. Dans les moments de rupture proclamée et de transition effective, la dénonciation des abus commis par les fonctionnaires publics se révéla être un outil à mi-chemin entre la lutte politique et la volonté de se faire justice. Des accusations d'infidélité politique se mêlaient souvent à des accusations qui relevaient du domaine de la corruption. Les pratiques condamnables à cet égard, qui faisaient référence à la confusion des intérêts publics et des intérêts privés, ne concernèrent pas seulement la sphère économico-financière proprement dite (pécumat, concussion, escroqueries et extorsions), mais aussi les pratiques administratives et le rôle du fonctionnaire. Si le détournement de fonds publics était déjà condamné sous l'ancien régime, l'obtention d'un emploi moyennant de l'argent était alors une pratique courante et acceptée. Validant un principe issu de la Révolution française, le Code pénal napoléonien sanctionna au contraire la vénalité des charges ; cette disposition fut utilisée dans les dénonciations en parallèle à des arguments plus classiques. Relié aux « devoirs de l'emploi », ce discours témoigne de la naissance d'une éthique du service de l'État.

En même temps, malgré leur attachement au bien public hautement déclaré, bien souvent les dénonciateurs n'étaient pas désintéressés. Se cachant derrière l'anonymat, certains d'entre eux essayèrent d'obtenir la démission d'un fonctionnaire qu'ils détestaient pour des raisons personnelles, ou bien d'une catégorie entière de fonctionnaires — les anciens employés du royaume d'Italie ou les Lombards — afin d'obtenir des opportunités d'emploi. Si leur but était le même, les raisons qui poussaient les auteurs des dénonciations signées étaient différentes, car ils avaient été les premières victimes des abus signalés. Anonymes ou signées, la rhétorique utilisée dans les dénonciations visait à présenter leurs auteurs comme les sujets les plus loyaux de la maison de Habsbourg, tandis que les

41. Pierre SERNA, 2005, p. 19.

dénoncés étaient représentés comme les plus fanatiques partisans de Napoléon, ou même du jacobinisme.

Simple *captatio benevolentiae* ou conviction intime, cette rhétorique politiquement conservatrice qui condamnait la Révolution française et le régime napoléonien s'accompagnait de la stigmatisation de comportements considérés comme corrompus et punissables sur la base des changements engendrés par la rupture de 1797. Malgré une aversion politique ouvertement déclarée ou un esprit qui se voulait conservateur, les auteurs des dénonciations montrèrent une certaine intériorisation des valeurs du régime précédent, dont la séparation entre la sphère publique et la sphère privée. D'ailleurs, comme ce fut le cas en France même, la Restauration n'entendit pas se débarrasser entièrement de l'héritage de la Révolution et de l'Empire et ressusciter les pratiques d'Ancien Régime⁴². Caractéristique marquante du processus de modernisation de l'État, cette séparation des deux sphères ne fut plus remise en question⁴³.

42. Marco MERIGGI, 2000, p. 51, 54-55.

43. Je remercie Maud Harivel pour la lecture attentive de mon texte.

Références bibliographiques

BAYLY Christopher A., *The Birth of the Modern world, 1780-1914: global Connections and Comparisons*, Oxford, Blackwell, 2004.

BULLO Carlo, « Dei movimenti insurrezionali del Veneto sotto il dominio napoleonico e specialmente del brigantaggio politico nel 1809 », *Nuovo archivio veneto* XVI, 1898, p. 81-87, 353-369; XVII, 1899, p. 66-99, 283-347.

CAPRA Carlo, *L'età rivoluzionaria e napoleonica in Italia 1796-1815*, Torino, Loescher, 1978.

Codice di procedura penale pel Regno d'Italia, Brescia, Nicolò Bettoni, 1807.

COLLECTIF, *Repertorio universale della legislazione pel Regno d'Italia dell'anno 1810. Comprende anche il codice penale e l'appendice al codice di procedura penale*, T. VI, Venise, Parolari, 1811.

COZZI Gaetano, *Giustizia « contaminata »: vicende giudiziarie di nobili ed ebrei nella Venezia del Seicento*, Venise, Marsilio, 1996.

DOYLE William, « Changing Notions of Public Corruption (c.1770-c.1850) », in DOYLE William, *France and the Age of Revolution: Regimes Old and New from Louis XIV to Napoleon Bonaparte*, Londres, I.B. Tauris, 2013, p. 57-73.

ENGELS Jens Ivo, « Revolution und Panama. Korruptionsdebatten als Systemkritik in Frankreich vom 18Jahrhundert bis zur Dritten Republik », in ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, NÜTZENADEL Alexander (éds), *Geld — Geschenke — Politik. Korruption im neuzeitlichen Europa* (Beihefte der Historischen Zeitschrift 48), München, 2009, p. 143-174.

FRIEDRICH Carl J., « Corruption Concepts in Historical Perspective », in Arnold J. HEIDENHEIMER, Michael JOHNSTON (éds), *Political Corruption. Concepts & Contexts. Third Edition*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 2002, p. 15-23.

GÉNAUX Maryvonne, « Les mots de la corruption: la déviance publique dans les dictionnaires d'Ancien Régime », *Histoire, économie et société*, 4, 2002, p. 513-530.

GOTTARDI Michele, *L'Austria a Venezia: società e istituzioni nella prima dominazione austriaca, 1798-1806*, Milan, Franco Angeli, 1993.

HARIVEL Maud, « Entre justice distributive et corruption: les élections politiques dans la République de Venise (1500-1797) », thèse en cotutelle à l'université de Berne et à l'EPHE, 2016.

ISAP – ISTITUTO PER LA SCIENZA DELL'AMMINISTRAZIONE PUBBLICA, *L'amministrazione nella storia moderna*, Archivio ISAP, Milano, Giuffrè, 1985, 2 vol.

KENNEDY James, WAGENAAR Pieter, RUTGERS Mark, VAN EIJNATTEN Joris, « Corruption and Public Values in Historical and Comparative Perspective: Symposium Introduction », *Public voices* X, 2, 2008, p. 3-6.

KERKHOFF Toon, KROEZE Ronald, WAGENAAR Pieter, « Corruption and the Rise of Modern Politics in Europe in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: A Comparison between France, the Netherlands, Germany and England. Introduction », *Journal of Modern European History*, 11, 2013, p. 19-30.

LESO Erasmo, *Lingua e rivoluzione: ricerche sul vocabolario politico italiano del triennio rivoluzionaria, 1796-1799*, Venise, Istituto veneto di scienze lettere ed arti, 1991.

MÉDARD Jean-François, « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-Monde* 41, 161, 2000, p. 75-87.

MERIGGI Marco, « State and Society in Post-Napoleonic Italy », in David LAVEN, Lucy RIALI (éds), *Napoleon's Legacy. Problems of government in Restoration Europe*, Oxford-New York, Berg, 2000, p. 49-63.

MERIGGI Marco, *Amministrazione e classi sociali nel Lombardo-Veneto, 1814-1848*, Bologne, Il mulino, 1983.

MONIER Frédéric, « Mais la véritable corruption n'existe plus. Les patronages à l'ère de la critique », in MONIER Frédéric, Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS (éds), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 13-32.

MOUSNIER Roland, « Le trafic des offices à Venise », in MOUSNIER Roland, (éd.), *La plume, la faucille et le marteau. Institutions et Société en France du Moyen âge à la Révolution*, Paris, Puf, 1970, p. 387-401.

NÜTZENADEL Alexander, « “Serenissima corrupta” — Geld, Politik und Klientelismus in der späten venezianischen Adelsrepublik », in ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, NÜTZENADEL Alexander (éds),

Geld — Geschenke — Politik. Korruption im neuzeitlichen Europa (Beihefte der Historischen Zeitschrift 48), 2009, p. 121-139.

PRETO Paolo, *Persona per hora secreta: accusa e delazione nella Repubblica di Venezia*, Milan, Il saggiatore, 2003.

QUELLER Donald, *Il patriziato veneziano. La realtà contro il mito*, Rome, Il Veltro, 1987.

RATH John R., *The provisional Austrian regime in Lombardy-Venetia 1814-1815*, Austin, University of Texas Press, 1969.

SERNA Pierre, *La République des girouettes. 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique: la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

TONETTI Eurigio, *Governo austriaco e notabili sudditi. Congregazioni e municipi nel Veneto della Restaurazione (1816-1848)*, Venise, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 1997.

ZANNINI Andrea, *Burocrazia e burocrati a Venezia in età moderna: i cittadini originari (sec. XVI-XVIII)*, Venise, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 1993.

De la « politique de la réputation » à la « politique des idéologies » (et retour ?)

*Lanceurs d'alerte, dénonciations de la
corruption et démocratie hollandaise
depuis le XIX^e siècle¹*

Ronald KROEZE

Dans les « nouvelles études sur la corruption » en histoire, des débats explicites sur la corruption et les scandales de corruption ont été analysés, selon une méthode de description dense, comme des symptômes de changements politiques sous-jacents, liés à l'essor de la politique contemporaine et aux paradoxes de la modernité². Que peut nous apprendre (de plus) sur la politique contemporaine un travail sur la dénonciation de la corruption ?

La dénonciation et les dénonciateurs sont des notions peu présentes dans l'historiographie néerlandaise. On peut se tourner vers les travaux de Pierre Rosanvallon qui a défini la dénonciation, proche de la « vigilance », comme un « mode de surveillance » qu'il a relié à l'émergence d'un discours politique né au temps de la Révolution française. Pendant cette période, des « dénonciateurs » publiaient des listes d'ennemis de l'État et de traîtres à la cause révolutionnaire car la dénonciation était considérée comme

1. * Traduction: Maïca SANCONIE.

2. Ronald KROEZE, André VITTORIA, Guy GELTNER (éds), 2018; Olivier DARD *et al.* (éds), 2014; Jens Ivo ENGELS, 2014; Toon KERKHOFF, Ronald KROEZE, Pieter WAGENAAR, 2013, p. 19-30.

un « élément de l'activité civique : le contrôle des actes des gouvernants au moyen de la publicité » afin de « faire connaître, dévoiler, révéler³ ». Depuis lors, la dénonciation a été associée à une foi dans la valeur de la transparence et de la publicisation pour assainir la politique et restaurer l'ordre. Le scandale a été le principal moyen de rendre publique une conduite répréhensible et a contribué également à renforcer une culture politique contemporaine selon laquelle les autorités publiques « étaient toujours soupçonnées de corruption ». Pour résumer, dénoncer quelque chose ou quelqu'un c'était mettre un terme à cette activité, c'était aussi montrer que l'on accordait de la valeur à la chose publique comme moyen de réformer le gouvernement, et c'était enfin mettre à l'ordre du jour des débats sur des faits immoraux — ce qui contribuait à réaffirmer ou à fixer de nouvelles valeurs publiques, que les titulaires d'une charge étaient censés respecter. Mais, par ailleurs, une telle démarche entretenait aussi une attitude sceptique envers les hommes politiques et les institutions modernes.

Dans un projet antérieur, auquel j'ai participé⁴, sur l'histoire de la corruption et des valeurs publiques hollandaises, les scandales politiques étaient de fait analysés pour étudier des valeurs implicites et ambivalentes, qui lors d'une affaire, devenaient explicites et plus claires. Les scandales nous rappellent que ce qui est considéré comme corruption se fonde sur une série d'actions : les scandales sont des créations et il leur faut des « révélateurs » (ou dénonciateurs⁵). En outre, les scandales sont en relation étroite avec le contexte politique du moment et les moyens de communication disponibles. Les scandales politiques contemporains sont liés à l'essor des valeurs démocratiques, la transparence en politique, la liberté de la presse et de l'opinion — autant de moyens d'aborder l'étude du fonctionnement de la politique démocratique. Mais une trop grande importance accordée au rôle du scandale (et par conséquent

3. Pierre ROSANVALLON, 2014, p. 47.

4. *Under Construction. The Genesis of Public Value Systems*. A project that was funded by the Netherlands Organisation for Scientific Research (NWO). <https://www.nwo.nl/onderzoek-en-resultaten/onderzoeksprojecten/i/04/2104.html>

5. James KENNEDY *et al.*, 2008.

à la dénonciation) finit par faire problème. Comme mes précédentes recherches l'ont montré, les scandales et les débats sur la corruption ne sont souvent pas la cause mais le symptôme d'un changement ; et souvent aussi, ce changement commence avant que le scandale n'éclate⁶. Par conséquent, nous devons veiller à ne pas assigner a priori au scandale et au dénonciateur le rôle puissant de décider du calendrier des débats politiques, indépendamment du fait que dénonciateurs et lanceurs d'alertes eux-mêmes s'attribuent souvent cette fonction. Examiner la dénonciation à travers le prisme des scandales peut aussi donner l'impression que ceux-ci ne sont que des conflits personnels exagérés, donc sans valeur politique réelle — un argument souvent utilisé par ceux là-mêmes qui sont accusés de corruption par un dénonciateur.

Je propose quant à moi de découvrir dans l'histoire hollandaise, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire lorsque s'amorça la politique démocratique, qui étaient ces dénonciateurs de la corruption et pourquoi ils devenaient tels. En premier lieu, je montrerai par une analyse approfondie de ce que l'on a appelé l'affaire des lettres de 1865, qu'on ne peut séparer chez ces personnes les motivations personnelles des motivations politiques. S'intéresser plus particulièrement aux motivations personnelles permet de comprendre ce qui pousse un individu à agir ainsi, alors que les motivations politiques nous en disent davantage sur les liens entre la dénonciation et les paradoxes de la politique moderne. En second lieu, en évoquant brièvement d'autres scandales, je parlerai des changements qui se sont produits vers 1900. Puis je reviendrai en arrière et examinerai le déplacement qui s'est opéré depuis une forme de politique fondée sur les relations et la réputation personnelles vers une culture politique au sein de laquelle les centres d'intérêts non personnels — comme le groupe, le parti et les affiliations politiques — sont devenus plus importants. Jusqu'à ce jour, on n'a pas accordé beaucoup d'attention aux lanceurs d'alerte et aux dénonciateurs de corruption dans l'historiographie hollandaise, ce qui illustre un paradoxe démocratique hollandais et montre que le rôle de la dénonciation diffère d'un régime démocratique à l'autre, comme je le montrerai

6. Ronald KROEZE, 2013.

en conclusion. Et bien qu'une grande partie de ma documentation s'inscrive dans le contexte historique hollandais, je suis convaincu que les évolutions que je décris sont pertinentes pour comprendre d'un œil critique la relation entre dénonciateurs, corruption et politique moderne dans une perspective européenne plus large.

Le personnel et le politique

En septembre 1865, le ministre des Finances G. H. Betz — de la mouvance libérale et membre du gouvernement dirigé par Thorbecke, leader lui aussi libéral — fut accusé d'avoir influencé les élections de 1864. Cette année-là, il avait envoyé une lettre au candidat libéral de la province de Limbourg, P. Th. Van der Maesen de Sombreff, où il promettait de retirer une réforme fiscale défavorable si les électeurs de Limbourg votaient pour Van der Maesen. Le maire de Maastricht, H. Pijls, un allié de Thorbecke, fut également accusé d'avoir utilisé des lettres en vue d'apporter des appuis au candidat libéral. Pijls nia et Betz répliqua au parlement que sa lettre concernait une « conversation privée », donc hors de la sphère publique. Mais la lettre de Betz fut finalement retrouvée et publiée, au grand dam de libéraux en vue comme G. Buys et du journal libéral *Algemeen Handelsblad*. Betz et Van der Maesen démissionnèrent et l'on continua à s'interroger sur le rôle de Pijls et de Thorbecke jusqu'à la chute du cabinet de Thorbecke, fin 1865⁷. Les dénonciateurs voyaient dans la lettre de Betz la preuve de l'existence d'un réseau libéral qui avait corrompu la liberté des élections sous la supervision de Thorbecke.

Les dénonciateurs étaient animés par deux sortes de motivations : des motivations personnelles (j'entends par là des motivations individuelles spécifiques), ainsi que des motivations politiques (j'entends par là des idées communes sur qui obtient quoi et sur la façon de légitimer ces revendications). P. F. E. van Wintershoven, qui fut le premier homme politique à mentionner publiquement l'existence de la lettre, était un ancien étudiant de Thorbecke (ce dernier avait

7. À propos de ce scandale, voir Ronald KROEZE in James KENNEDY et al., 2008, p. 25-43.

été professeur de droit à l'université de Leyde); ancien membre du parlement affilié au groupe de Thorbecke, c'était un homme politique de la province de Limbourg. En 1864, Van Wintershoven s'était montré critique envers la politique du gouvernement dans la province de Limbourg et n'avait pas été choisi comme candidat libéral. Le maire Pijls semblait être intervenu dans la sélection du candidat. En avril 1864, Thorbecke suggéra que Pijls devrait choisir Van der Maesen « pour être [son] candidat », si Van Wintershoven ne retirait pas ses critiques contre lui, Thorbecke⁸. Privé des soutiens de Thorbecke et du parti libéral — sous l'étiquette duquel il avait été élu au Parlement par le passé — il s'était présenté comme candidat indépendant contre Van der Maesen en juin 1864 et avait perdu.

Pendant les élections et pendant l'affaire des lettres, Van Wintershoven fut soutenu par le journaliste limbourgeois L. Haffmans, qui aviva le débat qui faisait rage à Limbourg par des articles dans le journal local, le *Venloosch Weekblad*. Depuis des années, l'entrepreneur limbourgeois P. D. Regout, qui soutenait lui aussi Van Wintershoven, accusait Thorbecke de nuire aux intérêts de Limbourg et subventionnait un journal au titre éloquent : *L'ami des intérêts limbourgeois*⁹. Van Wintershoven, Regout et Haffmans privilégiaient les groupes d'intérêt particuliers défendant clairement ce qui était à leurs yeux l'intérêt de Limbourg. Mais ils affirmaient aussi que Thorbecke représentait désormais un système corrompu et ils attaquaient son (manque d') idéal de gouvernement. Regout trouvait de nombreuses analogies entre le régime de Thorbecke et celui de Guizot en France durant les derniers jours de la monarchie de Juillet, lorsque toute forme de critique à l'égard du gouvernement et de l'élite régnante, uniquement préoccupée de ses intérêts, était rejetée comme « calomnie et tromperie ». Regout prévint Thorbecke :

[La révolution de] février 1848 [en France] était une réponse violente à cette arrogance et cet enrichissement personnel¹⁰.

8. « Lettre de Thorbecke à W.H. Pijls 10-04-1864 », in Gerard J. HOOVKAAS en F.J.P. SANGEOTS, 2002, VII, p. 93, note 168.

9. Le titre original du journal est en français [note des codirecteurs de la publication].

10. Petrus REGOUT, 1864, p. 10-12.

Les libéraux étaient vulnérables à ce type d'accusation parce que leur ascension au pouvoir, en 1848, avait reposé tout particulièrement sur leur critique du système antérieur. Celui-ci était caractérisé, selon eux, par les favoritismes et le népotisme : il était dominé par une élite qui recherchait avant tout des avantages personnels et s'y employait en secret¹¹. En 1848, Thorbecke était arrivé à la tête du mouvement réformateur, dont le programme mettait l'accent sur la corruption et l'inaptitude de la vieille élite, revendiquait un Parlement plus fort, la transparence en politique (« la cause publique doit être débattue en public¹² ») et voulait remettre le pouvoir entre les mains d'hommes capables et honorables, sélectionnés durant des élections directes et libres.

Depuis les élections de 1864, un autre journaliste, I. Lion, avait lancé des accusations contre Pijls et le ministre Betz dans sa revue *Dagblad van Zuid-Holland and's-Gravenhage*. Le *Dagblad* soutenait les candidats opposés à Thorbecke, comme J. J.-P. van Zuylen et J. P. J. A. van Zuylen, deux conservateurs qui avaient porté l'affaire devant le parlement de La Haye. L'implication de Lion était à la fois personnelle et politique. Personnelle parce que Thorbecke, qu'il avait soutenu en 1848, l'avait « oublié » : Lion avait en effet pris parti pour lui, non sans risque à une période où de nombreux commentateurs acceptaient des pots-de-vin ou étaient poursuivis en justice par le gouvernement antérieur à 1848. Mais les libéraux ne lui avaient jamais témoigné leur gratitude, par exemple en soutenant ses journaux¹³, et mettaient constamment en doute son objectivité et ses compétences. Or, même si les historiens ont décrit Lion comme étant un journaliste « compétent » (mais aussi « séduisant » et « controversé »), tous les journaux qu'il fonda firent faillite, si bien que pour gagner sa vie il offrit ses services aux adversaires de Thorbecke¹⁴. Il n'empêche que son implication était aussi politique et relevait d'une lutte pour des idéaux, car Lion idéalisait la valeur du débat, la publicité au service de l'intérêt général et les élections libres, et

11. Johan Rudolf THORBECKE, 1872, p. 171.

12. Cité dans Ronald KROEZE, 2013, p. 30.

13. Izaak Jacob LION, 1865, p. 24-25.

14. René Vos, 2009, p. 143-145.

voyait en une presse critique et active « le premier pouvoir » au sein d'un système démocratique. Ces « valeurs de 1848 » étaient menacées dans les mains de Thorbebecke, qui était devenu à ses yeux un politicien partisan, opportuniste et ordinaire, essentiellement préoccupé par sa survie au pouvoir. C'est cette opinion qui avait poussé Lion à se tourner vers les conservateurs, qui lui paraissaient alors les véritables protecteurs de l'idéal et des « valeurs de 1848 ». Lion appréciait aussi que les conservateurs soutinssent ouvertement la formation de partis politiques et une méthode moderne de campagne électorale. Les libéraux, eux, se disaient officiellement contre les partis, mais fonctionnaient officieusement à l'inverse, dépendants d'un réseau d'agents locaux pour faire élire leurs candidats¹⁵. Et effectivement, dans les années 1860, afin de battre les libéraux et de détruire leurs réseaux locaux officieux, très efficaces, les conservateurs essayèrent ouvertement de former un parti politique. Leur mouvement s'effondra peu de temps après, mais en 1879 les protestants-orthodoxes fondèrent le premier parti politique moderne, l'ARP, *Antirevolutionaire Partij* ou parti antirévolutionnaire, imités bientôt par les autres groupes politiques. Par conséquent, analyser la motivation de Lion permet d'explicitier différentes opinions sur la forme idéale de gouvernement et la transformation de la vie politique.

Outre le fait que la lettre avait été gardée secrète, et que, une fois révélée, elle avait prouvé sans l'ombre d'un doute que Betz avait fait un accord *quid pro quo*, il faut aussi tenir compte d'une culture politique privilégiant les contacts personnels et les interactions à petite échelle. Dans les années 1860, moins de la moitié des quelque 100 000 Hollandais adultes de sexe masculin qui avaient le droit de vote se rendaient aux urnes, et seulement quelques centaines d'hommes politiques étaient aux commandes. En raison du système de vote par district alors en vigueur, un petit nombre d'électeurs était nécessaire pour l'emporter, et le succès dépendait essentiellement d'un réseau local de sympathisants: Van der Maesen fut élu au parlement avec 1 257 voix sur un total de 1 524 votes¹⁶. Dans une telle

15. Philalethes [pseudonyme de Izaak Jacob Lion], 1858, p. 15.

16. « Thorbecke aan W.H. Pijls, 10-04-1864 » in Gerard J. HOOYKAAS en F.J.P. SANTEGOETS, 2002, VII, p. 93, note 3.

configuration politique, montrer la lettre d'un ministre à d'éventuels électeurs, même lorsqu'elle était de nature « privée », pouvait donc aider à faire la différence.

Finalement, la relation « historique » entre les dénonciateurs et ceux qu'ils accusaient de corruption jouait un rôle. Cela montre qu'un scandale n'est ni le commencement ni la cause d'un conflit politique mais en constitue souvent l'un de ses derniers stades. Betz avait la réputation d'être un ministre voulant nuire aux intérêts du Limbourg par ses projets de loi : désireux de prendre des mesures défavorables contre le Limbourg mais capable, pour des raisons opportunistes, de retirer ces projets, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois avec le projet d'impôt. Mais l'« histoire » entre les dénonciateurs et Thorbecke est d'une dimension plus importante encore. Le politicien limbourgeois Van Wintershoven et le député conservateur J. J. P. van Zuylen avaient été des alliés de Thorbecke et tous deux avaient perdu son soutien après une série de désaccords politiques. Cela leur valut de voir leur réputation contestée. Au parlement, les sympathisants les plus proches de Thorbecke accusèrent ouvertement Van Zuylen d'être un « renégat » jaloux et peu fiable, surtout soucieux de se venger, et ils le menacèrent, ainsi que ceux qui le soutenaient, de subir les mêmes attaques scandaleuses si les deux hommes politiques maintenaient leurs accusations. Il se trouva même des libéraux, comme le commentateur G. Th. Buys, pour désavouer ces menaces¹⁷. Pour Van Zuylen, ce fut un signe supplémentaire l'assurant qu'il défendait des valeurs « véritablement libérales » au service de l'intérêt général, même s'il fallait en arriver à prendre des décisions défavorables dans l'intérêt du pays. Son neveu, J. P. J. A. van Zuylen, qui réclamait une enquête parlementaire afin de tout clarifier, fut, selon de nombreux observateurs, traité lui aussi de façon irrespectueuse.

En somme, ce scandale montre l'importance des relations et des motivations personnelles et prouve que dénonciation et changement politique sont liés. D'ailleurs, la politique hollandaise se modifia dans les dernières décennies du XIX^e siècle : jusque-là réservée à des hommes politiques indépendants qui idéalisaient le fait qu'ils

17. Johannes T. Buys, 1866, p. 31.

servaient l'intérêt général, elle devint une culture politique caractérisée par la formation de partis, par une ouverture sur les groupes d'intérêt et par des campagnes électorales menées sous l'égide de partis.

L'esprit indépendant respecté, le radical irresponsable et le dénonciateur en quête de sensationnel

L'affaire des lettres montre qu'il existait une grande variété de dénonciateurs mais que tous passaient plus ou moins pour des renégats jaloux. Or, on peut distinguer au moins trois autres types de dénonciateurs dans l'histoire hollandaise. Tout d'abord, l'esprit indépendant respecté, que l'on peut illustrer avec L.W.C. Keuchenius, homme politique et membre du parti protestant-orthodoxe ARP. Pendant le scandale Billiton (1882-1892), Keuchenius dénonça la concession que l'administration coloniale avait accordée à la compagnie privée Billiton N. V. pour extraire du minerai d'étain de l'île de Billiton, dans les Indes orientales. La concession ne servait pas l'intérêt général car le loyer fixé à la compagnie correspondait seulement à une taxe de 10 % et, par conséquent, servait surtout l'intérêt du conseil d'administration et de ses actionnaires. En outre, la concession avait été créée sans respecter les procédures officielles et sans que le parlement en eût été informé¹⁸. Les plaintes furent exposées dans une série de pamphlets et de questions au parlement, de sorte que Keuchenius fut pratiquement seul à demander que le sujet soit mis à l'ordre du jour¹⁹. Une fois sa requête acceptée, les socio-libéraux et les politiciens chrétiens saisirent l'occasion pour s'en prendre aux libéraux conservateurs et soutenir leur plaidoyer en faveur d'un « tournant éthique » et d'une politique économique véritablement libérale qui ouvrirait la colonie à d'autres concurrents au lieu de la limiter à une poignée d'habitues bien informés comme la compagnie Billiton. Le ministre des Affaires coloniales dut démissionner.

18. Ronald KROEZE, 2011, p. 285-307.

19. Levinus W.C. KEUCHENIUS, 1883, p. 2-3.

Keuchenius resta très critique, fidèle à ses principes. Il refusa de soutenir toute nouvelle proposition, pas même une nouvelle concession préparée par le ministre des Affaires coloniales, le protestant orthodoxe A. Mackay, en 1891, proposant d'augmenter le loyer à 50 %, ni la proposition finale du socio-libéral W.K. van Dedem en 1892, qui fut acceptée par une vaste majorité parlementaire. Le ministre Mackay, lorsque sa proposition fut rejetée en 1891, déclara que les personnes comme Keuchenius exigeaient un contrat parfait, « non concevable par un être humain ». Ainsi, l'attitude de Keuchenius montre que, malgré l'existence du parti protestant orthodoxe depuis 1879 (formation la mieux organisée des Pays-Bas), l'affiliation à un parti n'empêchait pas des actions individuelles fondées sur des motivations personnelles de prévaloir. Keuchenius était un protestant orthodoxe convaincu, motivé autant par ses expériences personnelles (il avait vécu aux Indes orientales) que par ses convictions religieuses. Dans les portraits et les biographies qui lui sont consacrés, il est dépeint en politicien indépendant qui défend ses idéaux²⁰.

Cela ne signifie pas pour autant que l'arrière-plan idéologique des partis n'avait pas d'importance. Pendant le scandale Billiton, on prit moins au sérieux les écrits des prétendus « radicaux » comme les journalistes de *De Nieuwe Gids*, G. Buitendijk²¹ et Sicco Roorda van Eysinga²². Ils critiquaient l'implication de membres de la maison d'Orange²³, qui avaient gagné beaucoup d'argent en vendant leurs actions de la compagnie Billiton, ainsi que l'ambivalence d'une politique qui favorisait à la fois l'entrepreneuriat capitaliste et la politique éthique. En d'autres termes, à une époque où les protestants et les libéraux soutenaient la formation d'une identité nationale construite autour du protestantisme, du libéralisme, de la maison d'Orange et de l'empire colonial néerlandais, ils dénonçaient les valeurs protestantes et libérales bourgeoises. Du fait que ces

20. Cees BREMMER, 1980, p. 46.

21. G. BUITENDIJK, 1887.

22. Roorda van EYSINGA, « Verzamelde Stukken. Een aanzienlijke Roover », 1889, p. 34-39 et p. 1-6 [disponible sur [social history.org](http://social.history.org), 2017]. Le poème d'Eysinga, « Sentot » faisait partie de Max Havelaar depuis 1881. Berteke WAALDIJK, Susan LEGÈNE, 2009, p. 193.

23. Maison royale des Pays-Bas.

groupes politiques étaient en position dominante au parlement vers 1900, la dénonciation d'une « corruption ploutocratique » pouvait être marginalisée parce que réputée trop radicale²⁴. Ainsi, la façon dont les dénonciateurs sont représentés en hommes avides de vengeance, respectueux ou trop radicaux, nous fournit des indices sur les relations de pouvoir d'alors, liées à l'ambivalence de la politique moderne, c'est-à-dire aux tensions entre idéal et pratique.

Nous trouvons aussi vers 1900 deux autres types de dénonciateurs. La dénonciation de l'usage abusif de l'argent de l'État et de la réalisation de profits excessifs pendant la Première Guerre mondiale, ainsi que la façon dont cela était inscrit à l'agenda politique, était rendue possible en grande partie grâce à des journaux indépendants, à leurs journalistes d'investigation et à de petits fonctionnaires qui les informaient, en coopération avec des avocats²⁵. Même si, depuis 1848, la liberté de la presse existait, les journaux se devaient d'obéir à des valeurs bourgeoises comme la décence et de se vouer à une bonne cause, surtout nationale, libérale et protestante, ce qui les rendait intrinsèquement politiques avant tout. En outre, pendant la guerre, les journaux et les journalistes « respectés » soutinrent la politique officielle de neutralité du gouvernement — à l'exception de *De Telegraaf*. Ce quotidien — le plus diffusé — ne dépendait d'aucun parti politique, était traité avec scepticisme d'« américain », de sensationnaliste, de commercial et de non conventionnel. Si tous les grands journaux hollandais envoyèrent des correspondants de guerre sur les champs de bataille en Belgique, où ils couvrirent les scènes de guerre les plus connues, *De Telegraaf* ne cachait pas qu'il tenait les Allemands (des « brutes sans scrupules ») pour responsables. Le propriétaire du journal, Hak Holdert, qui vivait en partie à Paris et adorait les cultures médiatiques française et britannique, avait très tôt décidé de soutenir les alliés. Il encourageait ses journalistes à s'infiltrer, à enquêter et à livrer des rapports critiques sur les profits de guerre abusifs réalisés par les fermiers et les commerçants, ainsi que sur la contrebande à la frontière entre l'Allemagne et les Pays-Bas — ce qui aidait les Allemands à continuer la guerre.

24. Geoffrey Russerl SEARLE, 1987, p. 6 et p. 9-11.

25. Ronald KROEZE, Annika KLEIN, 2013.

À plusieurs occasions, le gouvernement hollandais, avec le soutien explicite des militaires et le soutien implicite de certains autres journaux, tenta de poursuivre *De Telegraaf* en justice, sous l'accusation d'affaiblir la neutralité hollandaise — ce qui était un délit selon la loi de l'époque²⁶.

De Telegraaf encouragea plusieurs personnes, notamment des fonctionnaires ou anciens fonctionnaires, à participer au journal en rendant compte de la contrebande, de la corruption, de la subordination et du manque de vigilance de membres du gouvernement hollandais. Ces informateurs ou *whistleblowers* avaient surtout des motivations personnelles; ils étaient eux-mêmes accusés de corruption et étaient licenciés ou poursuivis, mais leurs avocats tentaient, avec l'aide de *De Telegraaf*, de transformer leurs cas en affaires politiques et de souligner les défaillances du système. En outre, ce journal mit au défi d'autres organes de presse qui s'auto-proclamaient indépendants et critiques, comme le socio-démocrate *Het Volk* et certains journaux libéraux, de dénoncer haut et fort les profits abusifs réalisés pendant la guerre ainsi que la corruption du régime. En 1917, la corruption était clairement à l'ordre du jour politique et, en mai 1918, le Parlement décida d'ouvrir une enquête parlementaire sur le sujet²⁷.

De la politique des personnalités à la politique des idéologies?

De Telegraaf avait la particularité d'être à la fois « neutre » et un journal d'influence. Cependant, au tournant du siècle, la tendance était de plus en plus au rapprochement entre les partis et la presse, si bien que les hommes politiques se comportaient comme les rédacteurs en chef des journaux affiliés à leurs partis. En raison de l'introduction du suffrage universel, du scrutin proportionnel et d'un seuil électoral peu élevé en 1917, la politique de l'entre-deux guerres aux Pays-Bas fut caractérisée par la fin de la suprématie

26. Huub WIJFJES, 2004.

27. Ronald KROEZE, Annika KLEIN, 2013.

libérale et par la fragmentation de la politique en groupes clivés politiquement, socialement et culturellement. Les « piliers » les plus forts étaient les catholiques, les protestants-orthodoxes et les socio-démocrates. Mais aucun des partis représentant un pilier n'avait de majorité au parlement ; des coalitions étaient par conséquent nécessaires, ce qui exigeait compromis, proportionnalité et une part de secret sur la coopération avec des partis qui étaient des « ennemis idéologiques » officiels. Si la « pilarisation » est un phénomène propre à l'histoire hollandaise²⁸, l'émergence de partis politiques reflétant une société organisée autour des différences sociales et religieuses était un phénomène occidental et européen²⁹.

La politique de partis et d'idéologies eut des conséquences sur la dénonciation, car des valeurs telles que l'intégrité, la publicisation et la transparence devinrent relatives — l'immoralité et la corruption étant évaluées du point de vue idéologique. Dans ces circonstances, maintenir la confiance dans l'idéologie, le parti et le groupe étaient plus important que l'intégrité individuelle d'un homme politique — qui jouait un rôle mineur dans la bataille historique entre idéologies. Paradoxalement, l'existence de journaux indépendants — dont le plus vendu était *De Telegraaf* — devenait plus importante dans une société aussi fortement fragmentée : en dehors du contrôle d'un parti, ces journaux pouvaient décider de façon indépendante ce qu'ils dénonçaient et créer un scandale de corruption.

L'affaire d'Oss est emblématique à ce sujet. Le cœur de cette affaire reposa sur la conduite du ministre de la Justice et chef du parti catholique, Carel Goseling qui, sur le conseil du procureur général de Bois-le-Duc Speyart van Woerden, était intervenu dans une enquête criminelle dans la ville d'Oss, dans le Sud catholique des Pays-Bas. Goseling était accusé d'avoir agi ainsi afin de protéger non pas la paix publique mais des fonctionnaires catholiques et des prêtres. Il déclara, avec un autre catholique en vue, Speyart, qu'ils s'élevaient contre une section trop active de la police militaire qui n'avait que mépris envers les catholiques. De son côté, la presse catholique souligna le passé sociopolitique des membres de la police

28. Friso WIELENGA, 2015, p. 174 et 175.

29. Bernard MANIN, 1995, chapitre 6 ; Staf HELLEMANS, 1990.

militaire : ils connaissaient mal les us et coutumes du Sud parce qu'ils venaient du Nord du pays, que la plupart étaient protestants et avaient des idées d'extrême-droite sur la loi et l'ordre. Comme les protestants travaillaient aux côtés de catholiques dans un cabinet de coalition, c'étaient les libéraux, les socio-démocrates, les communistes, les calvinistes orthodoxes et les nationaux-socialistes qui agissaient comme dénonciateurs. Lorsque Goseling, après une première série de questions, sembla avoir convaincu le Parlement, ce fut *De Telegraaf* qui continua à révéler des faits et des témoignages de policiers et de leur avocat. Selon le quotidien, la police militaire, entièrement dévouée au service de l'État et de la sécurité publique, s'était fait dépouiller de ses pouvoirs au profit du ministre de la Justice, pour des raisons politiques favorables aux partis³⁰.

Par la suite, le parlement rouvrit le débat. Les communistes et les socio-démocrates accusèrent Goseling de favoritisme et de justice de classe, car il avait protégé les fonctionnaires catholiques et les prêtres mais n'avait pas fait la moindre tentative pour intervenir lorsque des citoyens de condition modeste avaient été poursuivis en justice dans le passé. Les libéraux fustigeaient le « catholicisme politique », une idéologie qui plaçait la religion au-dessus de la politique et ignorait la séparation de l'État et de l'Église, la liberté d'expression, l'impartialité de l'État et la primauté du droit sur les affaires religieuses. En outre, les calvinistes extrémistes et les protestants modérés considéraient les catholiques — ouvertement pour les premiers et plus discrètement pour les seconds — comme un danger pour la morale protestante des Pays-Bas, élément essentiel de l'identité hollandaise depuis la lutte pour l'indépendance contre l'Église catholique et le roi d'Espagne au xvi^e siècle. Enfin, pour les peu nombreux mais bruyants nationaux-socialistes hollandais, l'affaire d'Oss montrait que les catholiques étaient déloyaux et que le système démocratique pluraliste, laissant le champ libre aux groupes d'intérêt particuliers, était pourri. L'on voit donc que le rôle des motivations clairement personnelles était moindre.

L'affaire d'Oss illustre une transformation de plus grande envergure. En 1865, pendant l'affaire des lettres, Thorbecke et ses

30. Ronald KROEZE, 2013, chapitre IV.

partisans étaient fort mécontents, non seulement parce qu'ils considéraient les accusations portées contre eux comme de scandaleuses exagérations, mais aussi parce que ces accusations étaient très personnelles et révélaient que certaines personnes s'étaient montrées déloyales envers Thorbecke. Le personnel relevait ici du politique et conserver une intégrité personnelle était crucial. Environ soixante-dix ans plus tard, dans le débat final devant le parlement qui allait conduire à la chute de Goseling, on vit ainsi certains de ses plus féroces adversaires exprimer leur confiance en son intégrité (c'était un « homme capable »), mais ils parlèrent très peu de lui en tant que *personne*. Le problème était qu'il représentait une forme extrêmement dangereuse de catholicisme politique³¹.

* * *

Tout au long de l'histoire hollandaise moderne, des hommes politiques, des commentateurs, des journalistes d'investigation ainsi que des fonctionnaires transformés en lanceurs d'alerte (et leurs porte-paroles) ont dénoncé la corruption. En outre, dans tous les cas, les motivations politiques et personnelles ont été déterminantes. Certes, elles ont toujours été étroitement mêlées, mais on peut les distinguer et il est important de le faire, car la relation entre motivations politiques et motivations personnelles a changé avec le temps. Ainsi, lorsque les divisions idéologiques et les politiques de parti ont pris de l'importance, les relations personnelles ont perdu du poids. Dénoncer la corruption ne revenait plus à saper l'intégrité d'une personne, mais relevait d'un effort pour délégitimer un parti et ses idéaux.

Que pouvons-nous apprendre de plus du cas hollandais ? Les analyses des débats sur la corruption en Angleterre présentent de nombreuses similarités, mais font aussi très clairement apparaître les différences. Citons tout d'abord l'utilisation massive de « livres noirs » en Grande-Bretagne, par exemple pour dénoncer « la vieille corruption » au XIX^e siècle — une pratique qui n'eut pas cours aux Pays-Bas. En deuxième lieu, le cas hollandais ne fournit pas

31. *Handelingen van de Staten-Generaal der Tweede Kamer* (Minutes de la deuxième Chambre du parlement), 28 juin, 1938-1939, p. 2158 et 2178.

d'exemples de dénonciateurs devenus des personnalités célèbres, comme Hilaire Belloc en Grande-Bretagne, qui joua un rôle dans la révélation de nombreuses affaires au tournant du siècle³². Aux Pays-Bas, des hommes comme Eduard Douwes Dekker, qui dénonça la corruption dans la colonie, ainsi que le journaliste conservateur Izaak Lion, qui s'était voué à combattre la corruption des libéraux, restèrent des figures isolées. Contrairement à la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ne disposaient pas d'une diversité suffisante de journaux allant de la presse de boulevard à des journaux indépendants, qui n'hésitaient pas à pratiquer l'infiltration, réservaient une part de leurs finances au journalisme d'investigation, révélaient régulièrement des scandales et dépendaient même de ces activités pour leur survie. Bien sûr, *De Telegraaf* joua ce rôle mais il fut l'unique publication sérieuse dans ce genre ; en outre, il était souvent laissé de côté et qualifié de journal à sensation, cherchant à séduire le public pour des raisons douteuses. Par conséquent, le fait que les dénonciateurs étaient et pouvaient être traités de renégats jaloux montre que, dans la culture politique hollandaise, la dénonciation — et tout ce que cela représentait — ne s'est pas véritablement développée comme pratique démocratique, alors que cela a été le cas en Grande-Bretagne ou en France depuis la Révolution, si l'on suit les travaux de Pierre Rosanvallon. Ainsi, le rôle de la dénonciation diffère, même entre plusieurs cultures politiques démocratiques. Aux Pays-Bas, finalement, tirer la sonnette d'alarme, dénoncer des abus et appliquer la transparence en politique comptait moins que la coopération politique, la stabilité et la loyauté.

Il faut par conséquent se montrer prudents en annonçant l'émergence d'« une nouvelle politique de défiance » dans laquelle l'accent mis sur la « transparence » est considéré historiquement comme plus important que jamais et comme le signe d'une culture politique post-idéologique où dénoncer la personne de l'individu qui détient une charge publique est devenu plus important que les idées qu'il représente³³. Le cas hollandais montre qu'au XIX^e siècle, la personne de l'homme politique était déjà essentielle lorsque le personnel

32. William D. RUBINSTEIN, 1983, p. 55-86 ; Geoffrey Russerl SEARLE, 1987.

33. Pierre ROSANVALLON, 2014, voir p. 46-57.

relevait du politique (et non l'inverse). À cette époque, s'en prendre à l'intégrité et à la réputation d'un homme politique relevait aussi et surtout d'une critique de l'idéal politique représenté par la personne dénoncée, même si cette attaque avait des motivations personnelles. Certes, l'affaire des lettres résulta d'un conflit personnel sur fond de déloyauté et de vengeance entre Thorbecke et certains de ses anciens amis politiques — un type de scandale représenté dans l'historiographie hollandaise depuis très longtemps. Mais cela participait aussi d'un conflit résultant du déplacement d'un idéal vers une culture : de l'idéal libéral du bon gouvernement — selon lequel la politique était réservée aux hommes de caractère, servant exclusivement l'intérêt général et détenant un pouvoir légitime parce qu'ils avaient été élus lors d'élections libres — vers une culture politique centrée sur des intérêts particuliers défendus par les hommes politiques et les partis qui, durant les élections, représentaient ouvertement des groupes sociaux et des idéologies. Vers 1900, cette « métamorphose », selon les termes de Bernard Manin³⁴, fut perçue dans toute l'Europe de l'Ouest comme une « crise » du système parlementaire libéral. À l'évidence, ce sentiment de crise contribua à l'élaboration d'un nouveau discours démocratique sur la corruption, dans lequel le rôle des partis modernes et des politiciens mus par une idéologie, les formations de groupe et les groupes d'intérêt furent sévèrement considérés, voire dénoncés, par des journalistes, des politiciens et chercheurs « bourgeois » ou « libéraux-conservateurs » comme Max Weber, Robert Michels et Moisey Ostrogorski. Ainsi, la « nouvelle politique de défiance » ou l'essor de la « démocratie monitoire », caractérisés par la surveillance continue et attentive du public, comme l'a souligné John Keane³⁵, ou bien encore le vif intérêt des citoyens, des médias sociaux et des organisations comme *Transparency International*, soucieux de « démasquer » les pratiques cachées dans les prises de décisions, ajoutent à la défiance croissante envers les hommes politiques et les institutions de la démocratie libérale, comme l'a noté David Runciman³⁶. Cela semble

34. Bernard MANIN, 1995, chapitre 6.

35. John KEANE, 2009, p. 688-690.

36. David RUNCIMAN, 2017, p. 12.

faire partie d'un répertoire propre à la politique démocratique moderne, ce qui rend relative la nouveauté de la crise ou de l'ère de défiance, dans une perspective historique.

Au lieu d'expliquer l'essor récent de la dénonciation par un manque d'idées, par la sur-personnalisation ou par la « simplicité » de la politique contemporaine, il conviendrait de s'intéresser aux paradoxes récurrents de la politique contemporaine que révèle cet essor. L'un d'eux porte sur un thème central de l'histoire politique : la question de savoir si la définition d'un bon gouvernement implique de bonnes institutions, de bons politiciens ou des idéaux appropriés. Bien sûr, ces trois éléments sont importants mais leur interrelation n'a cessé d'évoluer³⁷. L'effort actuel des hommes politiques pour restaurer la confiance concerne aussi bien les personnes des élus que les institutions et les idéaux. L'ambivalence moderne entre ce qui devrait être et ce qui est, notamment en raison de la nécessité démocratique de publicisation et de transparence, restera un terrain fertile pour les débats sur la corruption. Cependant, il faut noter que les dénonciateurs atteignent surtout leurs objectifs lorsque la tension devient trop forte entre ce qui devrait être et ce qui est, que cette tension soit simplement perçue, ou perçue mais imaginaire.

37. Jeremy WALDRON, 2013, p. 1-23.

Références bibliographiques

BREMMER Cees (éd.), *ARP. Personen en momenten*, Alphen aan de Rijn, 1980.

BUITENDIJK G., « Onze Oost. De Billiton-kongsie », *De Nieuwe Gids*, 2, 1887.

BUYS Johannes T., « Winter-en zomerstormen », *De Gids*, 30, 1866, p. 20-50.

DARD Olivier, Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHRMEIR, Frédéric MONIER (éds.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014.

ENGELS Jens Ivo, *Die Geschichte der Korruption. Von der Frühen Neuzeit bis ins 20. Jahrhundert*, Francfort, S. Fischer, 2014.

EYSINGA Roorda Sicco van, « Verzamelde Stukken. Een aanzienlijke Roover », année 1889, p. 34-39 et p. 1-6 [disponible sur [social history.org](http://socialhistory.org), 2017. Le poème d'Eysinga « Sentot » faisait partie de Max Havelaar depuis 1881].

HELLEMANS Staf, *Strijd om de moderniteit: sociale bewegingen en verzuiling in Europa sinds 1800*, Louvain, éd. universitaire Pers Leuven, 1990.

HOOPYKAAS Gerard J., F.J.P. SANTEGOETS (éd.), *De Briefwisseling van Thorbecke*, VII, n° 168, La Haye, 2002.

KEANE John, *The life and death of democracy*, New York, W.W. Norton & C°, 2009.

KENNEDY James et al. (éds.), *The Genesis of Public Value Systems, Public Voices*, 10, numéro spécial, 2008.

KERKHOFF Toon, Ronald KROEZE, Pieter WAGENAAR, « Corruption and the Rise of Modern Politics in Europe in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: A Comparison between France, the Netherlands, Germany and England — Introduction », *Journal for Modern European History*, Ronald KROEZE, Toon KERKHOFF, Sara CORNI (eds), *Corruption and the Rise of Modern Politics*, numéro spécial, 11, 2013, p. 19-30.

KEUCHENIUS Levinus W.C., *Opstellen over de Billiton-maatschappij overgedrukt uit De Standaard*, Amsterdam, sn, 1883.

KROEZE Ronald, André VITTORIA, Guy GELTNER (éds), *Anticorruption in History: From Antiquity to the Modern Era*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

KROEZE Ronald, Annika KLEIN, « Governing the First World War in Germany and the Netherlands: Bureaucratism, Parliamentarism and Corruption Scandals » *Journal for Modern European History*, Ronald KROEZE, Toon KERKHOFF, Sara CORNI (éds), *Corruption and the Rise of Modern Politics*, numéro spécial, 11, 2013, p. 480-500.

KROEZE Ronald, « Dutch Political Modernization and the Billiton Case (1882-1892). The Usefulness of a Neoclassical Contextual Approach to Corruption », in Ronald G. ASCH, Birgit EMICH, Jens Ivo ENGELS (dir.), *Integration, Legitimation, Korruption. Politische Patronage in Früher Neuzeit und Moderne*, Francfort et New York, Peter Lang, 2011, p. 285-307.

KROEZE Ronald, « Political Corruption Scandals in the Netherlands: The Letters Affair of 1865 », *Public Voices*, 10, numéro spécial, KENNEDY James *et al.* (éd.), *The Genesis of Public Value Systems*, 2008, p. 25-43.

KROEZE Ronald, *Een kwestie van politieke moraliteit. Politieke corruptie en goed bestuur in Nederland 1848-1940*, Hilversum, Verloren, 2013.

LION Izaak Jacob, *Mijn STAATKUNDIG LEVEN, Bijdrage tot de Kennis der dagbladpers in Nederland*, La Haye, 1865.

MANIN Bernard, *Les principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

PHILALETHES [pseudonyme de Izaak Jacob LION], *De Dagbladen in Nederland. Wat zijn zij, en wat behoorden zij te wezen?*, La Haye 1858, n° 21 de *Vlugschriften over staatskunde, regt en bestuur*, p. 1-60.

REGOUT Petrus, *Wat heeft Limburg voor den heer Thorbecke, en de heer Thorbecke voor Limburg gedaan?*, 1864.

ROSANVALLON Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2014.

RUBINSTEIN William D., « The End of "Old Corruption" in Britain, 1780-1860 », *Past & Present*, 101, 1983, p. 55-86.

RUNCIMAN David, « Political Theory and Real Politics in the Age of the Internet », *The Journal of Political Philosophy*, Vol. 25, 1, 2017, p. 3-21.

SEARLE Geoffrey Russerl, *Corruption in British Politics 1895-1935*, Oxford, Oxford University Press, 1987.

THORBECKE Johan Rudolf, *Historische schetsen*, 2^e éd., La Haye, Martinus Nijhoff, 1872.

VOS René, « Glamorous, Controversial, Competent. Izaak Jacob Lion. Journalist, mediator in politics and politician, 1853-1873 », in Huub WIJFJES et Gerrit VOERMAN (dir.), *Mediatization of politics in history*, Louvain, Peeters, 2009, p. 137-150.

WAALDIJK Berteke, LEGÈNE Susan, « Ethische politiek in Nederland. Cultureel burgerschap tussen overheersing, opvoeding en afscheid », in Marieke BLOEMBERGEN, Remco RABEN (dir.), *Het koloniale beschavingsoffensief. Wegen naar het nieuwe Indië 1890-1959*, Leiden, KILTIV Uitgeverij, 2009, p. 187-216.

WALDRON Jeremy, « Political Political Theory: An Inaugural Lecture », *The Journal of Political Philosophy*, 21, 1, 2013, p. 1-23.

WIELENGA Friso, *A History of the Netherlands. From the Sixteenth Century to the Present Day*, Londres, Bloomsbury, 2015.

WIJFJES Huub, *Journalistiek in Nederland, 1850-2000*, Amsterdam, Boom, 2004.

En reconnaissant la corruption

La dénonciation des pratiques immorales pendant la consolidation du système parlementaire espagnol¹ (1834-1868)

Oriol LUJÁN

L'historiographie espagnole contemporaine a une solide tradition d'étude de la corruption électorale, connue surtout comme *clientélisme*. Ce phénomène peut être mieux défini comme suit : des relations informelles qui s'écartent de la norme morale proclamée afin d'avoir accès à un échange réciproque de biens entre deux acteurs². Quand on parle spécifiquement de la dimension électorale, il s'agira donc de « l'échange de votes et d'autres types de soutien partisan en échange de bénéfices publics divisibles³ ».

Depuis les premières études historiques jusqu'aux publications les plus récentes, les perspectives d'étude du clientélisme ont considérablement évolué. Les premières interprétations historiographiques se sont concentrées sur le rôle des élites dans la gestion du pouvoir (politique) et aussi sur la nature du phénomène entendu comme pratique uniquement espagnole⁴. Ce n'est qu'au cours des dernières décennies que l'historiographie a commencé à réétudier la question de la fraude électorale dans une perspective plus large,

1. Je voudrais remercier Frédéric Monier, Olivier Dard, Silvia Marton et Valentina Dal Cin pour leurs remarques pertinentes.

2. Cristopher CLAPHAM, 1982 ; Javier MORENO LUZÓN, 1995.

3. Simona PIATTONI, 2001, p. 4.

4. Voir Javier MORENO LUZÓN, 2007.

influencée en particulier par les sciences sociales⁵. Plus récemment, l'historiographie espagnole a commencé à introduire l'histoire culturelle dans l'analyse du politique. Grâce à des recherches liées à l'histoire culturelle du politique, on a pu caractériser la vision que les partis politiques libéraux ont élaborée de la représentation électorale au cours du XIX^e siècle⁶. Les lectures historiographiques du clientélisme ont donc été enrichies et révisées à partir de ces approches d'histoire culturelle.

De façon étonnante, la corruption n'a pas été vraiment travaillée et définie dans l'historiographie espagnole⁷, en contraste avec une historiographie européenne — notamment allemande et française — dont l'attention à la signification de la corruption n'a cessé de s'accroître, avec examen des modèles moraux publics et idéaux du bon gouvernement⁸. Dans le cas espagnol, la fraude électorale constituant le principal centre d'intérêt, la corruption a été identifiée et confondue avec le clientélisme et les autres perspectives ont ainsi été négligées ; les premières recherches sur la généalogie du concept n'ont été développées que très récemment⁹.

Pour pallier quelque peu ce manque, ce chapitre examinera d'abord — et d'un point de vue culturel — les principales significations que put revêtir le concept de corruption pendant la consolidation du système parlementaire espagnol (1834-1868) sous le règne d'Isabelle II. En pratique, nous comparerons les utilisations du mot par les députés à celles qu'on relève dans les principaux journaux de la période, afin de bien faire ressortir les diverses lectures du phénomène ayant cours alors.

5. Voir notamment Juan Antonio INAREJOS, 2008 ; Josep Maria PONS, 2002 et Pedro DÍAZ, 1998. Avec des perspectives chronologiques plus larges, par exemple, Antonio ROBLES, 1996.

6. Alan S. KAHAN, 2003 ; María SIERRA *et al.*, 2010.

7. Même des livres pertinents, comme un récent dictionnaire politique et social des concepts du XIX^e siècle, n'incluent pas *corruption*, alors qu'ils font place à d'autres termes comme *caciquismo*. Voir Javier FERNÁNDEZ, Juan Francisco FUENTES, 2002.

8. Voir, par exemple Philippe BOURDIN *et al.*, 2015.

9. Maria Gemma RUBÍ, 2014.

Ce qu'une société juge comme corrompu dépend de sa législation, de ses codes moraux, de son système politique et de ses conceptions, historiquement forgées, concernant la sphère publique¹⁰; en retour, certaines conditions facilitent la formulation de ces dénonciations, comme l'existence de populations fortement politisées, de médias indépendants ou de formes de responsabilité des gouvernements devant la population¹¹. Autrement dit, la corruption et les scandales sont socialement construits, selon les valeurs sociales admises à chaque époque. C'est la raison pour laquelle on a d'abord besoin de définir et comprendre le sens de « corruption » au milieu du XIX^e siècle hispanique.

Est au cœur du propos l'évolution des dénonciations de la corruption au cours d'une période où les institutions parlementaires se consolident, qui va de la deuxième moitié des années 1830 jusqu'au bouleversement de 1868, date à laquelle les institutions parlementaires peuvent être considérées comme enracinées, en même temps que se produisent une révolution sociale et politique et la fin d'une dynastie. Au terme de cette période, l'ancien régime est définitivement abandonné.

Les relations sociales de patronage et de corruption se transforment en parallèle; tout d'abord, comme le souligne Francisco J. Laporta, la corruption tend à augmenter dans les périodes d'expansion rapide et de modernisation, en conséquence du changement de valeurs, de nouvelles sources de pouvoir et d'enrichissement et de l'expansion de l'administration¹². Ensuite, les sphères publique et privée se différencient progressivement au fur et à mesure que la sphère politique en vient à tourner autour des enceintes parlementaires (notre attention s'attachera de ce fait davantage aux discours parlementaires qu'aux opinions et idéologies véhiculées dans les différents journaux).

10. Ana María ARJONA, 2002.

11. John GARRARD, 2006, p. 22.

12. Francisco J. LAPORTA, 1997.

De la détérioration au profit personnel : définitions de la corruption

Étymologiquement parlant, *corruption* provient du latin *corruptio*, qui signifie au propre la détérioration des choses matérielles, en particulier des cadavres. De ce sens initial lié à la désintégration, dérive, comme le précise John B. Thompson, le sens de corruption comme processus de détérioration ou de décadence morale¹³. De fait, Peter Euben indique que « corruption » a été historiquement utilisé, à partir du milieu du xiv^e siècle au moins¹⁴, dans deux contextes principaux : pour désigner une activité spécifique de l'homme — comme l'extorsion — et pour se référer à la dévastation ou altération d'une matière organique, comme la viande¹⁵. Ce sens — détérioration, dégradation, pollution — était encore prégnant dans la société espagnole du xix^e siècle, sans qu'il y ait beaucoup de différences entre les références à la corruption formulées dans les enceintes parlementaires et les usages journalistiques.

Qu'il en ait été ainsi en Espagne tout au long du siècle, les principaux dictionnaires en témoignent. Par exemple, le *Dictionnaire de l'Académie espagnole*, publié en 1841, définit la *corrupción* comme :

L'action et l'effet de corroder quelque chose ou d'être corrompu ; la perturbation ou le vice dans un livre ou un écrit ou un abus introduit dans une chose non matérielle¹⁶.

La connotation de détérioration, principalement du point de vue moral, domine donc.

Mais le même dictionnaire intègre *corruptela*, terme introduit en Espagne, à partir de 1826 au moins¹⁷, pour désigner une mauvaise habitude ou un abus qui enfreint la loi¹⁸. Et c'est bien à propos des infractions et des délits qu'apparaissent les premières nuances entre

13. John B. THOMPSON, 2001, p. 50-51.

14. On a utilisé le dictionnaire en ligne Douglas Harper (<http://www.etymonline.com/>), de même que le dictionnaire étymologique espagnol en ligne (<http://etimologias.dechile.net/>).

15. Peter EUBEN, 1989.

16. *Diccionario de la lengua castellana por la Academia Española*, 1841, p. 263-264.

17. Maria Gemma RUBÍ, 2014.

18. *Diccionario de la lengua castellana por la Academia Española*, 1841, p. 264.

les utilisations de *corrupción* dans la presse et celles qu'on relève dans les discours prononcés au parlement. Le terme a d'ailleurs été d'abord plus répandu dans les journaux, il y est rarement recouru au parlement avant la dernière décennie du règne d'Isabelle II.

Durant la législature 1836-1837, le modéré Francisco Castro Orozco revendiqua plus d'attributions pour la couronne. S'opposant au fait que la monarchie ne pouvait choisir les sénateurs qu'au sein d'une liste déterminée au préalable par les électeurs au suffrage censitaire¹⁹, il déclare notamment que « le monarque ne verra jamais [le Sénat] comme son assistant », à moins qu'il ne parvienne à modifier l'élection, « par [la] corruption²⁰ ». En d'autres termes, selon Castro, le monarque, à défaut de choisir directement les sénateurs, recourrait à la corruption. Des exemples plus clairs de cet usage peuvent être trouvés à cette époque-là dans la presse. Ainsi, le journal *El Correo nacional*, fondé par le progressiste modéré Andrés Borrego, se montra hostile à la désignation en 1841 du tuteur de la reine Isabelle II et de sa jeune sœur. En dépit de l'approbation de cette mesure par les chambres, le journal dénonça comme de la corruption le fait d'être désigné comme tuteur tout en étant député, parce que cette décision créait une situation qui enfreignait la loi. *El Correo nacional* soulignait que « l'article 57 de la loi électorale [stipulait] que les chefs de la Maison royale ne pourraient être élus ni comme sénateurs ni comme députés », car cette « désignation » courrait le risque de « corruption ». C'était selon eux illégal, inconstitutionnel et irrégulier et donc cette nomination devrait être considérée comme invalide. Il n'était pas de manière officielle chef de la maison royale mais, en qualité de tuteur, il avait presque le même pouvoir²¹.

Cela nous amène à une autre acception du mot « corruption » proche de sa signification actuelle :

L'abus du pouvoir public pour des fins privées²².

19. Consulter le règlement du sénat espagnol selon la constitution de 1837. En ligne : http://www.congreso.es/docu/constituciones/1837/ce37_cd.pdf.

20. *Journal des Sessions du Congrès des Députés* (ci-après JSCD) 1836-1837, p. 2595-2596.

21. *El Correo nacional* 14-7-1841, p. 4.

22. Voir Vito TANZI, 1998. On détecte un grand débat sur la définition de la corruption : Mark J. FARRALES, 2005.

C'était une acception largement utilisée par les journaux et au sein du parlement; elle englobait le sens de corruption comme abus de pouvoir et visait à dénoncer généralement des pratiques immorales, plutôt que des cas concrets d'hommes politiques corrompus. C'est ainsi que le député Francisco Javier Isturiz qualifiait de corrompue l'action du gouvernement en 1834-1835, parce que la censure de la presse dépendait des censeurs payés par le gouvernement²³.

Ces exemples suggèrent que le concept de *corruption* était à cette époque encore déterminé par sa signification originelle, liée à la notion de dégradation. En d'autres termes, la vision générale de ce que l'on considérait comme corruption dans l'Espagne au milieu du XIX^e siècle concernait la dégénérescence des habitudes ou des pratiques, si bien que la corruption était perçue comme une pratique réprouvée plutôt que comme une fraude qu'il fallait punir. L'un des principaux actes incriminés était l'acceptation d'un emploi attribué par le gouvernement, mais les députés ne dénonçaient habituellement aucun cas concret. Ils évoquaient la question avec des références peu précises. C'est que, les institutions politiques étant en phase de consolidation, les pratiques morales et immorales liées à l'exercice du pouvoir étaient elles-mêmes en voie de redéfinition. Par conséquent, les dénonciations de la corruption ne pouvaient être formulées que d'un point de vue général.

Dénonciations de la corruption : la fraude électorale

Pendant le règne d'Isabelle II, les libéraux modérés et l'union libérale — qui intégrait l'aile progressiste des modérés et l'aile conservatrice des progressistes — furent les principaux groupes qui assumèrent en alternance le gouvernement. Les libéraux progressistes et les démocrates étaient moins représentés au parlement. Mais les groupes politiques ne disposaient pas encore d'organisations stables. Ils nouaient entre eux des alliances sur la base de positions politiques similaires, parfois divisées par de simples querelles de personnes.

23. JSCD, 1834-35, p. 1376.

Les dénonciations de la corruption se centrèrent principalement sur la fraude électorale, tant au parlement que dans la presse. Le terme avait là encore le sens qu'on a vu de dégradation, d'abus de pouvoir ou de profit personnel. Les principaux acteurs des dénonciations furent les progressistes et les libéraux les plus avancés. Ils accusaient surtout les gouvernements modérés, mais aussi les gouvernements de l'union libérale.

Pour comprendre cette situation d'exclusion des libéraux progressistes, on doit analyser le système électoral espagnol en vigueur sous le règne d'Isabelle II, en particulier celui que régit la loi électorale de 1846 et qui rendait plus difficile l'élection des députés privés du soutien du gouvernement et des autorités subordonnées. À titre d'exemple, après les élections générales de 1850, plus de 300 députés sur 349 furent identifiés comme ministériels²⁴ : ils appuyèrent, de fait, le gouvernement modéré. La même dynamique se reproduisit sous les gouvernements de l'union libérale. Plus des deux tiers des sièges représentaient ce parti²⁵. Ses dirigeants limitaient l'accès du parlement aux sensibilités avancées qui s'opposaient à leur modèle politique. Au cours de la décennie modérée (1843-1854), la représentation maximale obtenue par le parti progressiste fut d'environ soixante sièges sur 349 en 1846, preuve de la répression et des obstacles rencontrés pour se faire élire.

Les hommes politiques du parti progressiste et leur entourage utilisaient le mot *corrupción* avec une nuance de sens qui allait au-delà de la dénonciation de la fraude électorale et incluait toute une condamnation du système politique modéré qui excluait et réprimait. « Corruption » servait ainsi à décrire l'abus, la dégénérescence et la tendance des modérés à enfreindre la loi. On utilisait ce mot pour condamner moralement cette forme de gouvernement. En 1845, le journal progressiste *El Clamor público* résumait la situation ainsi :

Il faut considérer la provocation fallacieuse des journaux ministériels, qui parfois intiment aux progressistes de respecter la loi [...] ils savent que le despotisme, l'immoralité et la persécution des mandarins actuels rendent impossible la libre disposition des droits poli-

24. Francisco CÁNOVAS, 1982, p. 135.

25. Natividad ARAQUE, 2008.

tiques. Ici il y a des gens emprisonnés, des gens bannis sans raison légale, les *capitanes generales*²⁶ abusent et maltraitent les citoyens, les *capitanes generales* suppriment les journaux et déportent les publicistes, les dirigeants politiques interviennent dans les élections et retirent de la scène publique tous ceux qui dérangent [...] Croyez-vous que nous ne sommes pas concernés quand l'extorsion et la corruption ne suffisent pas, allez-vous faire appel à la déportation et l'exil pour revoir vos adversaires²⁷ ?

En tout cas, les dénonciations de fraude électorale avaient cours au-delà des libéraux avancés, elles surgissaient chez presque tous les libéraux ; elles étaient moins fréquentes parmi les conservateurs, même si certaines fractions des modérés condamnaient aussi la fraude électorale. Le journal conservateur *La Época* était d'accord avec les propos d'un autre magazine conservateur et dénonça le gouvernement de Juan Bravo Murillo — qui appartenait à l'aile la plus conservatrice du parti modéré — pour avoir bénéficié de la loi électorale de 1846. Ces journaux demandaient une autre loi : celle qui était en vigueur permettait la « distorsion de la volonté électorale » ; l'intervention du gouvernement avait facilité la « corruption parlementaire²⁸ ». Il convient de souligner que le journal *La Época* avait dénoncé cette corruption parce que le marquis de Pidal et ses sympathisants politiques avaient été pénalisés en 1851, mais il ne disait pas qu'il avait bénéficié de la même loi, et des abus dans des élections générales antérieures.

Cette situation conduisit à affaiblir le système politique pendant le règne d'Isabelle II et à faciliter les critiques issues d'autres secteurs sociaux et politiques, comme le carlisme ultraconservateur. Certains mouvements conservateurs espagnols, déçus par le système politique, estimèrent que le carlisme était un moyen de résoudre la crise politique. C'est l'une des raisons qui contribuèrent à renforcer ces groupes pendant le *Sexenio Democrático* (1868-1874) et la troisième guerre carliste (1872-1876²⁹).

26. Militaires responsables d'une région.

27. *El Clamor público*, 8-5-1845, p. 1.

28. *La Época*, 21-2-1852, p. 3.

29. Voir Lluís FERRAN TOLEDANO, 2001 ; 2004.

La fraude électorale : quelques éléments de comparaison entre France et Espagne

La question devrait être de savoir pourquoi la révolution politique de 1868, qui avait renforcé les institutions parlementaires et détrôné la reine Isabelle II, n'a pas changé la conception sociale de la fraude électorale, très laxiste au-delà des dénonciations parlementaires d'ordre général mentionnées ci-dessus ; cette conception persista. L'historiographie espagnole a mis en évidence le fait que la perception publique de la corruption électorale ne changea qu'après la catastrophe de 1898³⁰, qui amena à la voir comme une forme de décadence morale du pays³¹. Au fur et à mesure que, progressivement, le pays et son système social se modernisèrent, la tolérance envers ce type de corruption baissa³².

On peut comparer cette situation avec celle de la France du Second Empire (1852-1870) et arriver à une réponse satisfaisante. Selon Éric Anceau, les candidats officiels du gouvernement étaient plus facilement élus députés en France que les aspirants de l'opposition : républicains, indépendants ou orléanistes — qui ne représentaient qu'une minorité dans la chambre basse (environ 15 %). Au début de cette période, comme durant les premières années de la décennie modérée en Espagne, de nombreux hommes politiques de l'opposition furent persécutés et envoyés en exil ; l'état de siège était maintenu dans plusieurs départements et l'opposition ne pouvait guère concourir aux élections. En conséquence, le gouvernement les remportait facilement³³.

Il est vrai que le gouvernement français disposait d'instruments pour influencer sur les résultats électoraux. La mobilisation des fonctionnaires, en particulier des préfets, était déterminante pour faciliter l'élection des députés qui lui seraient loyaux³⁴. Ces

30. « *Desastre del 98* », guerre perdue contre les États-Unis et perte de Cuba et des Philippines.

31. Voir, par exemple Pol DALMAU, 2004.

32. Javier MORENO LUZÓN, 1998 ; Gemma RUBÍ, 2013.

33. Éric ANCEAU, 2002.

34. Roger PRICE, 2001, p. 95-103.

fonctionnaires exerçaient des pressions sur les maires de leurs départements. Quoi qu'il en soit, tous les préfets ne participèrent pas de façon aussi décidée aux campagnes électorales et ils ne suivirent pas toujours les instructions des gouvernements³⁵. À partir de la Troisième République (1870-1940), les préfets furent confortés dans leur rôle d'administrateurs professionnels, non sans déployer encore à l'occasion leur activité comme agents politiques³⁶. Les gouvernements ne reculèrent pas devant différentes stratégies pour favoriser leurs candidats.

Cependant, différents secteurs sociaux et politiques de la société française prirent conscience de la nécessité de dénoncer les situations où la fraude apparaissait. La loi électorale de 1875 modernisa le jeu et sanctionna les irrégularités. Grâce à ces évolutions des années 1870, la France évolua vers un suffrage plus sincère et les campagnes électorales se déroulèrent avec plus de liberté³⁷.

On doit considérer cette évolution comme un processus à long terme. La tentation est grande de comparer les appels à la régénération lancés en France après la défaite contre l'Allemagne en 1870³⁸, avec les appels lancés en Espagne à la fin du *xix*^e siècle. Pourtant, les deux phénomènes se distinguent par leurs complexités³⁹ respectives.

On peut penser que, si en France la fraude électorale a progressivement cessé d'être tolérée — sans être éradiquée —, en Espagne, elle était socialement acceptée, au moins par la plupart des élites politiques. Quand elle était dénoncée comme une pratique corrompue, c'était juste un moyen pour l'opposition de délégitimer le gouvernement. Même pendant les périodes progressistes, il y a eu de la fraude électorale. Il est vrai que les secteurs libéraux les plus avancés étaient moins tolérants envers cette fraude et que, pendant

35. H.A.C. COLLINGHAM, 1988, p. 76.

36. Christophe VOILLIOT, 2005.

37. Raymond HUARD, 1997, p. 60.

38. Voir Ernest RENAN, 1871 et Edgar QUINET, 1872.

39. Sudhir Hazareesingh a nuancé et a aussi précisé l'influence de la pensée de Renan et Quinet sur la conformation du républicanisme français ultérieur, montrant certains éléments de continuité entre les première et troisième républiques françaises, voir Sudhir HAZAREESINGH, 2001.

les périodes de gouvernement progressiste, cette pratique était moins fréquente ; cependant, le phénomène ne fut ni réprimé ni supprimé. Seule une petite partie des élites politiques, les libéraux les plus radicaux — et encore pas tous — étaient strictement opposés aux jeux d'influence électorale.

En fait, l'influence sociale et politique dans la représentation politique, et donc dans les élections, était acceptée comme un moyen d'attester le rôle dirigeant des propriétaires dans la société⁴⁰. Même le parti démocrate considérait le suffrage universel comme un fait secondaire, appelé à prendre sens avec l'éducation de toute la population, grâce à l'enseignement pour tous⁴¹. Les principaux partis partageaient le besoin d'exercer une influence en quelque sorte légitime sur les résultats électoraux, pour préserver ce qu'ils concevaient comme l'intérêt public. De plus, les journaux étaient considérés comme des moyens de diffuser les idées des familles politiques. La presse était presque toujours liée à une tendance idéologique ou à un groupe politique⁴². Alors, les dénonciations de la corruption électorale étaient davantage soulevées par l'opposition comme un moyen d'affaiblir le gouvernement que par une volonté authentique de lutte⁴³.

La dénonciation de la corruption au-delà de la fraude électorale

Au-delà de la mise en cause de la fraude électorale, le terme de corruption — en tant que désignant l'abus d'une position publique pour une fin privée malhonnête — n'a pas été utilisé largement jusqu'en 1898. D'une part, les parlements étaient dominés par des sympathisants du gouvernement, de sorte que les dénonciations des dirigeants étaient peu probables, et quand elles avaient lieu,

40. María SIERRA *et al.*, 2006.

41. Florencia PEYROU, 2008, p. 133-136.

42. Juan Francisco FUENTES, Javier FERNÁNDEZ, 1997, p. 67.

43. Cette stratégie a eu une continuité dans l'histoire contemporaine espagnole, voir Fernando JIMÉNEZ, Miguel CAÍNZOS, 2003.

on les étouffait. Par exemple, en 1860 le progressiste Pedro Calvo Asensio essaya d'interroger le gouvernement de l'union libérale à propos de « l'immoralité politique de cette situation [politique] ». Le chef du gouvernement, Leopoldo O'Donnell, lui répondit :

Le gouvernement ne reconnaît pas et il ne peut reconnaître aucun droit de faire une interpellation qui commence par une injure. Dans ce cas, le gouvernement amoindrirait la dignité qui lui est attachée⁴⁴.

D'autre part, la censure de la presse empêchait l'émergence de critiques et de dénonciations, surtout pendant les périodes de gouvernements modérés, lorsque la censure préventive était appliquée et que les journaux étaient suspendus quand ils critiquaient les actions du gouvernement. Ils devaient le faire à travers des publications clandestines ou attendre l'arrivée d'une période plus fournie en libertés, comme le *Bienio Progresista* (1854-1856). La liberté d'opinion n'était pas garantie, mais au moins la censure préventive était abrogée, entre autres mesures⁴⁵.

Les dénonciations de la corruption sont apparues avec plus de fréquence pendant les périodes de crise politique — comme la fin de la décennie modérée, entre 1853 et 1854, ou les dernières années du règne d'Isabelle II, en 1866-1868 — ou pendant les époques plus libres⁴⁶. Tel fut le cas des dénonciations de corruption commise par la couronne en matière de gestion de ses propriétés et possessions. C'est pendant les périodes de crise que les limites de la tolérance entre ce qui était publiquement acceptée ou non par rapport à la corruption apparaissaient clairement.

Par exemple, après la révolution de 1854, la mère de la reine — Maria Cristina — fut envoyée pour la deuxième fois en exil et perdit ses biens. Sa pension fut annulée et une enquête parlementaire fut ouverte, qui conclut qu'elle avait abusé de sa position

44. *JSCD*, 1860, p. 897.

45. Voir Demetrio CASTRO, 1998.

46. On utilise le concept de « crise politique » pour identifier les périodes de défis pour le système politique d'un genre et degré tel que la persistance du système est menacée. En d'autres termes, le système est confronté à une rupture potentielle, laquelle est susceptible de se produire à moins que le système lui-même ou son environnement soient fondamentalement modifiés, selon Martin JÄNICKE, 1971.

publique⁴⁷. Cette commission d'enquête a été étudiée par Encarna et Carmen García Monerris, qui ont montré comment Maria Cristina a géré le testament de Ferdinand VII selon ses intérêts particuliers. L'enquête avait déjà commencé en 1840-1843, lorsque les progressistes étaient au pouvoir et que Maria Cristina fut, pour la première fois, envoyée en exil, mais c'est surtout en 1854 que les dénonciations se firent plus précises. Le patrimoine royal était perçu par les députés espagnols les plus avancés comme un bien national, si bien que la couronne n'était pas, selon eux, une institution privée mais publique et dépendant de la souveraineté nationale. Cependant, la couronne elle-même, favorisée par la législation du parti modérée, n'avait pas encore accepté sa réduction à ce rôle.

Sans aucun doute, une des origines de la révolution de 1854, encore qu'elle ne fut pas la seule, fut le comportement de la mère de la reine Isabelle II. Loin de reconnaître la distinction libérale entre affaires publiques et privées, elle se comportait comme si son pouvoir avait une base naturelle et négligeait la souveraineté nationale, tout en tirant des bénéfices privés de sa position publique. Une telle pratique du pouvoir mit en évidence l'opposition de deux conceptions principales. Comme le parti modéré craignait toute tentative révolutionnaire, ses dirigeants pensaient que la meilleure façon de maintenir l'ordre social et politique était de tenir à l'écart du pouvoir les libéraux avancés. Les modérés avaient aboli de la constitution de 1845 la mention de la souveraineté nationale et restitué certaines attributions à la couronne, avec une souveraineté partagée. Par contre, les libéraux les plus avancés, comme les démocrates, étaient en faveur de la souveraineté nationale. Selon eux, tout pouvoir public émanait de la nation et, par conséquent, la couronne était soumise à la nation et ses affaires n'étaient plus privées, mais publiques. Aussi, les libéraux progressistes considéraient la couronne comme une institution soumise au pouvoir de la nation.

Si les dénonciations de la corruption en 1854 concernèrent les affaires de la mère de la reine et de son mari et négligèrent les abus de pouvoir pour des avantages personnels commis par des modérés, c'est surtout parce que la couronne disposait du pouvoir de

47. Encarna GARCÍA, Carmen GARCÍA, 2013.

désigner les gouvernements. La reine gérait le pouvoir politique et donc aussi les liens avec le pouvoir économique. Ce n'était pas une question de corruption ou d'immoralité en soi, du moins pas du point de vue des élites politiques. Il s'agissait de contrôler le pouvoir politique et l'accès aux gains économiques. Cet accès s'étant limité, au cours des dernières années de la décennie modérée, aux modérés les plus conservateurs, le reste des élites politiques espagnoles voulut retrouver un accès au pouvoir politique et économique.

La nature du système politique espagnol du milieu du *xix^e* siècle aurait pu ne pas être déterminante dans la vision que la société avait de la corruption, mais elle a probablement conditionné les possibilités mêmes de dénonciation de ce système. Comme les gouvernements étaient majoritairement dominés par les conservateurs avec de fortes majorités au parlement, les possibilités de critique se rétrécirent comme peau de chagrin. De plus, la presse souffrit de longues périodes de censure, de telle sorte que les occasions de dénoncer la corruption furent assez rares.

* * *

Il s'agissait pour nous d'identifier les principales significations de la « corruption » pendant la consolidation du système parlementaire espagnol (1834-1868) à partir des définitions formulées par les élites politiques.

Trois grandes significations ont été identifiées : la dégénérescence au sens large, les infractions et délits et enfin l'utilisation d'une position publique à des fins malhonnêtes, qui n'était pas toujours pénalisée. D'autres sens ont été repérés, comme l'abus de pouvoir ou la fraude électorale. En général, le concept de corruption resta influencé par sa signification originelle, liée à la notion de dégradation. C'est pour cette raison que les dénonciations de la corruption furent tout d'abord vagues, désignant de mauvaises coutumes.

Au fil des ans et de la consolidation du système parlementaire, les dénonciations se firent de plus en plus précises et commencèrent à se référer à des cas concrets. Ce changement eut lieu plus tôt dans la presse, surtout du côté du libéralisme progressiste et radical. Bien que des représentations similaires de la corruption aient été

partagées par le parlement et la presse, ce sont les journaux qui ont, les premiers, proposé les définitions les plus claires.

Ces différences peuvent s'expliquer par la culture politique des élus. Bien que les conservateurs aient aussi dénoncé la corruption, les principaux dénonciateurs furent les progressistes libéraux et les libéraux les plus avancés. Puisque leur conception du pouvoir reposait sur le principe de la souveraineté nationale, les gouvernements dépendaient selon eux de l'approbation de la population. Autrement dit, les dirigeants devaient rendre compte de leurs actions, car ils assumaient une position publique. Par contre, les modérés refusaient cette surveillance de leurs actions, en rejetant la notion de souveraineté nationale. Ils soutenaient que la loi était le fondement de la liberté, parce qu'elle assurait la survie du système politique et social établi. Par conséquent, les autorités seules avaient assez de légitimité pour renouveler la loi et personne n'était habilité à juger leurs actions. C'est pour cette raison qu'il était assez rare de trouver des dénonciations de corruption venant des conservateurs. Cela ne se produisait qu'aux moments de crise sociale et politique, quand les valeurs étaient interrogées et que leur révision s'imposait.

Références bibliographiques

ANCEAU Éric, « Les irrégularités et les incidents lors des élections législatives de 1852 à 1870 ou le difficile apprentissage du suffrage universel sous le Second Empire », in BOURDIN Philippe, CARON Jean-Claude, BERNARD Mathias (dir.), *L'incident électoral: de la Révolution française à la V^e République*, Clermont Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2002, p. 121-140.

ARAUQUE Natividad, *Las elecciones en el reinado de Isabel II: La Cámara Baja*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2008.

ARJONA Ana María, « La corrupción política: una revisión de la literatura », documents de travail, document 02-14 séries économiques 04, Madrid, Universidad Carlos III, 2002. Accessible en ligne: <http://docubib.uc3m.es/WORKINGPAPERS/DE/de021404.pdf>

BOURDIN Philippe, LEUWERS Hervé, TOURET Alain (dir.), *Vertu et politique. Les pratiques des législateurs (1789-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

CÁNOVAS Francisco, *El partido moderado*, Madrid, Centro de estudios constitucionales, 1982.

CASTRO Demetrio, *Los males de la imprenta: Política y libertad de prensa en una sociedad dual*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas-Siglo XXI, 1998.

CLAPHAM Cristopher (ed.), *Private patronage and public power: Political clientelism in the modern state*, London, Francis Pinter, 1982.

COLLINGHAM H.A.C., *The July Monarchy: A political history of France, 1830-1848*, London/New York, Longman, 1988.

DALMAU Pol, « Fighting against corruption: Newspapers and public Morality in Modern Spain », in DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas et MONIER Frédéric, *Scandales et corruption à l'époque contemporaine: les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 31-50.

DÍAZ Pedro, *Después de la revolución: centralismo y burguesía en Alicante, 1844-1854*, Valencia/Alicante, Generalitat Valenciana/Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1998.

EUBEN Peter, « Corruption », in BALL Terence, FARR James, HANSON Russel L. (ed.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 220-246.

FARRALES Mark J., *What is Corruption? A History of Corruption Studies and the Great Definitions Debate*, San Diego, University of California, 2005. En ligne : <https://ssrn.com/abstract=1739962>.

FERNÁNDEZ Javier, FUENTES Juan Francisco, *Diccionario político y social del siglo XIX*, Madrid, Alianza, 2002.

FUENTES Juan Francisco, FERNÁNDEZ Javier, *Historia del periodismo español: Prensa, política y opinión pública en la España contemporánea*, Madrid, Editorial Síntesis, 1997.

GARCÍA Encarna, GARCÍA Carmen, « ¿Interés de familia u objeto político? La testamentaria de Fernando VII », in GARCÍA Encarna, MORENO Mónica, MARCUELLO Juan I. (eds.), *Culturas políticas monárquicas en la España liberal: Discursos, representaciones y prácticas (1808-1902)*, Valencia, Universitat de València, 2013, p. 177-211.

GARRARD John, « Scandals: an overview », in GARRARD John, NEWELL James L. (ed.), *Scandals in past and contemporary politics*, Manchester, Manchester University Press, 2006, p. 13-29.

HAZAREESINGH Sudhir, *Intellectual founders of the Republic. Five studies in nineteenth-century French political thought*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

HUARD Raymond, « Las prácticas del sufragio universal en Francia entre 1848 y 1914. Avances pioneros, novedades provisionales, proyectos inacabados », in FORNER Salvador (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa: Siglos XIX y XX*, Madrid, Cátedra, 1997.

INAREJOS Juan Antonio, *Ciudadanos, propietarios y electores en la construcción del liberalismo español: El caso de las provincias castellano-manchegas (1854-1868)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.

JÄNICKE Martin, « Zum konzept der politischen Systemkrise », *Politische Vierteljahresschrift* 12-4, 1971, p. 530-554.

JIMÉNEZ Fernando, CAÍNZOS Miguel, « Political Corruption in Spain », in BULL Martin J., NEWELL James L. (ed.), *Corruption in contemporary politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 9-23.

KAHAN Alan S., *Liberalism in Nineteenth-Century Europe: The political culture of limited suffrage*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003.

LAPORTA Francisco J., « La corrupción política: introducción general », in LAPORTA Francisco J, ALVAREZ Silvina (ed.), *La corrupción política*, Madrid, Alianza, 1997, p. 19-36.

MORENO LUZÓN Javier, « Political clientelism, Elites, and Caciquismo in Restoration Spain (1875-1923) », *European History Quarterly* 37, 2007, p. 417-441.

MORENO LUZÓN Javier, *Romanones. Caciquismo y política liberal*, Madrid, Alianza Editorial, 1998.

MORENO LUZÓN Javier, « Teoría del clientelismo y estudio de la política caciquil », *Revista de Estudios Políticos* 89, 1995, p. 191-224.

PEYROU Florencia, *Tribunos del pueblo: Demócratas y republicanos durante el reinado de Isabel II*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2008.

PIATTONI Simona (ed.), *Clientelism, Interests, and Democratic Representation: The European Experience in Historical and Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

PONS Josep Maria, *Moderats i progressistes a la Lleida del segle XIX (1843-1868)*, Lleida, Pagès, 2002.

PRICE Roger, *The French Second Empire: An anatomy of political power*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2001.

QUINET Edgar, *La République. Conditions de la régénération de la France*, Paris, E. Dentu Libraire-Éditeur, 1872.

RENAN Ernest, *La réforme intellectuelle et morale de la France*, Paris, Michel-Levy frères, Paris, 1871.

ROBLES Antonio, *Política en penumbra: Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1996.

RUBÍ Gemma, « Coaliciones de turno: Corrupción electoral y política competitiva en la Catalunya de la Restauración (1900-1923) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 43-I, 2013, p. 273-293.

RUBÍ Gemma, « La représentation de la corruption: l'Espagne dans la construction du libéralisme politique (1840-1868) », in DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric, *Scandales et corruption à l'époque contemporaine: les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 162-180.

SIERRA María, PEÑA María Antonia, ZURITA Rafael, *Elegidos y elegibles: La representación parlamentaria en la cultura del liberalismo*, Madrid, Marcial Pons, 2010.

SIERRA María, PEÑA María Antonia, ZURITA Rafael, « La representación política en el discurso del liberalismo español (1845-1874) », *Ayer* 61, 2006, p. 15-45.

TANZI Vito, « Corruption around the world », *IMF Staff Papers*, 45-4, 1998, p. 559-594.

THOMPSON John B., *El escándalo político: Poder y visibilidad en la era de los medios de comunicación*, Barcelona, Paidós, 2001.

TOLEDANO Lluís Ferran, *La Muntanya insurgent: La tercera guerra carlina a Catalunya 1872-1875*, Girona, Cercle d'Estudis Històrics i Socials, 2004.

TOLEDANO Lluís Ferran, *Entre el sermó i el trabuc: El carlisme català contra la revolució setembrina (1868-1872)*, Lleida, Pagès, 2001.

VOILLIOT Christophe, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Une ressemblance improbable

Dénonciations socialistes et nationalistes de l'« oligarchie » en Roumanie

Silvia MARTON

Au début du xx^e siècle, deux courants idéologiques très différents — le mouvement agrarien conservateur de la revue *Sămănătorul* (« Le semeur »), d'un côté, et les socialistes de l'autre — se retrouvent sur les mêmes barricades dans leur critique du système politique. Ces deux courants n'arrivent pas à briser le monopole du parti national libéral et du parti conservateur sur la représentation parlementaire. Mais ils dénoncent la corruption politique et les pratiques de pouvoir qu'ils désignent du même vocable péjoratif : la « politicaillerie » (*politicianismul*), une dénonciation à la fois politique et morale.

Ils ont l'un et l'autre des visions idéologiques très différentes de la société roumaine et les dénonciations auxquelles ils se livrent en portent la marque. Mais ils identifient le même ennemi, à savoir le personnel politique qu'ils accusent d'être « oligarchique ». La présente étude s'attache à comprendre le contenu des dénonciations telles que les effectuent ces deux groupes marginaux au moment même où ils tentent de briser le monopole des deux grands partis sur les institutions politiques et électorales et où ils s'imposent dans le débat public. Ces nouveaux courants s'érigent à la fois en défenseurs de la moralité en politique et en « vrais » représentants du peuple, et sont en quête d'un rôle politique. Notre analyse s'attachera au discours, au vocabulaire et aux prises de position des agrariens conservateurs et des socialistes.

Les dénonciations de la corruption politique et des pratiques de pouvoir pendant les premières années du xx^e siècle sont cruciales pour comprendre la politique de l'entre-deux-guerres, lorsque le mépris de la « politicaillerie » permit l'ascension de l'autoritarisme et des partis d'extrême-droite. La critique sociale et économique des socialistes, plus inclusive, demeura marginale. En revanche, la critique nationaliste au nom de la race-ethnie roumaine (*neam*), antilibérale, anti-égalitariste et exclusive qui l'emporte chez les (néo) traditionalistes des années 1920-1930 reprend les idées clefs des agrariens conservateurs. Les (néo) traditionalistes entérinent la rupture entre la politique et la culture¹. Ils dénoncent la « ploutocratie » libérale et la démocratie parlementaire, et opposent à la politique la tradition autochtone et la culture, les seules sources de vérité et d'authenticité, seules opposables au « mensonge » de la politique démocratique².

Critique nationaliste, critique socialiste : les différences idéologiques

Le courant agrarien conservateur et nationaliste de la revue *Sămănătorul* (fondée en 1901), dit le *sămănătorism*, est animé par le jeune historien Nicolae Iorga (1871-1940) à partir de 1904³. C'est Iorga qui formule sa doctrine, à une époque où il est déjà reconnu comme un grand historien : il détient la chaire d'histoire universelle à l'université de Bucarest et il est membre correspondant de l'Académie roumaine. En 1906, Iorga démissionne de la direction de la revue et le *sămănătorism* commence à s'essouffler. Après l'échec d'une tentative de joindre son courant au parti conservateur, Iorga fonde la revue nationaliste *Neamul românesc* — qui paraîtra jusqu'en 1940 — qui sympathise avec l'Action française⁴. Fort de sa renommée dans les milieux culturels, Iorga commence sa longue

1. Sorin ALEXANDRESCU, 2008, p. 132.

2. Florin ȚURCANU, 2007 ; Sorin ALEXANDRESCU, 2008.

3. Zigu ORNEA, 1998a ; Nicolae IORGA, 1934.

4. William O. OLDSOON, 1991 ; 1973.

carrière parlementaire en 1907. Avec son ami Alexandru C. Cuza, qui deviendra ultérieurement le leader d'un mouvement fasciste, il crée le parti nationaliste-démocrate (PND) en 1910; ils avaient déjà collaboré à la constitution d'une « alliance antisémite universelle » en 1895. *Neamul românesc* et le PND, centrés autour de la figure dominante de Iorga, reprennent les idées de *Sămănătorul*. Le parti doit tout à la personnalité du savant Iorga et, de ce fait, son prestige dépasse de loin son importance électorale. Néanmoins, il arrive à mobiliser les intellectuels et la petite bourgeoisie jusqu'en 1938 — date à laquelle il est dissout — mais sans jamais devenir un véritable parti de masse et sans jamais achever l'objectif ambitieux du Iorga de l'après-1918, celui de devenir un vrai parti gouvernemental.

Au milieu de la décennie 1870 et à l'autre bout du spectre idéologique, le socialisme se développe assez rapidement dans un pays sans industrie. Il devient populaire parmi les intellectuels, les étudiants et les instituteurs⁵. Les conservateurs et les libéraux au gouvernement n'épargnent pas les moyens pour limiter, voire censurer les activités des socialistes⁶. Néanmoins, les premiers députés socialistes entrent au parlement en 1888. En dépit de ses débuts assez prometteurs, le parti social-démocrate des ouvriers de Roumanie (PSD), fondé en 1893, a un seul député élu aux élections de 1891, 1892 et 1895; il atteint les 6000 membres en 1897⁷. Si Iorga et son PND refusent toute alliance avec les deux grands partis, cette question divise profondément les socialistes. Ils font alliance avec les libéraux à certaines élections communales. Les congrès de 1897 et de 1898 du PSD recommandent des alliances avec les partis favorables au suffrage universel⁸. Un groupe de socialistes — appelés ironiquement les « généreux » — entre au parti libéral en 1900. C'est la crise la plus grande que les socialistes aient connue avant 1917, au point que le PSD disparaît pour être reconstitué avec difficulté en 1910⁹. De 1899 à 1914, les socialistes ne sont plus représentés au parlement. Les années 1902-1905 donnent

5. Zigu ORNEA, 1982; Constantin BACALBAȘA, 2014, p. 217-223, 258-259.

6. Zigu ORNEA, 1998b; *Adevărul*, le 1^{er} mars 1895; Zigu ORNEA, 1982.

7. Keith HITCHINS, 1996, p. 151.

8. Zigu ORNEA, 1982, p. 296.

9. Zigu ORNEA, 1982.

une direction plus ouvrière et syndicaliste au socialisme roumain, car la revendication porte désormais sur les droits économiques et sur le travail des ouvriers¹⁰. Le mouvement socialiste noue des alliances avec les syndicats et essaie de sortir des villes vers le monde rural, mais il reste néanmoins un mouvement urbain¹¹ et d'intellectuels.

C'est Constantin Dobrogeanu-Gherea (1855-1920) qui donne un cadre idéologique cohérent à la dénonciation du système politique du point de vue marxiste¹². Le combat de ce réfugié de Russie a été de démontrer la légitimité du socialisme dans une Roumanie agraire et sous-développée et, du coup, de combattre ses adversaires, dont notamment les agrariens progressistes¹³, les conservateurs et les libéraux, qui niaient la possibilité du socialisme dans un pays sans industrie et sans prolétariat. Dobrogeanu-Gherea est convaincu que l'importation du capitalisme bourgeois est une étape nécessaire pour la Roumanie. Le socialisme devra donc suivre une voie inversée par rapport à l'Occident : la superstructure, à savoir les institutions du capitalisme bourgeois, expressions du contact avec l'Occident, stimulera l'apparition des structures sociales et économiques capitalistes. Il renverse donc le rapport causal établi par Marx¹⁴. Mais la création de la société capitaliste est entravée, selon Dobrogeanu-Gherea, par les rapports économiques agraires du pays, qu'il conceptualise par l'expression « néoféodalisme agraire » (*neoiobăgia*), le titre de son ouvrage le plus connu publié en 1910¹⁵.

Dobrogeanu-Gherea est conscient que les conditions objectives et subjectives de l'avènement d'une société socialiste ne sont pas encore réunies dans une Roumanie arriérée. La solution qu'il préconise est l'abolition du néoféodalisme. Pour ce faire, il entend faire avancer les rapports capitalistes dans le monde rural, une étape

10. Lucie GUESNIER, 2014, p. 98-102 ; Zigu ORNEA, 1982, p. 404-407.

11. Armin HEINEN, 2006, p. 65.

12. Zigu ORNEA, 1983, p. 281-294, 331-380 ; Cristian PREDA, 2003, p. 21-32.

13. Ce courant agrarien, dit *poporanism*, autour de la revue *Viața românească* (« La vie roumaine »), est animé par Constantin Stere. C'est une variante nationaliste du populisme russe, Călin COTOI, 2014, p. 32 et note 42, p. 33.

14. Michael KITCH, 1977, p. 77.

15. Constantin DOBROGEANU-GHEREA, 1910, notamment p. 70-101.

obligatoire, selon lui, pour tout État arriéré¹⁶. Lorsque le socialisme triomphera en Occident, les pays arriérés suivront la même voie, par le mécanisme de l'« importation » des formes supra-structurelles. Le rôle du mouvement socialiste roumain est de préparer les cadres pour cet avenir, c'est-à-dire de lutter contre les injustices sociales et la pauvreté qui sont le résultat du néoféodalisme¹⁷. Il a également un rôle de démocratisation et d'éducation à jouer, c'est-à-dire qu'il doit contribuer à transformer en réalité les lois démocratiques qui n'existent que formellement. Dobrogeanu-Gherea a donc été un social-démocrate et non un révolutionnaire¹⁸. Comme c'est le social et l'élimination du néoservage qui l'intéressent, il relègue au second plan le national¹⁹. En général, pour les socialistes roumains, le social, dans son sens moderne, est conçu comme un domaine autonome dès les années 1880²⁰.

Revenons au *sămănătorism*. Il parvient à s'imposer surtout dans les milieux universitaires et parmi les jeunes intellectuels où l'hostilité déclarée envers le libéralisme arrive à son apogée, après deux longues périodes où les libéraux ont formé le gouvernement et ont eu la majorité au parlement (de 1876 à 1888 et de 1895 à 1904²¹). La crise politique de 1895, lorsque le gouvernement libéral décide de ne plus soutenir les initiatives irrédentistes en faveur des Roumains de Transylvanie et donc de respecter le statu quo dans l'Empire austro-hongrois, a favorisé la naissance du « moment national » qui dominera dorénavant la vie politique et littéraire-culturelle roumaine²². Une aubaine pour les conservateurs déjà en colère contre la domination institutionnelle et idéologique des libéraux. La nouvelle génération antilibérale d'intellectuels et d'historiens propose une relecture à la fois du présent et du passé, elle appelle à la revitalisation de la culture nationale, elle propage le nouveau nationalisme et

16. *Ibid.*, 1910, p. 367-408.

17. Michael KITCH, 1977, p. 72.

18. Zigu ORNEA, 1983; Michael KITCH, 1977, p. 71-73.

19. Alex DRACE-FRANCIS, 2016, p. 205-207.

20. Călin COTOI, 2016.

21. Zigu ORNEA, 1998a, p. 166-168.

22. *Ibid.*, p. 17-23.

s'affirme conservatrice par sa vision des rapports sociaux²³. Jeune professeur à l'université de Bucarest, Nicolae Iorga en est, on l'a vu, l'étoile montante.

Le but du *sămănătorism* est d'exalter le passé pour mieux dénoncer le présent. Il nie la nécessité de la modernité telle que l'avait comprise la génération libérale de 1848. En cela, le courant est beaucoup plus radical que les membres du parti conservateur. Sa sociologie et la dénonciation découlent de cette vision réactionnaire. Par son idéalisation du monde rural autochtone, le *sămănătorism* répudie les influences venues de l'extérieur qui perturberaient l'ordre préétabli d'une société agraire. Il dénonce également la classe dirigeante riche asservie à ses propres intérêts égoïstes, pire encore, aux étrangers. Les deux classes réelles — la paysannerie et les anciens boyards²⁴ — non la bourgeoisie étrangère, peut-on lire dans les pages de *Sămănătorul*, correspondent seules à la structure agraire de la Roumanie. Les membres de *Sămănătorul* et surtout Iorga font également le procès de l'industrialisation erronée du pays sous l'emprise de la bourgeoisie, représentée par le parti libéral et asservie au capital étranger²⁵.

Le *sămănătorism* et *Neamul românesc* sont persuadés que les forces morales et spirituelles déterminent le développement d'une société, ils idéalisent le monde rural, ils considèrent le village comme le dépositaire de la vraie tradition et cultivent l'exaltation de la nation roumaine chrétienne et de ses paysans²⁶. En cela, le *sămănătorism* reste dans la spéculation passiste, il donne la priorité à la culture et se montre xénophobe et antisémite²⁷. En contraste, les socialistes sont convaincus que l'industrie est la clef de l'avenir, que la Roumanie ne peut pas être isolée des changements sociaux et économiques européens et que le progrès relève des structures sociales et économiques²⁸.

23. *Ibid.*, 1998a, p. 168-171.

24. La classe aristocratique des grands propriétaires des terres.

25. Zigu ORNEA, 1998a, p. 152-160.

26. Radu IOANID, 1992 ; Keith HITCHINS, 1996, p. 424.

27. Keith HITCHINS, 1996 ; Sorin ALEXANDRESCU, 1999.

28. Zigu ORNEA, 1983.

La « question paysanne » est un enjeu majeur à l'époque, surtout après les jacqueries violentes de 1888 ou encore de 1907. Contrairement aux socialistes, le *sămănătorism* propose une critique romantique et agraire du capitalisme. Il exprime une conviction largement répandue à l'époque et pendant les décennies à venir selon laquelle la Roumanie doit être un espace essentiellement agraire²⁹. Iorga voit dans l'éducation l'instrument le plus propice pour améliorer la condition du paysan, mais ses projets de réforme restent vagues : il demande une réforme agraire modérée, même après 1907, assez similaire aux réformes proposées par les libéraux. Le *sămănătorism* entend assainir moralement la société roumaine du présent pour faire place, par la culture et par l'éducation, à la permanence des valeurs nationales³⁰. Le courant baigne dans le climat intellectuel de l'antinomie entre la culture et la civilisation. Iorga envisageait de maintenir à l'infini la morphologie rurale de la culture et de la civilisation roumaine³¹.

Les socialistes oscillent entre deux solutions pour résoudre la « question paysanne ». Le premier programme des socialistes de 1886 contient des revendications tributaires du populisme russe, notamment la création des communes paysannes collectives et l'expropriation des grandes propriétés³². Le programme du PSD — au moment de sa création en 1893 — renonce à l'expropriation et à la création des communes rurales. Les socialistes préconisent l'octroi de baux aux travailleurs agricoles et militent pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Dobrogeanu-Gherea pense que le petit propriétaire paysan peut être un allié des socialistes et qu'il n'est pas forcément réactionnaire, comme le craignent ses camarades allemands ou français³³.

Tout sépare donc l'idéologie des agrariens conservateurs et celle des socialistes. Néanmoins, les deux courants se ressemblent à certains égards. Leur influence dans le débat intellectuel dépasse

29. Zigu ORNEA, 1998a, p. 116.

30. *Ibid.*, p. 118-119.

31. *Ibid.*, p. 128.

32. Zigu ORNEA, 1983, p. 280-281.

33. *Ibid.*, 1983, p. 295-312.

de loin leur marginalité électorale. Avant comme après la Grande Guerre, leur représentation parlementaire est symbolique. Iorga et Dobrogeanu-Gherea s'accordent sur le fait que la Roumanie est une société d'institutions superficielles et d'idées importées³⁴. Les agrariens conservateurs et les socialistes se retrouvent surtout sur le terrain de la dénonciation idéologique du système politique.

Dénonciation de la classe politique « corrompue », « parvenue », « oligarchique »

Avant 1914, il n'y a pas encore de dénonciation du parlementarisme en tant que tel. Les socialistes et les agrariens conservateurs dénoncent la classe politique « corrompue », égoïste, « parvenue » (*ciocoi*) et « oligarchique » issue des deux grands partis et leurs pratiques de pouvoir.

Les socialistes — des premiers socialistes, anarchistes et adeptes des idées populistes russes, jusqu'aux marxistes autour de Dobrogeanu-Gherea — dénoncent les pratiques de pouvoir à partir d'une critique sociale développée au nom du « peuple » et/ou d'une classe sociale³⁵. Pour Dobrogeanu-Gherea, la cause du retard économique de la Roumanie est le néoféodalisme, le résultat de la contradiction immense (une « monstruosité ») entre ce qu'il appelle l'état réel des faits — la réalité sociale et l'organisation économique néoféodale — et l'état légal libéral-bourgeois. Cette contradiction fait que les libertés constitutionnelles sont un « mensonge³⁶ ».

L'auteur des structures néoféodales est « l'oligarchie politicaillesque » (*oligarhia politicianistă*) qui a créé l'État bureaucratique et la législation qui ont pour seul but de l'enrichir³⁷. L'oligarchie, ce sont les classes dominantes, dénonce Dobrogeanu-Gherea, notamment les grands propriétaires agraires³⁸. C'est cette « politicaille » qui

34. Alex DRACE-FRANCIS, 2016, p. 208.

35. Călin COTOI, 2014.

36. Constantin DOBROGEANU-GHEREA, 1910, p. 52-69.

37. *Ibid.*, p. 487.

38. *Ibid.*, p. 52-69.

maintient le statu quo. Il est convaincu que l'administration — « un corps autonome parasitaire³⁹ » composée de « classes parasitaires bourgeoises et bureaucrates⁴⁰ », avec son apparence de légalité pour mieux dissimuler l'illégalité, surtout dans le monde rural — est au service de cette oligarchie et de la servitude néoféodale⁴¹. Cet État « bureaucratique-parasitaire », « hypertrophié » et budgétivore, a acquis « une puissance écrasante » dans la société⁴². *Neoioabăgia*, l'ouvrage de Dobrogeanu-Gherea dont sont tirées ces citations, est à la fois l'explication d'un système économique et la condamnation morale d'un ordre social⁴³.

Pour les socialistes de *Adevărul*, les libéraux sont la cible de prédilection de la dénonciation, vu notamment les scandales financiers auxquels ils sont liés⁴⁴. Le quotidien accuse les libéraux et les conservateurs d'être des démagogues et de négliger l'intérêt général au profit de leurs intérêts de clan, ils sont « les parvenus (*ciocoi*) au pouvoir⁴⁵ ». Les deux partis sont tout aussi « corrompus et immoraux », « un borbier moral » (*cloacă morală*)⁴⁶. Ce sont ces expressions qui résument le plus clairement la dénonciation du personnel politique dans les cercles socialistes.

La construction à la fois idéologique et rhétorique passéiste de Nicolae Iorga a, elle, pour but de mettre en évidence, par contraste, la situation problématique du présent et de créer le sentiment de l'urgence à trouver une solution à la « question paysanne⁴⁷ ». Iorga développe sa vision romantique-conservatrice de l'histoire dans la quasi-totalité de ses prises de parole, dont notamment un discours à la chambre, peu de temps après sa première élection en 1907⁴⁸.

39. *Ibid.*, p. 360.

40. *Ibid.*, p. 411.

41. Cristian PREDA, 2003, p. 41-42 ; Constantin DOBROGEANU-GHEREA, 1910, p. 158-165, 360-361.

42. Constantin DOBROGEANU-GHEREA, 1910, p. 451-453.

43. Michael KITCH, 1977, p. 81.

44. Par exemple, *Adevărul*, le 23 avril 1913.

45. *Ibid.*, le 1^{er} mars 1895.

46. *Ibid.*, le 10 novembre 1895.

47. C'est une argumentation spécifique au XIX^e siècle, voir Holly CASE, 2016.

48. Nicolae IORGA, 1909.

Selon Iorga, la classe dirigeante est composée de grands propriétaires et de tenanciers (*arendăși*) qui exploitent les paysans, tandis que la législation et les institutions, empruntées aux « civilisations trop avancées » occidentales, ne s'inspirent pas des « coutumes anciennes » et ne correspondent pas à l'état social, politique et économique du pays. Comme tous les conservateurs et contrairement à Dobrogeanu-Gherea, Iorga est convaincu que tout vrai changement doit être organique, conforme à l'« esprit » d'un peuple, et non le fruit de l'imitation d'un modèle étranger ; le rationalisme détruit la société traditionnelle. Il n'est donc pas étonnant que Iorga soit l'un des plus farouches adversaires du socialisme qu'il dénonce comme un emprunt idéologique aux étrangers⁴⁹.

Le « mal » du présent, dénonce Iorga, a ses origines dans la modernisation institutionnelle du début du XIX^e siècle qui a désorganisé les relations supposées harmonieuses entre les paysans et les boyards anciens basées sur les « coutumes séculaires » et dépossédé les paysans de leur autonomie locale. Le vote indirect des paysans dans les collèges censitaires a entériné leur exclusion de la vie politique. Dans leur idéalisation du monde rural, Iorga et les sympathisants du *sămănătorism* ne voient aucune incompatibilité entre le paysan et les grands boyards propriétaires⁵⁰.

Après le remplacement des grands boyards, bienveillants envers leurs sujets, par les boyards-fonctionnaires à la recherche de postes, la nouvelle classe dirigeante issue de la constitution de 1866 poursuit son propre intérêt égoïste, elle se plaint dans des luttes politiques à caractère personnel ; elle a formé deux partis sans programme et par trop disciplinés. Dans toutes ses prises de parole, Iorga accuse ces deux partis de diviser illégitimement le pays ; il rêve d'un grand parti national qui aurait déjà existé dans le passé. La nouvelle génération, à partir de 1890, aurait dû endosser la cause des paysans et des Roumains pauvres, pour les sauver devant la bourgeoisie étrangère, surtout juive. Mais au contraire, ce sont les « aventuriers » qui dominent la vie politique, martèle-t-il, et ils sont tributaires des étrangers et de leurs intérêts. La différence de qualité

49. Zigu ORNEA, 1998a, p. 172.

50. Keith HITCHINS, 1996, p. 85.

entre les générations d'hommes d'État est insurmontable : l'esprit de faction des boyards « déchirés par la passion politique » a apporté la ruine au pays⁵¹. Les villes n'appartiennent plus aux Roumains, mais aux étrangers, surtout aux Juifs, qui veulent « voler » le pays et sa richesse. La ville est pour Iorga le symbole de toutes les erreurs dans l'évolution de la Roumanie au XIX^e siècle : son industrie capitaliste et ses nouveaux rapports économiques et sociaux ont perverti les assises morales de la société traditionnelle⁵². La conclusion de Iorga est implacable : les hommes politiques ont vendu le pays aux étrangers.

Par la construction de ce contraste entre le présent dégénéré et le passé idyllique, Iorga brouille délibérément les contours de la « question sociale » des paysans. En dépit de la dénonciation du capitalisme et du présent, le *sămănătorism* ne propose pas des réformes économiques et sociales concrètes, mais morales et culturelles⁵³. Son but est d'œuvrer à la régénérescence culturelle, voire à l'épuration morale de la vie publique. C'est ce que proclame l'article programmatique de Iorga : « *O nouă epocă de cultură* » (« Une nouvelle époque de culture »), publié dans *Sămănătorul* en 1903. Accomplir les buts politiques par la culture et par sa dissémination au sein de la population : le courant considère la culture comme la panacée réformatrice et, en cela, il oblitère le social qui est converti en culturel⁵⁴. Que les problèmes politiques et sociaux puissent être résolus uniquement par la culture était une opinion répandue à l'époque. Le *sămănătorism* est la version la plus exagérée de cette conviction. Ou alors, la « question sociale » des paysans devient une « question nationale », comme chez les autres antisémites de la période. Le courant se fait ainsi l'apôtre de la xénophobie et du protectionnisme dans le domaine de la culture.

Les socialistes imputent la jacquerie sanglante de 1907 à des causes sociales et économiques, considérant qu'elle est le résultat du conflit de classe et, surtout, qu'elle a un responsable politique,

51. Nicolae IORGA, 1934, p. 1.

52. Keith HITCHINS, 1996, p. 87.

53. *Ibid.*, p. 85.

54. Zigu ORNEA, 1998a, p. 119-125, 171-177.

« l'État-instigateur⁵⁵ ». C'est une autre convergence apparente entre les deux courants. Pour Iorga, la cause de la révolte paysanne est l'État et son administration qui fonctionnent à l'avantage des riches et des puissants exploiters et qui sont l'œuvre des deux grands partis. Ceux-ci ont produit une démocratie qui est identique à l'ochlocratie (gouvernement de la foule), dénonce-t-il⁵⁶.

La dénonciation du régime politique et des pratiques électorales

Pour les socialistes comme pour les agrariens conservateurs, la dénonciation du personnel politique est aussi une critique du régime. Ils focalisent leur dénonciation sur la subordination du législatif au gouvernement et au roi. Le parlement comme émanation du gouvernement ou, pire encore, du roi est dénoncé par la formule ironique « Que le roi me donne le pouvoir et je me construirai un parlement », la cible étant l'homme politique de l'« oligarchie » parlementaire des deux partis, libéral et conservateur⁵⁷.

Dans sa volonté d'avoir le « pouvoir absolu », dénoncent les socialistes, le souverain a abdiqué devant les deux partis. L'éditorialiste Constantin Mille, militant socialiste, fustige le régime qui est devenu une « monarchie absolue » qui limite la liberté de la presse et des réunions. Il est convaincu que les « infamies » du gouvernement renforceront la détermination des socialistes à entrer dans la lutte politique pour la cause du prolétariat et de la « foule exploitée⁵⁸ ». Un autre éditorialiste socialiste, Constantin Bacalbaşa, va jusqu'à annoncer la fin imminente du régime « odieux⁵⁹ ».

La dénonciation du caractère faux ou du « mensonge » du régime politique de 1866 est présente chez tous les conservateurs. Ils contestent les assises idéologiques et institutionnelles de la société

55. Cristian PREDA, 2003, p. 50-52.

56. Nicolae IORGA, 1909, p. 111.

57. Emil D. FAGURE, éditorial dans *Adevărul*, le 24 avril 1913.

58. *Adevărul*, le 11 octobre 1898.

59. *Ibid.*, le 18 novembre 1895.

et de l'État roumain telles que les anciens « quarante-huitards » et les libéraux les ont conçues depuis le début du XIX^e siècle, alors que les libéraux les défendent puisqu'ils se voient comme leurs créateurs⁶⁰. Lorsque C. Mille dénonce « le caractère faux de notre lutte parlementaire et constitutionnelle⁶¹ », il vise surtout le monopole des deux partis sur la vie politique et leurs pratiques clientélares. Les socialistes et les agrariens conservateurs accusent les deux partis d'être les médiateurs inconditionnels vers des fonctions dans toutes les institutions du pays et d'utiliser les postes dans l'administration comme récompenses pour les services électoraux. Iorga décrit le parti libéral comme une association de clientèle, sans idées ni idéaux, dominée par une bourgeoisie urbaine composée d'étrangers, un parti qui dévore le budget et qui n'est pas représentatif.

À part le clientélisme, la dénonciation des pratiques de pouvoir vise les fraudes et les pressions électorales des autorités locales et du gouvernement qui organise les élections. Iorga et les socialistes dénoncent la connivence des libéraux et des conservateurs dans l'utilisation du système électoral censitaire à leur profit. Le vocabulaire de la dénonciation est similaire à cet égard : « l'éternel gouvernementalisme des collèges électoraux », le système « immoral », « le pays gouvernemental », les élections comme « simulacre », « cinématographe politique », « comédie » ou encore « guignol » (*păpușerie*). Sont fustigées surtout les candidats officiels et les fraudes dans le troisième collège électoral, appelé le « collège-mensonge », où les paysans ne peuvent pas exercer librement leur droit de vote et où ils sont menacés et agressés, alors que leurs candidats sont empêchés de se présenter. Les deux courants exigent que les paysans aient leurs propres représentants, issus des paysans, pour une véritable représentation.

Outre la pratique électorale, la critique vise aussi les structures profondes, économiques et sociales, de la Roumanie de 1900. Le pouvoir politique et le pouvoir économique sont concentrés entre les mains de 1,5 % de la population qui vote dans le premier collège électoral (pour la chambre des députés et le sénat); le deuxième

60. Sorin ALEXANDRESCU, 1999, p. 58, 95.

61. *Adevărul*, le 11 octobre 1898.

collège pour la chambre représente les villes ; la petite bourgeoisie rurale vote dans le troisième collège pour la chambre où elle a le droit de vote direct, alors que les paysans qui paient un impôt y votent indirectement. La petite bourgeoisie rurale a les droits de citoyen du pays légal, mais elle n'a pas de pouvoir réel⁶². Les paysans en ont encore moins. Les deux premiers collèges, qui ont un nombre très réduit d'électeurs, contrairement au troisième collège qui en a le plus grand nombre, élisent la majorité des députés⁶³. De surcroît, les électeurs du troisième collège ne peuvent élire que des députés issus des catégories sociales qui leur sont supérieures⁶⁴.

La solution des agrariens conservateurs et des socialistes pour avoir des élections vraiment libres est la même : le suffrage universel. Ce n'est que les partis « démocratiques et socialistes » qui seront capables de cette réforme, prévient *Adevărul*⁶⁵. Le suffrage universel masculin direct, égal et secret est déjà mentionné dans le premier programme des socialistes de 1886, avant même la constitution formelle du PSD en 1893. Tous les congrès ultérieurs du parti inscrivent cette revendication à la une de leurs déclarations. À partir de 1908, les socialistes lancent des campagnes éducatives pour le vote universel dans les villes⁶⁶.

Au lendemain de la répression cruelle de la jacquerie de 1907, c'est la conviction des socialistes que les paysans peuvent résister aux ingérences électorales et à la falsification des élections, et qu'ils souhaitent avoir des élus issus de leurs rangs ou qui représentent leurs intérêts⁶⁷. « Annulons les votes » dans le troisième collège, selon l'expression de l'éditorialiste C. Mille, est le mot d'ordre de la lutte politique : forcés d'aller voter par les gendarmes et les maires, les paysans ont ce seul moyen de protestation, mais ce geste « peut devenir à l'avenir une école pour un vote indépendant⁶⁸ ».

62. Sorin ALEXANDRESCU, 1999, p. 101-102, 104.

63. Keith HITCHINS, 1996, p. 37, 110-111.

64. Sorin ALEXANDRESCU, 1999, p. 103.

65. *Adevărul*, le 18 novembre 1895 ; *Adevărul*, le 28 novembre 1895.

66. Ion MAMINA, 1979, p. 2113-2119.

67. *Adevărul*, le 28 mai 1907.

68. *Ibid.*, le 27 mai 1907.

Les agrariens conservateurs exigent une plus juste représentation des paysans, définis comme la classe la plus laborieuse et comme la seule capable de régénérer moralement la nation. Le candidat Iorga se définit comme le représentant non d'un parti, mais d'un « courant de l'opinion publique », c'est-à-dire de ceux qui ne font pas de la politique et qui n'ont pas le droit d'en faire, à savoir les paysans, plus nombreux que tous les autres électeurs. Il s'engage à ne jamais faire partie d'une « association politique d'intérêts personnels » au détriment du pays. C'est son expression péjorative pour désigner les autres partis ; en ce sens, il se dit indépendant et le « vrai » représentant du peuple⁶⁹. L'appel aux électeurs du PND proclame que ses députés sont seuls capables d'agir véritablement pour les intérêts des paysans, puisque le parti a comme but « la rédemption » de la race-ethnie roumaine (*neam*) et des paysans pour leur apporter « la lumière » et la justice⁷⁰.

Les agrariens conservateurs et les socialistes ne sont pas les seuls à revendiquer le vote universel masculin. Take Ionescu, un dissident conservateur, le courant agrarien progressiste animé par Constantin Stere ou encore certains dissidents libéraux défendent cette réforme. Mais les agrariens conservateurs et les socialistes formulent le plus clairement un jugement moral et une vision différente de la représentation : ils exigent une représentativité sociale de l'élu. À une différence près : contrairement aux socialistes, les agrariens conservateurs soutiennent haut et fort que le suffrage universel ne peut pas inclure les Juifs, mais seulement le *neam*. En tant que candidat et député, Iorga embrasse la cause des paysans parce qu'il veut les sauver des hommes politiques immoraux, exploiters et égoïstes, épaulés par les Juifs. Il définit l'État national comme la propriété du *neam*. Et donc il ne peut représenter que le *neam* et non les Juifs. C'est une vision à la fois organique et patrimoniale de l'État national des Roumains, qui doivent seuls posséder leur État et leur territoire⁷¹.

Les deux courants sont les porteurs d'une nouvelle vision de la représentation selon laquelle l'élu doit avoir une proximité sociale

69. Nicolae IORGA, 1909, p. 39-40.

70. *Neamul Românesc pentru Popor* n° 6, le 16 février 1911.

71. Nicolae IORGA, 1910.

avec ses électeurs. Lorsque Iorga dit qu'il parle au nom des paysans et qu'il se définit comme leur représentant, l'historien et intellectuel qu'il est joue le jeu de l'identification imaginée avec eux. À défaut d'être lui-même issu de ce milieu, il affirme néanmoins que la principale qualité du représentant est sa capacité à se mettre à la place de ses électeurs⁷². Les socialistes se veulent les porte-paroles à la fois des ouvriers et des paysans exploités, surtout après la jacquerie de 1907. Il s'agit d'un changement majeur du rapport entre les élus et leurs électeurs. Iorga et les socialistes envisagent une représentation descriptive, selon laquelle le représentant doit ressembler par ses caractéristiques au peuple qu'il doit refléter⁷³. Cette nouvelle vision de l'élu qui doit être le porte-parole d'intérêts qui le rapprochent de ses électeurs est le résultat, à la fois, de la dénonciation de la corruption et des pratiques de pouvoir des deux grands partis, et d'une vision plus démocratique de la société.

Néanmoins, la majorité des élites est consciente, tout comme Dobrogeanu-Gherea et Iorga, du décalage entre la modernité politique, incarnée par l'institution du vote et de la représentation, et les structures économiques agraires. Elles restent convaincues du bien-fondé de la construction du champ politique de haut en bas et des vertus de la pédagogie politique. C'est un point commun important chez Dobrogeanu-Gherea et Iorga : ils s'accordent sur le niveau précaire de culture des paysans et sur leur incapacité à agir en tant qu'acteurs de la démocratie⁷⁴.

En guise de conclusion : démocratie versus dégénérescence morale

La perspective de la dénonciation permet de mieux saisir les divergences fondamentales entre les deux courants. Les agrariens conservateurs finissent par dénoncer la politique en elle-même. Cette dénonciation se présente de façon rhétorique comme un

72. Yves DÉLOYE, 1999, p. 236-243.

73. Pierre ROSANVALLON, 1998, p. 231.

74. Wim VAN MEURS, 2010, p. 159-161.

discours sur la dégénérescence morale : une fois au pouvoir, les acteurs politiques seraient salis par le fléau de la corruption, de l'opportunisme et de l'égoïsme. À maintes reprises, Iorga décrit la politique roumaine comme une « guerre civile » qui illustre la dégénérescence morale du *neam*⁷⁵. Aussi donne-t-il la primauté à la culture pour éviter cette dégénérescence. La culture seule peut moraliser et changer les comportements. La culture seule transforme un peuple — c'est la conviction profonde des agrariens conservateurs.

Alors que la corruption est un problème systémique et moral pour Iorga, Dobrogeanu-Gherea pense que l'abolition de la servitude féodale est le chemin vers la société capitaliste, une nécessité pour lui, et que les institutions politiques libérales et bourgeoises produiront le changement⁷⁶. Le but politique essentiel, selon Dobrogeanu-Gherea, reste le droit de vote universel, l'arme politique nécessaire pour l'émancipation politique et sociale, tandis que la culture est pour lui un instrument pour l'éducation à la vie démocratique et pour l'inclusion dans la politique⁷⁷. Les institutions démocratiques doivent devenir une réalité pour les paysans afin qu'ils soient capables d'utiliser leurs droits dans la lutte économique et politique : c'est la recommandation de Dobrogeanu-Gherea au congrès de 1898 du PSD⁷⁸. Néanmoins, le socialisme de Dobrogeanu-Gherea est un échec. Le PSD tourne au nationalisme après 1899, dans la débâcle organisationnelle totale, tandis que de nombreux proches de Dobrogeanu-Gherea rejoignent soit le *sămănătorism*, soit le *poporanism*⁷⁹. Et surtout le programme pratique que Dobrogeanu-Gherea a tiré de son analyse théorique marxiste aura finalement été incapable de soutenir une organisation politique socialiste indépendante, tandis que son plaidoyer pour des réformes politiques

75. Nicolae IORGA, 1914, p. 7.

76. Michael KITCH, 1977, p. 83-85.

77. Sorin ALEXANDRESCU, 1999, p. 113-116 ; Constantin DOBROGEANU-GHEREA, 1910, p. 407-408.

78. Zigu ORNEA, 1982, p. 291.

79. Alex DRACE-FRANCIS, 2016, p. 206-207.

libérales pour promouvoir le développement capitaliste a gommé les traits spécifiquement socialistes de son programme⁸⁰.

Le droit de vote universel n'est pas un but en soi pour Iorga. Le but premier de la politique doit être la propagation de la culture nationale authentique, exprimant l'âme du *neam*, pour éliminer la culture étrangère superficielle (*spoiala străină*), pour réaliser l'unité étatique de tous les Roumains et pour avoir une politique morale⁸¹. Iorga envisage ici l'État national qui devrait inclure les Roumains de la Transylvanie des Habsbourg. Le nationalisme de Iorga et du PND est une négation de la différence entre les classes et un discours de l'harmonie sociale en faveur de l'unité du *neam* avec sa culture nationale; c'est un nationalisme exclusiviste et xénophobe, anti-occidental et antilibéral⁸². Ce sont les idées maîtresses des dénonciateurs de la démocratie pendant l'entre-deux-guerres, qui en appellent eux aussi à la renaissance morale. Du point de vue de la postérité immédiate donc, le succès de Iorga n'en est que plus visible si on le compare avec l'échec du socialisme de Dobrogeanu-Gherea.

80. Michael KITCH, 1977, p. 66, 87-88.

81. Nicolae IORGA, 1914, p. 7-11.

82. *Neamul Românesc pentru Popor* n° 49, le 1^{er} décembre 1910, p. 770-771, 782-784; *Neamul Românesc pentru Popor* n° 50, le 8 décembre 1910, p. 785-790.

Références bibliographiques

ALEXANDRESCU Sorin, « Populism și burghezie: România la începutul secolului XX », in ALEXANDRESCU Sorin, *Privind înapoi, modernitatea*, București, Univers, 1999, p. 91-124.

ALEXANDRESCU Sorin, « Modernism și anti-modernism. Din nou, cazul românesc », in ANTOHI Sorin (éd.), *Modernism și antimodernism. Noi perspective interdisciplinare*, București, Cuvântul, 2008, p. 103-159.

BACALBAȘA Constantin, *Bucureștii de altădată* vol. II, 1878-1884, București, Humanitas, 2014 [1927].

CASE Holly, « The « social question » 1820-1920 », *Modern Intellectual History* 13, n° 3, 2016, p. 747-775.

COTOI Călin, « Națiune, societate și anarhism în România *fin-de-siècle* », *Revista de Științe Politice și Relații Internaționale*, 11, n° 2, 2014, p. 17-40.

DÉLOYE Yves, « Se présenter pour représenter. Enquête sur les professions de foi électorales de 1848 », in OFERLÉ Michel (éd.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 231-254.

DOBROGEANU-GHEREA Constantin, *Neoiobăgia. Studiu economico-sociologic al problemei noastre agrare*, București, Ed. Librăriei Socec, 1910.

DRACE-FRANCIS Alex, *Geneza culturii române moderne. Instituțiile scrisului și dezvoltarea identității naționale, 1700-1900*, trad. Marius-Adrian HAZAPARU, Iași, Polirom, 2016 [2012].

GUESNIER Lucie, « Les socialistes et la guerre. Du socialisme roumain à la “Confédération Balkanique”, un projet pour la paix dans l'ombre de la II^e Internationale », in DURANDIN Catherine, FOLSCHWEILLER Cécile (éds.), *Alerte en Europe: la guerre dans les Balkans (1912-1913)*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 97-122.

HEINEN Armin, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică. O contribuție la problema fascismului internațional*, 2^e éd., trad. Cornelia et Delia EȘIANU, București, Humanitas, 2006 [1986].

HITCHINS Keith, *România. 1866-1947*, trad. George G. POTRA, Delia RĂZDOLESCU, București, Humanitas, 1996 [1994].

IOANID Radu, « Nicolae Iorga and Fascism », *Journal of Contemporary History* 27, n° 3, 1992, p. 467-492.

IORGA Nicolae, *În era « Reformelor »*. Discursuri politice rostite în Camera Deputaților (1907-1909), Vălenii de Munte, 1909.

IORGA Nicolae, *Problema evreiască la Cameră. O interpelare, cu o introducere de A.C. Cuza și note despre vechimea evreilor în țară*, Vălenii de Munte, 1910.

IORGA Nicolae, *O luptă literară. Articole din Sămănătorul*, Volumul 1 (mai 1903-iulie 1905), Vălenii de Munte, 1914.

IORGA Nicolae, *O viață de om. Așa cum a fost*, vol. II, București, Ed. N. Stroila, 1934.

IORGA Nicolae, *O nouă epocă de cultură*, București, Fundația « România de mâine », 2000 [1903].

KITCH Michael, « Constantin Dobrogeanu-Gherea and Rumanian Marxism », *The Slavonic and East European Review*, 55, n° 1, 1977, p. 65-89.

MAMINA Ion, « Partidul revoluționar — reprezentantul politic al intereselor clasei muncitoare, al maselor populare (1900-1914) », *Revista de Istorie*, 32, n° 11, 1979, p. 2097-2122.

OLDSON William O., « The Historical and Nationalistic Thought of Nicolae Iorga » (*East European Monographs*, 5.) Boulder, Colo., *East European Quarterly*, New York, Columbia University Press, 1973.

OLDSON William O., *A Providential Anti-Semitism. Nationalism and Polity in Nineteenth Century Romania*, Philadelphia, The American Philosophical Society, 1991.

ORNEA Zigu, *Viața lui C. Dobrogeanu-Gherea*, București, Cartea românească, 1982.

ORNEA Zigu, *Opera lui C. Dobrogeanu-Gherea*, București, Cartea românească, 1983.

ORNEA Zigu, *Sămănătorismul*, 3^e éd., București, Ed. Fundației Culturale Române, 1998a [1970].

ORNEA Zigu, *Junimea și junimismul*, vol. II, București, Minerva, 1998b [1978].

PREDA Cristian, *Contribuții la istoria intelectuală a politicii românești*, București, Meridiane, 2003.

ROSANVALLON Pierre, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.

ȚURCANU Florin, *Intellectuels, histoire et mémoire en Roumanie. De l'entre-deux-guerres à l'après-communisme*, București, Ed. Academiei Române, 2007.

VAN MEURS Wim, « Democrație, democrat, democratizare », in NEUMANN Victor, HEINEN Armin (éds.), *Istoria României prin concepte. Perspective alternative asupra limbajelor social-politice*, Iași, Polirom, 2010, p. 151-171.

Dénoncer l'économie politique de la production urbaine durant les Trente Glorieuses

*L'affaire de l'Urbaine immobilière à
Marseille (1964-1966)*

Nicolas MAISETTI

En juillet 1964, un scandale éclate à Marseille. Il implique les dirigeants d'une société de construction de logements — l'Urbaine immobilière — accusés d'avoir exigé de leurs clients, acquéreurs d'appartements, des sommes indues en complément du prix de vente. L'enquête met à jour une comptabilité occulte alimentée par ces « soultes » et dans laquelle apparaissent des noms qui pourraient être ceux des destinataires des sommes. Des fonctionnaires du ministère de la Construction et du service d'urbanisme de la ville de Marseille sont mis en cause. La justice les soupçonne d'avoir fourni des contreparties aux dirigeants de l'Urbaine immobilière. L'affaire est jugée en janvier 1965 et débouche sur des condamnations à des peines de prison ferme pour les principaux accusés.

Ce texte est le récit de ce scandale. Il repose sur le dépouillement de la presse nationale et locale, quotidienne et magazine, ainsi que sur un travail d'archives. En effet, comme le notent Frédéric Monier et Jens Ivo Engels, l'étude de la presse est particulièrement stimulante au regard de la problématique de la dénonciation de la corruption, dans la mesure où les « modes de publicisation » forment l'une des « dimensions constitutives des phénomènes de corruption » en constituant « les scandales et les affaires en

moments récurrents des débats publics¹ ». D'un côté, les articles qui s'appuient sur des dépêches d'agence ou des observations de correspondants sont utiles pour comprendre le déroulement de l'affaire et ses nombreux rebondissements. De l'autre, la presse magazine est précieuse parce qu'elle ne se contente pas de relater les faits, mais analyse, interprète et donne un sens qui peut prendre la forme de jugements moraux ou politiques. Ses articles, plus longs, et présentés comme des « enquêtes » permettent de comprendre, outre l'air du temps, les prises de position des protagonistes et parfois aussi des journalistes qui œuvrent dans des publications d'opinion (*Combat*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Humanité Dimanche*). Les articles de la presse quotidienne locale (*Le Provençal* et *La Marseillaise*) ont été recueillis au sein des archives départementales des Bouches-du-Rhône. Et si les articles du *Monde* sont disponibles en ligne, ceux du *Figaro*, de *France Soir*, des *Échos* ou du *Moniteur* ont été trouvés dans les cartons d'archives nationales au fonds du Premier ministre² où les services réalisaient des revues de presse. Les archives nationales disposent par ailleurs de deux fonds qui concernent l'affaire de l'Urbaine immobilière. Le premier est celui qui appartient à l'Inspection générale du ministère de la Construction³. Il contient les rapports de l'Inspection générale relatifs aux « positions et [aux] responsabilités des fonctionnaires [des ministères de la Construction] impliqués dans l'affaire⁴ ». Le second, plus dense, mais aussi plus dispersé, est versé par le Conseil général des Ponts et chaussées⁵. Il contient des courriers échangés au sein du cabinet du ministre au sujet des fonctionnaires impliqués, des notes relatives au redressement fiscal de l'Urbaine immobilière et à ses conséquences économiques, des courriers et des tableaux relatifs à la distribution de logements libres par des élus locaux, une copie de la comptabilité occulte de l'Urbaine

1. Jens Ivo ENGELS, Frédéric MONIER, 2012, p. 127.

2. Secrétariat général du Gouvernement ; Direction de la Documentation française ; Sous-direction documentation ; Centre d'information et de documentation international contemporain (1944-1976)/Répertoire : 198220745 ; carton : 42.

3. Répertoire : 19820109 ; carton : 23.

4. *Ibid.* ; carton : 23.

5. Répertoire : 198270241 ; carton : 7.

immobilière, un dossier relatif à des projets de construction spécifiques, enfin, des notes d'étape de l'enquête administrative qui seront à l'origine de la saisine du procureur. Ces éléments forment la matière première de l'analyse.

Celle-ci restitue le déroulement du scandale. La chronologie de l'affaire fait apparaître trois séquences articulées mais néanmoins distinctes : le temps du dévoilement, des premières confrontations, des découvertes et de l'instruction (juillet-décembre 1964) ; le temps du procès relatif au volet sur la corruption de fonctionnaires (janvier 1965), son jugement (février 1965), son appel (mai 1965) et son verdict (juillet 1965) ; et le temps du procès relatif au volet sur les infractions aux lois sur les sociétés, son procès (février 1966), son jugement (mars 1966), son appel et son verdict (juillet 1966). Il faut donc analyser la dynamique du scandale et comprendre comment, dans ces différents moments, il fait l'objet d'une série de dénonciations qui portent sur différents objets et qui sont soutenues par différents types d'acteurs.

L'analyse de ce scandale met à jour une série de questions qui renvoient à des processus diffus de dénonciation. La première est celle des *conditions, des acteurs et des logiques de la dénonciation de la corruption*. La restitution du scandale montre un circuit peu banal dans la mesure où, suite à la plainte d'un acquéreur privé, les services du ministère de la Construction mèneront une enquête interne avant d'alerter la justice. La deuxième question que pose le scandale est celle des *conditions de la production urbaine dans une période de forte croissance économique*. En effet, l'affaire de l'Urbaine immobilière n'est pas un cas isolé, mais paraît emblématique de la liberté par rapport à la règle prise par l'industrie de la construction durant les Trente Glorieuses. Les promoteurs mettent en avant une forte demande et disposent de coudées franches pour se livrer à des activités de spéculation foncière et immobilière. Ils se croient dès lors autorisés à franchir des lignes jaunes au nom de la nécessité de proposer un logement à tous, d'autant plus allègrement qu'en raison de la complexité des règles, il n'est pas toujours aisé d'apercevoir ces lignes jaunes. Où l'on verra que l'intérêt général est souvent brandi par les accusés qui s'étonnent à voix haute que le délit reproché ne contienne ni préjudice, ni victime. L'hypothèse

est que, dans les années 1960, les processus de dénonciation n'ont pas de grands effets à la fois sur le système politique local et sur les logiques économiques puisque la priorité réside dans le dynamisme de la construction érigée en norme sociale en dépit de ces pratiques corrompues. La dénonciation est ici d'autant plus complexe que c'est moins son entorse que la règle qui pose problème. Enfin, la dernière série de questions soulevées renvoie à des *mécanismes de dénonciation, non pas du délit ou de ses auteurs, mais du lieu même qui les abrite: Marseille*. La ville fait figure — dans le discours médiatique, mais également dans celui de certains acteurs politiques nationaux — à la fois de coupable et de facteur explicatif de la faute.

L'éclatement de l'enquête: des fonctionnaires corrompus par des promoteurs

Le 16 juillet 1964, la section financière de la brigade criminelle de la Sûreté urbaine procède à l'arrestation de Jacques Méry, directeur adjoint d'une entreprise de construction immobilière, l'Urbaine immobilière. Il est soupçonné de corruption de fonctionnaires, d'infraction à la législation sur les sociétés pour dissimulation sur le prix de vente de logements, et de favoritisme dans les formalités administratives que doivent remplir les constructeurs. Dans le même temps, le P.-D.G. de l'entreprise, Serge Berthoin, est entendu par la police puis incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille.

Le portrait de Jacques Méry lors de l'éclatement du scandale

M. Jacques Méry, directeur général adjoint de l'Urbaine immobilière, qui est compromis dans le scandale de cette Société à Marseille avait été — avant de se fixer il y a quatre ans à Marseille — une personnalité très en vue à Toulouse. Il avait pendant plusieurs années administré la société des Grands Cafés de Toulouse et s'était attaché avec succès à « sauver » en particulier Le Grand Café des Américains menacé de disparition. Organisant des fêtes, des réceptions, des spectacles, il réussit à redonner aux Américains un peu de l'éclat qu'il avait quand il était considéré comme le plus beau Café

d'Europe. Très lié avec Jean Lannelongue, « le troubadour » de la Tournerie des Drogueurs, assassiné par Berganti d'une balle dans le dos, il avait été un des témoins vedettes du procès des tueurs. Esprit fin, très cultivé, il composait volontiers des vers et sa générosité est connue de tous. C'est ainsi qu'après la mort accidentelle d'un de ses amis décorateur à Toulouse, il avait recueilli ses deux enfants (*Le Provençal*, 19 juillet 1964).

La Marseillaise dans son édition du 25 juillet complètera ce portrait en précisant que Jacques Méry est « organisateur de chasses en Afrique et propriétaire de 120 appartements ».

La plainte d'un acquéreur

À l'origine de ces opérations de police, une plainte déposée en février 1964 par un acquéreur d'appartement, Gilbert Pellini, auprès du ministère des Rapatriés (Pellini est pied-noir). Il proteste contre une demande d'argent supplémentaire au prix de vente formulé par l'Urbaine immobilière auprès de laquelle il souhaitait acheter un appartement. Des extraits de la lettre qu'il adresse au ministre sont publiés dans la presse à la fin du mois de juillet :

En juin 1962, je me suis trouvé dans la situation de nombreux rapatriés. J'étais à l'hôtel avec ma femme et mes trois enfants. Je faisais toutes les agences immobilières pour trouver un appartement. Le 30 août, j'ai pris contact avec l'Urbaine immobilière. Le 2 octobre, j'ai signé un contrat d'achat d'appartement, mais il a fallu que je verse une somme de 12 440 F⁶, non comptabilisée que j'ai appris par la suite être un « nivét⁷ ». Devant mon étonnement, mon interlocuteur m'a dit : « Alors Monsieur, décidez-vous. D'autres personnes attendent dans le hall cet appartement ». Ce qui, hélas, était vrai. Il a fallu que je me soumette à leur duplicité : ou signer le contrat d'acquisition de l'appartement... ou alors, ce qui était peu pensable, laisser ma famille en hôtel [...]. En conclusion, pour un appartement qui, à l'époque, ne valait que 39 860 F, j'ai payé au total 54 100 F⁸.

6. Selon l'outil de conversion de l'INSEE qui mesure l'érosion monétaire due à l'inflation, 1 franc de 1965 correspond à 1,32 euro (<https://www.insee.fr/fr/information>). Dans la suite de l'analyse, on conservera les valeurs en francs de l'époque.

7. Présent lors du procès, le journaliste des *Échos* emploie également le terme de « nivét » qu'il définit, « d'après le Larousse, comme une remise faite en secret à un agent dans les marchés qu'il fait pour autrui » (*Les Échos*, 31 juillet 1964).

8. L'équivalent de 73 000 € actuels (extraits de la lettre dans *La Marseillaise*, 30 juillet 1964).

La plainte est prise au sérieux par le ministère qui saisit le préfet afin de diligenter une enquête administrative⁹. C'est, dès lors, la Direction départementale de la Construction (DDC) — l'antenne du ministère dans le département — qui procède aux vérifications. Elle entend les dirigeants de l'Urbaine immobilière au cours du mois de mai, ainsi que Gilbert Pellini qui maintient ses déclarations et apporte la preuve écrite des montants demandés par les promoteurs. L'enquête administrative parvient à mettre à jour des irrégularités de comptabilité et de possibles versements de pots-de-vin à des fonctionnaires de la DDC et du service d'urbanisme de la mairie de Marseille. En juin, convaincu par ces éléments, la DDC en réfère au substitut du procureur de la République qui lui indique que :

Les éléments en [sa] possession [lui] paraissent suffisamment sérieux pour mettre en mouvement l'action publique¹⁰.

Le parquet ouvre une information qu'il confie au juge d'instruction Roger Lecante. Les premières perquisitions ont lieu le 8 juillet. La tâche de la police judiciaire apparaît d'une ampleur considérable : il lui faut entendre les acquéreurs d'appartements, clients de l'Urbaine immobilière qui déclare mettre 1 500 appartements en chantier et en vendre 500 chaque année. L'enjeu pour les enquêteurs est d'évaluer l'étendue de la corruption présumée et de la généralisation des dessous-de-table. En outre, la police procède à des perquisitions dans plusieurs entreprises de transaction immobilière de la ville, laissant supposer que la corruption pourrait s'étendre à l'ensemble du secteur¹¹.

La découverte de la « comptabilité occulte »

Le juge d'instruction ordonne la mise en détention des deux dirigeants de l'Urbaine immobilière — Jacques Méry et

9. La chronologie de la réaction du ministère est restituée à l'aide d'une note signée du directeur départemental de la Construction et adressée à son ministre de tutelle. Cette note est conservée dans les archives du Conseil général des Ponts et chaussées (répertoire 198270241, carton 7).

10. Répertoire 198270241, carton 7.

11. *Les Échos*, 22 juillet 1964.

Serge Berthoin — sur deux volets. Tout d'abord, les dirigeants sont soupçonnés d'avoir enfreint la législation sur les sociétés, c'est-à-dire d'avoir détourné des fonds ou d'avoir présenté un bilan insincère. En second lieu, le magistrat souhaite creuser la piste de la corruption de fonctionnaires afin de savoir si des agents de la mairie et/ou de la DDC ont reçu de l'argent de la part de l'Urbaine immobilière et, si oui, en contrepartie de quelles faveurs. En effet, lors des perquisitions effectuées au siège de l'entreprise, la police découvre des carnets de rendez-vous et des fiches de comptabilité faisant mention de noms et de sommes d'argent ; parmi eux, des fonctionnaires de la DDC et du service d'urbanisme de la mairie de Marseille. La police est particulièrement attentive au récit de la comptable de l'entreprise qui mettait scrupuleusement à jour cette « comptabilité occulte¹² ». Jacques Méry commence par nier les faits de corruption de fonctionnaire qui lui sont reprochés et prétend que les fiches de comptabilité faisant état de pots-de-vin étaient « factices » et destinées à dissimuler des détournements de fonds pour son compte personnel¹³. Les policiers font remarquer qu'en s'accusant de la sorte, Méry sait sans doute qu'il n'encourt que cinq ans de prison tandis que la corruption de fonctionnaire l'expose à une peine deux fois plus lourde¹⁴. Quant à son patron, Serge Berthoin, il soutient qu'il ignorait tout de ces pratiques qui se seraient déroulées à son insu.

Le pacte de corruption

Afin d'éclaircir la question de la comptabilité occulte, le juge d'instruction organise des confrontations entre les dirigeants de l'Urbaine immobilière et les fonctionnaires qui figurent dans le carnet de la « caisse noire ». Très rapidement, le pacte de corruption et le circuit de son financement se dessinent : des dessous-de-table sont réclamés aux acquéreurs de logements en complément au prix de vente et servent à alimenter une caisse destinée à la corruption de fonctionnaires de la ville et du ministère afin qu'ils fournissent à

12. *Le Monde*, 21 juillet 1964.

13. *Ibid.*

14. *Le Figaro*, 22 juillet 1964.

l'Urbaine immobilière des facilités administratives¹⁵, c'est-à-dire des « vérifications bienveillantes » croit savoir *La Marseillaise*¹⁶, pour l'obtention de permis de construction, de certificat de conformité ou de dérogations. À partir du 20 juillet, le juge Lecante procède à l'audition des neuf fonctionnaires dont les noms figurent sur les fiches comptables occultes. Comme le souligne *Les Échos*, la tâche du juge s'annonce complexe, tant il est redoutable de réunir des preuves caractérisant le délit de corruption de fonctionnaire. C'est pourtant le cœur du problème puisque c'est dans cet entrelacs que les relations de clientèles et les pratiques de corruption se conjuguent :

En effet, s'il existe des abus et des scandales dans la construction (et pas seulement à Marseille), il est assez rare que la preuve puisse être faite de la corruption de fonctionnaires. Le plus souvent, ce sont par des « échanges de services » que certaines sociétés de construction obtiennent que des dossiers soient accélérés, qu'une certaine diligence soit apportée par les services officiels au règlement des innombrables formalités administratives. Car pour des fonctionnaires ayant des émoluments le plus souvent assez modestes, il peut être tentant, à la demande des notabilités locales, d'hommes politiques ou de personnes déjà liées à l'administration, de régler un dossier plus rapidement que ne le permettrait son tour d'inscription dans les rôles¹⁷.

Le juge obtient néanmoins quelque succès puisque certains fonctionnaires accusés passent aux aveux en reconnaissant avoir reçu de l'argent de la part des dirigeants de l'Urbaine immobilière. Par ailleurs, en appui à ces aveux, les enquêteurs mettent à jour les indices d'un enrichissement personnel de certains des mis en cause. Toutefois, l'instruction continue de buter sur les contreparties qu'auraient accordées les fonctionnaires. Difficile en somme de trouver les indices matériels des « vérifications bienveillantes » rapportés par *La Marseillaise*. Tout juste Méry reconnaît-il qu'il s'agissait de services destinés à « faire accélérer les dossiers de permis de

15. Céline Vaz a mis à jour les contours des réseaux entre autorités publiques et intérêts économiques existant à la même époque dans l'Espagne franquiste. Quoique articulé autour de la figure de l'architecte municipal, le cas espagnol éclaire des similitudes d'une « corruption immobilière ordinaire », voir Céline Vaz, 2014.

16. *La Marseillaise*, 24 juillet 1964.

17. *Les Échos*, 22 juillet 1964.

construire et obtenir divers autres passe-droits¹⁸ ». La suite de l'instruction est émaillée de « coups de théâtre » dont la presse se fait l'écho : mises en cause de fonctionnaires à la réputation supposée irréprochable, inculpés innocentés suite aux auditions, arrestations supplémentaires. La plupart de ces rebondissements sont consécutifs aux propos du principal accusé, Jacques Méry, qui confirme que l'un a reçu de l'argent et l'autre non :

Parmi les personnes dont les noms figurent sur les pièces comptables, il y en a qui sont entièrement innocentes. Je ne veux pas qu'elles paient pour d'autres. [...] Si j'avais fait mentionner leurs noms sur les feuilles de la comptabilité occulte, c'était uniquement pour masquer les prélèvements que j'opérais pour mon compte personnel. Je suis prêt à justifier l'utilisation des sommes que j'avais ainsi injustement attribuées à ces trois personnes¹⁹.

Lors du procès, le procureur général évoquera une « part du feu » de Jacques Méry. Les fonctionnaires les plus hauts placés sont mis hors de cause, en particulier un commissaire de police, un temps soupçonné, et les sommes perçues par ceux qui ont avoué sont modestes, allant de 500 à 1 000 F. En septembre, l'affaire disparaît de la une des médias pour ne réapparaître que six mois plus tard avec l'ouverture des procès. Ceux-ci dévoilent la multiplicité des dénonciateurs, des dénoncés et des objets de la dénonciation. C'est ce qu'il nous faut voir maintenant.

La diversité des dénonciations

Le premier procès de l'affaire de l'Urbaine immobilière s'ouvre le 14 janvier 1965. La 7^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille y examine le volet de la corruption de fonctionnaires. L'enjeu est de déterminer si les dirigeants inculpés ont « usé de promesses, offres, dons ou présents » à destination des fonctionnaires qui comparaissent ; quant à ces derniers, il s'agit de savoir s'ils ont « agréé à ces promesses, offres, dons et présents » selon la définition de la corruption inscrite alors dans l'article 179 du *Code pénal*.

18. *Le Figaro*, 25 juillet 1964.

19. Jacques MÉRY, cité dans *Le Provençal et Combat*, 25 juillet 1964.

Le procès attire une « foule considérable et de nombreux journalistes²⁰ », signe du retentissement médiatique du scandale.

Dénoncés 1. Les constructeurs promoteurs

Le scandale de l'Urbaine immobilière met d'abord en cause ceux qui sont sur le banc des accusés et au premier rang, les *constructeurs-promoteurs*, accusés d'avoir touché des compléments aux prix de vente. On l'a dit, l'enquête de police a découvert que ces « soutes » servaient à alimenter une comptabilité occulte destinée à corrompre des fonctionnaires. Face à cette accusation, ces acteurs défendront la thèse de pratiques ordinaires dans le secteur de la construction, les reléguant au rang de « corruption grise » pour reprendre la typologie d'Arnold Heidenheimer : certes condamnable dans la loi mais tolérée par la routine²¹.

Dénoncés 2. Les fonctionnaires

Ces fonctionnaires sont les deuxièmes types d'acteurs à faire l'objet d'une dénonciation. Il faut distinguer ici ceux qui relèvent de la DDC et ceux qui appartiennent aux services d'urbanisme de la ville de Marseille. En contrepartie de ces sommes, les fonctionnaires auraient débloqué des dossiers de construction ou apporté des conseils aux dirigeants de l'Urbaine immobilière. En dépit du flou qui demeure sur la nature et l'ampleur des contreparties, ces fonctionnaires sont mis en cause par leur administration et seront révoqués de la fonction publique, comme le montre les dossiers de l'Inspection générale de la Construction²².

Dénoncées 3. Les règles de la construction

En troisième lieu, ce qui est dénoncé lors de l'audience relève des règles complexes et parfois confuses de la construction. La délivrance du permis de construire passait en effet par des filtres multiples

20. *La Marseillaise*, 13 et 15 janvier 1965.

21. Arnold HEIDENHEIMER, 1970.

22. Répertoire 19820109/1-28 : Rapports au ministre (n°IG.64-54) ; « Les positions et les responsabilités des fonctionnaires impliqués dans l'affaire de l'Urbaine immobilière à Marseille », établis par MM. Chaulet et Court le 9 novembre 1964. Sur l'histoire de l'Inspection générale de la Construction, voir Marie-Clotilde MEILLERAND, 2014.

impliquant les services de l'État central, ceux de la préfecture, de la direction départementale du ministère, ainsi que de la municipalité. Le conseil municipal n'est alors qu'un maillon peu décisionnaire de la chaîne. Le pouvoir de délivrer les autorisations permettant de construire et de commercialiser des produits immobiliers est entre les mains des fonctionnaires du ministère de la Construction qui s'appuient sur les expertises des techniciens municipaux. Ce circuit de délivrance des certifications est dénoncé par une série d'acteurs aux motifs et aux objectifs contradictoires. Les dirigeants de l'Urbaine immobilière se réfugient derrière la complexité des règles pour expliquer, d'une part, « l'œuvre sociale » qu'ils accomplissent en fournissant des logements au plus grand nombre dans un contexte de forte demande²³. D'autre part, ils ne cessent de mettre en avant l'absence de plainte, hormis celle de Pellini, et soulignent que ce qui leur est reproché n'a provoqué « ni préjudice, ni victime ». Cependant, ils ne sont pas les seuls protagonistes de l'affaire à dénoncer les règles de la construction. Les pouvoirs publics nationaux s'expriment par l'intermédiaire du ministre de la Construction pour expliquer que le scandale de l'Urbaine immobilière doit être l'occasion de lancer une « grande offensive contre la spéculation » :

Le communiqué du ministère de la Construction du 20 juillet 1964

L'affaire de l'Urbaine immobilière de Marseille marque le point de départ d'une vaste offensive déclenchée par M. Jacques Maziol, ministre de la Construction, pour mettre un terme à certaines pratiques de « dessous-de-table » ou de « pots-de-vin » qui président encore trop souvent aux transactions immobilières. Depuis plusieurs mois, le gouvernement s'est décidé à engager une lutte énergique contre la spéculation foncière ou immobilière sous toutes ses formes et il la poursuivra sans faiblesse en toute occasion. Le développement de la construction privée, voulu par les Pouvoirs publics, ne peut se faire qu'au prix de cet assainissement du marché

23. Sur le contexte socio-économique de la construction dans la France des années 1960 et ses réformes, voir Sabine EFFOSSE, 2003 ; sur l'histoire de la production du logement social, voir Mathieu GIMAT, 2017.

immobilier ; également souhaité par tous les professionnels de la construction, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités. L'affaire de l'Urbaine immobilière prouve d'ailleurs que le ministère de la Construction dispose dès à présent des armes nécessaires pour mener à bien cette action à condition que les souscripteurs eux-mêmes acceptent de s'y associer sans réserve. C'est en effet grâce au courage de certains d'entre eux que les agissements délictueux de l'Urbaine immobilière ont pu être découverts et immédiatement déferés à l'autorité judiciaire en application des dispositions du 10 novembre 1954. Pour que les mesures déjà prises, et dont, au besoin, la rigueur sera encore renforcée, aient leur pleine efficacité, le gouvernement compte sur l'esprit civique de tous ceux qui sont victimes de malversations qu'ils ont le devoir de dénoncer. L'exemple de l'Urbaine immobilière montrera que les Pouvoirs publics sont décidés à les soutenir sans défaillance et sans qu'il en résulte pour eux aucun dommage.

Publié dans *Combat*, *Les Échos*, 21 juillet 1964 et *Le Bâtiment*, 28 juillet 1964.

Dénoncé 4. Le gouvernement

Le *gouvernement* est sous le feu de critiques et d'une dénonciation de la part de la presse locale communiste — *La Marseillaise* — qui, tout au long de l'affaire, multiplie les articles dénonçant l'hypocrisie du gouvernement, voire sa complicité, dans l'affaire de l'Urbaine immobilière. Chaque jour, ou presque, le journal attaque le gouvernement UNR (gaulliste) dirigé par Georges Pompidou et son ministre de la Construction et du Logement, Jacques Maziol. *La Marseillaise* entend donner une dimension politique et nationale à l'affaire en tentant d'y impliquer des responsables politiques de premier plan. D'autant plus que le « directeur politique », c'est-à-dire le chef de la rédaction du journal, n'est autre que François Billoux, l'un des leaders du Parti communiste français (PCF) au conseil municipal de Marseille, membre du bureau politique du PCF et ancien ministre de la Reconstruction à la Libération. Il ne se prive donc pas d'intervenir dans le débat lors d'interviews dans les colonnes de « son » journal et place la discussion sur le terrain de la politique nationale, critiquant un gouvernement qui encouragerait la spéculation :

Or, pour les grands ensembles, les décisions importantes sont notamment prises par l'ingénieur conseil représentant à Marseille le ministre de la Construction. Le haut fonctionnaire occupant ce poste et ayant donné son accord était à ce moment-là, si nos renseignements sont exacts, M. Lemareshquier, architecte, beau-père de M. Debré alors Premier ministre UNR ! La campagne « antispéculative » n'était vraiment pas à l'ordre du jour du gouvernement, semble-t-il, à cette époque²⁴.

En vérité, le cloaque révélé par ce scandale paraît s'étendre au-delà de l'Urbaine immobilière. Il suppose bien des complicités et apparaît directement comme un fruit du régime actuel qui a créé les conditions légales pour l'épanouissement maximum de cette incroyable foire d'empoigne. Des intérêts politiques, c'est évident, poussent le pouvoir à mettre l'accent sur cette affaire²⁵.

Pour autant, le contenu de ces « intérêts » politiques n'est jamais précisé et leur preuve pas étayée, si bien qu'on en est réduit à l'hypothèse des conflits partisans ordinaires qui opposent le parti au pouvoir et l'un de ses principaux opposants dans le champ politique national²⁶.

Dénoncée 5. « Marseille » (et son maire ?)

Enfin, *la ville de Marseille* fait l'objet de la dénonciation, non pas seulement en tant que théâtre du crime, mais comme auteur habitué à ce type de pratiques. L'Urbaine immobilière est aussi le procès de « Marseille » et de sa réputation. Précisons que Marseille n'est pas un cas unique en la matière. Comme le rappelle Héléne Harter, la ville de Baltimore aux États-Unis subit depuis la fin du XIX^e siècle une mise en accusation importante dans un contexte de forte croissance urbaine²⁷. C'est également le cas étudié par Mathieu Lapointe à Montréal dans une période plus proche de celle que nous

24. *La Marseillaise*, 23 juillet 1964.

25. *Ibid.*, 26 juillet 1964.

26. Le PCF obtient 22 % aux législatives de 1962, soit huit points de plus que la SFIO, mais 41 députés seulement, soit 23 de moins. Avec 40 %, l'UNR rassemble 230 députés à l'Assemblée nationale.

27. Héléne HARTER, 2002. Pour appuyer son argumentation sur la dénonciation de Baltimore, l'auteure cite les travaux d'Alan D. ANDERSON, 1977 et Sherry H. OLSON, 1997.

études²⁸. C'est précisément ce que précise le correspondant des Échos lorsqu'éclate le scandale de l'Urbaine immobilière :

Il existe des abus et des scandales dans la construction et pas seulement à Marseille²⁹.

Mais le magazine *Vie Française* verse dans l'anthropomorphisme en écrivant :

Marseille n'a pas de chance ! [...] voici qu'une nouvelle affaire de fraude vient ternir sa réputation³⁰.

Dans les hebdomadaires, deux tribunes analysent diversement les effets de l'affaire au prisme de la « question marseillaise ». Allant à contre-courant de cette tendance à la dénonciation de la ville, une tribune signée C.H. dans *France-Observateur* (qui devient le *Nouvel Observateur* en novembre 1964) prend la défense de la réputation de Marseille en sous-entendant que cette dernière fait l'objet d'un traitement politique et judiciaire d'exception dès lors que des affaires l'affectent :

Les procédés indirects que les hommes du régime utilisent en cette circonstance ne sont pas tolérables. Chacun sait qu'il existe en France de nombreuses villes où le développement de la construction donne lieu à de singulières malversations. Nous serions heureux de voir le gouvernement déployer à leur propos autant d'énergie qu'il en a montré à Marseille. Comme nous serions heureux de le voir pousser jusqu'au bout l'enquête sur les fraudes du baccalauréat. Mais puisque l'administration marseillaise est en cause, il faut aller jusqu'au bout des accusations. Que les milieux gouvernementaux osent attaquer au grand jour ou qu'ils se taisent³¹.

28. Matthieu LAPOINTE, 2014.

29. *Les Échos*, 22 juillet 1964 (souligné par nous).

30. *Vie Française*, 24 juillet 1964. En juin, le déroulement des épreuves du baccalauréat a été perturbé par la découverte d'un système de vente des sujets de philosophie à Marseille. L'enquête conduira à un employé du rectorat qui avait donné les sujets à l'un de ses proches. Il sera condamné à une peine de prison ferme et l'inspecteur d'académie sera muté. Le dépouillement de la presse locale de l'époque montre la domination de ce thème au deuxième semestre 1964, au moment où éclate l'affaire de l'Urbaine immobilière.

31. *France Observateur*, 23 juillet 1964. L'article est significativement intitulé « L'opération anti-Marseille ».

En octobre 1964, à l'occasion de l'organisation des journées d'étude et d'information tenues par la Fédération nationale des constructeurs-promoteurs (FNCP) à Aix-en-Provence, le maire de Marseille, Gaston Defferre, profite de la réception de son président à l'Hôtel de ville pour amorcer une contre-attaque politique. Face aux accusations touchant la municipalité, il considère qu'à travers elle, c'est « l'opposant politique » qui est visé³². Il s'exprime ainsi sur le fond de l'affaire de l'Urbaine immobilière pour fournir aux journalistes une interprétation politique :

C'est un mauvais coup que le gouvernement a tenté contre Marseille, et le mauvais coup a raté. La municipalité n'a aucune responsabilité dans cette affaire et les promoteurs pas davantage [...]. Alors le coup contre Marseille ayant raté, on a dit : « c'est une opération qui a été montée par des Parisiens contre des Marseillais. Il y a de hautes personnalités UNR et de l'entourage des milieux gouvernementaux et élyséens qui sont gravement compromises, dont les noms n'ont pas été prononcés et dont la justice a paru se désintéresser jusqu'à maintenant ; mais il faudra bien y arriver un jour³³ ».

Je ne citerai pas de nom, mais je peux dire dès aujourd'hui que lorsque toute la lumière sera faite sur cette affaire, on aura la surprise de voir que des responsables du régime actuel y sont impliqués³⁴.

La presse nationale se demande dans le même temps si « le fait que son maire soit candidat à la présidence de la République ait pu avoir des effets sur la révélation et le développement de l'affaire³⁵ ». Il est en effet difficile d'extraire cette prise de position qui situe l'origine de l'affaire ou son exploitation dans « l'entourage des milieux gouvernementaux et élyséens » de la campagne pour l'élection présidentielle qui s'ouvre. En septembre 1963, *L'Express* publie sa une présentant « Un mystérieux X contre de Gaulle ». L'identité n'est pas dévoilée et les rumeurs vont bon train. Une semaine plus tard, le *Canard enchaîné* révèle que « Monsieur X est un homme Defferre ». Le maire de Marseille mène campagne mais se heurte à l'appareil

32. *Le Figaro*, 3 octobre 1964.

33. Gaston Defferre, cité dans *Le Monde* et *Le Figaro*, 6 octobre 1964.

34. Id., cité dans *Le Figaro*, 5 octobre 1964.

35. *Le Monde*, 27 juillet 1964.

de la SFIO qui le pousse à renoncer juste avant l'été 1964³⁶, quelques semaines avant que n'éclate l'affaire de l'Urbaine immobilière. Lors de la réception des responsables de la FNCP, la presse souligne que le maire est entouré de ses principaux adjoints, qui composent son équipe municipale : Irma Rapuzzi, adjointe aux finances ; Théo Lombard, adjoint à l'urbanisme et chef de file de la droite allié au pouvoir defferriste. C'est donc un front municipal uni que présente Gaston Defferre auprès des promoteurs et de la presse. Enfin, quelques jours avant l'ouverture du premier procès, Gaston Defferre fait parvenir un courrier à Pierre Milani, l'avocat de l'agent municipal renvoyé devant la cour, avec ces mots :

Je vous envoie sous ce pli, à titre confidentiel, les renseignements dont nous avons parlé³⁷.

Joint à la lettre, un document répertorie une série d'affaires qui ont touché le secteur de la construction dans diverses villes de France. On peut supposer que, par ce geste, le maire souhaitait donner des arguments à la défense de son employé. Une défense destinée à banaliser les pratiques qui sont finalement moins reprochées au fonctionnaire du service de l'urbanisme de la municipalité, qu'à la ville elle-même.

* * *

L'affaire de l'Urbaine immobilière est un scandale qui remplit les unes de la presse locale et les chroniques de la presse nationale durant l'été 1964, puis lors du premier procès en janvier 1965. Le scandale frappe surtout les observateurs par l'ampleur de la fraude, les multiples rebondissements et la personnalité du principal accusé, Jacques Méry. Sa dimension politique est apparemment modeste, bien loin du scandale du CNL — Comptoir national du logement — qui a éclaté trois ans plus tôt à Paris et abouti à l'arrestation du « starchitecte » de l'époque, Fernand Pouillon. À Marseille, seuls quelques fonctionnaires de rang intermédiaire sont inquiétés par la justice. Les responsables des services de l'urbanisme de la ville et de

36. Gérard UNGER, 2011, p. 206 *sqq.*

37. Archives municipales de Marseille, fonds W versé par le cabinet du maire.

la DDC ne sont que brièvement interrogés avant d'être mis hors de cause. Aucun élu n'est soupçonné. Pourtant, l'observation du déroulement de ce scandale de basse intensité à partir d'une analyse des acteurs et des circuits de la dénonciation permet de déplier une pluralité de formes de politisation d'un scandale.

Premièrement, la dénonciation des pratiques des constructeurs-promoteurs est paradoxalement reléguée au second plan dès lors que la justice a mis en évidence le pacte de corruption symbolisé par l'existence de la caisse noire. C'est finalement moins cette déviance qui est dénoncée que la « spéculation », comme l'a montré la position du gouvernement à travers le communiqué du ministre. C'est également ce dont témoigne la mise en scène de la rencontre entre le maire de Marseille et la FNCP. L'explication tient au fait que, pour les pouvoirs publics nationaux et locaux, l'enjeu est de maintenir le niveau de construction dans un contexte de forte demande et de croissance urbaine. Il ne fallait donc en aucun cas jeter l'opprobre sur les acteurs (les constructeurs-promoteurs), mais souligner le caractère néfaste de pratiques (la spéculation). Deuxièmement, ce qui est dénoncé renvoie aux règles de la construction. Leur complexité est mise en avant par les accusés comme si, en elle-même, elle ne pouvait qu'engendrer de mauvaises pratiques. Ils auraient obéi à un principe supérieur au respect des règles formelles : la satisfaction de la demande de logement — et donc à l'intérêt général. Ils s'appuient sur l'absence de griefs retenus par les acquéreurs à leur encontre : « ni préjudice, ni victime » n'ont-ils jamais cessé de répéter au cours de l'audience. Troisièmement, les médias locaux, en particulier le quotidien communiste *La Marseillaise*, se sont efforcés de convertir le scandale immobilier en affaire politique. Cette dynamique de politisation visait à élargir le spectre de l'affaire en dénonçant, non pas ses protagonistes directs (les constructeurs-promoteurs), ni même les règles d'encadrement des pratiques, mais les pouvoirs publics nationaux présentés comme les instigateurs de la spéculation et les complices de la fraude. Enfin, un suspect habituel a pris place sur le banc des accusés de ce scandale : la ville de Marseille. Elle ne se confond pas ici avec la municipalité, c'est-à-dire avec le pouvoir politique local, mais elle est dénoncée en tant qu'espace et personnage fantasmé, coupables par nature. Ce qui est

en jeu à l'occasion de ce scandale, c'est la fabrique d'une mauvaise réputation que lui réserve la presse nationale à grands renforts de stéréotypes.

Ainsi donc, ce qui est dénoncé dans cette affaire dépasse largement le périmètre du scandale judiciaire pour affecter une série composite de pratiques professionnelles, d'acteurs politiques et d'imaginaires urbains.

Références bibliographiques

ANDERSON Alan D., *The Origin and Resolution of American Urban Crisis, Baltimore 1890-1930*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1977.

EFFOSSE Sabine, *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003.

ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, « Pour une histoire comparée des faveurs de la corruption : France et Allemagne (XIX^e-XX^e siècles) », in ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, PETITEAU Nathalie, *La politique vue d'en bas. Pratiques privées, débats publics dans l'Europe contemporaine (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 2012.

GIMAT Mathieu, *Produire le logement social. Hausse de la construction, changements institutionnels et mutations de l'intervention publique en faveur des HLM (2004-2014)*, thèse de doctorat en géographie, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2017.

HARTER Hélène, « Des villes américaines entre corruption et réforme à la fin du XIX^e siècle. L'exemple de la gestion des travaux publics à Baltimore », *Histoire urbaine*, 2002, 2 (6), p. 115-129.

HEIDENHEIMER Arnold (dir.), *Political corruption: readings in comparative analysis*, New York, New Brunswick, 1970.

LAPOINTE Matthieu, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique 1930-1954*, Québec, Septentrion, 2014.

MEILLERAND Marie-Clotilde, « Les membres de l'inspection générale du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme : parcours professionnels et mise en institution de nouvelles préoccupations publiques », *Pour mémoire — Revue des ministères de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie, du Logement, de l'Égalité des territoires et de la ruralité*, 14, 2014, p. 74-87.

OLSON Sherry H., *Baltimore: The Building of an American City*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1997 [1980].

UNGER Gérard, *Gaston Defferre*, Paris, Fayard, 2011.

VAZ Céline, « Entre intérêts privés et intérêt public, l'architecte municipal, vecteur d'une corruption immobilière ordinaire dans l'Espagne franquiste », in MONIER Frédéric, DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, *Patronage et corruption politique dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 203-228.

DEUXIÈME PARTIE

ACTEURS, DISCOURS ET STRATÉGIES

Matrices et héritages discursifs dans la dénonciation de la corruption en France

*Du XIX^e siècle à la première moitié
du XX^e siècle*

Benjamin GÉRÔME

Si l'étude de la corruption est un phénomène historiographique relativement récent et, à dire vrai, assez contenu¹, la dénonciation de cette pratique par ses contemporains est, quant à elle, bien plus ancienne et l'on peut très aisément trouver à lire bien des ouvrages critiques à son égard durant les deux derniers siècles. C'est la lecture et l'analyse de ce type d'ouvrages qui constituent le cœur de nos travaux de recherche, dont nous nous proposons de résumer postulats et hypothèses qui guident nos pas et orientent nos réflexions.

Ainsi, la dénonciation de la corruption aurait donné lieu sur le temps long à toute une littérature née sous la plume d'auteurs divers mais qui aurait la particularité de présenter une certaine homogénéité, malgré des évolutions et des inflexions — on ne dénonce évidemment pas ce phénomène exactement de la même façon au milieu du XIX^e siècle et cent cinquante ans plus tard. Le but est donc principalement de comprendre dans quelle mesure cette production écrite peut être considérée comme un genre littéraire à proprement parler, marqué par des filiations fortes entre les différents auteurs

1. On peut s'en assurer en se référant au tour d'horizon historiographique rédigé par Frédéric Monier qui ouvre le volume des *Cahiers Jaurès* consacré à ce sujet (Frédéric MONIER, 2013, p. 3-13).

ainsi qu'entre leurs ouvrages. En l'occurrence, le sujet qui nous occupe ici est même un peu plus restreint car, dans ce cadre général, nous avons choisi d'interroger plus particulièrement la question de la continuité entre *xix^e* et *xx^e* siècle du point de vue de la dénonciation de la corruption en France.

Concernant les sources utilisées, dans la grande majorité — et c'est le sujet qui l'impose — les lectures ont été celles d'ouvrages ou de brochures imprimées de divers auteurs, choisis évidemment pour leur combat commun mais choisis aussi pour que la période étudiée soit couverte de la façon la plus homogène possible².

Par ailleurs, certains périodiques ont été pris en compte, quelques auteurs ayant également eu une activité au sein de tel ou tel journal : Francis Delaisi est ainsi à l'origine de plusieurs centaines d'articles dans la *Bataille syndicaliste* ou la *Guerre sociale*³. Parfois même, ils sont à l'origine de certains périodiques comme l'est Roger Ménnevée pour les *Documents politiques, diplomatiques et financiers (1920-1969)*. Concernant les archives personnelles, nous avons essentiellement pris en compte celles d'Augustin Hamon (tout du moins celles qui se trouvent à Nantes au Centre d'histoire du travail, une autre importante partie de sa correspondance étant archivée à Amsterdam).

Dans un premier temps sera évoquée la dénonciation de la corruption en tant que thème commun à tous les auteurs présentés. Ensuite, la deuxième partie sera consacrée à la personne du dénonciateur lui-même, telle que présentée au lecteur à travers les ouvrages. Enfin, nous aborderons la question du style et des procédés utilisés par les dénonciateurs de la corruption, en insistant par ailleurs sur les liens et héritages formels qui permettent de les lier les uns aux autres.

2. Parmi les auteurs étudiés, on peut déjà citer, dans l'ordre chronologique : Alphonse Toussenel (1803-1885) ; Auguste Chirac (1838-1903) ; Édouard Drumont (1844-1917) ; Maurice Barrès (1862-1923) ; Augustin Hamon (1862-1945) ; Francis Delaisi (1873-1947) ; Robert de Jouvenel (1882-1924) ; Roger Ménnevée (1885-1972).

3. Qu'il nous soit permis de renvoyer le lecteur à la bibliographie de Francis Delaisi : Benjamin GÉRÔME, « Sources et bibliographie relatives à Francis Delaisi » dans Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE, 2015, p. 223-252.

La dénonciation de la corruption en tant que telle et comme symptôme

Il est un premier constat à faire de ce point de vue : il est rare que la corruption soit au centre des ouvrages comme sujet unique ou principal. Tous la dénoncent mais pointent en parallèle d'autres maux, dans le cadre d'une critique plus globale du monde politique ou de la société. Les seules exceptions concernent les articles qui se veulent plus ciblés ou de rares écrits : à notre connaissance, seul *Les Pots-de-vin parlementaires* d'Auguste Chirac (1888) et *Dans le cloaque* de Maurice Barrès (en 1914) approchent au plus près du sujet et laissent les autres de côté.

La plupart du temps, cette corruption aux yeux des auteurs est généralisée au point où, à la lecture de certains livres, on est amené à se demander s'il reste encore des personnes n'ayant rien à se reprocher. Cela se remarque dès les premiers écrits du milieu du XIX^e siècle : Alphonse Toussenel, dans son livre paru en 1845, *Les Juifs rois de l'époque, histoire de la féodalité financière*, dresse un tableau catastrophé de la situation :

La loi, dépouillée de tout caractère grandiose et national, n'est plus qu'une transaction d'argent entre d'avidés prétentions de clocher. Il n'y a de majorité assurée pour les ministres qu'à la condition, pour ceux-ci, de ne pas gouverner. Acheter des consciences et pallier les bassesses, voilà l'œuvre édifiante et à peu près exclusive que les mœurs du temps ont assigné au pouvoir⁴.

Au reste, il n'y aurait même pas de distinction chez lui entre tel ou tel courant politique : lorsque des ministres sont accusés par l'opposition, ceux qui la composent leur répondent :

Vous ne valez pas mieux que nous... et ces ministres disent vrai ; il n'y a plus de question de conscience dans ce régime soi-disant représentatif, où deux cent mille électeurs à deux cents francs sont censés représenter trente-cinq millions de Français⁵.

Et Toussenel d'ajouter :

4. Alphonse TOUSSENEL, 1845, p. 40.

5. *Ibid.*, 1845.

Les mêmes ministres ont bien ri un jour qu'un député naïf avait cité à la tribune le nom de quelques ministres anglais morts de honte pour avoir été pris la main dans le sac de la corruption. On ne meurt plus de honte en ce temps : on en vit⁶.

Auguste Chirac en arrive également au constat similaire d'une corruption généralisée⁷. Dans *Les Pots-de-vin parlementaires*, il affirme dès les premières pages que :

Toute l'indignation publique se base, actuellement, sur ce fait qu'à ses yeux il n'y ait plus un mandataire du pays qui ne soit à l'abri d'une accusation de pot-de-vin⁸.

Et il poursuit en affirmant :

Qu'il n'y a pas un sénateur et pas un député qui, dans l'exercice de son mandat, fasse passer son propre intérêt après celui du pays ; les meilleurs mettent les deux intérêts sur le même pied d'égalité, les autres, carrément, font prédominer leur avantage personnel⁹.

Progressivement, toute la société apparaît coupable de son point de vue car si la corruption au sens moral vient, à l'en croire, « d'en haut¹⁰ », elle contamine le peuple, montré du doigt pour accepter cet état de fait¹¹.

Les quelques extraits sont assez significatifs et l'on retrouve des constats similaires et aussi définitifs lorsqu'on lit les auteurs plus récents qui ont été cités. Parfois, on peut découvrir sous la plume de ceux-ci la mise en avant de rares exceptions convoquées en l'occurrence pour faire ressortir davantage la généralisation de la corruption. Par ailleurs, Auguste Chirac, par exemple, parvient à trouver dans certaines professions tel ou tel poste ou fonction dont les titulaires sont demeurés honnêtes :

6. *Ibid.*

7. Nous nous sommes principalement basés sur *Les Rois de la République, histoire des Juiveries*, 1886 ; *La Haute Banque et les Révolutions*, 1876, ainsi que *Les Pots-de-vin parlementaires*, 1888, dont il a déjà été question.

8. Auguste CHIRAC, 1888, p. 5.

9. *Ibid.*, p. 6.

10. Auguste CHIRAC, 1876, p. 255.

11. *Id.*, 1888, p. 6.

Il est établi que les courages et les probités sont ordinaires parmi les plus humbles fonctionnaires de police et que, chez eux, les cas de vénalité sont très rares¹².

Existent également des auteurs plus mesurés qui jugent leurs contemporains avec sans doute plus de lucidité et moins de militantisme : ainsi, Robert de Jouvenel, en 1914, dans sa *République des camarades*, se veut plus retenu et même s'il constate que les hommes politiques, à défaut de se laisser corrompre, se laissent toujours intimider, il met aussi en avant le fait que, dans les domaines de la fonction publique, de la justice ou de la presse, c'est la plupart du temps de façon passive que les individus concernés agissaient mal¹³.

Les catégories de personnes concernées par la corruption, sont nombreuses, mais les élites sont assez souvent au centre ; on pourrait ainsi citer :

- les élites politiques (membres du gouvernement ou élus),
- la fonction publique (des hauts fonctionnaires comme les préfets aux employés municipaux),
- les membres de l'armée (notamment parmi les hauts gradés),
- les journalistes,
- et — à en croire Auguste Chirac — jusqu'aux « prolétaires ».

Au sein de ce catalogue, la corruption de la presse peut être vue, sans doute plus que d'autres, comme une sorte de « marronnier » : parfois, tel ou tel journaliste est accusé d'avoir reçu des fonds, mais on est parfois aussi en présence d'une forme de corruption plus subtile, qui est néanmoins analysée et dénoncée comme telle à travers la question des annonces et de la publicité. La presse est ainsi accusée de dénaturer la réalité, de présenter les faits dans le sens qui conviendrait le mieux aux puissants et ce dans plusieurs buts : leur ruer l'honnête citoyen, influencer sur des décisions parlementaires ou sur la politique générale.

Chez tous, que ce soit Toussenel, Chirac, Drumont, Hamon ou Delaisi, se retrouve la dénonciation de ces travers. À nouveau, seul

12. Id., 1886, p. 202.

13. Robert de JOUVENEL, 2014, p. 200.

Jouvenel se montre moins radical, en affirmant que si « la presse n'est plus indépendante [...] elle n'est pas encore servile¹⁴ ».

Chez les autres, les dénonciations peuvent être à géométrie variable : chez Delaisi par exemple, la presse serait largement corrompue ou pour le moins sous influence, à l'exception de quelques journaux de gauche radicale — Francis Delaisi étant lui-même de ce bord politique. Ainsi, Aristide Briand est à ses yeux « un agent des banquiers Pereire¹⁵ » qui aurait acquis le journal *La Lanterne* et y aurait convié ses amis dans le but de créer un contexte favorable au vote de subventions et de primes pour la marine marchande et les paquebots. *L'Aurore* aurait été, quant à elle, donnée à Clémenceau par des financiers juifs¹⁶. Pour des raisons de stratégie politique, certains journaux sont parfois dénoncés plus que d'autres. Ainsi, on peut rappeler que *l'Humanité* est prise pour cible par Delaisi et accablée par un feu nourri en novembre 1910 à travers des articles de la *Guerre sociale* : Delaisi reproche au journal de Jaurès d'avoir caché le rôle des Rothschild dans un conflit entre des employés de chemin de fer et leur compagnie¹⁷. Selon Delaisi, le journal a été fondé « par les soins de Briand, avec l'argent de gros personnages juifs, liés aux Rothschild¹⁸ » et « aujourd'hui encore, son capital est formé en majorité par des souscriptions des bourgeois¹⁹ ».

Nous l'évoquions également, la corruption peut être vue comme un symptôme, et sa dénonciation peut permettre de s'attaquer à une situation ou un mal plus profond et plus large. Le lecteur a sans doute pu s'en rendre compte, une partie des auteurs concernés, Drumont le premier, sont antisémites et dès lors, la corruption apparaît comme un phénomène spécifiquement juif ou qui aurait

14. Robert de JOUVENEL, 2014, p. 192.

15. Francis DELAISI (sous le pseudonyme de Z), « Briand, agent des Pereire » 2 novembre 1910.

16. Francis DELAISI, 1910, p. 170-171.

17. Francis DELAISI (sous le pseudonyme de Z), « La démocratie et les financiers. La preuve : la grève des cheminots », 22 octobre 1910. Nous ne développons pas le sujet outre mesure et renvoyons le lecteur à l'ouvrage de Michel DREYFUS (2011) qui détaille parfaitement les différents aspects de cette affaire.

18. Francis DELAISI, « Ma visite à l'Humanité II », 23 novembre 1910.

19. *Ibid.*

— en tout cas — une origine juive. Ils dénoncent de façon assez classique la mainmise des Juifs sur le pays : la corruption fait partie de l'arsenal dont ils disposeraient. La lecture de *La France juive* de Drumont est là pour le montrer. Quelques années plus tard, en 1889, on retrouve cette même logique chez Augustin Hamon dans *L'Agonie d'une société*, volume dans lequel il fait débiter son propos en disant que :

Le Juif [...] a corrompu avec rapidité cette classe [la classe bourgeoise] qui ne demandait qu'à l'être, parce que l'absence de moralité lui procurait de sérieux bénéfices²⁰.

Il poursuit :

L'aryen doit s'habituer à se laisser molester, sans protester, par le Juif, puisque c'est lui le maître, le possesseur de l'or, le dispensateur des places et des pots-de-vin. C'est le patron des ministres et des députés qui prennent ses ordres pour tondre le Français bête et bon²¹.

Dans un registre nationaliste, certains élargissent même le cercle et y incluent tout ce qui n'est pas français et pourrait être considéré comme une anti-France avant l'heure : les protestants sont ainsi associés aux juifs pour les mêmes méfaits, notamment chez Toussenel ou Drumont. Et ce dernier peut ainsi résumer les choses :

Rien n'est plus absolument probe, plus complètement désintéressé que le journaliste d'origine française et chrétienne²².

Parfois aussi, c'est le régime en tant que tel qui peut être visé : Drumont éreinte ainsi le régime républicain et son « hypocrisie républicaine, [son] amour de ce qui est trouble, de ce qui permet de faire des bénéfices honteux²³ ». Barrès ne dit pas autre chose lorsqu'il stigmatise « la pourriture des assemblées²⁴ ». Chez d'autres, comme Chirac, gouvernements républicains et monarchistes sont renvoyés dos à dos²⁵. Plus largement, la corruption à proprement parler s'ex-

20. Augustin HAMON, 1889, p. I.

21. *Ibid.*, p. 76.

22. Édouard DRUMONT, 1938, p. 199.

23. *Ibid.*, p. 155.

24. Maurice BARRÈS, 1914, p. 89.

25. Auguste CHIRAC, 1886, p. 56.

plique souvent par la corruption morale, chose que l'on retrouve chez Drumont ou encore chez Chirac, qui pointe du doigt l'« œuvre démoralisatrice de la finance ». Chez ces deux auteurs ainsi que chez Toussenel, on trouve d'ailleurs des références religieuses, soit à la morale chrétienne, soit à l'Ancien Testament et il est également intéressant de remarquer que, par moments, ils dénoncent les choses sous un angle purement moral : le développement du jeu dans Paris chez Drumont²⁶, les cabarets chez Toussenel²⁷ en sont deux illustrations parmi d'autres.

C'est aussi et plus globalement tout un rapport au travail ainsi qu'à l'argent, à sa production et à ses usages qui est dénoncé, surtout chez les auteurs du XIX^e siècle mais encore chez Jouvenel : l'argent corrompt, avilit et gouverne chez Toussenel, Chirac et Drumont et c'est là quelque chose de logique dans la mesure où leur antisémitisme se base notamment sur une vision du Juif considéré comme un parasite improductif maniant les capitaux à défaut de manier la charrue et demeurant oisif tout en s'enrichissant.

Parallèlement à tous ces premiers éléments, on peut aussi s'intéresser à la personne du dénonciateur en tant que telle, à son travail, à sa méthode, car de façon quasiment systématique, les auteurs tendent à se mettre eux-mêmes en scène.

Le dénonciateur, son travail, sa méthode

On trouve chez Auguste Chirac une formulation qui est assez éloquente et qui correspond assez bien à ces notions de « chevalier blanc » ou de lanceur d'alerte placées au cœur de nos interrogations : il évoque à demi-mot la question des journaux qui peuvent être payés pour attaquer un adversaire et continue en écrivant : « qui donc sera assez *fort* pour savoir et assez *pur* pour dire²⁸ ? ». Cela résume bien des choses : de toute évidence, la question est parfaitement rhétorique et celui qui présenterait ces qualités

26. Édouard DRUMONT, 1938, p. 155.

27. Alphonse TOUSSENEL, 1845, p. 168.

28. Auguste CHIRAC, 1886, p. 285.

n'est autre que celui qui a ici pris la plume et qui aurait donc des capacités morales ou intellectuelles supérieures à celles des autres.

Drumont se présente ainsi quasiment comme un prophète :

Quant à moi, je ne suis que le modeste annonciateur des événements curieux qui approchent²⁹.

Le dénonciateur est donc celui qui dispose des connaissances ou de l'expérience nécessaires pour bien comprendre les choses : Chirac se présente ainsi comme celui « qui connaît les dessous de la finance³⁰ » et au début du xx^e siècle encore, Jouvenel se targue, quoiqu'avec davantage de modestie, d'être journaliste, d'avoir fréquenté les parlementaires, d'avoir traversé les palais de justice et d'être entré dans les cabinets ministériels.

Mais plus encore que des connaissances, c'est de qualités particulières dont dispose le dénonciateur : chez Delaisi notamment, on trouve une vision du monde assez singulière. Il y aurait, selon lui, deux niveaux de réalité : ce que tout le monde voit et croit, par exemple le fait que la France soit une république, une démocratie basée sur la souveraineté populaire mais qui selon lui ne serait qu'un « décor », un théâtre de guignol³¹. Et parallèlement à cela, il y aurait la réalité profonde des choses que seules certaines personnes seraient aptes à percevoir et à décrypter. Hamon reprend une vision identique dans *Les Maîtres de la France* en affirmant qu'à nouveau les apparences cachent les réalités³².

Souvent, le dénonciateur s'oppose donc à la grande majorité de la population et se veut un être singulier : Toussenel se décide ainsi à écrire car la « nation entière en est arrivée à ce degré de cécité intellectuelle » et les autorités se caractérisent surtout par leur « couardise³³ ». Chirac se dit, pour sa part, entouré par la « lâcheté universelle³⁴ ».

29. Édouard DRUMONT, 1886, p. 137.

30. Auguste CHIRAC, 1888, p. 19.

31. Francis DELAISI, « Le Guignol » 22 décembre 1911.

32. Augustin HAMON, 1936, p. 1 95.

33. Alphonse TOUSSENEL, 1845, p. 76-77.

34. Auguste CHIRAC, 1888, p. 1.

Du coup, ils prennent volontairement la plume mais en étant persuadés (c'est du moins ce qu'ils feignent) de courir des risques. En effet, tous se présentent comme étant rejetés, en danger et devant faire face à des personnes qui veulent les faire taire : Toussenel est, selon lui et aux yeux des autres, un utopiste, un fou, un émeutier et se voit rejeté pour cette raison. Chaussant les mêmes lunettes, Chirac se plaint à plusieurs reprises dans *Les Rois de la République* du fait qu'on veuille le faire taire et empêcher la publication de ses livres. Drumont va plus loin et rend sa situation plus dramatique encore. Nous avons vu qu'il se présentait comme annonciateur des événements ; à la ligne suivante, son constat illustre parfaitement le propos :

Insulté, diffamé, méconnu, peut-être mourrais-je [...] qu'importe !
j'aurai rempli mon devoir et accompli mon œuvre³⁵.

C'est là également quelque chose d'intéressant, car tous — ou presque — ont le sentiment de faire leur devoir, d'obéir à une mission, d'être forcés d'agir à cause des événements. À la fin de *La France juive*, Drumont revient sur ses motivations :

J'ai accompli mon devoir [...] en proclamant la Vérité, j'ai obéi à l'appel impérieux de ma conscience, *liberavi animam meam*³⁶...

Dans des termes quasi identiques, Chirac clôt ses *Rois de la République* par : « en attendant, quoi qu'il arrive, l'auteur aura fait son devoir ». Et, chez Barrès, qui se propose de dévoiler les dessous de la commission d'enquête mise en place pour faire le jour sur l'affaire Rochette, on retrouve cette notion de devoir : l'auteur *doit* faire la publicité de l'affaire. Il prétend donc avoir un rôle particulier et ce rôle n'est généralement pas des moindres : il s'agit ici du « bien public³⁷ ». Très humblement, Chirac pour sa part affirme dans *Les Rois de la République* qu'il écrit parce qu'il croit son œuvre utile au relèvement et à la prospérité de son pays.

Les auteurs de ce corpus ont donc un but, une motivation particulière : souvent, on retrouve une dimension éminemment civique. Francis Delaisi souhaite ainsi éduquer, instruire, apprendre aux

35. Édouard DRUMONT, 1886, tome 1, p. 137.

36. À traduire par « j'ai délivré mon âme/mon esprit », Édouard DRUMONT, 1938, p. 577.

37. Maurice BARRÈS, 1914, p. 104.

gens à voir ce qui est caché. Et dans *Le Patriotisme des plaques blindées* paru en 1913, il affirme — évoquant les logiques et manipulations du secteur de l'armement — que :

Cette histoire, bien connue de tous les hommes d'affaires est cependant trop ignorée encore du grand public. Elle devrait figurer en bonne place dans tous les manuels d'éducation civique³⁸.

Plus encore, sa volonté est d'affronter les dérives du libéralisme, de s'opposer à la puissance des *trusts* et d'éviter la guerre (thèmes qui font partie de ses principaux chevaux de bataille) puisque, selon ses propos développés dans *La Guerre qui vient*, il estime que les financiers règnent aussi grâce à l'ignorance de la population³⁹. La lutte, pour Delaisi, avant même d'être armée ou révolutionnaire, doit se faire sur le plan de la compétence. Il s'en explique dans *La Démocratie et les Financiers* :

Si le capitalisme dure et domine, c'est parce qu'il a su créer et mettre à sa tête une élite⁴⁰.

À dire vrai, rien de très original à cela : d'autres se placent dans les mêmes perspectives, tel Augustin Hamon qui prétend — dans *L'Agonie d'une société* — préférer une évolution à une révolution, mais surtout aider au réveil de l'esprit de justice en étalant la richesse des uns et la misère des autres. Là encore, le but avoué est le suivant :

Nous voulons, dans la mesure de nos moyens, porter un coup de plus aux financiers, aux possédants, aux exploités⁴¹.

Très ponctuellement, certains se proposent même d'éclairer et d'épauler les dirigeants pour changer les choses, ce qui est par exemple le cas de Chirac dans *les Pots-de-vin parlementaires* : il renvoie le président de la commission du budget vers sa propre bibliographie, partant du principe que ses livres peuvent être utiles aux hommes politiques, et communique à Maurice Rouvier des projets mis en place par ses propres soins⁴².

38. Francis DELAISI, 1913, p. 10.

39. Id., 1911, p. 114.

40. Id., 1910, p. 63.

41. Augustin HAMON, 1889, P. V-VII.

42. Auguste CHIRAC, 1888, p. 35.

Chaque auteur a aussi à cœur d'exposer les tenants et aboutissants de son travail, de sa méthode. Il y a là d'ailleurs quelque chose d'un peu paradoxal car les ouvrages composant le corpus étudié sont, pour la majorité d'entre eux, pour le moins engagés. Or, à en lire les auteurs, leurs motivations seraient à des lieues de cette logique militante.

Chirac affirme ne vouloir que « rapprocher historiquement les hommes et les faits », « peindre d'une façon vivante et réaliste les actes et les caractères » à l'aide à la fois de sa mémoire mais aussi de sa raison ; ailleurs encore il entend dénoncer, mais « abstraction faite de toute préférence politique⁴³ ». De façon générale, il cherche aussi à habiller son propos et sa « démonstration » (c'est son propre terme) d'un *decorum* scientifique. Dans *La Haute Banque et les Révolutions*, c'est la même logique que l'on retrouve :

Nous ferons cet examen dans un esprit de conciliation et de réforme équitable, et non pas avec un parti pris de guerre contre les financiers⁴⁴.

Quant à Jouvenel, il a voulu « ne point céder à l'attrait du scandale⁴⁵ », éviter le cas monstrueux et chercher le cas normal : il arrive ainsi à la conclusion que son livre est impartial.

Mais celui qui détaille le plus sa méthode est sans doute Augustin Hamon : au seuil de ses trois volumes sur *Les Maîtres de la France*, il se dit objectif, dépourvu de tout esprit de parti et présente le fruit de ses recherches comme une étude de sociologie construite selon la méthode scientifique⁴⁶.

Et, effectivement, que ce soit pour dénoncer la corruption ou un autre phénomène qui lui est lié, les auteurs usent souvent de procédés censés renforcer leur crédibilité du point de vue de la rigueur, surtout pour les écrits parus au xx^e siècle⁴⁷. Ainsi Delaisi et Hamon,

43. Id., 1896, P. VII.

44. Id., 1876, p. 24

45. Robert de JOUVENEL, 2014, p. 24.

46. Augustin HAMON, 1936, p. 8 et 9.

47. Cette observation se base sur une impression d'ensemble rémanente une fois achevée la lecture des différents ouvrages, mais nous ignorons s'il est possible d'en faire une règle générale.

notamment, se plaisent à faire apparaître un certain nombre de listes, de tableaux : le premier, dans *La Démocratie et les Financiers*, dresse un tableau et énumère ceux qu'il qualifie de « rois de la France » seize pages durant, en faisant ressortir leur appartenance à divers établissements et secteurs économiques⁴⁸. On y trouve également un catalogue de neuf pages regroupant les noms de ceux qu'il appelle les « députés financiers », auxquels il reproche de faire prévaloir des intérêts personnels, à la fois politiques et économiques⁴⁹. Toujours afin de prouver ses dires, il produit le cas échéant des séries de calculs pour aboutir à la conclusion que tel ou tel député, compte tenu de ses revenus et de son train de vie, ne peut que recevoir de l'argent aux origines douteuses et incertaines⁵⁰.

Pourtant, si beaucoup évoquent cette rigueur et martèlent à l'envi qu'ils en font usage, il faut bien dire qu'en réalité, cette logique n'est, chez certains, que de façade. Très souvent, Auguste Chirac fait appel au bon sens des lecteurs après avoir avancé quelques allusions ou suspicions, sans nécessairement prouver ses assertions. Quant aux chiffres utilisés, on ne sait pas toujours d'où ils sont tirés, les justifications par le biais de références étant assez aléatoires. Sa posture est assez particulière puisqu'à la manière des complotistes, il renverse les rôles de l'accusation et de la défense : aussi, c'est aux individus qu'il estime corrompus de faire la preuve de leur innocence. Plus encore, la preuve en bonne et due forme ne paraît pas chez lui indispensable et il avance même ceci :

Il faut empêcher que le public soit la dupe du procédé juridique consistant à réclamer des faits précis. Ai-je besoin d'avoir vu un financier tendant un sac d'écus à un député pour être certain qu'il y a eu sac reçu, pot-de-vin bu ?

Puis, une page plus loin, il coupe court au débat par un « quoi donc ? Cela crève les yeux » qui laisse un peu songeur quant à l'efficacité de ses démonstrations⁵¹.

48. Francis DELAISI, 1910, p. 44-59.

49. *Ibid.*, p. 79-87.

50. *Ibid.*, p. 100 et 101.

51. Auguste CHIRAC, 1888, p. 41.

Styles, héritages et continuités

Ici encore, l'étude du style et des procédés utilisés met en évidence la proximité entre les auteurs. Une première particularité consiste dans l'utilisation de dialogues ou de discours inventés de toutes pièces, qui contribuent à illustrer le propos et à le rendre plus vivant : Drumont, Chirac et Delaisi se distinguent dans ce domaine. Par ailleurs, les cibles des attaques sont souvent nommées de façon assez similaire : dès Toussenel, on évoque les « monopoleurs », les « vampires », les « parasites », termes repris ensuite par Hamon ou encore par Chirac qui évoque de plus « la secte des financiers ». Dans la même veine, Delaisi peut, lui, s'en prendre aux « maîtres de la France », expression usitée s'il en est puisqu'elle constitue aussi le titre d'une trilogie d'Augustin Hamon et qu'elle est a été reprise au sein du numéro spécial de *La Flèche* en février 1936. Les « requins », les « vautours », les « financiers » sont aussi dénoncés sous la plume de Delaisi.

Parmi les procédés utilisés, on s'adresse aussi fréquemment au lecteur par le biais de questions rhétoriques ou d'apostrophes : Toussenel le fait déjà en 1845, Barrès en 1914 associe le lecteur à son enquête, crée une proximité avec lui, le prend par la main pour lui présenter les séances d'une commission d'enquête. Et cela serait encore valable pour d'autres auteurs comme Chirac ou Delaisi.

Parfois, les figures de style font la part belle aux oppositions et aux effets de contraste : on trouve chez Toussenel la mise en parallèle du « pays légal » et de ce qui s'apparenterait à une forme de « pays réel », malgré l'absence de l'expression en tant que telle. On retrouve des aspects similaires sous la plume de Delaisi qui manie à l'envi le contraste entre la masse et le petit nombre, en correspondance avec une autre opposition, bien étudiée par Pierre Birnbaum⁵², celle des « petits » assimilés au peuple et des « gros ». À plusieurs reprises chez lui, « le plus grand nombre » fait face à « un petit clan », la « minorité » passe devant la « foule ». Chez Barrès, la lumière est opposée au cloaque, la pourriture à la vertu, et chez Hamon, le lecteur se trouve parfois confronté à des tableaux entiers, dignes des *Mystères de Paris*, où les pauvres sont présentés on ne

52. Pierre BIRNBAUM, 1995.

peut plus démunis et les riches on ne peut plus aisés. Sur ce plan-là, les continuités sont donc assez évidentes. Seul Barrès sort peut-être du lot, sans doute parce que plus que publiciste, il est écrivain de talent ; l'on trouve chez lui un goût pour la mise en scène bien plus prononcé que chez les autres : les effets de dramatisation et de théâtralisation sont nombreux et parfois même explicites. On trouve ainsi cet extrait dans ses *Notes d'un membre de la commission d'enquête sur l'affaire Rochette* :

Au soir, au moment où l'on allume l'électricité, nous vîmes apparaître soudain, parmi nous, le mystérieux personnage. C'est M. Monis qui se chargeait de nous le ramener. La mise en scène, cette fois, était, au vrai sens du mot, dramatique, car sur notre petit théâtre, je veux dire au centre de notre table en fer à cheval, ce n'était pas comme tout à l'heure un personnage qui faisait paisiblement sa déposition, mais deux adversaires qui s'affrontaient⁵³.

Un certain nombre de filiations stylistiques apparaissent donc bien, sous condition de connaître la prose des différents auteurs étudiés. Cependant, les relations peuvent apparaître de façon bien plus évidente encore : on peut sans risque dire que les auteurs se lisent et se citent les uns les autres.

Ainsi, si l'on suit l'ordre chronologique, Drumont cite et vante Toussenel dont le livre *Les Juifs rois de l'époque* est considéré comme un chef d'œuvre impérissable⁵⁴. Chirac à son tour cite Toussenel, y renvoie le lecteur ; la même logique apparaît chez Augustin Hamon⁵⁵.

Des thèmes traversent également les années : la corruption évidemment, mais pas seulement. On peut ainsi légitimement se demander⁵⁶ si la critique des conditions de travail des couturières

53. Maurice BARRÈS, 1914, p. 25.

54. Édouard DRUMONT, 1886, tome 1, p. 342. Il cite également Léo Taxil à la page 468 du second tome.

55. Exergue d'Auguste CHIRAC, 1886.

56. Sans toutefois pouvoir trancher.

et des employés des grands magasins par Drumont⁵⁷ n'a pas inspiré Delaisi, qui les reprend très exactement dans les années 1910⁵⁸.

Au chapitre de la critique des gabegies publiques, le système des concessions dans les transports, déjà vilipendé par Toussenel, l'est aussi par Delaisi une soixantaine d'années plus tard. Des expressions très spécifiques sont parfois reprises au premier : Toussenel affirme ainsi que l'« État ne doit pas de primes à la paresse⁵⁹ », expression que l'on retrouve telle quelle dans un article de Delaisi paru dans la *Guerre sociale* en 1911⁶⁰.

Enfin, les archives personnelles d'Augustin Hamon révèlent des liens à la fois avec ses devanciers et ses successeurs, notamment grâce à une abondante correspondance. Il est ainsi en relation épistolaire avec Auguste Chirac qu'il rencontre à l'occasion et qui lui fait parfois parvenir des éléments tirés de ses archives, souvent des statistiques, des chiffres. Chirac lui propose également de relire ses versions provisoires pour les enrichir éventuellement⁶¹. De façon générale, les lettres regorgent de conseils censés permettre à Hamon de trouver telle ou telle information, tel ou tel document.

Quoique moins nombreuses, les lettres échangées entre Hamon et Drumont montrent bien toute la sympathie et le respect qu'ils ont l'un pour l'autre : là encore, des articles sont partagés, des commentaires sont faits sur les travaux du correspondant⁶².

Dans l'entre-deux-guerres, des échanges sont assez fréquents également entre Augustin Hamon et Roger Ménnevée. Là encore, des échanges de documents, d'ouvrages ou d'articles épuisés en librairie, parfois aussi de vues ou d'interprétations concernant tel fait d'actualité scruté par les deux publicistes sont attestés⁶³. Il est

57. Édouard DRUMONT, 1938, p. 169.

58. Francis DELAISI, « L'exploitation des femmes par le Bon Marché », 1^{er} mai 1912.

59. Alphonse TOUSSENEL, 1845, p. 373.

60. Francis DELAISI, « Les maîtres de la France. Les primes à la paresse », 19 juillet 1911.

61. Centre d'histoire du travail de Nantes/Archives Hamon/HAM 18/correspondance Hamon-Chirac (les éléments évoqués correspondent à la période 1889-1900).

62. *Ibid.*, correspondance Hamon-Drumont (les éléments évoqués couvrent la période 1889-1896).

63. Centre d'histoire du travail de Nantes/Archives Hamon/HAM 46 et HAM 50/correspondance Hamon-Mennevée (les éléments évoqués correspondent à la période

même possible de prolonger la chaîne des interactions jusqu'à la deuxième moitié du ^{xx}^e siècle puisque l'on trouve dans les archives nantaises quelques lettres adressées en 1960 par Henry Coston à la veuve et à la fille d'Augustin Hamon. Au fil de ces lettres, Coston fait part de l'intérêt qu'il porte aux travaux du défunt malgré leurs différences de bord politique — Hamon étant d'extrême gauche et Coston d'extrême droite, mais les deux étant réunis par un anticapitalisme foncier. Il cherche notamment à récupérer les épreuves du quatrième tome des *Maîtres de la France* laissé sur le métier par Hamon à partir de la fin des années trente⁶⁴. Enfin, un court extrait d'une lettre adressée par Henry Coston à mademoiselle Hamon⁶⁵ le 23 février 1960 donne clairement à voir que la logique de continuité que nous avons tenté de mettre en lumière entre le ^{xix}^e et le ^{xx}^e siècle peut être prolongée au-delà :

Votre père était politiquement un adversaire — je suis « de droite » comme il était « de gauche » mais [ses] idées sociales et économiques étaient si près des miennes. Et nous avons tant d'adversaires communs, aujourd'hui au pouvoir ! Avant la guerre, c'était la gauche qui dénonçait la dictature de l'Argent. Il y avait votre père, Francis Delaisi, le PC. Aujourd'hui, Augustin Hamon est mort, Delaisi également et l'ex (et futur) Front populaire « fleurte » avec le Grand capital [...]. Seul Rassinier, soutenu par les libertaires continue la lutte à gauche, et moi à droite⁶⁶.

On le voit donc bien, tous les éléments rassemblés jusqu'ici tendent à confirmer notre hypothèse de départ : les thématiques, les postures, les éléments de langage, communs à la grande majorité des auteurs étudiés laissent apparaître une forte continuité — de Toussenet à Hamon ou à Delaisi. Si les doutes n'ont, de ce point de vue, guère de place, plus ambiguë est la question de la réalité de la corruption. En effet, même si cette dernière n'est pas en tant que telle au centre de notre sujet, il est évidemment intéressant de savoir

1922-1939).

64. *Ibid.*, HAM 52/correspondance Hamon-Coston/lettre de Henry Coston à M^{me} Hamon, 30 janvier 1960.

65. Il s'agit de la fille d'Augustin Hamon.

66. Centre d'histoire du travail de Nantes/Archives Hamon/HAM 52/correspondance Hamon-Coston/lettre de Henry Coston à M^{le} Hamon, 23 février 1960.

si les dénonciations des auteurs étudiés sont bel et bien fondées ou si, au contraire, elles ne sont que le fruit d'affabulations ou de raisonnements subjectifs. Disons-le tout net, une vérification systématique de chaque fait avancé serait extrêmement malaisée, voire, souvent impossible : les phénomènes de corruption ayant vocation à rester secrets, il nous faut souvent nous contenter des éléments ayant été dévoilés au grand jour par la justice ou par le travail de l'historien. Ainsi, la corruption peut être attestée, parfois de façon assez large, pour des affaires précises comme le scandale de Panama à partir de 1892. En effet, l'existence de fonds de « publicité » destinés à influencer la presse mais aussi un certain nombre d'hommes politiques est bien avérée dans le cas de ce scandale⁶⁷. En revanche, il faut bien, avec Jean-Noël Jeanneney, constater qu'« après le scandale de Panama, la corruption brutale [grâce à l'achat direct d'hommes politiques] a toujours été rare, en somme, sous la Troisième République⁶⁸ ». D'autres formes de prévarication plus indirectes ou plus subtiles ont évidemment pu exister mais en l'absence de preuves, la prudence reste de mise. Jean-Noël Jeanneney, toujours, invitait ainsi à ne pas céder à l'attrait du sensationnel ou du fantasme à l'égard des phénomènes dissimulés, et justifiait leur rareté par le fait qu'« il n'y a pas plus de francs filous dans la classe politique que dans le reste de la nation telle qu'elle est : c'est-à-dire assez peu⁶⁹ ».

67. Jean GARRIGUES, 2004, p. 28 *sqq.*

68. Jean-Noël JEANNENEY, 1984, p. 78-79.

69. *Ibid.*, p. 57.

Références bibliographiques

BARRÈS Maurice, *Dans le cloaque. Notes d'un membre de la commission d'enquête sur l'affaire Rochette*, Paris, Émile-Paul frères éditeurs, 1914.

BIRNBAUM Pierre, *Le peuple et les « gros »*. Histoire d'un mythe, Paris, Grasset, 1995.

CHIRAC Auguste, *La Haute Banque et les Révolutions*, Paris, Amyot, 1876

CHIRAC Auguste, *Les Pots-de-vin parlementaires*, Évreux, Impr. de C. Hérissey, 1888.

CHIRAC Auguste, *Les Rois de la République, histoire des Juiveries*, Paris, P. Arnould, 1886.

DELAISI Francis (sous le pseudonyme de Z), « Briand, agent des Pereire », *La Guerre sociale*, 2 novembre 1910.

DELAISI Francis (sous le pseudonyme de Z), « La démocratie et les financiers. La preuve : la grève des cheminots », *La Guerre sociale*, 22 octobre 1910.

DELAISI Francis, « L'exploitation des femmes par le Bon Marché », *La Bataille syndicaliste*, n° 371, 1^{er} mai 1912.

DELAISI Francis, « Le Guignol », *La Bataille syndicaliste*, n° 240, 22 décembre 1911.

DELAISI Francis, « Ma visite à l'Humanité II », *La Guerre sociale*, 23 novembre 1910

DELAISI Francis, *La Démocratie et les financiers. Durand 1^{er}, Roi de France*, Paris, Éditions de la Guerre sociale, 1910.

DELAISI Francis, *La Guerre qui vient*, Paris, Éditions de la Guerre sociale, 1911 (édition bilingue franco-anglaise).

DELAISI Francis, *Le Patriotisme des plaques blindées (Krupp — Schneider & Cie)*, Nîmes, Éditions de la Revue de la Paix par le Droit, 1913.

DELAISI Francis, « Les maîtres de la France. Les primes à la paresse », *La Guerre sociale*, 19 juillet 1911.

DREYFUS Michel, *L'Antisémitisme à gauche*, Paris, La Découverte, 2011.

DRUMONT Édouard, *La France juive: essai d'histoire contemporaine*, tome I, Paris, C. Marton et E. Flammarion, 1886 [43^e édition numérisée sur Gallica].

DRUMONT Édouard, *La France juive*, tome II, Paris, Flammarion, 1938.

GARRIGUES Jean, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Robert Laffont, 2004.

GÉRÔME Benjamin, « Sources et bibliographie relatives à Francis Delaisi » dans Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE (dir.), *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe nouvelle »*, Peter Lang, Bruxelles, 2015, p. 223-252.

HAMON Augustin, *L'Agonie d'une société*, Paris, Savine, 1889.

HAMON Augustin, *Les Maîtres de la France. La féodalité financière dans les banques*, 3 volumes, Paris, Éditions sociales internationales, 1936.

JEANNENEY Jean-Noël, *L'Argent caché. Milieux d'affaire et pouvoirs politiques dans la France du xx^e siècle*, Fayard, Points Seuil, 1984,

JOUVENEL Robert de, *La République des camarades*, Paris, Équateurs, 2014 [1914].

MONIER Frédéric, « La corruption politique, une histoire européenne », *Cahiers Jaurès*, « La corruption et ses critiques », n° 209, juillet-septembre 2013, pages 3-13.

TOUSSENEL Alphonse, *Les Juifs rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*, Kontre Kulture, 2012 [1845].

Réseaux, pots-de-vin et dons à des partis

Dénoncer des scandales de corruption dans les premiers temps de la République fédérale d'Allemagne: l'étude de cas des tanks HS30¹

Andrea PERTHEN

Lorsque l'on pense aux scandales de corruption en République fédérale d'Allemagne, ce sont probablement les années 1980 et 1990 qui viennent d'abord à l'esprit: l'affaire Flick, le scandale autour de la société de logements « Neue Heimat », le scandale des dons à la CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*) et de nombreux autres cas de corruption ont fait la une des journaux durant cette période². En revanche, les premières années de la RFA sont habituellement considérées comme une période de journalisme consensuel, ce qui se traduit par une absence de scandales politiques³ en général et de scandales de corruption en particulier.

1. Traduction: Maïca SANCONIE.

2. À propos de la « Flick Affäre », voir par exemple Thomas BARTHOLMES, 2003; pour la « Neue Heimat », voir Peter KRAMPER, 2008, 2012; en ce qui concerne les dons aux partis, voir notamment Sebastian HÖHN, 2009.

3. Les scandales politiques ont été le sujet de nombreuses recherches historiques et sociologiques, voir par exemple Frank BÖSCH, 2011; Christin BULKOW, Christer PETERSEN, 2011; Karl Otto HONDRICH, 2002; Annika KLEIN, 2014; Andrei S. MARKOVITS, Mark SILVERSTEIN, 1988; John B. THOMPSON, 2000. Dans cette contribution, je considère les scandales politiques, y compris les scandales de corruption, comme des incidents provoquant de vastes réactions du public et des médias contemporains (par des reportages exhaustifs dans tous les grands organes de presse), et aussi de la classe politique, par des déclarations officielles, l'instrumentalisation oppositionnelle et des enquêtes parlementaires.

Or, cela n'est vrai qu'en partie. Les contemporains ont en effet vécu les années 1950 et 1960, au moins jusqu'à un certain point, comme des années corrompues et difficiles en raison de multiples crises. Plusieurs affaires de corruption, dans l'administration publique et parmi les fonctionnaires, troublèrent le public dès 1957 jusqu'au début des années 1960, notamment celles concernant le ministre de la Défense, Franz Josef Strauß (*Christlich-Soziale Union*, CSU), présumé impliqué dans des « événements douteux ». Les accusations de corruption contre les hommes politiques et les fonctionnaires atteignirent un sommet en 1966, lorsqu'éclata ce qu'on a appelé le « scandale des HS30 », à propos de l'achat de véhicules blindés pour la nouvelle armée allemande au milieu des années 1950. En 1966, un magazine intitulé *Deutsches Panorama* aborda le sujet et fit part des soupçons pesant sur le parti au pouvoir — la CDU — qu'on disait avoir reçu des dons considérables pour cette transaction. Le magazine affirmait aussi que des individus auraient reçu des pots-de-vin à cette occasion. Une commission d'enquête élargie ainsi que le ministère public se penchèrent sur le scandale et les médias en rendirent compte de façon très détaillée et ininterrompue jusqu'à la fin de l'enquête en 1969. Cependant, on ne put trouver aucune preuve confirmant les allégations de dons versés au parti, et l'intérêt pour l'affaire se dissipa.

En dépit de cette absence d'impact politique direct, l'affaire des HS30 fournit une étude de cas très intéressante sur la façon dont la corruption a fait scandale en Allemagne de l'Ouest. Les articles de 1966 ne furent pas les premiers à traiter de l'achat des véhicules HS30. En 1958, une série d'articles résultant d'une enquête approfondie avait été publiée dans le journal *Frankfurter Rundschau*. Contrairement aux initiatives de *Deutsches Panorama*, les articles du *Rundschau* n'avaient pas créé de scandale majeur. À ce titre, l'affaire des HS30 offre une possibilité unique de mieux connaître l'évolution des perceptions, les circonstances de la création des scandales, et bien sûr la corruption au tout début de la République fédérale.

L'objectif de cet article est, par conséquent, de faire la lumière sur l'évolution des conditions sociales et culturelles qui ont poussé les journalistes à dénoncer comme scandaleuses des pratiques de corruption dans les premières années de la RFA. En outre, la comparaison entre les deux tentatives de création d'un scandale montre à

quel point un sujet peut être traité différemment : alors que la première tentative de 1958 affichait un ton modéré, les publications de 1966 furent plus dramatiques et plus insistantes. Les différents articles, leur conception et la façon dont ils ont été perçus mettent en évidence l'évolution des notions d'identité et du rôle social des journalistes, ainsi que le traitement des affaires politiques importantes par la presse dans la toute jeune RFA. Une comparaison permet aussi d'éclairer les réactions, respectivement dans les domaines de la politique, des médias et du public. Ainsi, le scandale des HS30 peut être vu comme un exemple de la façon dont un changement de circonstances a influencé des journalistes — et, inversement, de la façon dont un changement d'attitude de la presse a modifié le panorama politique et social.

Dans les pages qui suivent, je replacerai d'abord le scandale des HS30 dans le contexte de l'histoire des scandales de corruption en Allemagne de l'Ouest et expliquerai en quoi consista véritablement cette négociation. Je commenterai ensuite les deux tentatives du *Frankfurter Rundschau* et du *Deutsches Panorama* de façon chronologique.

Les scandales de corruption dans les années 1950 et 1960

Les huit premières années de la RFA n'ont connu qu'un seul scandale de corruption au niveau fédéral : il éclata en 1950 et toucha plusieurs députés, accusés de vénalité. Apparemment, leur vote favorable à la décision parlementaire de faire de Bonn la capitale de l'Allemagne de l'Ouest (au lieu de Francfort-sur-le-Main) avait été acheté. Ce fut le magazine *Der Spiegel* qui publia le premier cette allégation⁴. Ce magazine était considéré à l'époque comme le plus rebelle. L'article de *Der Spiegel* provoqua des remous et donna lieu à la création d'une commission d'enquête parlementaire qui, *in fine*, ne put trouver de preuve d'infraction⁵.

4. Voir « Klug sein und mundhalten », *Der Spiegel* 39, 1950, p. 5-7.

5. Voir *Bericht des Untersuchungsausschusses*, 1. WP, Drucksache 1/2274, 23 mai 1951.

Durant les années suivantes, il n'y eut aucun scandale de corruption au niveau fédéral. Ce n'est qu'en 1957 que la corruption redevint un sujet de premier plan dans les médias. En effet, il y eut de nombreuses révélations de pots-de-vin versés au bureau des Commandes et à d'autres agences gouvernementales, et les médias en parlèrent pendant plusieurs années⁶. Ce fut le début d'une intense campagne publique sur les scandales de corruption en Allemagne. Au début des années 1960, plusieurs scandales impliquant le ministre de la Défense, le conservateur Franz Josef Strauß, retinrent l'attention du public. Strauß était accusé d'avoir favorisé des relations personnelles dans l'attribution de contrats publics, lors des affaires dites Fibag et Onkel Aloys. Encore une fois, ce fut surtout *Der Spiegel* qui en parla, avec une attention particulière portée à son « ennemi juré », Franz Josef Strauß⁷. Une commission d'enquête parlementaire fut mise en place dans l'affaire Fibag, mais ses membres firent valoir que Strauß n'avait commis aucune infraction⁸. Puis, en 1966, le scandale des HS30 fut l'objet d'analyses approfondies par les médias. C'était, à l'époque, le plus grand scandale de corruption de la République fédérale d'Allemagne depuis sa fondation.

De telles affaires de corruption n'étaient qu'une sous-catégorie pour des médias de plus en plus critiques et prêts à traiter les scandales de toutes sortes, très rares au début des années 1950. Les choses avaient commencé à changer dès 1957, avec une tendance à la hausse au milieu des années 1970. Cette évolution d'une presse politique « critique », incluant la télévision, a déjà fait l'objet de nombreuses analyses historiques. Des historiens comme Ulrich Herbert, Anselm Doering-Manteuffel, Axel Schildt et Christina von Hodenberg, pour n'en nommer que quelques-uns, ont travaillé sur le sujet⁹. Dans une large mesure, ils s'accordent sur la question de la périodisation : la période dite « la brève décennie 1950 » se termina

6. Voir « Die Bonner Affären », *Die Zeit* 52/1958 ; « Nur nicht kleinlich », *Der Spiegel* 28, 1958, p. 17-20.

7. Voir par exemple « Hans und Franz », *Der Spiegel* 23, 1961, p. 40-44 ; « Souvenir aus Bonn », *Der Spiegel* 44, 1961, p. 52-55 ; « Onkel Aloys », *Der Spiegel* 39, 1962, p. 29-43.

8. Voir *Bericht des Untersuchungsausschusses*, 4. WP, Drucksache 4/639, 30 août 1962.

9. Ulrich HERBERT, 2002 ; Anselm DOERING-MANTEUFFEL, 2000 ; Axel SCHILDT, 1999, 2000 ; Christina VON HODENBERG, 2006.

vers 1957 ou 1958 et la « longue décennie des années 1960 » dura jusqu'au tout début des années 1970. La « brève décennie 1950 » était caractérisée par ce qu'on a appelé la *Kanzlerdemokratie* (« démocratie du chancelier ») du chancelier Konrad Adenauer. Dans les milieux de la presse écrite, on écrivait peu sur les scandales et, la plupart du temps, les articles étaient consensuels. Cette attitude laissa progressivement place à une libéralisation et à un esprit de *Zeitkritik* au milieu des années 1960, la démocratie s'enracinant dans une société allemande désormais « occidentalisée¹⁰ ». Christina von Hodenberg, qui a travaillé sur l'évolution des reportages durant cette période, ajoute au tableau sa description d'un changement générationnel survenu parmi les journalistes au fil de ces années-là. Elle signale aussi que les journalistes gagnèrent en assurance après une série de « scandales médiatiques » qui éclatèrent après une tentative de censure par le gouvernement. Le plus retentissant de ces scandales fut celui dit de « l'affaire Spiegel » en 1962, qui sensibilisa fortement le monde politique ainsi que le public à la liberté de la presse¹¹.

Un exemple de cette nouvelle assurance de la presse est le scandale des HS30, lancé par *Deutsches Panorama*.

L'achat des HS30

Le HS30 était un véhicule de combat blindé acheté pour l'armée allemande au milieu des années 1950. Suite à son adhésion à l'OTAN en 1955, l'Allemagne devait constituer et équiper des forces armées — et cela en peu de temps. Cette année-là, elle entama donc des négociations auprès de l'entreprise suisse Hispano-Suiza pour une commande d'environ 11 000 véhicules blindés, négociations dont le représentant légal était l'avocat Fritz Aretz¹². L'associé d'Aretz, Otto Lenz, était député membre du parti au pouvoir, la CDU, et participait

10. Anselm DOERING-MANTEUFFEL, 2000.

11. Christina VON HODENBERG, 2006, p. 323 *sqq* ; Dorothee LIEHR, 2002 ; Martin DOERRY, Hauke JANSSEN, 2013.

12. Voir Auflistung « Schützenpanzer SP lang Hispano Suiza », in *Bundesarchiv Freiburg* (Barch Fr), BW 1/13009.

également au comité parlementaire de défense chargé de veiller aux contrats militaires.

En mars 1956, le département responsable du ministère de la Défense choisit finalement les HS30 parmi différentes alternatives. Les véhicules devaient être construits sous licence, en partie par deux sociétés allemandes — Hanomag à Hanovre et Henschel à Cassel, associées dans un même consortium nommé A.G.K. — et en partie par la filiale britannique d'Hispano-Suiza, MARC. Le comité de défense et la commission budgétaire devaient donner leur consentement avant que les contrats puissent être signés. En juillet 1956, lors d'une réunion collective, les membres de ces deux entités donnèrent leur accord préliminaire. Seul Helmut Schmidt, du parti d'opposition socio-démocrate (SPD), et futur chancelier de 1974 à 1982, exprima ses inquiétudes quant à l'absence d'une « série pilote ». En effet, les contrats devaient être signés avant que l'on ne construise le moindre prototype. Mais on passa outre les inquiétudes de Schmidt¹³. Si, le 27 août, un contrat fut effectivement conclu avec Hispano-Suiza pour une série pilote, ce fut pour rien : il était déjà convenu que la totalité du marché serait offerte à la société suisse. Suivirent plusieurs contrats de licence avec les entreprises chargées de fabriquer les HS30 : la MARC britannique devait en fournir 2 800 et A.G.K. 1 612¹⁴. Très vite, des problèmes se présentèrent. La fabrication fut retardée, en partie parce que Hispano-Suiza avait livré des plans insuffisants à A.G.K. En octobre 1957, le premier essai d'un prototype extrêmement dysfonctionnel se transforma en catastrophe. Puis la MARC britannique confia sa production à une autre entreprise, Leyland Motors Ltd., sans consulter le ministre de la Défense. À la suite de cela, Franz Josef Strauß enquêta sur la transaction et, en 1958, réduisit le volume de la commande à 1 000 blindés¹⁵. Tous ces problèmes provoquèrent d'importants désaccords avec Hispano-Suiza et il fallut de longues négociations pour régler le

13. « Stenoprotokoll der gemeinsamen Sitzung des Haushaltsausschusses und des Ausschusses für Verteidigung » am 5.7.1956, in *BArch Fr, BW 1/54928*.

14. Dieter H. KOLLMEYER, 2002, p. 169-179. Le nombre de véhicules avait été réduit en raison des nouveaux objectifs chiffrés relatifs au nombre de soldats fin 1956 et début 1957.

15. Voir Vermerk (W I 5) vom 4.8.58 über Besprechung bei FJS am 17.7.58, in *BArch Fr, BW 1/347157*, fol. 264 f. Franz Josef Strauß était ministre de la Défense depuis le 16 octobre 1956.

conflit. Finalement, seuls 2 176 HS30 furent livrés à l'armée allemande, pour un coût total de 517 548 248,79 deutsche mark¹⁶.

Ce désastreux processus de production suscita des rumeurs parmi le personnel politique mais aussi parmi les journalistes, rumeurs selon lesquelles il y avait quelque chose de « louche » dans cette transaction. Dans les coulisses du pouvoir, on entendait ces questions : comment un si gros contrat avait-il pu être attribué avec autant de négligence ? Pourquoi Hispano-Suiza avait-elle été choisie alors que l'entreprise n'avait à l'évidence aucune expérience dans la fabrication des tanks, et pourquoi les représentants du gouvernement n'avaient-ils pas insisté pour faire fabriquer d'abord au moins un prototype, sinon une série pilote ? Les réponses officielles à ces questions cruciales arguaient d'une immense contrainte de temps imposée par les exigences de l'OTAN, du prix (prétendument) avantageux qu'avait proposé Hispano-Suiza, ainsi que de l'engagement pris par l'entreprise de respecter toutes les conditions requises par le ministère de la Défense¹⁷.

Mais les rumeurs persistèrent pendant des années. C'est sur ce fond d'interrogation que le magazine illustré *Deutsches Panorama* s'assura un fort impact politique en réouvrant l'affaire durant l'été 1966 : il affirma que la CDU avait reçu d'énormes pots-de-vin de la part d'Hispano-Suiza. Ceci n'explique pas, pour autant, pourquoi la première tentative de création d'un scandale, en 1958, avait échoué.

La première série d'articles de 1958

Peter Miska, l'auteur des articles de 1958 dans le *Frankfurter Rundschau*, était né en 1915. Il avait été maçon avant la Seconde Guerre mondiale et avait gravi les échelons de la hiérarchie militaire durant le conflit, jusqu'à obtenir le grade de lieutenant. Après avoir été prisonnier de guerre des Britanniques, il avait exercé la profession de comique politique tout en étant auteur *freelance* pour plusieurs magazines. Il acquit rapidement une bonne réputation de

16. Voir Schriftlicher Bericht des 1. UA, 26.6.1969, Drucksache 5/4527, p. 9.

17. BUNDESAMT FÜR AUSTRÜSTUNG, INFORMATIONSTECHNIK UND NUTZUNG DER BUNDESWEHR, 2014.

reporter, et la plupart de ses contemporains, y compris de nombreux hommes politiques de l'époque, le considéraient comme un journaliste scrupuleux et respectable. Depuis 1948, il travaillait de façon permanente pour le quotidien socio-libéral *Frankfurter Rundschau* (où il avait été pigiste dès 1945¹⁸). Le *Frankfurter Rundschau* fut le premier journal autorisé par les autorités d'occupation américaines en 1945, et le deuxième dans les secteurs occidentaux. Il se voulait « indépendant mais pas neutre », représentait les idées libérales de gauche et était résolument antinazi¹⁹.

Désapprouvant le réarmement allemand, Miska publia en 1957 une première série d'articles analysant d'un œil critique le phénomène de lobbying et d'implication d'hommes politiques dans l'industrie de l'armement. À cette époque, les premières rumeurs de corruption au sein des autorités allemandes s'étaient déjà répandues — même si elles n'étaient pas encore liées à l'achat des HS30. Cette première série d'interventions de Miska consista en onze articles, publiés entre avril et septembre 1957²⁰. L'un d'eux entraîna même la création d'une commission d'enquête au sein du comité de défense, dont les membres interviewèrent Miska. Trois députés étaient soupçonnés d'avoir utilisé leur position politique pour favoriser les sociétés pour lesquelles ils avaient travaillé : leur avaient-ils « fourgué » des contrats ou avaient-ils simplement laissé fuir des informations d'initiés ? Finalement, les membres du comité de défense ne purent prouver aucune de ces allégations²¹. Dans deux de ses articles, Miska abordait déjà des aspects de l'affaire des HS30 sur laquelle il devait revenir en 1958 : le septième portait essentiellement sur les contacts qu'Otto Lenz avait établis entre les personnels d'Hispano-Suiza et les fonctionnaires du ministère de la Défense. Et son dernier article, le onzième, traitait du droit de réponse qu'Hispano-Suiza avait publié après le septième article de Miska et

18. Peter Miska, 2005, p. 13.

19. Voir « Unabhängig, aber nicht neutral. Karl Gerold hat das Fundament für die politische Linie der FR gelegt », *Frankfurter Rundschau* (FR), 31 juillet 2015 ; Eva-Juliane WELSCH, 2003.

20. Miska Peter, « Das Geschäft mit der Rüstung (I) — (XI) », *Frankfurter Rundschau*, 13 avril 1957, 15 avril 1957, 16 avril 1957, 17 avril 1957, 18 avril 1957, 26 août 1957, 27 août 1957, 28 août 1957, 29 août 1957, 4 septembre 1957, 12 septembre 1957, chacun 3 pages.

21. Voir *Bericht des Ausschusses für Verteidigung*, 3. WP, 14 octobre 1957, *Drucksache* n° 5.

présentait la réaction du journaliste qui maintenait sa position et annonçait à la toute fin de son papier :

Nous reviendrons sur cette affaire en temps voulu²².

C'est ce qu'il fit en décembre 1958. Trois mois plus tôt, les rumeurs persistantes concernant de possibles irrégularités lors de l'achat des HS30 avaient donné lieu à une brève interpellation par le parti d'opposition, le SPD. Les sociaux démocrates exigèrent une clarification des faits, notamment pour savoir si Otto Lenz, membre de la CDU, s'était trouvé en situation de conflit d'intérêt en tant que député et avocat de la société Hispano-Suiza²³. En novembre 1958, la réponse du gouvernement fut un simple « non », étant donné que — du moins officiellement — ce n'était pas Lenz mais son associé, Aretz, qui faisait office de représentant légal pour traiter avec Hispano²⁴. Malgré ou à cause de cette réponse plutôt arrogante, les rumeurs de pots-de-vin continuèrent à circuler. Peter Miska publia sa deuxième série d'articles dans le *Frankfurter Rundschau* entre le 6 et le 16 décembre 1958, sous le titre « Das Geschäft seines Lebens » (« La transaction de sa vie »); il y retraçait point par point les conditions de signature des contrats des HS30²⁵.

Dans ses remarques préliminaires, Miska faisait référence à la brève interpellation du SPD devant le parlement, ainsi qu'à la réplique insatisfaisante de Strauß. Puis il énonçait la question essentielle, à laquelle il voulait qu'on réponde : comment avait-on pu offrir à la société Hispano-Suiza, dénuée d'expérience dans la construction de tanks, un contrat pour l'achat de milliers de tanks sans qu'un seul prototype ait été fabriqué, encore moins testé ?

Miska retraçait ensuite les événements qui avaient abouti à cette transaction. Il mettait particulièrement en lumière le lobbying d'Hispano-Suiza via son agent général, Conrado José Kraémer, et la

22. Peter Miska, *Frankfurter Rundschau*, 12 septembre 1957, p. 3. Original : « Auf diesen Fall werden wir zu gegebener Zeit zurückkommen ».

23. Voir Kleine Anfrage der Fraktion der SPD, 3. WP, 17 octobre 1958, Drucksache note 574.

24. Voir Antwort von Franz Josef Strauß auf die Kleine Anfrage, 3. WP, 3 novembre 1958, Drucksache n° 613.

25. Voir Miska Peter, « Das Geschäft seines Lebens (I) — (V) », *Frankfurter Rundschau*, 6-12 décembre 1958.

stratégie développée par ce dernier pour convaincre les fonctionnaires responsables de choisir sa société, notamment en leur offrant des dîners exquis et autres choses de ce genre. Miska critiquait sévèrement les « réseaux » qu'il percevait comme responsables de la transaction et qui étaient formés de vieux généraux et de hauts gradés se connaissant bien — pour avoir servi pendant la Seconde Guerre mondiale. Tous occupaient maintenant des postes dans l'armée ainsi que dans différentes administrations. Il parlait aussi des déficiences des HS30 et signalait les autres problèmes survenus durant le processus d'achat. En outre, il faisait part de son scepticisme quant à l'intégrité de l'agent général Kraémer : son commerce de ventes de voitures avait prospéré sous le régime nazi sans qu'il soit le moins du monde importuné par les Tchèques après la guerre — une situation fort surprenante. À la fin de sa série d'articles, Miska invitait les hommes politiques à créer une commission d'enquête, afin de faire la lumière sur toutes ces allégations.

Le ton de Miska était modéré et sa description très détaillée. Il ne mentionnait pas explicitement la rumeur sur les pots-de-vin touchés par le parti conservateur, se contentant d'y faire allusion de façon subtile, de sorte que les gens qui savaient comprendraient — il mentionnait ainsi que le secrétaire d'État, Rust, avait rappelé au chancelier Adenauer que :

Le contrat avait été attribué à Hispano-Suiza non seulement dans l'intérêt de l'avocat Otto Lenz, mais aussi dans celui de la CDU (le contrat avait été attribué à Hispano-Suiza approximativement six mois avant les élections du Bundestag en 1957²⁶).

Il semble bien que personne n'ait réagi à cette allusion après la publication — ni les hommes politiques par un démenti officiel, ni les fonctionnaires du ministère de la Défense par des réactions en interne ou par d'autres voies. Il est frappant que Miska n'ait pas attaqué la CDU directement. Plus tard, en 1966, il attesta devant le procureur en charge de l'enquête sur l'affaire des HS30 avoir été

26. Peter MISKA, « Das Geschäft seines Lebens (I) — (V) », *Frankfurter Rundschau*, *ibid.* : [Staatssekretär Rust] hatte rechtzeitig daran erinnert, daß die Vergabe des Schützenpanzerwagen-Auftrags an die Hispano Suiza nicht nur im Interesse des Anwalts Otto Lenz, sondern auch im Interesse der CDU erfolgte. (Der Auftrag wurde der Hispano Suiza etwa ein halbes Jahr vor der Bundestagswahl 1957 gegeben).

au courant de cette rumeur, précisant que c'était même le point de départ de ses investigations. Cependant, ne pouvant trouver de preuve, il s'en était tenu aux implications des fonctionnaires dans l'affaire²⁷.

Celle-ci, néanmoins, ne donna pas lieu à un scandale en bonne et due forme. Malgré une réimpression des articles de Miska par le *Frankfurter Rundschau*, les autres organes de presse ne réagirent pas aux accusations détaillées du journaliste, pas plus que l'opposition parlementaire, pourtant déjà engagée dans une série de questions au gouvernement à propos d'autres affaires de corruption impliquant des fonctionnaires publics. L'atmosphère était telle que le ministre de la Défense envisagea d'attaquer Miska en justice, mais comme ce dernier avait pesé ses mots avec soin, cela ne semblait pas très judicieux. On craignait aussi qu'une réaction aux accusations n'attire davantage l'attention et donc ne cause davantage de problèmes au gouvernement²⁸. Il n'y eut dès lors aucune réaction officielle. Le *Frankfurter Rundschau* tenta de susciter à nouveau l'intérêt du public durant les mois suivants en faisant référence, d'une part, aux déclarations de Strauß à la Défense et à la commission budgétaire, où il admettait des erreurs pendant la transaction des HS30, et, d'autre part, au SPD, qui évaluait la perte financière à 100 millions de deutsche mark²⁹. Miska lui-même revint une fois de plus sur le sujet en juillet 1959, lorsqu'il commenta le traitement, léger ou insouciant, de la corruption par les tribunaux allemands. Dans cet article, il rappelait les délits probablement commis lors de la transaction des HS30³⁰.

Durant les années qui suivirent, d'autres affaires de corruption occupèrent le devant de la scène. Au début des années 1960, alors que l'intérêt du public pour les HS30 se lassait, Franz Josef Strauß

27. Voir l'audition de Miska par le procureur Schmitz, Bonn, 22 novembre 1966, in *Landesarchiv Nordrhein-Westfalen* (LArch NRW), 104/164, p. 2 sqq.

28. Voir « Brief an den Staatssekretär », 20 décembre 1958, in *BArch Fr*, BW 1/10152.

29. Voir *Frankfurter Rundschau*, 17-18 janvier 1959, p. 1; 28 février 1959, p. 2; 5 mars 1959, p. 1.

30. Peter Miska, « Böses und Gutes », *Frankfurter Rundschau*, 30 juillet 1959, p. 3.

se trouva impliqué dans bon nombre de scandales, notamment les affaires dites Fibag et Onkel Aloys.

Dans une note de juin 1962, la cour des comptes fédérale se plaignit des dépenses importantes engagées pour les HS30, et en 1964, les sociaux-démocrates introduisirent à nouveau les précédentes rumeurs dans les débats parlementaires. Toutefois, ils n'allèrent pas jusqu'à tenter de provoquer un véritable scandale³¹.

La deuxième série d'articles de 1966

Les choses changèrent lorsqu'en février 1966, deux journalistes célèbres, Gert von Paczensky et Bernt Engelmann, fondèrent un nouveau magazine illustré appelé *Deutsches Panorama*. Tous deux nés en 1925, ils étaient déjà connus du public allemand, notamment pour leur réputation d'« enfants terribles ». Von Paczensky avait travaillé comme journaliste dans le journal *Die Welt* avant de présenter l'émission Panorama sur la chaîne de télé NDR (*Norddeutscher Rundfunk*) au début des années 1960. À cette époque, son « style » était perçu comme polémique et conflictuel, car il énonçait les griefs clairement et sur un ton mordant, ce qui ne correspondait pas au ton neutre utilisé alors. Cela lui valut de ne pas voir son contrat renouvelé en 1963; après quoi il travailla au magazine illustré *Stern*. Là, il commença à s'intéresser à l'affaire des HS30 et au printemps 1964 il chargea son assistant, Sepp Ebelseder, d'enquêter sur ce dossier. Mais von Paczensky quitta *Stern* en 1965, avant qu'Ebelseder ait pu terminer ses investigations, de sorte qu'aucun article sur le sujet ne fut publié dans ce magazine en cette période³². Quant à Bernt Engelmann, c'était un journaliste et écrivain qui s'autoproclamait critique des élites allemandes et de l'influence qu'elles exerçaient.

31. La cour des comptes fédérale rédigea une note en juin 1962; le rapport fut terminé le 22 décembre 1966. À propos des débats parlementaires, voir par exemple la contribution de Schäfer (SPD) *Bundestag*, 122. Sitzung, 4. WP, 15 avril 1964, p. 5790 (B); 157. Sitzung, 21 janvier 1965, p. 7740 (B)-7741 (C), 4.

32. Voir Sepp Ebelseder's hearing of witness by prosecutor D^r Schmitz, Bonn, 17 octobre 1967, in LArch NRW 104/167, p. 2 f.; Nachlass Gert von Paczensky in *Archiv der sozialen Demokratie* (AdsD).

Il avait déjà publié des livres sur le sujet³³. Leur nouveau magazine était conçu comme un contrepoids critique au gouvernement, mais il comprenait aussi des éléments divertissants, par exemple des entretiens avec des célébrités et beaucoup d'images. Dans sa préface au premier numéro, von Paczensky présentait son idée du magazine :

Nous aiderons nos lecteurs à voir à travers le brouillard de la propagande officielle. Nous les aiderons à découvrir la vérité qui se cache derrière les plus importantes questions de notre temps ; nous ne rendrons aucun hommage aux idoles des autorités publiques³⁴ [...].

À partir de juin 1966, Engelmann publia plusieurs articles sur l'affaire des HS30 dans des numéros successifs du magazine. Le premier article, « Die Leiche im Keller der CDU » (« Le cadavre dans la cave de la CDU »), était principalement fondé sur la série de Miska de 1958³⁵. Certains détails variaient et la responsabilité de certains protagonistes était évaluée différemment, mais la principale différence entre les deux séries d'articles restait le ton employé. Contrairement à Miska, Engelmann utilisait des formules saisissantes et des mots à la mode, censés attirer l'intérêt du lecteur. Par exemple, Engelmann ouvrait son article avec un vocabulaire suggestif³⁶, parlant d'« une belle femme faisant beaucoup d'amour », d'« agents secrets », de « gangster », et d'« une mort mystérieuse ». La femme était une maîtresse d'Otto Lenz et elle apparaissait comme un témoin supplémentaire de l'affaire par rapport aux sources précédentes de Miska. Dans le numéro suivant, Engelmann continuait son récit, se concentrant particulièrement sur deux personnes : l'agent général Contrado José Kraémer et Otto Lenz³⁷. Étant donné le passé possiblement douteux de Kraémer, Engelmann accusait le gouvernement de ne pas avoir effectué de vérification de

33. Voir par exemple Bernt ENGELMANN, 1963 ; 1964 ; 1965.

34. Gert von PACZENSKY, « Éditorial », *Deutsches Panorama*, 1/2, 1966, p. 4. Citation originale : *Wir werden unseren Lesern helfen, durch die Nebel offizieller Propaganda hindurch die Tatsachen zu erkennen, die den wichtigen Fragen unserer Zeit zugrunde liegen. Wir werden auf amtliche Götzenbilder keine Rücksicht nehmen [...]*.

35. Bernt ENGELMANN, « Die Leiche im Keller der CDU », *Deutsches Panorama*, 6, 1966, p. 28-34.

36. *Ibid.*, p. 28.

37. Bernt ENGELMANN, « Als der Herr in Grau in Bonn kassierte... », *Deutsches Panorama*, 7, 1966, p. 40-46.

sécurité et faisait allusion aux rumeurs selon lesquelles le bloc de l'Est aurait utilisé cet homme pour retarder le réarmement allemand en fournissant des équipements de mauvaise qualité. Quant à Lenz, il était pour Engelmann au centre de l'affaire, et sa mort au printemps 1957 lui paraissait clairement ne pas être due à des causes naturelles. Ces soupçons rendaient les articles d'Engelmann plus « piquants » et intéressants, les rapprochant du style des tabloïds. Le troisième article d'Engelmann parut en août 1966 sous le gros titre « Stapellauf einer Staatsaffäre » (« Lancement d'une affaire nationale »). Engelmann y énumérait la liste des dix-huit aspects de l'achat des HS30 qu'il trouvait « louches³⁸ ». Il parlait aussi des rumeurs de pots-de-vin touchés par la CDU et par plusieurs membres du parti, en particulier Otto Lenz, et demandait, pour la forme, pourquoi ce soupçon n'avait jamais été levé³⁹. Comme Miska en 1958, il terminait son article en appelant à la création d'une commission d'enquête parlementaire afin de faire la lumière sur ces questions et ces rumeurs. À la différence de Miska cependant, Engelmann, avec l'aide de von Paczensky, ne lâcha pas le sujet et publia des articles sur l'affaire dans chaque numéro successif : les deux journalistes présentèrent des témoins⁴⁰, adressèrent une lettre ouverte au chancelier⁴¹ et parlèrent également de la responsabilité du SPD⁴².

Finalement, Engelmann, toujours assisté par von Paczensky, réussit à lancer le scandale : d'autres médias firent des reportages sur l'affaire, comme le journal influent *Der Spiegel* en octobre 1966⁴³. L'opposition politique aborda également le sujet et, en dernier

38. Voir Bernt ENGELMANN, « Stapellauf einer Staatsaffäre », *Deutsches Panorama*, 8, 1966, p. 52-66.

39. *Ibid.*, p. 65.

40. Bernt ENGELMANN, Gert VON PACZENSKY, « Die Staatsaffäre HS30 : Der erste Zeuge », *Deutsches Panorama*, 9, 1966, p. 4-7 ; Bernt ENGELMANN, « Worauf wartet Bonn noch ? », *Deutsches Panorama*, 11, 1966, p. 10 ; Bernt ENGELMANN, « Noch eine Frau... und ein neuer Zeuge », *Deutsches Panorama*, 13, 1966, p. 8-12.

41. Bernt ENGELMANN, « Sehr geehrter Herr Bundeskanzler ! », *Deutsches Panorama*, 10, 1966, p. 6-9.

42. Bernt ENGELMANN, « HS 30 : Ein Prüfstein für die SPD », *Deutsches Panorama*, 15, 1966, p. 10-12/87-91.

43. *Der Spiegel*, 44, 1966, p. 8-24.

lieu, la pression des médias aboutit à ce que le parti libéral (FDP) demande l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire en février 1967 ; elle fut mise en place le mois suivant. Le parti libéral avait participé à la coalition gouvernementale au début du scandale ; mais, fin 1966, cette coalition s'effondra et la CDU forma une grande coalition avec les sociaux-démocrates, de sorte que le FDP se trouva dans l'opposition. La commission d'enquête devait enquêter sur les possibles erreurs durant le processus d'achat et se pencher sur la question de savoir si :

[...] des paiements directs ou indirects avaient été faits par Hispano-Suiza à des partis représentés au Bundestag ou encore à des personnes, des entreprises ou des organisations associés à ces partis⁴⁴.

En outre, Engelmann et von Paczensky intentèrent des poursuites pour corruption, abus de confiance et favoritisme. Ils n'étaient pas les seuls, car plusieurs citoyens firent de même⁴⁵. Le ministère public commença l'enquête. Le procureur principal, M. Schmitz (Bonn), suivit plusieurs pistes avérant des dons au CDU. Il le fit cependant dans la seule mesure où cela aiderait à éclairer toute l'affaire — faire un don n'étant pas, à cette époque, un délit. En revanche, le ministère public devait établir si les fonctionnaires avaient ou non reçu des pots-de-vin durant le processus d'achat⁴⁶. Il devait mettre un terme à son investigation en 1968. Les enquêteurs trouvèrent, de fait, des indications de vénalité et reconnurent que plusieurs fonctionnaires avaient probablement reçu des cadeaux et accepté des invitations à des dîners coûteux — mais le délit de vénalité aggravée était désormais prescrit ; par conséquent, ces faits ne pouvaient faire l'objet d'une enquête prolongée, et la procédure fut clôturée le 4 septembre 1968⁴⁷.

44. Voir Schriftlicher Bericht des 1. UA, p. 6. Original :

[...] ob unentgeltliche Zuwendungen von der Firma Hispano Suiza an im Bundestag vertretene Parteien, ihr nahestehende Personen, Firmen oder Organisationen direkt oder indirekt gezahlt wurden.

45. Voir les accusations in LArch NRW, 104/164.

46. Voir Entwurf der Abschlussverfügung in dem Ermittlungsverfahren Komplex HS30-Schützenpanzer, in LArch NRW, NW 377 Nr. 7166, p. 57.

47. Voir Pressemitteilung der Staatsanwaltschaft, 5 septembre 1968, in LArch NRW, 104/178.

Les médias continuèrent à parler du scandale et la commission d'enquête à se réunir, mais le travail se révéla difficile. Les témoins ne pouvaient (ou ne voulaient) pas se rappeler les détails. Or, l'affaire était extrêmement complexe et impliquait un très grand nombre de personnes. Finalement, en juin 1969, après quatre-vingt-dix sessions, la commission termina son enquête. Dans son rapport, elle déclarait que le gouvernement n'avait pas fait preuve de toute la diligence requise en choisissant Hispano-Suiza mais qu'elle n'avait trouvé aucune preuve de pots-de-vin versés à des fonctionnaires, des hommes politiques ou des partis dans le contexte de l'achat⁴⁸.

Ironiquement, le magazine *Deutsches Panorama* ne survécut pas au scandale. En raison de difficultés financières, von Paczensky et Engelmann durent mettre un terme à leur magazine un an et demi seulement après son lancement. Engelmann fit paraître un livre sur l'histoire des HS30⁴⁹ et continua à publier de nombreux autres ouvrages traitant de sujets similaires durant les décennies suivantes, devenant ainsi encore plus populaire. Von Paczensky continua à publier des articles concernant l'affaire des HS30 dans d'autres médias, par exemple dans l'hebdomadaire *Neue Politik*⁵⁰ et le journal *Kölner Stadt-Anzeiger*⁵¹.

* * *

L'étude de l'affaire des HS30 permet donc de comparer deux tentatives de création de scandales. Du point de vue de son contexte social et politique, la première tentative, en 1958, avait eu lieu durant les dernières années de la *Kanzlerdemokratie* d'Adenauer, période où des journalistes commençaient à critiquer la corruption politique — avec beaucoup de précautions toutefois. Lorsque von Paczensky et Engelmann entreprirent la deuxième tentative en 1966, l'atmosphère avait changé. La société d'Allemagne de l'Ouest s'était, dans une certaine mesure, adaptée à la démocratie libérale,

48. Voir Schriftlicher Bericht des 1. UA, p. 14, 25, 41, 80, 83.

49. Bernt ENGELMANN, 1967.

50. Voir par exemple *Neue Politik*, 44, 1967, p. 3.

51. Voir par exemple *Kölner Stadt-Anzeiger*, 8 novembre 1967 ; 9 novembre 1967.

et les journalistes, dont certains appartenaient déjà à une génération plus jeune, avaient gagné en assurance et étaient davantage respectés que durant l'immédiat après-guerre.

Ces changements étaient visibles dans les séries d'articles écrits respectivement par Peter Miska (1958), puis Bernt Engelmann et Gert von Paczensky (1966). Ce dernier avait déjà acquis de l'expérience à la télévision, ce qui donnait certainement une valeur ajoutée à son style. De son côté, le public s'était probablement habitué à un style dérivé des médias audiovisuels. Bernt Engelmann incorporait donc des éléments « pittoresques » dans ses articles et les illustrait de multiples images. En outre, il écrivait de façon plus agressive que Miska, qui avait choisi un ton modéré, et Engelmann avait renoncé à une structure chronologique pour varier les genres et les focus dans ses articles. L'objectif des deux séries était la création d'une commission d'enquête, mais Engelmann et von Paczensky furent plus pressants que Miska, allant jusqu'à engager eux-mêmes des poursuites judiciaires. En ce qui concerne le contenu, Miska choisit de ne pas mentionner directement les allégations de pots-de-vin versés à la CDU, tandis qu'Engelmann rapporta explicitement ces rumeurs, se référant à des témoins qu'il avait interviewés dans son magazine, renforçant ainsi le soupçon de véracité de la rumeur. En outre, Engelmann mentionnait d'autres soupçons de scandales éventuels, ce qui plaisait aux lecteurs. Par exemple, il faisait allusion à la possibilité qu'Otto Lenz ait pu être assassiné et à une conspiration soviétique pour affaiblir l'Allemagne de l'Ouest. Finalement, la série du *Deutsches Panorama* fut reprise par d'autres organes de presse, augmentant ainsi la pression exercée sur les hommes politiques au pouvoir.

Mais le déclenchement d'un scandale dépend d'une multiplicité de facteurs, et pas seulement, en l'occurrence, des différences de styles des journalistes et du changement d'atmosphère de la société d'Allemagne de l'Ouest. Certains aspects de l'affaire avaient aussi évolué entre 1958 et 1966. À la fin des années 1950, le gouvernement poursuivait toujours de sérieuses négociations avec Hispano-Suiza relativement aux problèmes survenus, ce qui a peut-être poussé le SPD, parti d'opposition, à agir avec précaution : même si des membres du parti, surtout Helmut Schmidt, soulignèrent les

inconséquences de la transaction, ils ne donnèrent pas suite à la série d'articles de Miska. En revanche, au milieu des années 1960, les carences mécaniques et tactiques des HS30 étaient devenues visibles pour tout le monde, puisque l'armée avait travaillé avec ces équipements. En outre, la cour des comptes fédérale soumit son rapport final en décembre 1966 ; elle y critiquait vivement la piètre planification de la transaction et les coûts excessifs qui en résultaient — coûts qui finalement durent être acquittés par le contribuable. Autre élément : les membres du FDP qui s'étaient montrés critiques et avaient repris le sujet, se retrouvèrent dans l'opposition après l'effondrement de leur coalition avec la CDU, et purent utiliser les allégations pour se démarquer.

Un dernier aspect mérite d'être souligné : dans ses articles, Miska accusait les fonctionnaires de vénalité, ce qui était bel et bien un délit à l'époque ; pourtant, il ne réussit pas à susciter un scandale avec cette allégation. Engelmann, au contraire, parla de la rumeur des pots-de-vin versés à un parti et à ses membres — ce qui n'était pas, en ce temps-là, considéré comme un délit — l'apport d'argent pouvant entrer dans la catégorie des « dons ». Par conséquent, cette allégation ne permit pas de poursuites en justice après sa révélation en 1966, mais elle eut une énorme réaction à la fois dans le public et parmi les hommes politiques et aboutit finalement à l'explosion de ce long scandale, latent depuis si longtemps. C'est donc, en somme, un comportement politique illégitime mais non illégal qui mit le public en fureur. Le scandale éclata à cause d'une question morale, et non pas judiciaire.

Références bibliographiques

BARTHOLMES Thomas, *Die « Flick – Affäre ». Verlauf und Folgen*, Speyer, DHV, 2003.

BUNDESAMT FÜR AUSTRÜSTUNG, INFORMATIONSTECHNIK UND NUTZUNG DER BUNDESWEHR (BAAINBW), « Mörserträger HS30 », 27.11.2014,

BÖSCH Frank, « Kampf um Normen: Skandale in historischer Perspektive », in BULKOW Kristin, PETERSEN Christer (éds), *Skandale. Strukturen und Strategien öffentlicher Aufmerksamkeitserzeugung*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2011, p. 29-48.

BULKOW Kristin, PETERSEN Christer (éds.), *Skandale. Strukturen und Strategien öffentlicher Aufmerksamkeitserzeugung*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2011.

DOERING-MANTEUFFEL Anselm, « Westernisierung. Politisch-ideeller und gesellschaftlicher Wandel in der Bundesrepublik bis zum Ende der 60^{er} Jahre », in SCHILDT Axel, SIEGFRIED Detlef and LAMMERS Carl Christian (éds), *Dynamische Zeiten. Die 60^{er} Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hambourg, Hans Christians Verlag, 2000, p. 311-341.

DOERRY Martin, JANSSEN Hauke (éds), *Die Spiegel-Affäre. Ein Skandal und seine Folgen*, Munich, Deutsche Verlagsanstalt, 2013.

ENGELMANN Bernt, *Meine Freunde — die Millionäre. Ein Beitrag zur Soziologie der Wohlstandsgesellschaft nach eigenen Erlebnissen*, Darmstadt, Schneekluth Verlag, 1963.

ENGELMANN Bernt, *Meine Freunde, die Waffenhändler. Kleine Kriege — große Geschäfte*, Bergisch Gladbach, Lübbe Verlag, 1964.

ENGELMANN Bernt, *Das eigene Nest. Ein Panorama bundesdeutscher Gegenwart*, Darmstadt, Schneekluth Verlag, 1965.

ENGELMANN Bernt, *Schützenpanzer HS30, Starfighter F – 104 G. Oder: wie man unseren Staat zugrunde richtet*, Munich, Verlag Kurt Desch, 1967.

HERBERT Ulrich, « Liberalisierung als Lernprozeß. Die Bundesrepublik in der deutschen Geschichte — eine Skizze », in HERBERT Ulrich (ed), *Wandlungsprozesse in Westdeutschland. Belastung, Integration, Liberalisierung 1945-1980*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2002, p. 7-49.

HÖHN Sebastian, *Investigativer Journalismus im politischen Medienkandal. Eine Untersuchung anhand der cdu Parteispendenaffäre von 1999/2000*, Berlin, LIT Verlag, 2009.

HONDRICH Karl Otto, *Enthüllung und Entrüstung. Eine Phänomenologie des politischen Skandals*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 2002.

KLEIN Annika, *Korruption und Korruptionsskandale in der Weimarer Republik*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht Unipress Verlag, 2014.

KOLLMER Dieter H., *Rüstungsgüterbeschaffung in der Aufbauphase der Bundeswehr. Der Schützenpanzer HS 30 als Fallbeispiel (1953-1961)*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2002.

KRAMPER Peter, *Neue Heimat. Unternehmenspolitik und Unternehmensentwicklung im gewerkschaftlichen Wohnungs- und Städtebau 1950-1982*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2008.

KRAMPER Peter, « Das Ende der Gemeinwirtschaft: Krisen und Skandale gewerkschaftseigener Unternehmen in den 1980^{er} Jahren », *Archiv für Sozialgeschichte* 52, 2012, p. 111-138.

LIEHR Dorothee, *Von der Aktion gegen den Spiegel zur Spiegel-Affäre. Zur gesellschaftspolitischen Rolle der Intellektuellen*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang Verlag, 2002.

MARKOVITS Andrei S., SILVERSTEIN Mark (éds), *The Politics of Scandal. Power and Process in Liberal Democracies*, New York (u.a.), Holmes & Meier, 1988.

MISKA Peter, *An der Seite der Bonner Politik. Kommentare und Glossen*, ed. by Hannah MISKA, Berlin, Parthas Verlag, 2005.

SCHILDT Axel, « Massenmedien im Umbruch der fünfziger Jahre », in WILKE Jürgen (ed), *Mediengeschichte der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung, 1999, p. 633-648.

SCHILDT Axel, « Massenmedien und Öffentlichkeit im 20. Jahrhundert. Ein Periodisierungsvorschlag », in FAULSTICH Werner and HICKETHIER Knut, *Öffentlichkeit im Wandel. Neue Beiträge zur Begriffsklärung*, Bardowick, Wissenschaftler-Verlag, 2000, p. 156-177.

THOMPSON John B., *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity Press, 2000.

VON HODENBERG Christina, *Konsens und Krise. Eine Geschichte der westdeutschen Medienöffentlichkeit, 1945-1973*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2006.

WELSCH Eva-Juliane, *Die hessischen Lizenzträger und ihre Zeitungen*, Univ. Diss. Dortmund, 2003, <http://eldorado.uni-dortmund.de:8080/bitstream/2003/2967/1/welschunt.pdf> (11.4.2017).

Dénoncer la corruption des élites politiques du Sud au Nord : trajectoires biographiques, professionnelles et militantes

*Le cas de la mobilisation contre les
« biens mal acquis » en France*

Armand DANG MEZANG

Face au spectacle d'un malheureux souffrant au loin, que peut faire un spectateur, condamné — au moins dans l'immédiat —, à l'inaction mais moralement bien disposé ? Il peut s'en *indigner* [...] Mais à distance et, par conséquent, hors de tout contact physique, cette violence est condamnée à demeurer langagière. L'acte de parole qui la manifeste est une *accusation*¹.

Qu'il soit question de coopération ou plus largement du « développement », les relations Nord-Sud fonctionnent sur le mode de l'aide des premiers aux seconds. C'est d'ailleurs sur ce fondement idéologique qu'ont prospéré, dès les années 1950, les politiques publiques à l'échelle mondiale impulsées par les institutions internationales, et ont apporté un soutien substantiel à ces territoires anciennement colonisés². Le prisme de la « malgouvernance » a longtemps captivé le regard porté sur ces nouveaux États, à tel point que les conditions posées à cette aide ont fini par intégrer le facteur « corruption ». L'accent mis sur la prédation des ressources par les

1. Luc BOLTANSKI, 1993, p. 91.

2. Pour une histoire du développement, voir Gilbert RIST, 2007.

dirigeants locaux a introduit la vision prégnante d'un Sud gangrené par la corruption de ses élites.

La science politique s'est intéressée d'ailleurs aux formes que prend l'État en Afrique³ et à la question patrimoniale comme élément du gouvernement. Mais s'il est désormais admis que la corruption politique n'est ni atavique, ni le fait exclusif des sociétés vivant au sud de la Méditerranée⁴, l'accent n'est que trop peu mis sur les acteurs de la dénonciation de ce phénomène, pour autant qu'il existe. Même si la voie est désormais ouverte en France pour une sociologie des « entrepreneurs critiques de la politique⁵ » qu'ils soient magistrats, journalistes, élus ou simples citoyens, peu de travaux sont consacrés — à l'instar des travaux sur l'humanitaire tournés vers les organisations non gouvernementales⁶ et abordant notamment la question de la professionnalisation — aux acteurs « non gouvernementaux » de l'action anticorruption. La présente contribution propose de s'intéresser aux visages de cette action — telle qu'elle s'est développée dans le cadre d'une coalition d'organisations dont l'action a vu émerger en France, avec succès, une mobilisation inédite contre les « biens mal acquis » (BMA) de dirigeants africains.

Les relations entre la France et l'Afrique à l'époque contemporaine ont souvent été tumultueuses. Les scandales⁷ qui les ont ponctuées ont contribué à conforter l'idée d'un « clientélisme d'État⁸ ». De multiples épisodes ont motivé l'émergence et la vul-

3. Concernant la question de la formation de l'État dans le Tiers-monde et son évolution, voir Robert H. JACKSON, 1990; voir également, au sujet du patrimonialisme, les travaux de Shmuel Noah EISENSTADT, 1972 et l'apport de Jean-François MÉDARD, 1991. On pense aussi aux travaux de Jean-François BAYART, 1989.

4. Voir à ce propos Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI, 1998.

5. Jean-Louis BRIQUET, Philippe GARRAUD (dir.), 2001.

6. Pascal DAUVIN, Johanna SIMÉANT, 2002.

7. Deux des plus emblématiques sont l'affaire « Carrefour du développement » qui impliqua le ministre délégué à la Coopération française dans une affaire de détournement de fonds publics dans les années 1980 et l'affaire « Elf », dans les années 1990; cette entreprise, réputée être le « bras séculier » de l'État français, abritait un système complexe de clientélisme et de partage de revenus du pétrole entre les responsables politiques français et africains.

8. Idée développée par Jean-François OBIANG dans son ouvrage *France-Gabon. Pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, 2007.

garisation du néologisme « Françafrique⁹ ». Ce dernier désigne, selon son usage le plus courant, un ensemble de relations obscures et d'acointances inavouées des milieux politiques et économiques français et africains; cet ensemble constituerait une survivance de la domination coloniale. Longtemps décriée, invoquée pour justifier la mise à jour de faits « scandaleux », convoquée pour plaider face au tribunal de l'opinion ou pour battre en brèche l'idée d'une emprise supposée de la France sur le continent noir, la « Françafrique » sert beaucoup, qu'il s'agisse d'accuser ou de se défendre d'en être¹⁰. S'y réfèrent fréquemment les accusations d'arrangements tacites et autres pratiques d'enrichissement illégal qui pèsent depuis quelques années sur des dirigeants africains au travers d'épisodiques dénonciations qui ont souvent été le fait de journalistes¹¹. C'est dans ce contexte qu'a pris corps le scandale des BMA (bien mal acquis); celui-ci constitue une porte d'entrée dans cet espace de l'anticorruption non gouvernementale en construction.

L'hypothèse générale du présent texte est que dénoncer les présumés détournements de fonds de dirigeants africains nécessite des compétences (juridiques); mais cette activité est également tributaire d'un certain nombre de facteurs explicatifs que l'on retrouve dans les trajectoires des pourfendeurs. Il y aurait ainsi un socle de « compétences » et des éléments de convergences qui permettraient aux uns et aux autres de « juger la politique ». Dans un va-et-vient analytique entre acteurs individuels et collectifs, il s'agira donc de définir certains profils. Ces derniers seront choisis

9. Forgé par François-Xavier Verschave, personnage emblématique de l'association Survie, qui lutte pour une réforme de la politique africaine de la France, nous y reviendrons.

10. En témoignent les déclarations de l'ancien président de la République française Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur en mai 2006, qui entendait « construire une relation nouvelle, assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé et des obsolescences qui perdurent de part et d'autre de la Méditerranée » (extrait de la « déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, sur la démocratie au Bénin et sur l'établissement de nouvelles relations entre la France et l'Afrique, Cotonou le 19 mai 2006 », voir le site Vie publique, section discours.vie-publique.fr).

11. Référence est faite ici au travail du journaliste français Pierre PÉAN qui publie, dès 1983, *Affaires africaines*.

à dessein¹² pour donner à voir les dynamiques d'enrôlement dans cette cause, mais surtout pour faire apparaître les catégories d'acteurs aptes à mobiliser différents registres d'expérience pour faire valoir leur légitimité à prendre la parole en la matière. Qui sont ces dénonciateurs de la corruption transnationale ? Au-delà des organisations au sein desquelles ils agissent, l'intérêt est ici de mettre en lumière des parcours professionnels, militants, d'opérer quelques détours biographiques, déterminants pour une bonne part leur engagement dans le dossier des BMA.

L'impulsion que les organisations internationales ont donnée à la lutte contre la corruption en tant que politique publique à l'échelle mondiale, participe de l'« institutionnalisation¹³ » de ces organisations. L'idée de « transparence » se retrouve à tous les niveaux, que ce soit avec le combat contre la « Françafrique » qui devient le « cadre d'injustice¹⁴ » de référence des relations franco-africaines pendant les années 1990, la lutte pour le respect des populations locales et la transparence dans les activités des grandes firmes multinationales ou dans les dépenses somptuaires des élites africaines. Il s'agit en dernier recours d'inscrire dans cette démarche la dénonciation de l'opacité comme un gage de démocratie et de respect des droits de l'homme, eux-mêmes condition du développement économique et du respect des droits fondamentaux. La dénonciation s'élabore dans le cadre de l'« action collective », mais nous optons ici pour un regard porté sur des parcours, des expériences, qui sont consubstantiels à l'issue de la mobilisation. On ne saurait comprendre non seulement l'initiative de l'action, les modalités, mais aussi les effets de la mobilisation (action judiciaire, scandale, etc.) sans faire remarquer

12. Les acteurs retenus le sont en raison de leur proximité avec la dénonciation des BMA, soit en tant qu'instigateurs, soit pour avoir rejoint la cause par le biais d'alliances. Le matériau utilisé repose essentiellement sur un corpus d'entretiens réalisés entre le printemps 2012 et l'automne 2015.

13. Frédéric SAWICKI, 2003.

14. C'est en effet l'idée que « la rébellion contre les autorités est en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système d'autorité comme inique et justifie en même temps le recours à des modes d'action non conformes à ce système » (Olivier FILLIEULE, 1993, p. 38).

le lien étroit existant entre parcours/expérience et mobilisation contre les BMA. Cela permet d'apporter des éléments explicatifs concernant la prise en charge de la dénonciation, à l'aune de ces « déterminations expérientielles¹⁵ ». On présentera d'abord le parcours d'un acteur issu du milieu de la solidarité internationale qui fut à l'initiative d'un rapport servant de base à l'action des BMA, en revenant sur des éléments importants qui ont déterminé son engagement. Puis la présentation de la figure centrale d'un avocat défenseur des droits de l'homme investi dans l'anticorruption permettra de montrer de quelle manière l'expérience de la défense des causes et l'exercice de la traduction dans les termes du droit ont été décisifs dans le succès de la mobilisation. La coalition qui se forme au gré des obstacles voit s'agréger à la lutte les professionnels de l'anticorruption non gouvernementale, dont les propriétés sociales leur permettent de s'impliquer dans la cause.

Genèse d'une mise en accusation : l'affaire des « biens mal acquis »

L'affaire des biens mal acquis à l'origine, c'est l'histoire d'un rapport de stage qui tourne à l'affaire d'État. En 2007, deux jeunes militants associatifs rédigent une étude sur la restitution des avoirs détournés par des régimes kleptocrates dans l'espoir de faire bouger les lignes. Et ils finissent, au-delà de toute espérance, par écrire une page de l'histoire franco-africaine. La saga des BMA qui fait intervenir de nombreux acteurs, déterminés à faire reculer la corruption, l'impunité et à assainir les relations entre Paris et le continent noir, continue de s'écrire au fil des mois¹⁶.

Cet extrait de l'ouvrage éponyme rédigé par deux journalistes français donne la mesure de ce qui constitue à ce jour le plus récent scandale franco-africain. Revenons — avant d'entrer dans le vif du sujet, à savoir les acteurs de cette dénonciation — sur la genèse de l'affaire.

15. Luc BERLIVET, Frédéric SAWICKI, 1994.

16. Xavier HAREL, Thomas HOFNUNG, 2011, p. 15

Le Comité catholique de lutte contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) publie en mars 2007 un rapport¹⁷ qui regroupe les avoirs prétendument détournés de dirigeants d'un certain nombre de pays dits « en développement ». Cette publication s'inscrit dans la campagne que mène l'organisation contre la fuite des capitaux du Sud vers le Nord, notamment *via* les paradis fiscaux. Le document de travail sert par la suite de support à une action judiciaire intentée par une coalition d'organisations (Sherpa, Survie, la Fédération des Congolais de la diaspora¹⁸) à l'encontre de trois dirigeants principalement : Teodoro Obiang de la Guinée équatoriale, Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville, Omar Bongo du Gabon, ainsi que leurs entourages. Il leur est reproché l'acquisition injustifiée d'un important patrimoine mobilier et immobilier sur le territoire français, ce qui ne se justifierait pas au regard de leurs émoluments officiels. Cette plainte est classée sans suite en novembre de la même année au motif « d'infraction insuffisamment caractérisée », la justice ne trouvant aucun intérêt à agir du côté des plaignants, considérant que ces associations n'avaient pas pour mandat la lutte contre la corruption.

En décembre 2008, les organisations reviennent à la charge avec le dépôt d'une seconde plainte visant les mêmes dirigeants, avec cette fois pour partie civile une organisation de lutte contre la corruption : Transparency international France (TIF). Entre le mois de mai de l'année 2009 et le mois de novembre 2010, la bataille judiciaire se concentre sur l'enjeu de la recevabilité de la plainte qui ouvrirait une instruction judiciaire, avec à terme l'éventualité d'un procès. C'est ce qui advient lorsque la Cour de cassation juge recevable la plainte déposée par TIF. Il s'ensuit une série d'épisodes médiatiques dont le retentissement agite le monde diplomatique et suscite une effervescence particulière dans l'opinion publique en France et en Afrique.

17. Rapport intitulé *Biens mal acquis profitent trop souvent : la fortune des dictateurs et les complaisances occidentales* ; une seconde version du rapport parut en juin 2009 avec pour titre *Biens mal acquis. À qui profite le crime ?*.

18. Organisations qui ont pour mandat respectivement la lutte contre la criminalité économique, la réforme de la politique étrangère de la France en Afrique, la lutte contre le pouvoir répressif de Brazzaville.

En septembre 2011, puis en février 2012, les juges en charge de l'instruction du dossier ordonnent la saisie spectaculaire de certains biens acquis par le fils du dirigeant équato-guinéen en France. Un mandat d'arrêt international est d'ailleurs émis contre Teodorin Nguema Obiang à l'été 2012. Mais le dirigeant guinéen n'est pas le seul à voir ses biens saisis ; il en va de même pour des membres de la famille du président congolais Denis Sassou Nguesso entre juillet et août 2015 et pour des proches du désormais défunt Omar Bongo en avril 2016. Le point culminant de cette bataille judiciaire semble être l'imminence d'un procès en France impliquant la comparution du vice-président de la Guinée équatoriale¹⁹.

La démarche est inédite. Jamais des organisations de la « société civile » se revendiquant de l'anticorruption n'ont mené une telle action avec succès en France. Cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit d'un point sensible de la politique étrangère de l'État français, à savoir les relations tumultueuses qu'il entretient avec l'Afrique en général et ses anciennes colonies en particulier²⁰.

Éléments de socialisation et déterminants de l'action dénonciatrice

La dénonciation des BMA doit beaucoup à Jean Merckaert, coauteur des deux rapports du CCFD. On ne saurait saisir les tenants de son action si l'on ne se penche pas sur son parcours personnel. Au moment où il publie ce document de travail, il est salarié de l'organisation (CCFD) et s'occupe de la coordination de la plate-forme paradis fiscaux et judiciaires (PFJ²¹). C'est de là que lui vient l'idée de produire un document permettant de saisir de manière concrète la fuite des capitaux du Sud vers le Nord. Cependant, son orientation

19. Initialement prévu début janvier 2017, le procès a été reporté au mois de juin 2017.

20. Sur ces questions, voir la controverse sur l'influence de la France en Afrique et notamment les écrits de Antoine GLASER et Stephen SMITH (2005) en réponse à l'idée que la France continuerait d'étendre son emprise sur son ancien pré carré.

21. Il s'agit d'un regroupement d'organisations de la société civile française issues de différents univers (syndicats, ONG de développement, associations de lutte contre la corruption, organisations confessionnelles et environnementales). La PFJ a pour but de « réduire l'opacité financière, lutter efficacement contre l'évasion fiscale et financer durablement le développement ».

professionnelle au sein d'une organisation confessionnelle n'est pas anodine : elle est en adéquation avec les éléments qui ont forgé sa socialisation militante.

Né en 1976 dans le Nord de la France, Jean est élevé dans le respect des principes de la religion catholique. Il s'intéresse très tôt aux questions de solidarité et d'aide aux pays pauvres. Il faut dire que son environnement familial est propice à l'émancipation de sa réflexion sur les enjeux et la nécessité d'agir en faveur des plus défavorisés. En effet, il baigne dans la dénonciation car plusieurs membres de sa famille, dont son oncle et sa mère, sont des militants actifs au sein de l'association Survie :

C'est-à-dire que je suis un peu tombé là-dedans quand j'étais petit, avec un tonton hyper investi là-dedans, ma maman était présidente de Survie Nord. Moi j'avais proposé quand j'avais 13-14 ans qu'on crée Survie jeunes²² (rire).

L'association Survie — il faut le rappeler — se situe sur une ligne radicale dans le champ de la solidarité internationale. Depuis 1994, son objet évolue vers ce qui a été ensuite conceptualisé comme la partie immergée de la politique française en Afrique. L'instigateur de cette « radicalisation », François-Xavier Verschave (oncle de Jean Merckaert), est un ancien coopérant, déçu par l'inefficacité des politiques de développement et ce qu'il considère comme la « face cachée de l'iceberg ». Il devient, comme nous l'évoquions plus haut, la figure emblématique de l'association et un auteur prolifique en matière de « transparence » dans les rapports France-Afrique²³. Héritier de cette dénonciation, Jean Merckaert s'engage dans l'association, d'abord en y effectuant des petites tâches auprès de son oncle, ensuite en y adhérant une fois devenu étudiant. Il occupe par la suite le poste de secrétaire de l'organisation. Cette position le place au cœur du fonctionnement de la structure, constituant ainsi le fondement de sa socialisation militante.

22. Propos recueillis lors d'un entretien réalisé avec Jean Merckaert en mars 2012.

23. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *La Françafrique, le plus long scandale de la République* (1999) et *Noir Silence* (2000). Ce dernier lui vaut un procès intenté par des chefs d'États africains au motif d'offense à chef d'État pour des passages jugés diffamatoires, procès dans lequel il a gain de cause.

Dès les années 80 où j'étais pas très vieux, j'avais des affiches... et puis quand je suis devenu étudiant, j'ai adhéré officiellement, et puis je suis devenu même secrétaire euh... j'étais au bureau de Survie, j'étais secrétaire de l'association. En 1996, j'ai créé Survie Science Po à Paris²⁴.

Diplômé de Science Po, il part étudier le développement à l'université de Brighton. Son parcours universitaire et ses choix professionnels ultérieurs ne sont pas sans lien avec ces années passées au sein de l'association et avec un contexte familial propice à l'engagement. Il intègre d'ailleurs les « manières de faire » de son oncle, qui se démarque par son attrait pour l'interpellation *ad hominem*. Celle-ci constitue l'identité remarquable du discours de l'organisation et contribue à sa marginalisation relative au sein de l'espace de la solidarité internationale :

Sur ces préoccupations-là, citer les noms c'est hors de la culture de... au CCFD par exemple, on ne donne pas les noms en général, c'est un peu un hasard si on en est arrivé là. Ce n'est pas dans leur habitude du côté du CCFD, du Secours catholique, de Médecins du monde, de MSF [Médecins sans frontières]... dénoncer des mécanismes et pas des personnes physiques. Là-dessus je pense là-dessus j'ai été influencé par mon oncle ! dans ses bouquins, F.-X. Verschave il cite²⁵ !

C'est d'ailleurs dans cette logique que le rapport sur les BMA est produit. Il s'agit de donner des éléments concrets sur la fuite des capitaux si souvent décriée. Le rapport dresse une liste de dirigeants et des estimations d'avoirs détenus dans les pays occidentaux.

Parcours professionnel et autres engagements

L'aventure au sein du CCFD dure sept ans (2003-2010). Jean Merckaert s'insère à nouveau professionnellement au sein d'une organisation confessionnelle en tant que rédacteur en chef de la revue *Projet*. C'est en effet toujours au sein d'une organisation catholique (jésuite), le Centre de recherche et d'action sociale (CERAS) que se concrétise, en cohérence avec sa foi et ses choix militants, son intérêt pour les questions de justice. Après le lancement de l'affaire

24. Entretien avec Jean Merckaert, mars 2012.

25. François-Xavier VERSCHAVE, 1999 ; 2000.

des BMA, il rejoint Sherpa, une petite association de juristes (nous y reviendrons) et se montre en outre actif au sein de réseaux transnationaux de promotion de la démocratie dans les pays d'Afrique, avec la campagne *Tournons la page*²⁶.

Si Jean Merckaert est un personnage central dans le dossier des BMA, il n'est cependant pas le seul. D'autres personnages qui ont la compétence juridique en partage viennent compléter le tableau de l'anticorruption non gouvernementale. Il y a, pour une part, des acteurs qui concilient activité professionnelle et engagement militant, et, de l'autre, des dénonciateurs dont le travail se confond avec l'expression d'un engagement anticorruption. Il est important de rappeler l'émergence au plan international de règles de plus en plus précises concernant la « transparence », d'abord dans le monde économique, ensuite dans l'espace politique international²⁷. Ce mouvement participe de la fabrication et de la diffusion d'un système de normes et de valeurs orientant les choix des décideurs. C'est le résultat d'un processus qui reflète « la volonté de divers acteurs (au sein de gouvernements, d'organisations internationales ou encore d'associations transnationales) de diffuser des valeurs et croyances et d'élargir le réseau — « la communauté » — de ceux qui s'y réfèrent²⁸ ». La lutte contre la corruption est de ce fait élevée au rang de nouveau paradigme des relations internationales²⁹. Elle s'illustre à la fois par :

[...] la variété des formes et leur universalité. Rien n'est plus universel que l'ingérence ou le trafic d'influence ou le détournement de fonds. Pourtant, à partir de ces schémas relativement standardisés, la corruption fait preuve d'une incroyable capacité à s'épanouir dans tous les contextes³⁰.

26. C'est une campagne lancée par une coalition d'organisations africaines et européennes, qui a pour but de « promouvoir l'alternance » au pouvoir dans les pays africains. Elle est active dans sept pays africains à ce jour (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Niger, RDC, Tchad).

27. Voir Pierre LASCOUMES, *Corruptions* (1999) sur l'émergence des normes internationales en matière de lutte contre la corruption impulsées par les États-Unis au sein de l'OCDE.

28. Gilles FAVAREL-GARRIGUES *et al.*, 2009, p. 10.

29. Pascal BONIFACE, 2016.

30. Jean-Louis ROCCA, 1993.

De la défense des droits de l'homme à l'anticorruption : parcours d'un « avocat de cause³¹ »

William Bourdon est né en 1956 à Neuilly-sur-Seine. Issu de la bourgeoisie industrielle française, il est le fils de Philippe Bourdon, célèbre ingénieur et industriel français, petit-fils de Pierre Bourdon lui aussi ingénieur et chef de l'entreprise Michelin fondée par son arrière-grand-père, l'industriel Édouard Michelin. Une scolarité brillante dans des établissements prestigieux lui permet d'allier à son « capital économique » un « capital culturel » conséquent. William Bourdon fait des études de droit : licence de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 1978, diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris la même année ; il obtient une maîtrise de droit privé en 1979. Il est lauréat du concours de la conférence du stage de l'ordre des avocats de Paris en 1981. Il embrasse alors une carrière d'avocat au sein du barreau de Paris où il collabore entre autres avec Philippe Lemaire³². Il est proche d'associations d'aide aux étrangers irréguliers, notamment la CIMADE³³, pour laquelle il intervient en qualité d'observateur en 1992. La question des droits de l'homme s'invite tôt dans son parcours, puisque très vite il se confronte aux questions relatives aux droits humains. Initié à la question par M^e Lemaire, son intérêt se prolonge au-delà de son activité d'avocat, puisqu'il rejoint la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) en qualité de secrétaire général adjoint (1994-1995), puis secrétaire général de 1995 à l'an 2000. Il s'inscrit en défenseur des faibles contre les puissants, et son action qui associe militantisme et exercice de la profession juridique le classe dans la catégorie des *cause lawyers*³⁴. Il est l'initiateur

31. Expression employée par Lucien KARPIK et Terence HALLIDAY, 2001.

32. Célèbre abolitionniste français décédé en juillet 2011, connu pour avoir été un artisan aux côtés de Robert Badinter de l'abolition de la peine de mort en défendant Roger Bontems, l'un des deux « assassins de Clairvaux ».

33. Le Comité inter-mouvements auprès des évacués (CIMADE) est une association créée dans les années 1930 dont l'objet a évolué vers la protection des étrangers.

34. Cette expression — qui se traduit littéralement par « avocat des causes » — est inspirée des travaux d'Austin SARAT et Stuart SCHEINGOLD (1998). Elle manifeste la volonté d'articuler droit, mouvements sociaux et exercice de la profession juridique ; voir à ce sujet l'article de Liora ISRAËL (2001).

des premières procédures engagées en France contre certains responsables de crimes « contre l'humanité », notamment dans les cas serbe et rwandais. On le rencontre également dans la défense des familles franco-chiliennes victimes du régime d'Augusto Pinochet et dans celle de certains détenus français de la prison de Guantánamo. Son activité professionnelle est très clairement orientée vers la dénonciation des « puissants ». C'est précisément au contact de ces questions et fort d'une expérience conséquente qu'il s'engage dans la voie de la construction d'une jurisprudence internationale en matière de « crime économique ». En octobre 2001, il fonde l'association Sherpa, dont l'objet est de « défendre les victimes de crimes commis par des opérateurs économiques »³⁵. Il en est actuellement le président. L'association a été créée concomitamment à la mise en place de la Cour pénale internationale (CPI) qui a vocation à juger les « crimes pénaux les plus graves » :

Sa réflexion à ce moment-là a été qu'au niveau économique il n'y a aucune instance qui permettait d'appréhender les enjeux de la mondialisation, il y a eu toute une criminalité qui s'est développée dans le milieu économique avec les échanges, et que rien ne permet de traiter encore aujourd'hui... c'est très marginal, donc il a créé Sherpa pour pallier ce vide juridique, pour mettre un terme à ces nouvelles formes d'impunité³⁶.

La proximité qui existe entre l'univers des droits de l'homme et les questions de développement des pays du Sud, dont l'enjeu le plus récent est l'anticorruption internationale, offre une voie pertinente à l'action des défenseurs des droits de l'homme³⁷. Il en va ainsi pour William Bourdon, dont l'action se situe à l'intersection entre ces deux domaines. Le tournant judiciaire de l'affaire des BMA est d'ailleurs le fait de cet avocat pénaliste. Il contribue grandement à la traduction en des termes juridiques du phénomène décrit dans le rapport

35. Le premier fait d'armes de l'association est le combat remporté contre la multinationale Total en Birmanie, contrainte de créer des projets sociaux et d'indemniser des travailleurs locaux.

36. Propos recueillis lors d'un entretien réalisé au printemps 2012 avec Rachel Leenhardt, à l'époque chargée de communication à l'association Sherpa.

37. Le dernier élément est la convention des Nations unies contre la corruption dite de Mérida (2003), ratifiée par la France, qui préconise la restitution des avoirs détournés.

du CCFD. Il est utile de remarquer que Bourdon, en cohérence avec ses engagements dans la justice internationale, s'intéressait déjà à la question des immunités des chefs d'État³⁸:

L'immunité d'un chef d'État, même s'il est encore en fonction, doit céder devant les plus grands crimes internationaux. L'article sept du statut du tribunal de Nuremberg ne disait d'ailleurs pas autre chose. Le procureur Robert Jackson avait écrit à l'époque: « Nous ne pouvons accepter le paradoxe que la responsabilité pénale devrait être la plus faible alors que le pouvoir est le plus grand ». La résistance de certains États sera très forte, mais vous verrez qu'on y viendra aussi. Car il y a aujourd'hui une grande vague porteuse contre l'impunité des bourreaux³⁹.

Ce spécialiste du droit des affaires, des médias et du droit pénal est aussi un personnage médiatique, intervenant dans les médias les plus variés en France et à l'étranger. William Bourdon est présenté comme un « avocat humaniste de gauche ».

Des professionnels de l'anticorruption non gouvernementale

Chez certains acteurs, la lutte contre la corruption s'inscrit dans des trajectoires militantes et se lie intimement aux activités professionnelles. Nous souhaitons mettre en lumière ici la dimension du militantisme qui:

[...] se distingue de la simple adhésion, qui connote une pure passivité, et du travail rémunéré à titre professionnel. Cependant, chez le permanent recruté sur la base de ses affinités politiques la frontière entre l'activité salariée et l'activité proprement militante redevient indécise⁴⁰.

38. Il est déjà présent dans le procès pour « offense à chef d'État » tenu en l'an 2000 en France à l'endroit de F. X. Verschave ainsi que dans celui d'Hissène Habré, ex-président du Tchad, en tant qu'avocat des victimes. Cela marque son engagement dans la lutte contre « l'impunité ».

39. Déclarations de William Bourdon à propos de la justice pénale internationale et plus précisément de la question de l'immunité des chefs d'État dans un article du journal *La Croix* daté du vendredi 3 août 1999.

40. Guy HERMET *et al.*, 2000, p. 170.

Nous avons rencontré un certain nombre d'acteurs de ces organisations afin de retracer leurs trajectoires et de comprendre quelles sont les compétences mobilisables et comment ils intègrent le secteur de l'anticorruption et partant, s'attaquent à la question des « biens mal acquis ». Deux catégories d'acteurs se côtoient, les membres du conseil d'administration et les salariés de l'organisation⁴¹. Observons quelques parcours.

Éric Alt, magistrat et engagé auprès de plusieurs organisations anticorruption

Magistrat engagé dans la lutte contre la corruption, il est auteur de deux ouvrages sur le sujet⁴². Il est successivement substitut du procureur, magistrat à l'administration centrale de la justice, à la direction des affaires civiles et du sceau entre 1993-1998 et 2000-2003. En charge des questions d'environnement, d'urbanisme et de propriété comme conseiller au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire (1998-1999), il rejoint le tribunal de grande instance de Paris en tant que vice-président de la chambre spécialisée dans le droit pénal économique, et ensuite la Cour de cassation, où il travaille sur la procédure avant de se consacrer aux questions sociales (2003-2007). Il intègre dans la foulée le syndicat de la magistrature dont il devient le vice-président (2003-2006), cumulant ainsi divers engagements dans des organisations de la société civile. Il est notamment délégué de MEDEL (Magistrats européens pour la démocratie et les libertés) et vice-président de l'organisation Anticor. Il siège en outre au conseil d'administration de l'association Sherpa. Son expérience ministérielle en tant que conseiller lui a permis de se consacrer à des dossiers concernant les questions environnementales et plus précisément celles relatives à la législation sur le nucléaire, toutes choses qui le familiarisent aux modes d'actions des ONG plus aguerries aux revendications dans ces domaines

41. Les comités d'administration de ces organisations (Sherpa et TIF) regorgent d'avocats, de juges en activité ou retraités, d'anciens hauts fonctionnaires ayant tous en commun d'avoir une expérience significative dans le domaine des droits humains ou de la lutte contre la délinquance. Ils ne sont pas des salariés de l'organisation mais apportent leur expertise dans la constitution des dossiers.

42. Voir Éric ALT, Irène LUC, 1997 ; Éric ALT, 2012.

que leurs semblables en matière de lutte contre la corruption. Son engagement en faveur de l'anticorruption aura précédé cependant ses expériences ministérielles. Jugeant lacunaires les changements législatifs relatifs à la lutte contre la corruption qui sont survenus en France dans la décennie 1990, il rédige avec une collègue magistrat, dans un élan militant, un ouvrage sur le sujet en 1997⁴³. L'expérience de l'écriture de ce livre lui a permis d'asseoir sa connaissance à ce sujet, mais aussi d'intégrer des réseaux de lutte contre la corruption et de participer à la formation voire la consolidation de structures dans l'anticorruption :

Je faisais partie du comité de parrainage à l'époque, il a été décidé dans l'association de fondre les amis d'Anticor et la petite association d'élus qui étaient le noyau dur pour constituer Anticor⁴⁴.

C'est dans cet univers de l'anticorruption associatif qu'il rencontre William Bourdon, avocat et fondateur de l'association Sherpa, organisation au cœur du dossier des BMA.

Maud P., ancienne directrice de l'association Sherpa qu'elle quitte en mai 2013

Juriste de formation, elle fait ses débuts auprès de Global Witness, une ONG britannique qui promeut la protection de l'environnement et la défense des droits de l'homme. S'intéressant au lien entre exploitation des ressources naturelles, corruption et conflits, elle y travaille sur des programmes opérationnels. Souhaitant mettre davantage à profit ses compétences juridiques, elle décide de rentrer à Paris où elle croise le chemin de l'association Sherpa par l'intermédiaire de Global Witness :

Je suis rentrée à Paris et j'ai commencé à collaborer avec Sherpa. C'est par l'intermédiaire de Global Witness que je suis rentrée en contact avec Sherpa. Ils avaient un dossier en commun à l'époque qui portait sur le bois de la guerre au Liberia, qui est une plainte portée par Sherpa. Au départ, je travaillais sur ce dossier du bois de la guerre au Liberia, et progressivement j'ai travaillé sur l'affaire des

43. Éric ALT, Irène LUC, 1997.

44. Entretien avec Éric Alt réalisé le 28 juin 2014.

BMA au même moment où la plainte initiale a été déposée. Et je me suis intéressée au dossier et je me suis mise à bosser dessus⁴⁵.

Elle devient la personne ressource sur la question des BMA, puisqu'elle s'en occupe jusqu'à son départ de l'association en mai 2013. Aujourd'hui consultante internationale sur les questions de lutte contre la corruption et les avoirs illicites, elle collabore avec des organisations de la société civile en tant qu'indépendante.

***Marina Y., en charge des flux financiers illicites
chez Transparency international France***

Juriste spécialisée dans le droit international, elle débute dans l'univers des droits de l'homme en Europe, puis en Afrique. Après un bref passage à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) aux Nations Unies et en Ouganda :

J'étais en stage à Genève et en Ouganda, c'était une forme de volontariat, disons que TIF c'était mon premier vrai CDI⁴⁶.

Elle intègre TIF, riche de cette expérience africaine dans le domaine des droits de l'homme ; son arrivée correspond à l'entrée de l'association dans le dossier des BMA. Ses compétences juridiques lui permettent de suivre la ratification des conventions internationales dans les domaines des flux illicites d'argent et de la lutte contre le blanchiment, ainsi que le programme contre les paradis fiscaux. L'essentiel de son travail repose sur le suivi de ces instruments internationaux et sur le dialogue avec les institutions publiques afin de rendre applicables et effectifs les engagements des pouvoirs publics en la matière. Cependant, il existe une division du travail au sein de l'organisation qui veut que l'expertise en matière de lutte contre la corruption et de flux financiers illicites se situe du côté de certains membres du conseil d'administration, dont les expériences en tant qu'avocats, magistrats ou hauts fonctionnaires justifient la légitimité à traiter certains dossiers :

Notre conseil d'administration est composé de personnes qui sont toutes expertes du sujet [...] c'est-à-dire anciens avocats, magistrats...

45. Entretien réalisé le 2 juin 2014.

46. Entretien réalisé en juin 2012.

hauts fonctionnaires, que des gens qui connaissent très bien le fonctionnement des institutions, la lutte contre la corruption, les flux financiers illicites, qui ont une vraie expertise sur ce sujet ! Et qui du coup sont capables de faire des propositions précises, et nous du coup notre objectif c'est d'aller voir les dirigeants, les députés, les sénateurs, les ministres, et leur dire « voilà selon nous ce qu'il faudrait faire pour améliorer la situation », voilà concrètement, c'est pour ça qu'on travaille aussi beaucoup vis-à-vis du G8, vis-à-vis du G20, toutes les instances de décision en fait ; vis-à-vis de l'OCDE, vis-à-vis des Nations unies...

***Sophia L., ancienne déléguée générale
de l'association Sherpa***

Diplômée de droit et de science politique, elle travaille très tôt dans l'univers des droits fondamentaux, notamment sur les questions de droit des étrangers. Après avoir renoncé à des études de chinois, elle se dirige vers la science politique où elle côtoie en parallèle de ses études le monde professionnel. D'origine marocaine, elle y voit l'une des raisons principales de son attrait pour l'aide aux étrangers et le respect des libertés fondamentales :

Donc ça c'était assez intéressant, mais du coup moi je m'étais professionnalisée bien avant, pendant la fac, en travaillant en droit des étrangers parce que c'était ça qui m'intéressait, c'était les libertés fondamentales. L'applicabilité des textes, l'appréhension des textes en tout cas en droit administratif, en droit pénal, sur la protection des droits des étrangers munis d'un titre ou pas et des demandeurs d'asile⁴⁷.

Ce contact avec le monde du travail et précisément les administrations en charge des problèmes liés aux migrants s'avère salubre, car elle peut faire valoir ses compétences juridiques et se constituer un réseau professionnel. Elle obtient des postes successifs dans des organisations en lien avec les droits humains et les droits fondamentaux, d'abord en tant que simple salariée, ensuite en tant que directrice⁴⁸. Au bout de quatre années à la direction du Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), elle le quitte et s'engage dans le

47. Entretien réalisé le 14 mai 2014.

48. C'est le cas pour l'Office français des réfugiés apatrides (OFPRA) où elle a travaillé en tant qu'officier de protection pendant trois ans.

monde du consulting. Elle travaille pour Lexis Nexis et participe à la création du site Droit contre la traite, ce qui la mène à être contactée pour rejoindre l'association Sherpa en tant que directrice :

Des directeurs qui ont une formation juridique, qui connaissent le droit, on est je crois dix en France et encore... Sherpa et le CCEM c'est deux types de structures assez proches. Sherpa, parce qu'elle a en son sein des juristes et des avocats, ça on n'est pas nombreux à le faire ! Donc j'ai pris ce poste et là j'en repars dans deux mois...

La galerie de portraits ainsi esquissée a vocation à mettre en évidence les parcours et les propriétés sociales des acteurs qui ont permis de rendre effective la dénonciation des BMA. Le succès de cette entreprise doit donc beaucoup à l'ancrage profond de certains acteurs dans l'univers de la solidarité internationale, embrassant dès le plus jeune âge les problématiques liées aux relations Nord/Sud, à l'expérience des uns et des autres dans la défense des droits de l'homme, aussi et surtout dans l'usage de l'arme juridique qu'ils ont en partage comme élément de légitimation d'une action dénonciatrice. Détenteurs d'un capital culturel important (juristes de formation), ces partisans de la transparence évoluent dans l'univers associatif soit en tant qu'acteurs multipositionnés (ayant une profession par ailleurs), soit en intégrant à leur activité professionnelle la variable militante (avocat de cause), soit enfin en posant les jalons de la professionnalisation d'une anticorruption non gouvernementale en France.

* * *

La mise à jour de phénomènes de flux financiers et de détention de patrimoine de dirigeants africains sur le territoire français est une tâche périlleuse en raison des enjeux diplomatiques, de la capacité à mettre en marche l'action publique dont il faut faire preuve comme de celle, surtout, à supporter les coûts/coups. Le cas des BMA des dirigeants africains en France est révélateur de la prise en charge de la dénonciation par des acteurs issus des milieux de la solidarité internationale et des droits de l'homme, qui ont importé leurs manières de faire et leur usage offensif du droit dans la lutte. Ils ont en partage la compétence juridique qui permet d'asseoir

leur légitimité individuelle et collective au sein du champ de l'anti-corruption internationale, et de plus en plus au niveau national⁴⁹. La perspective jurisprudentielle qu'offre dès lors l'action contre les BMA permet d'inscrire durablement dans leur « répertoire d'action » la plainte au nom d'un intérêt à agir contre des atteintes à la probité, quel que soit l'accusé. Les caractéristiques de ces acteurs nous renseignent ainsi sur ces artisans d'un « militantisme par conscience⁵⁰ » insérés dans des parcours professionnels et artisans de l'institutionnalisation d'un secteur très peu investi par les acteurs non gouvernementaux en France.

49. En témoignent les multiples sollicitations dans le travail législatif en France; cf. les textes sur la transparence de la vie publique adoptés en 2013 en France ainsi que la possibilité pour des organisations de lutte contre la corruption d'ester en justice (article 1^{er} de la loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière — article 2-23 du Code de procédure pénale autorisant toute association agréée déclarée depuis au moins cinq ans à exercer les droits reconnus à la partie civile en matière d'atteinte à la probité énumérés audit article. Il s'agit là de la jurisprudence dite des « biens mal acquis »).

50. Proche du « militantisme moral » dont parle Emmanuelle Raynaud (1980) ou encore de la mise au service d'une cause qui ne les concerne pas directement d'un « savoir-faire militant » et de « ressources personnelles », voir Érik NEVEU, 1996.

Références bibliographiques

- ALT Éric, *L'esprit de corruption*, Lormont, édition du Bord de l'eau, 2012.
- ALT Éric, LUC Irène, *La lutte contre la corruption*, Paris, Puf, 1997.
- BAYART Jean-François, *L'État en Afrique: la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- BERLIVET Luc, SAWICKI Frédéric, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, n° 27, 1994, p. 111-142.
- BOLTANSKI Luc, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, éd. Métailié, 1993, 288 p.
- BONIFACE Pascal, « La lutte contre la corruption, nouveau paradigme des relations internationales », *Revue internationale et stratégique* 2016/1, n° 101, p. 75-81.
- BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (dir.), *Juger la politique. Entreprise et entrepreneurs de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.
- BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998.
- COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT (CCFD), *Biens mal acquis... profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales*, Rapport, CCFD, mars 2007.
- COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT (CCFD), *Biens mal acquis. À qui profite le crime ?*, Rapport, CCFD, juin 2009.
- DAUVIN Pascal, SIMÉANT Johanna, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 444 p.
- EISENSTADT Shmuel Noah, *Traditional Patrimonialism and Modern Neo-patrimonialism*, Londres, Sage, 1972.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, GODEFRAY Thierry, LASCOUMES Pierre, *Les sentinelles de l'argent sale. Les banques aux prises avec l'anti-blanchiment*, Paris, La Découverte, 2009.
- FILLIEULE Olivier, *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- GLASER Antoine, SMITH Stephen, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

HAREL Xavier, HOFNUNG Thomas, *Le scandale des biens mal acquis. Enquête sur les milliards volés de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.

HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, BRAUD Philippe, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 4^e édition, Paris, Armand Colin, 2000.

ISRAËL Liora, « Usages militants du droit dans l'arène judiciaire : le cause lawyering », *Droit et société* 2001/3, n° 49, p. 793-824.

JACKSON Robert H., *Quasi-State: Sovereignty, International Relations and the Third World*, Cambridge University Press, 1990.

KARPIK Lucien, HALLIDAY Terence, « Avocats des causes et avocats politiques : deux formes d'engagement de la défense », *Justices*, hors-série, décembre 2001.

LASCOUMES Pierre, *Corruptions*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Bibliothèque du citoyen », 1999.

MÉDARD Jean-François, « L'État néo-patrimonial en Afrique noire » in MÉDARD Jean-François (dir.), *L'État en Afrique noire : formations, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991.

NEVEU Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

OBIANG Jean-François, *France-Gabon. Pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.

PÉAN Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.

RAYNAUD Emmanuelle, « Militantisme moral », in Henri MENDRAS, *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

ROCCA Jean-Louis, *La corruption*, Paris, Syros, 1993.

SARAT Austin, SCHEINGOLD Stuart, *Cause Lawyering. Political Commitment and Professional Responsibilities*, New York, Oxford University Press, coll. « Oxford Socio-Legal Studies », 1998.

SAWICKI Frédéric, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Jacques LAGROYE (dir.), *La politisation*, Belin, Paris, 2003, p. 103-123.

VERSCHAVE François-Xavier, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1999.

VERSCHAVE François-Xavier, *Noir Silence*, Paris, Les Arènes, 2000.

Le lobbying en France

Entre dénonciation et énonciation d'un problème public

Guillaume COURTUY

Depuis longtemps en France, le lobbying est associé dans l'imaginaire républicain à la corruption. Dans le champ du pouvoir, cette analogie est devenue le cadre officiel utilisé par l'exécutif depuis que, entre 2006 et 2012, l'Assemblée nationale puis le Sénat ont ouvert la voie en adoptant les premières réglementations françaises du lobbying. Dernièrement, la loi du 9 décembre 2016 dite loi Sapin II traite en parallèle du lobbying et de la corruption et reprend le combat lancé par la loi Sapin I de janvier 1993 qui avait créé le Service central de lutte contre la corruption.

Le présent chapitre entend aider à saisir ce qui sous-tend un tel débat sur le lobbying. Beaucoup des personnes qui ont participé à l'élaboration de ces dispositifs — des lobbyistes évidemment mais également des élus et des membres du gouvernement comme des spécialistes de la transparence et de la lutte anticorruption — reconnaissent que le lobbying tel qu'il est pratiqué en France n'est pas assimilable à la corruption. Dans le même temps, ils insistent — certains avec regret — sur le fait qu'il n'est pas possible de séparer les deux termes¹. La raison de la force de cette confusion tient dans le travail de vulgarisation et de médiatisation dont deux

1. Une seule pratique, les cadeaux aux parlementaires, a été évoquée par le déontologue — fonction créée à l'Assemblée nationale au cours de ces réformes sur la transparence de la vie politique — comme une pratique pouvant être assimilée à de la corruption. La loi Sapin a repris ce sujet en le limitant au départ aux dons en nature. Finalement, le décret d'application du 9 mai 2017 précise dans ses annexes les pratiques qui relèvent du lobbying et aucune ne concerne la corruption (cela va des rencontres même informelles aux documents transmis aux décideurs).

catégories d'acteurs font montre depuis le début des années 2000. D'un côté, des journalistes *dénoncent* le lobbying comme un problème dans la démocratie française. De l'autre, des ONG se sont appropriées la cause de la transparence et de la lutte contre la corruption et *énoncent* des faits aidant à faire croire en l'importance du phénomène qu'elles proposent de réformer. Ce contexte n'est pas franco-français. L'association entre lobbying et corruption est largement développée par des organisations internationales. L'OCDE en 2012 puis le Conseil de l'Europe en 2013 ont, en effet, largement insisté sur le côté néfaste de cette équation.

Une transformation marquante du lobbying en France est apparue au milieu des années 2000. Alors que la presse politique nationale utilisait peu ce mot pour cadrer ses articles sur l'actualité parlementaire, elle a développé un usage de plus en plus précis de ce thème. En faisant le tri des faits retenus depuis 1954, ces seules années 2000 ont provoqué presque 60 % des affaires médiatiques de lobbying. Dans le passé, une seule année, 1951, peut rivaliser avec cette intensité car elle avait concentré scandales et poursuites judiciaires contre des journalistes ayant utilisé le mot *lobbying* pour dénoncer certaines pratiques². Ce n'est donc pas la confusion avec la corruption qui est nouvelle, mais la profusion de problèmes véhiculant le bien-fondé de cette autre équation primordiale : lobbying = milieux d'affaires.

Réduire la fabrique d'un problème aux seuls journalistes serait faire montre d'une cécité particulièrement gênante. Le lobbying est en effet également inséparable de la mobilisation d'organisations d'un nouveau type, celles qui se vouent à la défense de la transparence de la vie politique. Autant les journalistes permettent de mettre l'accent sur l'importance des conceptions prévalant dans le champ du pouvoir, autant les organisations mobilisant pour une meilleure transparence permettent de saisir l'entrée en jeu d'agents dont certains sont tributaires de ressources internationales. Leur argumentation n'emprunte pas la même logique. Ils ne peuvent pas dénoncer un non-respect des règles, puisqu'ils proposent d'adopter de tels dispositifs pour neutraliser des phénomènes dont ils soulignent qu'ils se sont développés faute de normes.

2. Guillaume COURTY, 2006.

Le lobbying fait donc l'objet d'un étrange concert où les dénonciations des uns entrent en résonance avec les énonciations des autres. Avec une telle stéréophonie, le champ du pouvoir a été converti à la nécessaire adoption de règles sur le lobbying.

L'imaginaire journalistique et la dénonciation du lobbying/corruption

Pour composer leur article, les journalistes ont à leur disposition des formules, des croyances et des références qu'ils partagent avec les autres agents impliqués, élus comme consultants ou associatifs³.

Pour ces journalistes, le lobbying est un thème porteur de scandales, peu nombreux, mais très marquants dans la vie politique de ces dix dernières années (de l'Union des industries et métiers de la métallurgie — UIMM — à Servier en passant par J. Cahuzac). Cette « réprobation que suscitent des activités jugées illégitimes dont la dénonciation interrompt le fonctionnement habituel d'un jeu social⁴ » concerne aussi le lobbying. Ces affaires ouvrent alors des opportunités à des journalistes et des ONG de s'arroger la propriété du problème dénoncé⁵. Ils y défendent leur conception d'une loi « pure et parfaite » que les représentants de la Nation devraient élaborer seuls, sans participation directe ou indirecte de ceux pour lesquels elle est adoptée, sans avoir à la mettre au service d'une cause ou d'un intérêt. Au nom de cette conception, ils tentent de mobiliser leur lectorat pour qu'il prête attention aux faits rapportés comme preuve du non-respect de cette morale politique. La loi n'est donc pas pure selon eux, car les lobbyistes rencontrent les élus dans des restaurants, organisent des colloques dans les enceintes parlementaires, invitent dans les théâtres et les salles de sport. Voilà pour les actes non conformes à leur conception. Ils vont parfois plus loin en faisant entrer dans le lobbying des faits de corruption, de fraude, de prise illégale d'intérêt, de trafic d'influence et de conflit d'intérêts.

3. Le corpus utilisé, la méthode de traitement ainsi que le codage sont présentés et expliqués dans un fichier disponible sur ceraps.univ-lille2.fr/fr/membres-du-laboratoire/guillaume-courty.html#c1309/

4. Violaine ROUSSEL, 2009, p. 484.

5. Joseph GUSFIELD, 2009.

Toutes ces pratiques traduisent selon eux la même preuve d'une violation des normes politiques. Depuis la réglementation officielle du lobbying, un nouveau paradoxe s'est imposé : à peine autorisé au Parlement, le lobbying est associé à des délits.

Le lobbying est peu objet de scandale car le traitement journalistique le dénonce largement comme un problème⁶. Entre 1954 et 2016, 64,6 % des faits du corpus analysé sont ainsi cadrés comme des problèmes. Pour composer leurs articles, leurs auteurs énoncent ces faits en ajoutant qu'une norme a été transgressée. L'affaire est souvent sans appel : ces journalistes soutiennent que le lobbying est interdit depuis la Révolution, le texte le plus invoqué étant la fameuse loi le Chapelier qui date de 1791. D'autres textes plus récents peuvent être cités, tous aussi dénués de force juridique, comme cette charte de l'Organisation mondiale de la santé mobilisée par une journaliste de France 2 expliquant qu'un déjeuner entre des industriels du tabac et des parlementaires est interdit.

Faute de texte interdisant le lobbying, ces journalistes utilisent une panoplie de transgressions, le plus fréquent étant d'alerter sur l'arrivée dans un dossier législatif d'une partie rédigée par un groupe d'intérêt (l'intérêt général est donc la norme transgressée). Autre exemple de transgression, une organisation a rendu visite à des parlementaires, mais en secret. Autre cas, une consigne de vote a été donnée à des élus, mais par une personne n'appartenant pas au parlement. Ces faits énoncés comme *problèmes* concernent une catégorie patronale dans 76,5 % des cas. Le traitement médiatique montre ainsi en France le même cadrage qu'aux États-Unis, où les chercheurs constatent que la presse américaine accuse les milieux d'affaires dans presque la moitié des cas⁷. Cette croyance dans la dangerosité de ces agents est telle que des journalistes disent se méfier des informations mises à leur disposition par ces sources. On trouve donc ici un pan central qui valide l'assimilation de la corruption et du lobbying, son association aux milieux d'affaires.

6. Les faits qui sont présentés unilatéralement comme une transgression ont été codés dans « problème », les faits de transgression faisant l'unanimité dans le champ du pouvoir dans « scandale ».

7. Jeffrey BERRY, 1999, p. 384.

L'énigme n'est donc plus de savoir si le lobbying est un problème pour nombre de journalistes mais de se demander comment un tel traitement est devenu aussi fréquent.

Les journalistes saisis par le lobbying

Pour que les articles dénonçant des pratiques de lobbying soient aussi nombreux et aussi homogènes, il faut bien se résoudre à envisager que ces journalistes sont orientés vers ce cadre par quelques logiques dont ils n'ont pas nécessairement conscience.

Le corpus d'articles retenus montre un changement notable d'échelle depuis le premier article relevé en 1954. On passe de moins d'une dizaine d'articles par an dans les années 1990 à plus d'une cinquantaine dans les années 2010. Contrairement à ce que l'évidence pourrait laisser présager, cette transformation n'est pas le fruit d'une multiplication des affaires de lobbying mais celui de la fabrication d'un problème public — processus inséparable de la structuration d'une configuration particulière dans laquelle des organisations demandent plus de transparence dans la vie politique française en face de celles qui défendent et représentent les professionnels du lobbying.

Tableau 1. Le traitement des affaires de lobbying (1954-2017) selon les médias et selon le cadre utilisé (% en colonne)

	Jugement	Scandale	Institution	Valorisation	Problème
Hebdo	20	25	14,8	11,2	16,9
Lettre info	0	0	6,6	13,7	1,1
PEN	0	0	6,6	15	11,7
PPN	60	41,7	29,4	25	37,1
PQR	0	8,3	1,6	10	7,4
Radio	0	0	6,6	6,3	5,9
Site internet	20	16,7	31,1	15	15,1
Télévision	0	8,3	3,3	3,8	4,8
Total général	100	100	100	100	100

Lecture : PEN (presse économique nationale), PPN (presse politique nationale), PQR (presse quotidienne régionale). Les lettres d'info sont notamment *Acteurs publics* et la *Lettre A* (et d'autres disparues comme *l'Hémicycle*). Les sites internet regroupent aussi bien des sites d'information que des quotidiens en ligne.

Tous les journalistes ne sont pas amenés à traiter ces faits et tous les médias n'ont pas la même modalité de traitement. Une catégorie fait même exception. Les lettres d'information publiées à l'intérieur du champ du pouvoir sont les seules à ne pas y voir autant de problèmes. Cette presse d'information pour les politiques, « la presse spécialisée » comme le disent les agents du champ du pouvoir, reprend beaucoup plus les versions des professionnels du lobbying que celles des ONG et confortent ainsi les élus dans leur « innocence » puisque ces affaires montrent que tout est imputable aux lobbyistes. Avec toutes les précautions requises du fait de la composition de ce corpus, il est néanmoins possible de soutenir que les médias qui ont le plus d'appétence avec le sujet sont les rédactions politiques des quotidiens et hebdomadaires, suivis par ceux qui ont l'économie comme spécialité. Les sites d'information arrivent ensuite et les médias audiovisuels en dernier.

Parmi ceux qui publient sur le lobbying, une autre nuance doit être faite en prenant en compte la modalité de traitement utilisée. Une opposition semble structurer l'espace médiatique. Celle qui oppose les rédactions (ou les médias) politiques à ceux qui sont spécialisés dans l'information économique. La presse économique est en effet caractérisée par son très faible traitement des scandales et des jugements alors qu'elle abonde en articles valorisant le lobbying (deux fois plus que la presse politique, notamment du fait de la présence de blogs hébergés dans les sites). Cette situation particulière est confortée par la circulation des informations. Lorsqu'un fait est diffusé comme un problème par la presse politique, il est repris avant tout par les autres médias (PQR, hebdo, radio, etc.) à l'exception de la presse économique. Les seules informations qui passent presque partout sont les communiqués des ONG spécialisées dans la transparence.

Les cadres journalistiques des affaires de lobbying

Ce traitement médiatique du lobbying comme problème emprunte deux cadres d'analyse qui permettent de dénoncer tout en échappant aux jugements de normalité qu'un lecteur mobilise fréquemment devant de tels récits⁸.

8. Luc BOLTANSKI *et al.*, 1984.

Le premier cadre est un lien englobant trois catégories de pratiques qui permettent aux journalistes d'alerter sur une dérive du système politique pour cause de lobbying. En premier lieu, il s'agit de faits électoraux comme l'audition d'un candidat ou la présentation d'une plate-forme électorale; en deuxième lieu, de faits parlementaires comme la transmission d'informations, de consignes de votes, de lois prérédigées ou d'amendements; en troisième lieu, de rencontres entre agents politiques et professionnels de la représentation des intérêts hors d'un cadre institutionnel (dîners, visites, réceptions...) ou hors d'un cadre ritualisé selon le protocole et le cérémonial républicain (colloque parlementaire). Ces trois catégories de faits sollicitent le cadrage journalistique d'un problème et permettent de focaliser l'attention du champ du pouvoir en l'incitant — à partir de 2009 — à proposer des réglementations, car ces pratiques de lobbying dénoncées comme des problèmes entrent dans la zone grise de la démocratie⁹.

Le second cadre renvoie aux travaux menés sur la transformation au sein du champ journalistique de la presse politique. Comme le souligne Nicolas Kaciaf, le travail journalistique a, au cours de la V^e République, détourné le regard de l'enceinte parlementaire pour s'attarder sur les coulisses. La focalisation des journalistes sur ces faits n'est donc en rien liée à une culture politique particulière qui serait caractérisée par l'hostilité à l'égard de la représentation des intérêts. Bien au contraire, ceux qui s'alarment sont beaucoup plus orientés par leur culture professionnelle que par leur culture politique¹⁰. La population des journalistes qui ont écrit sur le lobbying montre une très nette méconnaissance des règles du jeu politique. Cette méconnaissance est en partie la conséquence des contraintes qui pèsent sur ces journalistes: ils doivent écrire sur des faits dont ils ne sont pas spécialistes (seuls 38,9 % écrivent dans la presse politique et 4 % dans la presse à destination des décideurs), dans l'urgence et sans pouvoir se spécialiser sur ces questions (87 %

9. Pierre LASCOUMES, 2011.

10. De plus amples investigations seraient nécessaires pour voir quelle place ces affaires de lobbying occupent dans les autres écrits des journalistes spécialisés sur le travail parlementaire.

n'écrivent qu'un article sur le sujet montrant la rareté du journalisme d'investigation sur ces sujets dans les rédactions¹¹). Le cadrage qu'ils appliquent n'en est que plus rigide et homogène.

Cette méconnaissance est également le produit de leur spécialisation dans le monde du journalisme ainsi que des logiques qui président à leur prise en charge d'un article sur le sujet.

Noviciat des (d)énonciateurs et économie de la preuve

La morphologie de cette population d'auteurs donne à voir une caractéristique majeure : la faible participation des journalistes spécialisés dans la vie politique et parlementaire. Une traduction de cette faiblesse s'observe dans le peu d'articles que tous ces auteurs consacrent à ce sujet. Seuls 13,1 % d'entre eux ont écrit plus d'un article sur ce thème. Seules la presse politique nationale et certains sites d'information donnent l'occasion de suivre un dossier ou de revenir plusieurs fois sur le lobbying.

L'autre caractéristique qui unit ces auteurs réside dans un prêt-à-penser qu'ils utilisent pour composer la trame de leur article. L'économie de la preuve de l'influence exercée par les lobbyistes ou les groupes d'intérêt est réduite à sa plus simple expression. Cette preuve repose sur la simple énonciation d'une causalité : si un amendement a été écrit par un autre qu'un membre du Parlement, il y a eu influence. Qu'une rencontre ait eu lieu entre des personnes dans un lieu éloigné du site parlementaire, il y a eu influence. Qu'un texte ait circulé contenant des points que le dispositif adopté prend en compte, il y a eu influence.

Cette trame, très simple à utiliser — elle ne nécessite aucune investigation¹² —, permet de comprendre la présence dans ce corpus d'essayistes qui ont la plume acerbe contre les politiques (Sophie Coignard alterne des ouvrages sans concession sur l'état du système avec des articles sur l'actualité politique dans laquelle le lobbying est rare et secondaire). D'autres auteurs ne sont pas journalistes et

11. Ce corpus d'auteurs a la morphologie suivante : composé majoritairement d'hommes (65,9 %) ; d'autres professionnels que des journalistes publient : 8 % environ sont des lobbyistes, des universitaires, des essayistes et des hommes politiques.

12. Même des journalistes d'investigation comme G. Gaetner, V. Nouzille ou R. Lecadre souscrivent à cette économie de la preuve de l'influence.

souscrivent eux-aussi à cette version édulcorée de l'influence : des lobbyistes qui écrivent eux-mêmes certaines tribunes dans la presse économique et certains responsables d'ONG qui font le même exercice dans la presse de gauche (*Libération* et *Mediapart* notamment) recourent à la même relation causale pour affirmer qu'il y a eu influence, celle qu'ils ont exercée ou qu'ils dénoncent comme ayant été excessive.

Cette intériorisation d'une vérité vérifiable des luttes d'influence repose également sur d'autres modalités de traitement, elles aussi largement communes à ces auteurs. La première modalité est une réduction de la bataille aux seuls agents utiles, généralement ceux qui sont considérés comme influents — les perdants retiennent assez peu l'attention des journalistes. La deuxième est une autre réduction de la scène en ne retenant que les coups appropriés : rien n'est dit sur les documents ou les stratégies qui n'ont servi à rien. La troisième modalité participe du primat d'une vision utilitariste de la politique où tout le monde sait ce qu'il veut et peut l'écrire clairement : les lobbyistes savent donc ce qu'ils veulent obtenir des parlementaires qui eux, en retour, savent ce qu'on attend d'eux. Quatrième modalité : l'explication de la décision se trouve dans la version qu'on impose. Cette forme de résolution de l'énigme de l'influence permet aux auteurs de produire des histoires parfaitement cohérentes les unes avec les autres.

Une dernière piste est intéressante à suivre pour comprendre l'intériorisation de cette conception : les lieux de formation de ces auteurs. Qu'ils soient rédacteurs, essayistes, lobbyistes, chargés de plaidoyers ou élus, Science Po revient comme lieu dominant de formation mais également comme espace légitime de discussion (soit parce que des lobbyistes y enseignent soit parce que des colloques y sont organisés sur la transparence). Comme le précise la DG d'une ONG prônant la transparence, l'IEP lui a fait découvrir la communication et la science politique lui a fait adopter la cause de la démocratie.

Les propriétaires de la cause de la transparence et les stratégies d'énonciation des faits de lobbying/corruption

Des ONG participent à la discussion et à la mise en forme de ce « problème ». Le lobbying au XXI^e siècle est en effet inséparable des organisations qui se sont fait une spécialité d'intervenir sur ce thème. La première organisation — Transparency international France (TIF) — créée en 1995, arrive juste un an après le premier rapport officiel faisant publiquement l'association entre lobbying et corruption, avec comme auteur le Service central de la prévention de la corruption créé par la loi Sapin I en janvier 1993.

Ce pôle change de dimension et de portée avec les entrées en jeu successives d'Anticor en 2002 puis le 9 octobre 2008 du collectif ETAL (Encadrement et transparence des activités de lobbying) autour de dix-huit associations rejointes par Regards citoyens créée en 2009. À partir de 2015, l'élaboration de la loi Sapin II sur le lobbying a suscité une nouvelle coalition où Attac, Bloom ou Sherpa ont été amenées à prendre position.

Cette nébuleuse d'organisations n'a pas encore fait l'objet de travaux en science politique¹³. Ces organisations ont fait du lobbying un des éléments de leur stratégie de monopolisation d'un domaine d'expertise démocratique. Leur argumentation est la suivante. Tout en reconnaissant que le lobbying est nécessaire, elles s'évertuent à le faire réglementer, avec succès. Pour aboutir à cette prise en compte, elles ont inventé une forme de discours qui arrive à faire passer pour de l'énonciation ce qui pourrait autrement être pris pour de la dénonciation. Dans leur vocabulaire, énoncer se dit « plaider¹⁴ ». Cette forme particulière d'énonciation légitime est obtenue par la mise en forme scientifique de leurs arguments : « documenter la corruption » se fait par des cartes. Des indicateurs ont été inventés. Des « outils » sont diffusés. Des formes d'objectivation sont disponibles (cartes, infographies, tableaux, classements). Des

13. Sur Bruxelles, voir Cécile ROBERT, 2017. Sur ces mobilisations et le contexte de la mise en forme de la première réglementation de 2009, voir Guillaume COURT, 2017.

14. Étienne OLLION, 2015.

formations sont organisées. Cette scientification¹⁵ permet d'observer l'émergence d'une nouvelle catégorie de doxosophes, ces entrepreneurs d'une morale particulière, la transparence.

Le lobbying: vieux problème, nouvelle configuration

Comme déjà souligné dans d'autres travaux, le lobbying n'est pas nouveau dans le système politique français. Il a été l'objet de polémiques, de débats et même d'affaires médiatisées¹⁶. Le ^{xxi}^e siècle voit donc apparaître de très nombreuses affaires dans la presse mais également une nouvelle configuration d'acteurs qui sont pris dans ce jeu de la (d)énonciation croisée du phénomène.

Ces organisations luttant contre la corruption prennent place dans la configuration qui s'occupe de lobbying et inventent une tribune permettant de diffuser leurs demandes auprès des pouvoirs publics. Il en découle une communauté épistémique dans laquelle les lobbyistes comme les ONG partagent un même mode de pensée et participent à la naturalisation du problème. D'un côté, les ONG adoptent une posture critique originale: elles reconnaissent l'utilité du lobbying, organisent des programmes de recherche et forment à ces pratiques (comment déclarer son budget par exemple). De l'autre côté, des lobbyistes sont enrôlés dans ce débat autour d'une réforme nécessaire alors qu'ils forment eux aussi à ces pratiques (dans les masters et lors des sessions qu'ils organisent pour leurs clients).

Cette configuration a participé à la mise en forme juridique du lobbying dans la loi Sapin II¹⁷. Tous ont été actifs à tous les stades de son élaboration. Les uns pour convaincre le président de la République de lancer une telle loi. Les autres pour surveiller le dispositif et les débordements de certains parlementaires. Tous pour accompagner un texte qui vaut autant consécration de la transparence que reconnaissance du métier de lobbyiste dans un pays qui

15. En France, ces organisations utilisent des formes scientifiques mais leurs membres ne se présentent pas comme des chercheurs. À Bruxelles, des membres des organisations mobilisant autour de la transparence portent le titre de « chercheurs », publient des « recherches » et ont un discours beaucoup plus radical sur le lobbying et les lobbies en général.

16. Guillaume COURTY, 2006.

17. Sur ce point voir Guillaume COURTY, Marc MILET, 2017.

espère en finir avec sa vingt-troisième place dans le classement établi par Transparency international France (TIF).

Les propriétaires de la cause de la transparence : de nouveaux doxosophes ?

Le lobbying est donc partiellement la propriété d'entrepreneurs de morale. Deux organisations sont centrales : TIF et Regards citoyens. Ces deux organisations ont en commun de produire des travaux sur la corruption et le lobbying en les imposant comme la connaissance légitime sur ces questions. À l'occasion, ils bénéficient du soutien et des ressources institutionnelles. Regards citoyens, en partenariat avec un laboratoire de science politique, a ainsi mis en ligne un site permettant aux internautes de savoir qui des parlementaires ou les lobbies fait réellement la loi (lafabriquedelaloi.org). Pour sa part, TIF bénéficie des financements de la Commission européenne et fait commenter son rapport annuel.

Ces organisations ont développé bien des traits caractéristiques des doxosophes. L'usage des enquêtes d'opinion est déjà omniprésent. TIF utilise des indices qui ont la charge d'évaluer le niveau de corruption : ils reposent sur de telles enquêtes¹⁸ et sont déduits « de sondage de sondages » ou élaborés à partir de « *research* » et « *survey* ». Les attributs de la science sont en effet nombreux à parer les rapports : aux quantités chargées d'impressionner (« 60 000 personnes interviewées dans 42 pays » dit le rapport sur l'indice global de corruption) s'ajoutent les histogrammes, des cartes et classements. À l'arrivée, mille personnes interrogées sur leur perception du phénomène permettent de déduire le classement de la France en matière de corruption. Le sondage ne produit plus l'opinion, il fabrique le fait « corruption » pour la France.

Ces organisations adoptent également un autre usage plus classique des sondages pour justifier leur credo : en 2014, TIF en partenariat avec Contexte commande un sondage pour savoir si les Français veulent de la transparence. Ainsi soutenu, le discours de ces organisations prend les traits d'une simple énonciation de faits

18. Trois indices sont utilisés : la perception de la corruption, le baromètre mondial et l'indice de corruption dans les pays exportateurs.

présentés comme « réels » car perçus par les citoyens et « sensibles » car voulus par ceux qui ont répondu à la question fermée qu'on leur a posée. Le citoyen est d'ailleurs la boîte noire de ces ONG. Sondé en début de chaîne pour trouver la perception du phénomène, il est célébré à tous les instants pour souligner le combat mené en son nom : l'informer et le réconcilier avec la politique. Qui est ce citoyen ? « Euh, ben on, c'est, c'est quand même assez difficile à... Euh... (silence) je vois pas quels indicateurs en fait on pourrait réellement prendre en compte... », répond la DG de TIF à cette question.

L'énonciation des entrepreneurs de morale n'est pas la dénonciation des journalistes. Ni les termes, ni les faits, ni la crédibilité de celui qui énonce ne peuvent être comparés. Même l'ambiance est différente de celle entretenue par les journalistes. Nulle agressivité, nulle injonction dans le propos : un ensemble cohérent, argumenté de propositions qui reposent sur des formules déjà testées dans d'autres pays.

Peut-on alors finalement parler de doxosophes ? Un dernier argument, le plus important certainement, permet de trancher. Un élément fait apparemment défaut. Il n'y a pas de marché économique (ou peut-être pas encore) autour de la transparence. Seul le champ du pouvoir est devenu le demandeur de cette offre particulière : ils prennent les solutions avec le problème. D'autres sont sollicités pour suivre des formations, remplir des guides, souscrire à des chartes¹⁹. Mais rien n'indique que cela soit payant. La transparence repose donc bien sur une science de l'opinion pour servir le pouvoir dans sa reconquête des laissés-pour-compte de la démocratie. Une telle doxa et un tel artefact s'incarnent dans cette autre version des doxosophes.

La conversion tardive des professionnels de la politique

En ouverture des débats sur l'élaboration de la loi Sapin II, quelques propos de députés permettent de comprendre la place

19. Rien n'indique que toutes ces prestations soient gratuites. Des ONG recourent à des financements d'entreprises pour organiser des dîners, ce qui ne va pas sans semer le trouble parmi des professionnels du lobbying.

respective prise par les articles de presse et les rapports des ONG. Le 7 juin 2016, alors que 1081 amendements sont à examiner, l'ambiance est précisée par le député socialiste Jean-Luc Laurent : ces dispositifs vont permettre de mettre « un grelot à la cheville du représentant d'intérêts [et] il faut réarmer le citoyen ordinaire ». Le mérite en revient, pour un autre député, aux « efforts des associations — Regards citoyens, Bloom, Anticor ou Transparency International — qui ont poussé à la création de ce registre : sans elles, le projet de loi n'aurait sans doute pas comporté cet article » (député écologiste Serge Coronado).

Pourtant, jusque-là, une autre logique prévalait dans le champ du pouvoir. Avant 2016, les professionnels de la politique ne faisaient rien pour débattre publiquement du problème. Certains, et non des moindres, ont dit dans des cercles fermés qu'il fallait mettre un terme à cette démocratie des intérêts (les gaullistes par exemple), mais aucun n'avait pris le sujet au sérieux alors que, dans le champ du pouvoir européen, le lobbying était conçu comme un enjeu.

Ce silence, puis cette mise à l'agenda, permettent d'explorer une facette classique de la profession politique : les stratégies de défense d'une profession « tant critiquée²⁰ ». La stratégie qui a le plus longtemps prévalu était le déni du phénomène lui-même. Du déni, le champ du pouvoir est passé en moins de dix ans à sa prise en compte, sa réglementation puis son débat dans le cadre d'une loi. Une raison a guidés les politiques : cela permettait de contribuer à valoriser le Parlement puis les institutions.

Une mobilisation, au départ très feutrée, commence en novembre 2006, avant le lancement de la campagne présidentielle de 2007. Deux députés UMP — P. Beaudouin et A. Grosskost — déposent la première résolution en la matière. Neuf ans après — et quelques mobilisations parlementaires de plus — la France compte deux règlements, l'un à l'Assemblée nationale, l'autre au Sénat, celui de l'Assemblée ayant fait l'objet d'une réforme en 2012. C'est à ce stade de l'histoire institutionnelle du lobbying que Michel Sapin lance un projet de loi suite à la demande formulée par le président de la République lors de ses vœux pour 2016. Composé de trois

20. Julien BOELAERT *et al.*, 2017, p. 31.

volets (la lutte contre la corruption, la transparence, et la régulation des activités financières), la loi Sapin II a été la première occasion de discuter publiquement du lobbying²¹.

Deux processus permettent de comprendre comment les élus ont à la fois mis autant de temps à se saisir de ce sujet puis l'ont fait en tombant progressivement d'accord avec nombre des points mis en avant par les organisations prônant la transparence. Le premier processus est un enjeu interne au champ du pouvoir français. Cet enjeu a en effet permis aux parlementaires de contribuer à rénover leur autorité dans la V^e République tout en inventant le responsable d'un dysfonctionnement du système. Le deuxième processus est très comparable à ce que Violaine Roussel a analysé sur le principe de précaution²². Légiférer sur le lobbying consiste en effet à « mettre en scène les mesures préventives visibles qu'ils [les détenteurs du pouvoir] prennent, dans le but de montrer qu'ils ont fait tout ce qui était possible et de se garantir contre les mises en cause dont ils savent désormais pouvoir faire l'objet ». À l'arrivée, la consécration de l'impératif de transparence joue bien son rôle de dissimulation des comportements fautifs grâce à l'unicité du terme de lobbying qui recouvre des pratiques très variées ne faisant pas consensus entre les lobbyistes, les journalistes et les ONG.

Les professionnels de la politique : entre reconnaissance et déni

En 2013, le Conseil des ministres utilise pour la première fois le terme de lobbying pour demander aux assemblées d'empêcher le cumul des fonctions de collaborateurs d'élus. Jusqu'à cette première prise en charge, le lobbying avait été soumis à une quasi-loi de la gravitation le plaçant hors de l'orbite du champ du pouvoir. Plus le problème était médiatisé et moins il avait de chance d'être discuté au sommet de l'État. Tout se passe même comme si la logique dominante consistait à toujours limiter l'étendue du phénomène, à le laisser cantonné dans l'arène parlementaire alors que les ONG

21. Guillaume COURTY, Marc MILET, 2017.

22. Violaine ROUSSEL, 2008.

comme les journalistes le voient partout, dans toutes les sphères où s'exerce le pouvoir.

La lente conversion des agents du champ du pouvoir à l'énonciation du lobbying correspond à leur assimilation d'un crédit potentiel que ces affaires médiatiques leur permettent de mobiliser. Ils ont *de facto* redécouvert le rôle que la Commission européenne fait jouer aux groupes d'intérêt depuis 1960 : ils sont un des gages de son autorité. Le raisonnement qui est à la source est le suivant. Les institutions, en reconnaissant subir beaucoup de pression, montrent en fait leur puissance et prouvent qu'elles ont relevé le défi qui se posait à elles : ne pas être en déclin. Comme la Commission au sortir des années 1970, le parlement français était très logiquement décrit comme une institution en déclin placée sous la férule de l'exécutif. Il n'avait donc plus les pouvoirs qui étaient les siens sous les régimes précédents. Le lobbying a donc été ajouté à la palette des instruments de revalorisation de l'institution parlementaire entre 2006 et 2009. La même logique a prévalu quand, en 2016, le discours sur la crise du système politique a pris encore plus de vigueur. Le lobbying est devenu un instrument de valorisation de toutes les institutions, des collectivités territoriales aux ministères.

* * *

Dénoncé et énoncé, le lobbying est devenu un problème public, propriété d'entrepreneurs de morale qui ont réussi, à force de « plaidoyers », à énoncer ce que les journalistes ne font fréquemment que dénoncer. Des solutions institutionnelles originales ont été instaurées sans neutraliser le problème dont les journalistes se saisissent régulièrement pour continuer à alarmer le citoyen. Ce problème ressemble de ce point de vue aux prophéties : même quand il est en passe d'être résolu, ses adeptes continuent à croire qu'il existe.

Références bibliographiques

BERRY Jeffrey M., « The Rise of Citizen Groups », in SKOCPOL Theda, MORRIS P. Fiorina (eds.), *Civic Engagement in American Democracy*, New York, Russell Sage Foundation, 1999, p. 367-393.

BOELAERT Julien, MICHON Sébastien, OLLION Étienne, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

BOLTANSKI Luc, DARRÉ Yann, SCHILTZ Marie-Ange, « La Dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, n° 51, p. 3-40

COURTY Guillaume, *Les groupes d'intérêt*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2006.

COURTY Guillaume, *Le lobbying en France. Invention et normalisation d'une pratique politique*, Bruxelles, Peter Lang, 2017.

COURTY Guillaume, MILET Marc, « Réguler pour (dé)légitimer ? Genèse et usages de l'encadrement institutionnel du lobbying en France », Communication à la session thématique 24, Congrès de l'Association française de science politique, Montpellier, 2017.

GUSFIELD Joseph, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica, coll. « Études sociologiques », 2009.

JANNET Claudio, *Les États-Unis contemporains ou les mœurs, les institutions et les idées depuis la guerre de sécession*, Paris, Plon, 1889, 4^e édition.

KACIAF Nicolas, *Les pages « politiques ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Res Publica, 2013.

LASCOUMES Pierre, *Une démocratie corrompible : arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts*, Paris, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2011.

OFFERLÉ Michel, « Une cause entendue ? L'impossible définition du lobbying entre stigmatisation et revendication d'une modernité experte », in MEKKI Mustapha, MONJAL Pierre-Yves (dir.), *Le « lobbying responsable » : info ou intox*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 19-34.

OLLION Étienne, « Des mobilisations discrètes : sur le plaidoyer et quelques transformations de l'action collective contemporaine », *Critique internationale*, n° 67, 2015/2.

ROBERT Cécile, « La politique européenne de transparence (2005-2016) : de la contestation à la consécration du lobbying », *Gouvernement et action publique*, 2017/1, p. 9-32.

ROUSSEL Violaine, « Scandales et redéfinitions de la responsabilité politique. La dynamique des affaires de santé et de sécurité publiques », *Revue française de science politique*, 2008/6, vol. 58, p. 953-983.

ROUSSEL Violaine, « Scandale », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 484-489.

Taire ou dévoiler ?

Dilemmes tactiques à propos de la dénonciation de la corruption dans le domaine éolien en France

Stéphanie DECHÉZELLES

Bien que bénéficiant d'une forte publicité et d'une importante légitimité dans les secteurs politique, administratif, économique et médiatique¹, l'éolien soulève aujourd'hui un peu partout² de vives contestations. Les motifs de l'opposition sont nombreux et relèvent de thématiques diverses (environnementale, sanitaire, politique, technique...). À ces registres dominants de la critique, relativement communs à d'autres équipements de nature industrielle, s'ajoutent depuis la fin des années 2000 la dénonciation de pratiques de corruption, « par lesquelles des détenteurs d'une position publique utilisent des moyens illégaux, ou perçus comme illégitimes, pour promouvoir des intérêts autres que ceux que leur assigne leur fonction³ ».

Dans les dénonciations pour corruption dans le cadre de projet de parcs éoliens en France, ce sont surtout les articles L.432-10 (concussion), L.432-11 (corruption et trafic d'influence), L.432-12 (prise illégale d'intérêt) et L.432-14 (délit de favoritisme) du Code pénal qui sont invoqués. Si elle est prouvée, la prise illégale d'intérêts d'une personne investie d'un mandat électif public peut être

1. Stéphanie DECHÉZELLES, Maurice OLIVE, 2014.

2. À propos des oppositions aux équipements liés aux « énergies renouvelables » : Vincent BAGGIONI, 2014 ; Jérôme DUBOIS, Sandra THOMAN, 2012 ; François BAFOIL, 2016.

3. Entrée « Corruption », in Olivier NAY, 2012, p. 106.

punie d'une amende (jusqu'à 750 000 euros) assortie d'une peine de prison (jusqu'à 5 ans). Pour être constitué, ce délit n'exige pas une intention frauduleuse. Peu importe donc que l'élu ait cherché ou non à s'enrichir personnellement, et même si l'acte n'entre pas nécessairement en contradiction avec l'intérêt général ou ne génère aucun préjudice à la collectivité, si sa décision est entachée de partialité, « le dol général caractérisant l'élément moral du délit résulte de ce que l'acte a été accompli sciemment⁴ ».

En raison d'une faible connaissance des règles de droit, des élus municipaux (maires, adjoints ou conseillers) présenteraient des projets, délibèreraient dessus puis voteraient en faveur de l'installation d'éoliennes susceptibles de leur rapporter, sous la forme de baux de location de leurs terrains privés, des revenus (en moyenne entre 6 000 et 7 000 euros par machine⁵). Le rapport 2014 du Service central de prévention de la corruption, placé depuis 1993 auprès du ministère de la Justice, indique que certains montages pourraient rapporter jusqu'à 100 000 euros annuels, soit une somme bien supérieure aux indemnités de la plupart des « petits » élus (circonscription de taille réduite, absence d'affiliation partisane, faibles réseaux de soutien⁶).

L'objectif principal du présent chapitre est de comprendre dans quelle mesure la dénonciation de formes de corruption dans le développement du secteur éolien en France constitue tout autant une ressource au service de la « cause anti-éolienne » au niveau national, qu'une contrainte dans l'économie de projets localisés. La thèse défendue repose sur l'idée que le dévoilement de manquements à la probité de la part d'élus prend place dans des configurations sociospatiales très variées qui voient les interactions entre dénonciateurs et dénoncés plus ou moins fréquentes et la distance sociale entre dénonciateurs et dénoncés inégalement forte. Oscillant entre la publicisation nationale des procès, associée à la médiatisation de

4. Décision de la Cour de cassation, 19 mars 2008, n° 07-84288.

5. Philippe DESFILHES, « Le marché de l'éolien en France est susceptible de corruption », site Reporterre, paru le 10 septembre 2014, <https://reporterre.net/Le-marche-de-l-eolien-en-France>, consulté le 26/10/2016.

6. SCPC — Service central de prévention de la corruption, 2014, p. 120.

tribunes dénonçant la corruption liée au secteur éolien et la prise en charge locale compliquée des soupçons de corruptibilité des élus, le dévoilement de la corruption peine à se transformer en scandale susceptible d'accéder au statut d'« affaire » emportant l'adhésion de l'opinion publique. L'attention conjointe aux deux « extrémités » sociospatiales (niveaux local et national) des opérations de dénonciation permet ainsi de mettre en lumière les conditions de possibilité/impossibilité de certaines entreprises d'imputation de corruption dans les mobilisations protestataires.

Tout d'abord, il s'agira de présenter les principaux traits de l'entreprise nationale de scandalisation, qui repose à la fois sur la médiatisation de procès ayant affecté des représentants politiques et sur l'appel à la généralisation de la judiciarisation de la « cause ». Ensuite, il sera possible de montrer combien les coûts sociaux associés à la dénonciation de la corruption dans certains contextes locaux produisent des dilemmes tactiques que la prise en charge par le niveau national de la « cause » ne résout que très partiellement.

La dénonciation de la corruption dans le secteur éolien : entre entreprise de scandalisation...

Entendue comme processus de publicisation et de dénonciation de pratiques susceptibles de susciter la réprobation par différents publics⁷, la scandalisation constitue pour les opposants aux éoliennes une arme de choix. Par le dévoilement de pratiques obscures, et même illégales, elle offre aussi l'occasion de « redorer le blason » d'une lutte souvent largement perçue comme illégitime. Le rapport du SCPC de 2014 estimant que « le lien a été établi par différentes organisations nationales (Service corruption) et internationale (Forum économique mondial) entre la corruption et les risques environnementaux⁸ », a constitué de ce point de vue un instrument de retournement du stigmate et entraîné de multiples

7. Michel OFFERLÉ, 1998.

8. SCPC, 2014, p. 14.

interventions dans les médias des responsables d'associations ou de fédérations d'opposants. Apparu plus tardivement que d'autres, principalement à la fin des années 2000 et plus encore durant les années 2010, l'argument de la corruption dont se rendraient coupables des élus locaux occupe désormais une place de choix dans la hiérarchie des éléments à charge que leur opposent les personnes hostiles aux projets. Les deux fédérations nationales réunissant la majorité du millier de collectifs locaux, la Fédération Environnement durable (FED) et Vent de colère, communiquent abondamment sur leur site web sur les fréquentes collusions entre les élus municipaux, propriétaires de parcelles pouvant héberger tout ou partie des parcs et les entreprises promotrices du secteur. Face à la multiplication des projets sur l'ensemble du territoire national, ces deux fédérations invitent tous les opposants à communiquer de même et fournissent en ligne des documents destinés à accompagner les contestataires dans les différentes démarches liées à la dénonciation de ce type de pratiques.

Le site d'information en ligne *Contrepoints* s'est également très tôt positionné comme l'un des principaux relais d'articles concernant la critique de l'éolien en Europe francophone. En septembre 2014, un virulent article intitulé « Éolien, une gigantesque escroquerie » appelait à une mise en doute de l'ensemble de la classe politique nationale :

Des alertes internationales se multiplient relatives aux **origines douteuses** de certains fonds investis dans l'éolien. **Blanchiment d'argent et paradis fiscaux** sont des pratiques qui existent. [...] La **mafia et l'argent du crime** sont directement impliqués dans les **scandales** du financement des parcs éoliens. [...] des **réseaux financiers** constitués de milliers de promoteurs qui écument tous les pays pour installer des parcs éoliens et qui ont tissé une **toile de sociétés « écrans »**.

Cette **corruption internationale** se double d'une **corruption locale** d'élus [...] Ils promettent des redevances élevées et ils achètent **virtuellement** les communes en pratiquant un **racket rampant** du territoire à travers des sociétés pratiquement sans capital. En France, les acteurs locaux de la défense du patrimoine, des sites et des paysages ainsi que les associations de la Fédération environnement durable, mettent de plus en plus souvent en cause des **prises illégales**

d'intérêt de nombreux élus locaux, bénéficiaires de futures **rentes éoliennes** et néanmoins acteurs des délibérations communales figurant dans les dossiers. De nombreuses **plaintes pour prises illégales d'intérêts** d'élus sont en cours d'**examen par la justice**.

Tous ces mécanismes de **corruption** laissent planer des **doutes** sur l'ensemble des décideurs publics les plus proches des citoyens, mais aussi sur tous les élus français et la classe politique en général. [...] Il est impossible de cautionner un **système opaque et immoral**⁹.

Désireux d'ajouter à la pression sur les élus locaux susceptibles de promouvoir la réalisation de parcs éoliens sur leur commune, le président de la FED, Jean-Louis Butré, intervenant à intervalles très fréquents dans des médias télévisuels, radiophoniques ou écrits¹⁰, affirme en mai 2015 que :

Plus de 30 % des parcs éoliens — près de 5 500 machines en France — sont actuellement installés sur des terrains appartenant à des élus, c'est dire le potentiel de cas¹¹.

Opérant une extension du cadre de la dénonciation et s'appuyant sur l'investissement de certaines mafias italiennes dans le secteur des énergies renouvelables afin de blanchir de l'« argent sale¹² », les opposants qui agissent sur le plan médiatique et à l'échelle nationale

9. <https://www.contrepoints.org/2014/09/27/182533-eolien-une-gigantesque-esroquerie>, consulté le 15 septembre 2016 (c'est nous qui mettons certains termes en gras).

10. Très souvent d'ailleurs relativement orientés sur le plan éditorial du côté droit du spectre politique: *TV Libertés*, *Radio Courtoisie*, *Contrepoints*, *Économie Matin*.

11. Guillaume CHAZOUILÈRES, « Scandale des éoliennes : les condamnations d'élus pour prise illégale d'intérêts s'empilent », *Capital*, 13/05/2015, <http://www.capital.fr/a-la-une/politique-economique/scandale-des-eoliennes-les-condamnations-d-elus-pour-prise-illégale-d-interets-s-empilent-1038489>, consulté le 8 novembre 2016.

12. Un rapport d'Europol (Office de police de l'Union européenne) du 4 juillet 2013 observe que les quatre mafias italiennes investissent dans les renouvelables, en particulier l'éolien, « pour profiter des prêts et des aides européennes généreuses accordés par les États membres, [et] blanchir les revenus du crime ». La police italienne aurait ainsi saisi en 2013 la somme de 1,2 milliard d'euros d'avoirs investis dans les énergies alternatives (source: « La mafia investit dans les parcs éoliens pour blanchir son argent », *Le Monde* avec AFP, 04/07/2013 (http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/07/04/la-mafia-investit-dans-les-parcs-eoliens-pour-blanchir-son-argent_3442690_3244.html) et « Éoliennes, le nouveau business plan de la Cosa Nostra », *Le Monde*, 12/11/2009 (http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/11/12/eoliennes-le-nouveau-business-plan-de-la-cosa-nostra_1266486_3214.html)).

tendent souvent à assimiler les délits commis par certains élus locaux et la criminalité organisée :

À moins que l'Assemblée nationale vote une loi d'amnistie (ce qui semble peu probable), les tribunaux correctionnels de la France entière risquent de connaître dans les mois qui suivent une quantité très importante de dossiers de prise illégale d'intérêt dans le domaine éolien. Décidemment, après la saisie de 1,3 milliards d'actifs éoliens à la mafia calabraise, la filière éolienne a définitivement perdu son image d'énergie propre. Il s'agit en réalité d'une histoire de gros sous qui mêle corruption, trafic de certificats carbone et paradis fiscaux¹³.

Le ton polémique et le registre du dévoilement font ainsi souvent partie du style des publications participant de cette stratégie de la dénonciation de « l'imposture » ou du « fiasco » auprès du grand public¹⁴. Loin de se cantonner au seul conflit d'intérêt, les dispositifs de dénonciation concernent aussi les doutes sur le montant ou la destination des compensations versées par les promoteurs dans le but d'atténuer les conséquences négatives de la destruction de certaines espèces imputées aux travaux d'aménagement des sites et/ou à l'exploitation de l'énergie du vent¹⁵, que les « chartes morales

13. Louis MARIN, « Moralisation de la vie publique: le scandale des prises illégales d'intérêt dans l'éolien éclate au grand jour », *Économie Matin*, <http://www.economiematin.fr/news-scandale-eolien-interets-politique-argent-elus>, paru le 8 juillet 2013. S'agissant certainement d'un pseudonyme, Louis Marin se présente comme :

« Président d'une des 1 500 associations anti-éolien françaises. Après avoir étudié en détail les dossiers d'implantation d'éoliennes, il a découvert à quel point cette industrie utilisait de manière systématique la corruption et des mécanismes financiers plus que douteux ». Certains de ses détracteurs le présentent comme « élu versaillais » et « grand organisateur de Manifs pour tous »; cette description pourrait renvoyer à Fabien Bouglé, tête de liste de « Versailles Famille Avenir » aux municipales de 2014, militant catholique, chef d'entreprise spécialisé dans la consultance en gestion de patrimoines artistiques et membre actif de la FED.

14. Roger LENGLET, Jean-Luc TOULY, 2016 ; Corentin DE SALLE, David CLARINVAL, 2014; Jean-Louis BUTRÉ, 2008. Voir aussi le reportage « La grande escroquerie », réalisé par Armel Joubert des Ouches, ancien correspondant régional pour TF1 et Robert Wermer, grand reporter et ex-rédacteur en chef à TF1.

15. Dans son article « Éoliennes le scandale », le journaliste Vincent NOUZILLE écrit : « Les promoteurs sont très insistants, en promettant aussi des équipements pour les mairies, ce qui séduit beaucoup de monde », confie, sous le sceau de l'anonymat, un élu de Mazan-l'Abbaye, village très courtisé, qui tente de résister aux nouveaux projets. La variété des aides proposées, que ce soit en Ardèche ou ailleurs, est attractive pour des élus : outre une redevance annuelle d'environ 7 200 euros par mégawatt installé versée aux communautés de communes et au département, les industriels peuvent financer des

d'étroite collaboration¹⁶ » signées avec les compagnies promotrices peinent à dissiper. Aux éventuels soupçons de corruption s'ajoute également fréquemment la dénonciation du défaut d'information, du manque de clairvoyance, de l'appât du gain ou encore de la subordination à de « grands élus » dans la défense des politiques énergétiques liées aux renouvelables.

... et judiciarisation de la « cause »

La dénonciation des manquements au droit dont se seraient rendus coupables des élus locaux constitue un mode d'action en usage croissant chez les collectifs d'opposants. Si les premiers recours contentieux datent du début des années 2000, c'est en 2008 que se déroule la première action judiciaire à propos de corruption. La présidente d'une association de Haute-Loire dépose alors une plainte contre X qui aboutit en 2014 à la confirmation de la condamnation de trois conseillers municipaux pour recel de prise illégale d'intérêts, assortie de peines de prison (4 mois avec sursis) et amende (8 000 euros¹⁷). En 2013, le parquet d'Arras a été saisi par un couple de châtelains propriétaires d'un gîte de grand standing dans le Pas-de-Calais, accusant un maire de « prise illégale d'intérêt, délit continu, tentative, recel et complicité de recel » en raison d'une délibération autorisant des éoliennes sur un terrain lui appartenant contre un loyer annuel de 54 000 euros. En octobre 2014, se déroule le procès de cinq conseillers et de la mairesse du village de Laramière dans le Lot. Ces derniers sont accusés d'avoir délibéré

goudronnages de route, de l'éclairage public, des courses cyclistes et même des salles de découpe pour les chasseurs du coin ! » (*Le Figaro*, 4 septembre 2015, disponible en ligne sur <http://bourse.lefigaro.fr/eoliennes-le-scandale-4567219>, consulté le 24 octobre 2016).

16. Le rapport du SCPC (2014, p. 120) s'interroge à ce sujet sur :

« La régularité et la portée de tels accords qui impliquent directement les élus dans le développement du projet et créent selon nous, une confusion entre l'intérêt public que doit servir l'élu et l'intérêt privé du promoteur éolien, voire même un risque de collusion ».

17. Ludvine TOMASI, « Les trois élus poursuivis dans l'affaire des éoliennes d'Ally-Mercœur ont comparu hier au Puy », *La Montagne*, http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/departement/haute-loire/2013/05/22/les-trois-elus-poursuivis-dans-laffaire-des-eoliennes-dally-mercure-ont-comparu-hier-au-puy_1558138.html, 22 mai 2013.

et voté en faveur d'une étude de faisabilité (et non d'un projet effectif) en vue d'installer quatre éoliennes sur un terrain appartenant à l'époux de la première magistrate, en échange d'un loyer de 36 800 euros/an, une éolienne sur un terrain appartenant à sa belle-sœur (9 200 euros/an) et une autre à proximité d'une parcelle de son beau-frère (500 euros/an). La mairesse a été condamnée par le tribunal correctionnel à une peine de deux mois de prison avec sursis, 1 000 euros d'amende et la perte de ses droits civiques, civils et familiaux pour 2 ans (article 131-26 du Code pénal). La liste des condamnations, comme celle d'un élu normand s'étant vu infligé pas moins de 15 000 euros d'amende¹⁸ en 2015, est désormais assez longue en raison notamment des conséquences de la stratégie des opposants, en particulier des deux fédérations nationales, Vent de Colère et la FED. La première a d'ailleurs produit divers documents détaillant le mode d'emploi et l'argumentaire juridique nécessaires à de telles opérations. La seconde encourage les associations à déposer systématiquement plainte contre des élus, dès lors que des preuves certaines ont été collectées, notamment en contexte électoral. Peu de jours avant les élections départementales de mars 2015, diverses associations basées dans l'Aisne transmettent ainsi au procureur de la République, ainsi qu'aux préfets de département et de région, vingt et un dossiers faisant état de prises illégales d'intérêts imputées à des élus locaux propriétaires de terrains concernés par les parcs éoliens et ayant participé aux délibérations du conseil municipal¹⁹.

Consciente du risque potentiel de généralisation des procès, la responsable du service juridique et documentaire de l'Association

18. La décision du tribunal de Caen a ouvert une fenêtre d'opportunité dans la mesure où, pour la première fois, les parties civiles constituées d'associations et de particuliers ont été considérées comme recevables. En première instance, la reconnaissance du statut de victimes s'est d'ailleurs concrétisée par une indemnisation à hauteur de 300 euros et le remboursement des frais d'avocat à hauteur de 2 000 euros par la personne condamnée (*La voix Le bocage*, « L'élu de Courvaudon condamné à 15 000 euros d'amende », n° 4854, 2 avril 2015; Louis MARIN, « Éolien, un élu condamné à indemniser les victimes des prises illégales d'intérêt », *Économie Matin*, <http://www.economiematin.fr/news-eolien-condamnation-elu-caen-justice>, paru le 23 juillet 2015).

19. <http://www.aisnenouvelle.fr/archive/recup%3A%252Fregion%252Fles-anti-eoliens-denoncent-des-prises-illegales-ia16b0n191639>, consulté le 15 septembre 2016.

des maires de France, Annick Pillevesse, dans une interview à *The Connexion*, mensuel destiné aux résidents anglophones en France, indiquait en août 2014 avoir mis en œuvre des actions destinées à informer les maires de tous les délits possibles en matière de projets éoliens²⁰. En réaction, France énergie éolienne (FEE) a également procédé à l'envoi d'un courrier à la cinquantaine de députés membres des commissions des Affaires économiques et du Développement durable, le 8 décembre 2014. Signée de son président Frédéric Lanoë, cette lettre exprimait la vive inquiétude de la profession suite à la multiplication des poursuites d'élus locaux devant les juridictions pénales. Un groupe de sénateurs a également rédigé en janvier 2015 une proposition de loi visant à redéfinir pénalement le délit de conflit d'intérêt; toutefois, en raison de la proximité temporelle de l'« affaire Cahuzac » et après l'intervention de la commission des lois de l'Assemblée nationale, cette proposition a été retirée. En avril 2015, interpellé sur l'augmentation du nombre de procédures judiciaires aboutissant souvent à des condamnations lourdes, le ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Cazeneuve, a dû répondre à une question écrite du 13 novembre 2014 du sénateur mosellan Jean-Louis Masson²¹. C'est peu de temps après, en juin 2015, qu'est rendu public le rapport du SCPC pour l'année 2014. Ce dernier établit la liste de l'ensemble des condamnations d'élus coupables de prise illégale d'intérêts dans l'éolien (page 129), et pointe, comme d'autres rapports nationaux ou internationaux²², la potentielle ampleur du phénomène. En réaction, FEE signe le 2 octobre 2015 avec l'association AMORCE (Association

20. Kean SEATON, « Mafia alert raised over wind farms », *The Connexion*, n° 142, august 2014, p. 1-2. Fondé en 2002, le journal compterait environ 7 000 abonnés et serait imprimé à 45 000 exemplaires.

21. « Implantation des éoliennes et rapports d'intérêts des élus locaux », 14^e législature, Question écrite n° 13736 de M. Jean-Louis Masson (non inscrit), publiée dans le journal officiel du Sénat du 13 novembre 2014, page 2535 et réponse du ministère de l'Intérieur publiée dans le journal officiel du Sénat du 2 avril 2015, page 763, <https://www.senat.fr/questions/base/2014/qSEQ141113736.html>.

22. Rapport d'octobre 2012 du SIRASCO, Service de renseignement et d'analyse sur la criminalité organisée (rattaché à la Direction centrale de la police judiciaire), rapports d'Interpol et du Plan des Nations unies pour l'environnement sur la criminalité environnementale de juin 2014.

nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur) une charte de bonnes pratiques en faveur de projets éoliens « territoriaux et concertés²³ ». La presse spécialisée des collectivités locales, telle que *La Gazette des communes*, s'est aussi emparée du sujet à l'été 2016²⁴.

La dénonciation pour corruption, *via* des parlementaires, ne s'arrête pas aux seuls élus municipaux. Ainsi, à la suite d'une question posée au ministre de l'Intérieur le 16 avril 2015 par la sénatrice UDI Anne-Catherine Loisier, la responsabilité pénale des préfets dès lors qu'ils accorderaient des permis de construire à des projets entachés d'infraction est interrogée. En réaction, quelques jours plus tard, diverses préfectures font parvenir aux maires et présidents d'intercommunalités des circulaires sur les prises illégales d'intérêt. C'est le cas notamment du préfet de l'Yonne, le 27 mai 2015, qui rappelle que :

[La] simple participation à des débats peut suffire à caractériser une prise illégale d'intérêts car elle établit un lien d'intentionnalité. La plus grande prudence est donc de mise [...] Je vous précise toutefois que, dans une telle situation, des tiers (associations, riverains...) qui sont très informés de cette particularité juridique, n'hésitent pas à alerter le juge pénal, voire le procureur de la République, lesquels en ce domaine manifestent avec constance une lecture strictement juridique du Code pénal²⁵.

23. « Éolien. Création d'une charte de bonnes pratiques », *La lettre des énergies renouvelables*, <http://www.energies-renouvelables.org/newsletter/14-octobre-2015/eolien-charte-bonnes-pratiques.asp>, 14 octobre 2015.

24. C'est par exemple le cas à l'occasion de la parution du rapport du SCPC, 2015; Hugo SOUTRA, « Éolien: le SCPC alerte sur la recrudescence des "prises illégales d'intérêts" », rubrique « Corruption », *La gazette des communes*, <http://www.lagazettedescommunes.com/241994/eolien-le-service-de-prevention-de-la-corruption-alerte-sur-la-recrudescence-des-prises-illegales-dinterets/>, 4 juillet 2016.

25. http://www.yonne.gouv.fr/content/download/16134/113707/file/Circulaire%20pr%C3%A9fectorale_risque_incrimination_prise_ill%C3%A9gale_int%C3%A9r%C3%AAt_projet_%C3%A9olien.pdf. Le soupçon de collusion et de pantoufflage entre l'État et le secteur industriel éolien est alimenté fin 2015-début 2016 par le recrutement par le syndicat de promoteurs France énergie éolienne (FEE) d'Yves Mansillon, ancien préfet des régions Poitou-Charentes, Bretagne et Guyane, ancien président de la CNDP de 2002 à 2007 et membre du CESE en tant que consultant de 2010 à 2015. Voir: <http://www.actu-environnement.com/ae/news/yves-mansillon-conseiller-president-fee-lanoe-26017.php4>, consulté le 11 novembre 2016.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet en Côte-d'Or, porté par une filiale d'Engie, le commissaire-enquêteur chargé de l'enquête publique — également associé-gérant d'une entreprise spécialisée dans l'électronique et prestataire d'Engie —, n'aurait non seulement pas averti du possible conflit d'intérêt auprès du Tribunal administratif mais aurait aussi tu le délit d'un élu, poussant une association locale à porter plainte auprès du procureur de Dijon en juin 2016 pour complicité de prise illégale d'intérêt²⁶.

Dans l'économie des contestations, toute entorse au Code pénal apparaît comme un élément décisif. Toutefois, loin d'être automatiquement l'objet d'une judiciarisation, la dénonciation de la corruption d'élus municipaux s'avère soumise à plusieurs séries de contraintes, tenant en particulier aux dilemmes tactiques de collectifs situés dans des contextes d'interconnaissance élevée.

Dilemmes et contraintes : les coûts sociaux de l'usage de la dénonciation de la corruption

Les stratégies de scandalisation et de judiciarisation de la dénonciation de faits de corruption ne constituent pas des voies systématiques pour les protestataires engagés dans la contestation de projets de parcs éoliens. Pour le comprendre, il convient d'interroger les conditions de possibilité des usages sociaux du droit²⁷ et de l'appel à la vertu en particulier dans des espaces ruraux qui voient opposants et promoteurs locaux de l'éolien se côtoyer fréquemment, voire appartenir aux mêmes réseaux (d'amitié, de parenté, de profession).

Les coûts sociaux de la dénonciation dans les contextes d'interconnaissance élevée

En premier lieu, le recours au droit nécessite une maîtrise des normes de façon à pouvoir traduire des griefs en termes

26. « Soupçon de complicité de prise illégale d'intérêt autour d'un projet éolien », <http://www.batiactu.com/edito/soupcon-complicite-prise-illegale-interet-autour-un-45164.php>, 2 juin 2016.

27. Éric AGRIKOLIANSKY, 2010.

juridiquement recevables; il suppose aussi d'être en mesure de connaître les logiques propres au champ judiciaire²⁸. Il s'avère également coûteux en raison de la nécessité de s'adjoindre les compétences d'un ou de plusieurs avocats²⁹. Compte tenu du tarif moyen des honoraires, peu de particuliers et même d'associations de riverains sont en mesure de se payer les services d'un tel professionnel. C'est alors sur la base de l'épargne des riverains qui s'engagent dans une procédure pénale, de collectes auprès des associations partageant la même cause, de conseils prodigués par des soutiens experts en matière juridique ou de délégations à des collectifs plus aisés financièrement qu'une action en justice est susceptible d'être menée à son terme.

En second lieu, la dénonciation de la corruption peut parfois être retardée, sur décision des collectifs d'opposants, dans une optique tactique qui les pousse à, d'une part, ne pas « brûler toutes leurs cartouches » d'un coup et, d'autre part, ne pas se lancer dans une telle opération sans avoir la certitude absolue d'avoir réuni des preuves irréfutables et de parer à tout risque de dénonciation calomnieuse. Les animateurs des collectifs d'opposants les plus socialisés au jeu politique doivent alors souvent jouer les modérateurs d'empressements de leurs membres, faisant taire le soupçon de corruption et patienter jusqu'à l'épuisement des autres voies de résolution du conflit : retournement d'un conseil municipal, décision favorable des autorités préfectorales, recours auprès du tribunal administratif, abandon par le promoteur du projet. Leur rôle consiste également à s'assurer que les soupçons sont armés juridiquement par l'existence de preuves tangibles.

En troisième lieu, c'est aussi (et peut-être surtout) le coût en terme de sociabilité qui rend la dénonciation de la corruption d'élus municipaux peu envisageable, voire contreproductive. Dans les zones rurales où dominent les petites communes à très faible densité démographique, les interactions sont souvent anciennes

28. Danièle LOCHAK, 2016.

29. De ce point de vue, le droit administratif, par sa plus grande accessibilité et quotidienneté (recoupements avec les règles en matière d'urbanisme, d'expropriation, de consultation du public notamment) apparaît comme la principale voie judiciaire aux acteurs de la contestation locale.

et quotidiennes. Comment en effet imaginer que des pratiques ouvertes de dénonciation, et a fortiori de judiciarisation, soient lancées par et contre des personnes qui ont des occasions multiples de se rencontrer, se côtoyer, sur place ? L'anonymat s'avère dans les projets ruraux impossible et même, dans certains cas, indésirable compte tenu des conditions de vie (réduction des divertissements, éloignement des centres urbains, rudesse du climat hivernal...). Parce qu'ils sont amis depuis l'enfance ou du moins des années, parce qu'ils se côtoient au travail, parce qu'ils siègent à leurs côtés dans les mairies, intercommunalités, syndicats mixtes ou regroupements pédagogiques, parce qu'ils sont même parfois parents, les élus soupçonnés de prise illégale d'intérêt et leurs contestataires ne constituent pas deux groupes sociaux étanches aux intérêts clairement séparés³⁰. La préservation du vivre ensemble local importe au moins autant, sinon plus, que la volonté d'en découdre judiciairement autour d'un projet énergétique, aussi décrié soit-il.

Divisions du travail militant : entre internalisations locales et délégation aux fédérations nationales

Dans ces conditions, les modalités de dénonciation de la corruption potentielle des maires et conseillers municipaux dans la zone d'action des collectifs d'opposants empruntent deux voies non exclusives l'une de l'autre, l'une reposant sur une forme d'internalisation locale, l'autre sur une délégation à l'échelon national. Tout d'abord, les doutes quant à la probité d'un ou plusieurs élus municipaux font l'objet de rumeurs scandalisées ou de commentaires ironiques à propos de supposés « carambouilles », « tripatouillages », « petits arrangements », « combines », « manigances »... Ces doutes apparaissent relativement rapidement dans les cas les plus conflictuels où les échanges d'invectives et autres menaces sont fréquentes, et où les écarts, notamment sur le plan du capital culturel et de l'origine géographique, entre opposants et défenseurs communaux des projets sont patents. Sur le ton de l'humour ou de l'agacement, des opposants évoquent au cours des réunions de bureau ou des assemblées générales annuelles leur incrédulité face au soudain intérêt

30. Stéphanie DECHÉZELLES, 2018.

pour l'écologie de tel ou tel conseiller, ou devant les changements de véhicule ou de garde-robe constatés chez tel ou tel élu suite à la visite d'un entrepreneur éolien, etc. En cantonnant la défiance au cercle restreint des soutiens de leur association, les opposants se protègent ainsi du risque de diffamation tout en confortant leurs représentations d'un modèle de développement des énergies renouvelables intrinsèquement vicié, leur crainte de voir leur environnement sacrifié au nom d'une logique d'industrialisation des territoires, leur critique à l'égard de la classe politique locale qu'ils estiment incapable de prendre les décisions adaptées aux enjeux.

Ensuite, la dénonciation publique, assortie d'une logique de scandalisation, est confiée aux fédérations nationales. En effet, par le niveau auquel elles agissent et l'éloignement tant physique que social à l'égard des projets, les représentants des deux fédérations peuvent plus facilement que les sympathisants *in situ* porter auprès de l'opinion publique les discours stigmatisant des pratiques réprouvées autant par le droit que par la morale. C'est ainsi à une sorte de « surtraitance » de la réprobation à l'égard de la corruption et/ou de la corruptibilité des élus que l'on assiste³¹. La dénonciation se fait alors à une double distance, géographique et personnelle, où les liens entre accusateurs et accusés sont distendus. Il est en effet d'autant plus facile pour les dirigeants de la FED ou de Vent de colère de contribuer à diffuser le nom des petits élus condamnés ou le nom de leur commune (ce qui revient dans les faits au même), qu'ils ne les connaissent pas, ne sont pas amenés à les fréquenter ni au travail, ni dans un voisinage proche, et s'en distinguent socialement très nettement. Ce sont aussi les fédérations qui, plus facilement que les petites associations locales, sont en mesure d'alerter la commission de l'Union européenne, comme ce fut le cas en janvier 2015. Le nombre de projets ayant vu des pratiques enfreinant le Code pénal de la part de petits élus, souvent plus par ignorance des règles

31. Cette délégation aux fédérations nationales ne concerne pas que les actions pénales mais est aussi pratiquée lors d'actions auprès de tribunaux administratifs pouvant générer elles aussi d'importants coûts financiers à l'occasion des appels (demande d'annulation de SRCAE, schéma régional climat, air, énergie) ou auprès de cours supranationales qui nécessitent l'appui de juristes compétents (Cour européenne de justice à propos des tarifs garantis de rachat).

encadrant leur pratique de représentant que par intention malhonnête, déborde ainsi largement le nombre de procès effectivement en cours. De la dénonciation publique et médiatique possible à l'échelle nationale aux prétoires, il y a donc souvent un fossé que peu de collectifs sont désireux ou à même de franchir.

* * *

La dénonciation de la corruption et l'imputation de pratiques contraires au droit comme à la morale publique chez ceux qui en sont non seulement les garants mais aussi les premiers zélateurs, constitue pour les opposants aux projets éoliens terrestres un argument a priori de choix dans les stratégies d'opposition. En agissant directement auprès des tribunaux lorsque les preuves sont réunies, en procédant à des retardements volontaires dans l'attente du « bon moment », ou encore en s'appuyant sur une division du travail militant qui repose sur la délégation à des pairs socialement et géographiquement éloignés le soin de publiciser et de condamner moralement les pratiques de certains élus locaux, les opposants disposent de diverses modalités d'action. Toutefois, en raison des grands écarts dans les propriétés sociales entre certains collectifs locaux et les représentants des fédérations nationales, ainsi que des contraintes liées aux réseaux de sociabilité propres aux zones rurales faiblement peuplées, le recours à la dénonciation publique de la corruption affectant des élus locaux est rien moins qu'évident. En demeurant confinées dans les espaces idéologiques et géographiques restreints de dicibilité, les dénonciations de la corruption dans le domaine éolien peinent à trouver des relais auprès de publics élargis.

Si la corruption et ses dénonciations ont jusqu'à présent plutôt donné lieu à des travaux portant sur la délinquance en col blanc des élites politiques urbaines et les échelons nationaux du phénomène³², ce chapitre invite à prendre en considération les conditions de possibilité de la dénonciation de la corruption à des échelles sub-nationales et dans des contextes ruraux. De ce fait, il préconise de

32. Entre autres, Pierre LASCOUMES, 2010.

porter l'attention sur les dénonciations qui affectent des « petits » élus de la part de personnes qui peuvent être, en ces circonstances, des voisins, des amis, des proches parfois. En procédant à une approche des dénonciations de la corruption « par le bas », dans des contextes éloignés des cas de corruption des élites politico-financières, ce texte se veut une contribution à l'éclairage d'un angle mort de la sociologie politique de la corruption.

Références bibliographiques

AGRIKOLIANSKY Éric, « Les usages protestataires du droit », in Olivier FILLIEULE, Éric AGRICOLIANSKY, Isabelle SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 225-243.

BAFOIL François (dir.), *L'énergie éolienne en Europe. Conflits, démocratie, acceptabilité sociale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

BAGGIONI Vincent, « Éviter la conflictualité des opérations d'aménagement : un savoir-faire des équipes-projets ? Étude comparative de deux parcs solaires », *Participations*, n° 10, 2014/3, p. 121-150.

BUTRÉ Jean-Louis, *L'imposture. Pourquoi l'éolien est un danger pour la France*, Paris, éditions du Toucan, 2008.

DECHÉZELLES Stéphanie, OLIVE Maurice, « La représentation dans la rue. Analyse comparée de mobilisations d'élus locaux », in Alice MAZEAUD (dir.), *Les pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 99-114.

DECHÉZELLES Stéphanie, « Être du coin, défendre ses lieux. Constructions et trajectoires de l'autochtonie dans les mobilisations contre les éoliennes industrielles terrestres », in Stéphanie DECHÉZELLES, Maurice OLIVE (dir.), *Politique du proche. Les lieux de vie comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018 [à paraître].

DUBOIS Jérôme, THOMAN Sandra, *Tensions sur les champs et les bois. L'essor des énergies vertes en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 2012.

LASCOUMES Pierre (dir.), *Favoritisme et corruption à la française, petits arrangements avec la probité*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

LENGLET Roger, TOULY Jean-Luc, *L'armoire est pleine*, Paris, First, 2016.

LOCHAK Danièle, « Les usages militants du droit », *La Revue des droits de l'homme*, n° 10, 2016, URL : <http://revdh.revues.org/2178>.

NAY Olivier (dir.), *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2012 [2^e édition].

OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998.

SALLE Corentin (de), CLARINVAL David, *Fiasco énergétique. Le gaspillage écologiste des ressources*, Louvain-la-Neuve, Texquis, 2014.

SCPC — SERVICE CENTRAL DE PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, *Rapport pour l'année 2013 au Premier ministre et au garde des Sceaux, ministre de la Justice*, Paris, La documentation française, 2014 [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/144000380/index.shtml>].

SCPC — SERVICE CENTRAL DE PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, *Rapport pour l'année 2014 au Premier ministre et au garde des Sceaux, ministre de la Justice*, Paris, La documentation française, 2015 [http://www.justice.gouv.fr/art_pix/rapport_scpc_2014.pdf].

Comprendre les variations de la jouabilité de la dénonciation

Le cas de la corruption au sein de la FIFA

Hervé RAYNER et Emmanuel BAYLE

Dans la plupart des très nombreux travaux sur la corruption, la question de la jouabilité de la dénonciation n'est presque jamais posée. Or, il s'agit d'un point crucial pour comprendre les ressorts de la scandalisation. En effet, les pratiques (malversation, prévarication, concussion, etc., qualifications pénales qui sont l'enjeu de luttes) que ce terme polysémique de corruption désigne ne donnent lieu à un scandale que si des acteurs les définissant comme « scandaleuses » parviennent à enrôler de multiples soutiens, processus à la fois produit et producteur de variations de la jouabilité de la dénonciation. La seule révélation de malversations n'engendre pas de scandale et ne délégitime pas les personnes et institutions visées. Mieux vaut donc rappeler que l'indignation, la dénonciation, la mobilisation et la sanction ne vont pas de soi¹.

S'agissant de la Fédération internationale de football association (FIFA, composée de six confédérations continentales siégeant au comité exécutif), les cas de dénonciation de la corruption ne sont pas rares, mais jusqu'au scandale qui l'ébranle à partir du 27 mai 2015 — le *FIFAgate*² — l'institution parvenait toujours à verrouiller ces litiges en les cloisonnant. Dès les années 2000, de telles accusations émanent de ses cadres dirigeants, en particulier à l'approche des

1. Hervé RAYNER, 2015.

2. Emmanuel BAYLE, Hervé RAYNER, 2016.

congrès électifs et des votes du comité exécutif pour la désignation du pays organisateur de la Coupe du monde. En nombre croissant à partir de 2010, des journalistes produisent aussi ce type d'accusation, parfois relayés par des parlementaires suisses ou britanniques. Rendre compte de la capacité de la FIFA à isoler ses dénonciateurs nous permettra aussi de mieux saisir la crise sans précédent qu'elle traverse depuis mai 2015, quand dénoncer devient brusquement beaucoup plus facile à la faveur de la dynamique du scandale, faite de mobilisations multisectorielles³ et de fortes oscillations des perceptions du possible⁴.

Ce sont des relations, et non des individus isolés ou des collectifs réifiés, qui seront au centre de notre attention. Dans cette perspective relationnelle, nous proposons une série de six portraits d'acteurs (nous avons réalisé un entretien avec cinq d'entre eux) qui ont dénoncé la corruption au sein de la FIFA avant le *FIFAgate*, depuis des secteurs, positions, à des moments, avec des supports et des résultats très divers. Dans l'ordre chronologique, à partir de leur première dénonciation publique, il s'agit du secrétaire général de la FIFA Michel Zen-Ruffinen (2002), du journaliste britannique Andrew Jennings (2003), de l'ancien directeur de communication de la FIFA Guido Tognoni (2010), du conseiller national (député suisse, PS) Carlo Sommaruga (2010), de l'ex-chargée en communication du comité qatari de candidature à l'organisation de la Coupe du monde 2022, Phaedra Almajid (2011), et du journaliste sportif français Éric Champel (2013).

Collusion ou dénonciation, un cas de conscience

Né en 1959 à Sion en Valais (Suisse) d'un père pharmacien et d'une mère au foyer, Michel Zen-Ruffinen fait sa scolarité à Sion puis ses études de droit à l'université de Genève. Après sa licence, il obtient en 1985 son diplôme d'avocat et de notaire. Porté par

3. Michel DOBRY, 1986.

4. Hervé RAYNER, 2005 ; 2007.

cette forte ascension sociale, il souhaite devenir juge (procureur) en Valais, mais il lui faut pour cela maîtriser le suisse-allemand, raison pour laquelle il opte en 1986 pour un stage au siège de la FIFA, à Zurich. Devenu l'un des protégés du secrétaire général Sepp Blatter, valaisan comme lui, ayant fréquenté le même collège catholique, il fait vite carrière. L'institution, qui ne compte alors qu'une trentaine d'employés, le charge de mettre sur pied le service juridique. Après l'élection de son protecteur, auquel l'attache un rapport presque filial, à la présidence en 1998, il accède au poste de secrétaire général et découvre peu à peu l'ampleur des pratiques financières irrégulières (chèques sans contresignature, versements opaques, etc.) en vigueur. Tirillé entre son *illusio* de juriste et la fidélité à son mentor, il éprouve un malaise persistant, ce qui ne le porte pas pour autant à l'exprimer publiquement, se limitant à en faire part aux quelques membres du CE en qui il a confiance :

Je leur dis « attention : il y a dans l'organisation des manœuvres et des manières de faire qui ne sont pas conformes au statut, voire même, dans certains cas, qui ne sont pas conformes à la loi, je ne les connais certainement pas toutes, mais j'en ai vu passer quelques-unes et c'est quelque chose contre quoi il faudrait intervenir parce que sinon la FIFA pourrait avoir des problèmes ». C'est à ce moment là, je dirais dès 1999-2000 que je me rends compte qu'il commence à y avoir des... enfin, qu'il y a des choses, des problèmes [...] des décisions sont prises dans les finances sans que je les connaisse et qui sont problématiques puisqu'elles concernent des versements à des personnes dont je me doute qu'elles ne reçoivent pas ces montants de manière régulière, d'accord ? Donc tout cela me pose un vrai problème de conscience, je vous rappelle que j'ai voulu être procureur général donc... qu'est-ce que je fais ?

Perçu par lui comme très risqué, le passage à l'acte que constitue une dénonciation publique va devenir possible *via* une transformation du contexte (fait de projections mutuelles quant à ce qu'il est possible de faire) au sein des institutions du football international. C'est en effet une exacerbation des tensions entre les dirigeants de FIFA et ceux de l'UEFA (Union des associations européennes de football) qui le pousse à assumer une prise de position longtemps impensable. En mars 2002, dans un entretien à la BBC, le président de la fédération somalienne et vice-président de la Confédération

africaine (CAF) Farah Addo assure que l'élection de Blatter à la présidence a été entachée d'achats de voix, accusation dont se saisissent des dirigeants de l'UEFA. À l'approche du congrès électif de la FIFA, le président de l'UEFA et vice-président de la FIFA — Lennart Johansson — rival malheureux de Blatter en 1998, appuie la candidature du président de la CAF Issa Hayatou, challenger de Blatter. En avril, les dénonciateurs excipent des faillites d'ISL (à hauteur de 300 millions d'euros), la société de marketing de la FIFA dirigée par un proche de Blatter, et de KirschMedia, détentrice des droits télévisés de la Coupe du monde, pour demander la démission du président, accusé de truquer les comptes. Zen-Ruffinen se décide à une rupture de loyauté pour le moins déchirante durant une réunion particulièrement tendue :

Johansson prend acte de ce que Blatter refuse de démissionner, souligne qu'il y a une majorité du CE qui est de l'avis contraire, mais il ne peut pas le forcer à démissionner et alors il se tourne vers moi, en séance et me dit : « M. Zen-Ruffinen, vous êtes le secrétaire général élu par le comité devant lequel vous vous trouvez actuellement, vous avez la responsabilité de l'administration de l'organisation, vous êtes notamment responsable pour les finances, je vous rends attentif aux conséquences que cela peut avoir pour vous : pouvez-vous devant ce CE formellement affirmer maintenant que vous ne connaissez pas d'irrégularités dans cette organisation ? ». Et moi, j'ai eu 3 secondes pour réfléchir... et c'est ça qui a été l'élément déclencheur [...] donc j'avais le choix entre prendre parti entre guillemets, c'est même pas prendre parti, entre confirmer ce que je savais, ce qui me plaçait dans une situation évidemment détestable vis-à-vis de Blatter, mais qui était conforme à ma ligne de conduite et à ma manière d'être... ou alors je mettais le poing dans ma poche, je mentais, je disais « non, je ne connais rien », et alors je me mettais du côté de mon patron, mais je prenais le risque que les irrégularités que je connaissais et d'autres, puisque la séance avait été convoquée pour d'autres irrégularités, sautaient à la figure du président, et moi j'étais le secrétaire général alors ça voulait dire que, par définition, il y avait des choses que je ne savais pas, mais que j'aurais peut-être dû savoir statutairement. Alors j'ai répondu non, non je ne peux pas confirmer, sous-entendu je connais des irrégularités, donc silence glacial dans la salle et puis Blatter qui a changé vingt fois de couleur, qui, là, a réagi de manière intelligente, il a dit « alors puisque mon secrétaire général prétend qu'il y a des irrégularités, je lui ordonne que le CE

par mon intermédiaire lui ordonne de mettre tout ce qu'il sait sur papier », sur un rapport à présenter, je ne sais plus, dans un délai de dix-douze jours et il a levé la séance [...] et là arrive le deuxième élément incroyable, je dois le dire, j'étais un chef très apprécié et sur les 164 collaborateurs, 162 devaient être de mon côté, le lendemain matin sur mon bureau, à 7 heures une quinzaine de dénonciations, il y en avait des choses ! Je tombais des nues. (Entretien avec les auteurs le 18 octobre 2016.)

La rupture avec son supérieur s'impose comme l'effet émergent d'une mobilisation interne d'une ampleur inédite, revirement qui produit à son tour des effets en cascade, Zen-Ruffinen devenant le point focal (point de convergence des attentes⁵) d'acteurs qui, le plus souvent sous couvert de l'anonymat, alimentent la fronde. Boucle rétroactive, ce processus change la jouabilité de la dénonciation et l'incite à se présenter en lanceur d'alerte (« J'ai pris sur moi ces derniers jours de tirer sur la sonnette d'alarme », dit-il à la radiotélévision suisse le 22 avril 2002), déclarant qu'il est de son devoir de signaler les « dysfonctionnements ». Élaboré dans l'urgence avec deux avocats, distribué aux seuls membres du CE lors de la séance du 3 mai 2002, son rapport détaille des cas de clientélisme et de corruption au sein d'une institution « dirigée comme une dictature ». Des extraits figurent dans la presse du 5 mai, et la version intégrale sur le site du *SonntagsZeitung*. Blatter raille son ancien protégé qualifié de « Monsieur Propre », mais son pouvoir semble vaciller. Galvanisés par le rapport, onze des vingt-quatre membres du CE, dont cinq des sept vice-présidents, déposent une plainte pénale contre lui. Après quelques semaines d'incertitude, la nette réélection par 139 voix contre 56 du président au congrès de Séoul le 29 mai et le maintien des collusions (le procureur de Zurich classe le dossier sans avoir auditionné les plaignants, les sociétés d'audit et, en Suisse, les médias et les élus ferment les yeux) mettent fin au conflit. Le litige est domestiqué via des clauses de confidentialité et autres accords à l'amiable sonnants et trébuchants contraignant Zen-Ruffinen, licencié, au silence et à la reconversion professionnelle (comme président de l'association des agents de joueurs, avocat). Cette sanction, et celles touchant

5. Thomas SCHELLING, 1986.

d'autres dénonciateurs, tel Farah Addo (suspendu deux ans en 2003 par la commission de discipline), tendent à signifier aux accusateurs patentés les risques auxquels leur prise de parole les expose dans un rapport de force vite redevenu favorable à Blatter, produisant des inhibitions qui vont plusieurs années durant stabiliser le contexte : en interne, dénoncer la corruption est à nouveau perçu comme presque injouable.

Le « chevalier blanc »

Né en 1943 en Écosse, petit-fils d'un joueur professionnel de football, Andrew Jennings émigre avec ses parents à Londres puis fréquente l'université de Hull avant de se lancer dans le journalisme. Il travaille à la fin des années 1960 pour le *Sunday Times* où il fait montre d'un esprit critique influencé par les mouvements contestataires de sa génération, ce qui ne va pas sans occasionner des tensions avec ses employeurs. Dans les années 1980, il travaille pour la BBC et son émission d'enquête *Panorama* ; reporter de guerre, il couvre aussi le « maxiproces » de Palerme où comparaissent les principaux chefs de *Cosa nostra*. Après le refus de la BBC de diffuser son enquête sur la « connexion de la cocaïne » à Scotland Yard, il en fait son premier livre, publié en 1989. Entre 1992 et 2000, il signe trois ouvrages sur la corruption au Comité international olympique (CIO). Dès 2001, après l'ouvrage pionnier d'un auteur renommé fustigeant le « système » instauré par le prédécesseur de Blatter⁶, il s'attaque à la FIFA. L'année 2006 marque le début d'une série d'ouvrages, traduits en plusieurs langues, dont le succès lui assure l'indépendance qu'il a toujours recherchée⁷. Avec ses livres, ses documentaires virulents et autres provocations (il arbore un polo « *Fuck FIFA* »), il se positionne en figure de proue de la dénonciation, misant sur un registre à la fois politique (citant Gramsci, brocardant la collusion avec les dictateurs), moral (contre l'offense aux principes moraux et éthiques) et très émotionnel, mettant en scène et en récit

6. David YALLOP, 1999.

7. Andrew JENNINGS, 2006 ; 2014.

son personnage d'écorché vif en butte à l'ostracisme de la FIFA, qui lui refuse l'accès à ses conférences de presse :

Les dirigeants de la FIFA sont des criminels... point barre ! Ce sont des gens minables [...] Les journalistes sportifs... pfff... tous des vendus ! Il faut éviter de faire du journalisme en écoutant ce que disent les acteurs du système. Les journalistes, ils se laissent faire car les journalistes ne s'intéressent pas à ces questions de corruption... ce n'est pas vraiment une conspiration, mais presque. Je vais seulement à Zurich pour parler tranquillement aux sources que j'ai depuis des années [...] Je ne parle pas à tous ces journalistes sportifs terriblement importants, parce qu'ils sont inutiles... Maintenant, je me concentre sur l'écriture d'ebooks, où personne ne peut interférer [...] Ils [la FIFA] m'ont banni en 2003, je pense que c'est parce que j'ai dit : « Excusez-moi, Monsieur Blatter. Avez-vous déjà accepté un pot-de-vin ? » La plupart des journalistes se sont éloignés de moi : « Il n'a rien à voir avec nous, Monsieur. Nous ne demanderions jamais cela ! » (Entretien avec les auteurs, 4 octobre 2016.)

En quelques années, il est devenu une sorte de professionnel de la dénonciation des pratiques de corruption à la FIFA, une position singulière qui fait de lui un marginal et requiert d'importantes ressources (carnet d'adresses, indépendance financière) et des dispositions durables appropriées (sens critique et goût de la provocation). Son mode opératoire consiste à endosser le rôle d'accusateur public en interpellant les dirigeants de la FIFA et en se moquant de la complicité des journalistes afin d'attirer les témoignages d'*insiders* tentés de se servir de lui pour publiciser l'indicible. Cette réputation et cet accès privilégié aux sources internes à la FIFA, acquis de haute lutte, lui valent d'être contacté en 2009 par des agents du FBI auxquels il livre une partie de sa documentation (« Le FBI est venu vers moi et pas vers les autres... »), permettant ainsi de poursuivre le dirigeant américain de la FIFA Chuck Blazer, contraint à collaborer en secret avec l'agence fédérale dans l'enquête qui aboutira au *FIFAgate*. Proscrit par la FIFA, primé par des fondations, des associations journalistiques ou de supporters, sollicité par des revues scientifiques⁸, son rôle d'accusateur public reconnu, il a tout lieu de se vivre en « chevalier blanc » ferraillant avec Blatter.

8. Andrew JENNINGS, 2011.

Une prise de parole « experte »

Né en 1950 à Samedan, en Engadine (Suisse romanche), d'un chef de gare et d'une mère au foyer qui divorcent durant son enfance, Guido Tognoni est scolarisé à Davos avant d'aller étudier le droit à l'université de Zurich. En 1975, le prestigieux quotidien zurichois *Tages-Anzeiger* en fait son chef de la rubrique sportive. Il est nommé en 1984 chef de presse à la FIFA avant d'être licencié en 1995, à la suite d'un différend entre dirigeants. Il travaille alors pour la ligue américaine de hockey sur glace (NHL) puis revient en 2001 à la FIFA, affaiblie par la banqueroute d'ISL, comme conseiller spécial du président. Il est à nouveau licencié en mars 2003 après avoir rapporté à Blatter les propos alarmistes du liquidateur d'ISL sur l'étendue des malversations. Il se reconvertit en lobbyiste pour le Qatar, en contact étroit avec Mohamed Bin Hammam, vice-président de la FIFA et organisateur de la campagne de candidature qatarie⁹. Étiqueté après l'attribution de la Coupe du monde à l'émirat en décembre 2010 à la fois comme ex-cadre dirigeant de la FIFA, expert du Qatar et ancien journaliste sportif, il devient un « bon client » pour nombre de médias, germanophones en particulier. Sans contrat spécifique avec les instances du football, euphémisant ses règlements de comptes après deux limogeages, il s'en prend en toute quiétude à la « culture de la corruption de la FIFA », renseignant notamment le journaliste du *Süddeutsche Zeitung* auteur du livre *FIFA-mafia*¹⁰ et les binômes du *Sunday Times* et de *France Football* : soit une forme de dénonciation indirecte, par voie de presse :

Les arrangements entre amis, les postes dans des commissions pour amadouer ses ennemis, le cash qui a permis à certains de s'en mettre plein les poches, tout cela s'est organisé au fil des ans comme une petite mafia [...]. C'est difficile de parler d'achat de voix, mais plutôt d'organisation de voix grâce à des accords et des échanges de bons procédés. Ces faveurs commerciales accordées à droite et à gauche ont toujours existé. Les faits l'ont prouvé, il y a une vraie culture de la corruption au sein de la FIFA¹¹.

9. Heidi BLAKE, Jonathan CALVERT, 2015.

10. Thomas KISTNER, 2012.

11. Entretien à *France Football*, « Qatargate », 29 octobre 2013.

Son passé professionnel l'incite à inverser les rôles en jouant celui de source apte à conduire les journalistes sur la bonne voie. S'il ne se vit pas en lanceur d'alerte et affirme ne craindre ni pour sa sécurité, ni pour d'éventuelles poursuites en diffamation, c'est parce qu'il sait s'autocensurer :

J'ai donné des réponses dès que quelqu'un m'a questionné, en tant qu'ancien journaliste, je savais qu'il était important pour certaines personnes d'obtenir des sources fiables, vous savez, et j'ai essayé d'être une source fiable, je n'ai jamais dit quelque chose qui n'était pas vrai et la FIFA n'a jamais essayé de m'attaquer, car ils savaient très bien que je disais non seulement la vérité, mais je cachais quelques faits, que je ne disais même pas tout... si vous avez une organisation qui parle tous les jours de transparence, de fairplay, puis de responsabilité sociale et d'éthique, et ils agissent totalement contre, vous devez créer une véritable transparence. Je n'ai aucune raison de protéger ces types que vous connaissez, et ce qu'ils ont fait était criminel, alors pourquoi devrais-je protéger ces gars ? Je veux dire qu'ils m'ont viré sans raisons [...] Je voulais seulement clarifier ce que les gens ne savaient pas, je n'accusais pas, je ne faisais qu'analyser [...] Si j'avais dit tout ce que je connaissais de Blatter à l'époque, ça aurait été mauvais, vous savez. Il savait exactement [rire], je crois qu'il respectait que je ne disais pas tout, je ne voulais pas, ce n'était essentiellement pas mon intention de me venger et de blesser personnellement les gens, mais je pensais que c'était mon obligation si quelqu'un me l'avait demandé. (Entretien avec les auteurs le 12 octobre 2016.)

C'est donc avec une grande distance, liée à sa position sociale, mêlant expertise, blâme et connivence, qu'il assume son rôle de dénonciateur.

Un engagement politique parmi d'autres

Carlo Sommaruga est né en 1959 à Zurich de parents d'origine italienne. Son père est diplomate, secrétaire d'État et président du comité international de la Croix rouge (CICR). Diplômée de l'université, sa mère reste au foyer pour élever ses six enfants. Après une scolarité qui a suivi les déplacements du père (à Bonn puis à Rome), il entame des études de droit à l'université de Genève. Après une licence en droit du travail, il devient porte-parole du comité

anti-apartheid en Suisse romande, dont il se charge de la campagne de boycott. Secrétaire et juriste d'un syndicat genevois et conseiller municipal, il occupe le poste d'avocat de l'association de locataires ALOSCA. En 2003, il est élu au Conseil national (chambre basse) sur la liste du Parti socialiste. Constamment réélu depuis, il siège à la commission des affaires juridiques. En 2010, après avoir vu sur internet les vidéos du *Sunday Times* piégeant des représentants de la FIFA en caméra cachée, il signe une initiative parlementaire demandant la poursuite d'office des cas de corruption dans le secteur privé. La corruption privée n'est alors pas un délit en Suisse et ne peut être poursuivie que dans les cas de concurrence déloyale; association à but non lucratif, quoique soumise à l'impôt, la FIFA s'avère hors d'atteinte. L'idée qu'il se fait des collusions dont elle bénéficie (Blatter passe un accord secret avec le procureur de Zoug sur le krach d'ISL) ne le dissuade pas d'engager ce coup, perdu d'avance étant donné les rapports de force au Parlement. Il s'appuie sur les prises de position d'organisations intergouvernementales (Groupe d'État contre la corruption — GRECO, Groupe d'action financière — GAFI) ou d'ONG (Transparency International) pour passer à l'acte :

À la commission des affaires juridiques, délégation PS, on s'est régulièrement penché sur tous les aspects systémiques sur la corruption, sur le blanchiment, le secret bancaire, sur les infractions pénales liées aux flux illégitimes ou criminels, thèmes récurrents de nos interventions, et la problématique de la corruption dans le secteur privé avait déjà été abordée puisqu'il y avait les recommandations du GRECO qui revenaient régulièrement et lorsque sortent les premières accusations, j'ai l'idée de manière plus concrète au niveau de cette question, et je dépose une initiative parlementaire [...] il y avait au sein de la classe politique et même du parti socialiste, on va dire, une collusion politique, il y avait une volonté de ne pas remettre en cause le statut de toutes ces organisations internationales [...] la corruption à la FIFA, ça me fait penser à la pédophilie dans l'Église, c'est en fait la même logique institutionnelle. [Entretien avec les auteurs, le 19 octobre 2016.]

Après trois ans de manœuvres dilatoires, cette proposition est rejetée par la Chambre, mais celle-ci vote le 12 décembre 2014 une loi sur le blanchiment d'argent, dont le surnom médiatique — *lex FIFA* — n'est pas anodin. Essentiellement restreint au site

parlementaire, le positionnement de Sommaruga sur la FIFA ne constitue qu'un engagement mineur au regard de ses nombreux chevaux de bataille, mais il fait entendre une voix dissidente dans un État où le soutien aux organisations sportives internationales, qui génèrent cinq milliards de francs par an, tient de l'évidence. Parallèlement, il milite en faveur d'un changement législatif afin de protéger les lanceurs d'alerte, et s'est entretenu à ce sujet avec Julian Assange.

Lanceuse d'alerte malgré elle

De nationalité jordanienne et américaine, chargée de communication du comité de candidature Qatar 2022, mère célibataire élevant ses deux enfants, Phaedra Almajid accuse secrètement en 2011 ses dirigeants d'avoir acheté des voix de représentants africains, affirmant à des journalistes du *Sunday Times*, qui lui procurent un avocat, avoir été témoin en Angola, dans la suite d'un dignitaire qatari, de scènes de proposition et d'acceptation de pots-de-vin. C'est à son insu que son nom circule lors de débats à la Chambre des communes sur les conditions de l'attribution de la Coupe du monde. Sous la pression de son ancien employeur, qui tente de la discréditer, ses frais d'avocat n'étant plus couverts par l'hebdomadaire anglais, elle se rétracte dans un document écrit. L'émirat lui donne, à elle et ses enfants, quarante-huit heures pour quitter le pays. Elle se réfugie à Washington où elle est placée sous protection policière (du FBI) et, après avoir dû alléguer à la BBC que ses accusations n'étaient pas fondées, choisit le silence, en apparence du moins. En novembre 2014, se sentant lâchée par le président de la chambre de jugement de la commission d'éthique de la FIFA Hans-Joachim Eckert, qui a compromis son anonymat dans la synthèse qu'il rend publique (or le président de la chambre interne d'instruction Michael Garcia lui avait garanti la confidentialité), elle reprend ses accusations, cette fois beaucoup plus ouvertement. Elle se confie en effet aux journalistes les plus en pointe sur le dossier (Jennings, Kistner, Heidi Blake et Jonathan Calvert du *Sunday Times*, Philippe Auclair de *France Football*), mais aussi à d'importantes télévisions

(BBC, Sky) qui la présentent en lanceuse d'alerte craignant pour sa sécurité :

Nous étions alors au printemps 2011. Mon nom n'avait pas encore circulé dans la presse, mais le *Sunday Times* m'avait attribué un avocat après que j'avais rencontré l'une de ses journalistes. La FIFA m'a aussi demandé de venir à Zurich, ce que j'ai accepté. Et je me suis soudain retrouvée exposée. J'ai reçu un coup de téléphone de l'un de mes anciens collègues, qui s'est mis à hurler, en me disant que j'avais trahi les miens. Je crois qu'ils ne m'estimaient pas capable d'avoir le courage de le faire. Je suis une femme. Et je le répète, ce que j'ai fait en parlant est quelque chose d'impensable pour une Arabe qui était l'employée d'une candidature arabe. Sur le coup, j'ai éclaté en sanglots. J'ai aussi contacté mon avocat en Angleterre, qui m'apprend alors que le *Sunday Times* a cessé de payer ses honoraires. Les coups de téléphone ont continué et il y a eu aussi des menaces¹².

Si le fait d'être une femme ajoute à l'aspect subversif de sa dénonciation, soulignons néanmoins combien celle-ci, aiguillonnée par une journaliste d'investigation, dépend de l'intervention de puissantes institutions (du Parlement britannique au FBI) intéressées à sa prise de parole. Variable selon les acteurs, la jouabilité de la dénonciation est un enjeu de lutte, au sens où ceux-ci tentent continûment de s'influencer les uns les autres quant à ce qu'il paraît possible de faire, ce qui a pour effet d'influencer ce qu'ils font, et ce faisant, de façonner le contexte. Sans les sollicitations pressantes de journalistes en quête d'informations « compromettantes » et sans les protections offertes par les autorités américaines, la dénonciation publique aurait sans doute été perçue comme trop dangereuse pour Phaedra Almajid.

« L'air du temps, c'est le dévoilement »

Né en 1957 à Valence d'un père représentant de commerce et d'une mère au foyer, Éric Champel grandit à Toulouse où il décroche un diplôme de premier cycle universitaire en langues (anglais/allemand). À vingt-deux ans, il entame un parcours de journaliste

12. Éric CHAMPEL, 2014.

sportif au *Midi Libre*, avant d'intégrer *l'Équipe* en 2001, puis *France Football* en 2012. Face à l'absence d'un journalisme français sportif critique envers les institutions, il a pour ambition de « relancer *France Football* notamment par des enquêtes » et commence à s'intéresser aux questions de corruption, en s'associant à Philippe Auclair, journaliste « atypique » (auteur compositeur interprète) implanté à Londres. Après deux mois d'effort, ils dirigent « Qatargate », publié le 29 janvier 2013, un dossier cité par de très nombreux médias dans le monde entier. Ce numéro double les ventes de l'hebdomadaire, des collègues colombiens ou américains les sollicitent, ils ne reçoivent aucune plainte en diffamation. En décembre 2014, le binôme diffuse son entretien avec Almajid¹³, ce qui lui vaudra le prix du « coup éditorial de l'année » décerné par le syndicat des éditeurs de la presse magazine :

Je ne me considère pas comme un journaliste d'investigation, je n'ai pas de moyens pour faire du journalisme d'investigation, malheureusement, il n'y a pas les moyens, pas la volonté, on n'a pas envie de gens qui dénoncent le système [...] on sait pas faire ça chez nous, on est dans un non-dit tacite, pour avoir un minimum d'info, on est dans un système mafieux, perdre ses sources et être exclu de ce cercle fermé, le journalisme sportif en France, c'est un délit d'initiés ! Avec l'enquête au Brésil, on s'est attaqué au président du Barça, et un mois après, il a démissionné, c'est pas de la gnognote ! Le Qatargate a marqué la fin du règne de Sarko et de Platini [...] Notre atout est et reste d'avoir été dans le dévoilement, c'est pas une question d'intuition, c'est l'air du temps, et l'air du temps, c'est le dévoilement. (Entretien avec les auteurs, le 5 octobre 2016.)

Plusieurs éléments se combinent pour faire que la dénonciation apparaisse jouable : une longue carrière journalistique et un réseau d'informateurs étendu, une position critique, une stratégie éditoriale distinctive, l'appui du directeur à une investigation collective (une dizaine de rédacteurs mobilisés), l'impression de rejoindre un mouvement et la coopération d'ex-*insiders* (Tognoni et Almajid), dont les révélations confortent le binôme dans la conviction de détenir un scoop. Ainsi, la proximité avec celle qui passe dorénavant pour une lanceuse d'alerte fait figure de ressource journalistique qu'il s'agit

13. Éric CHAMPEL, 2014.

de mettre en valeur pour (se) persuader de la justesse des accusations : « Phaëdra Almajid est très proche de Philippe [Auclair], c'est énorme ce que dit Phaëdra ».

Contextualiser ces dénonciations

Quels enseignements peut-on tirer de ces six cas ? D'abord, contrairement à ce que tend à véhiculer l'image héroïque du lanceur d'alerte (« seul contre tous »), ces individus se mettant à dénoncer des pratiques de corruption ne le font jamais depuis un point de vue isolé ou égocentré, ce qui n'exclut pas, bien au contraire, les « cas de conscience », puisque ceux-ci résultent d'un écartèlement entre plusieurs interlocuteurs, groupes de référence, logiques et façonnages institutionnels. C'est en relation avec toute une série d'acteurs et d'institutions (cadres de la FIFA, journalistes, avocats, parlementaires, détectives privés, services secrets, OIG, ONG, etc.) qu'ils le font, qu'un coup aussi risqué — mais ce risque n'est certes pas le même pour tous — devient pensable, possible et avéré. Ces dénonciateurs sont d'ailleurs en contact les uns avec les autres, notamment du fait de leur appartenance à une même profession ou par le biais des entretiens et des échanges de sources. En tout cas, et cela s'avère décisif dans le passage à la dénonciation, ils s'appuient les uns sur les autres pour se convaincre du bien-fondé de leur engagement et de la possibilité d'aboutissement de leurs démarches. Si isolement de l'accusateur il y a, c'est du fait des lâchages consécutifs à sa prise de parole et de la capacité, maintes fois mise à l'épreuve avant le scandale de 2015, de la FIFA à jouer des collusions interinstitutionnelles (CIO, institutions politiques, judiciaires, financières et sportives suisses, sociétés d'audit, sponsors, etc.) pour compartimenter les litiges. En 2002, à l'approche du congrès, une véritable fronde menace le pouvoir du président Blatter, mais sa confortable réélection désamorce très vite cette contestation collective, dissuadant les dénonciateurs de poursuivre leur mouvement : les membres du CE renoncent d'autant plus à leur plainte pénale que le procureur s'est permis de l'ignorer et que la plupart des journalistes cessent de s'y intéresser. En ce sens, les dénonciateurs

ne contrôlent pas la portée de leur geste car celle-ci dépend d'un ensemble de relations au sein de et entre plusieurs espaces sociaux.

En outre, tous les dénonciateurs n'endossent pas le rôle de lanceur d'alerte, loin de là ; entre l'*insider* préférant garder l'anonymat et le « chevalier blanc » misant sur la publicité, il y a toute une gradation de rôles. De même, tous ne dénoncent pas la totalité de ce qu'ils savent. Il s'ensuit que le rapport à la chose dénoncée diffère grandement. Là où Almajid ou Zen-Ruffinen diront avoir été profondément choqués par leur « découverte » de la corruption, ce qui ne les a pas empêchés d'accepter une clause de confidentialité avec leur ancien employeur, Tognoni fait preuve d'une grande distance. Pour certains, la dénonciation est une forme de loyauté à leur identité socioprofessionnelle, voire, chez Jennings, une vocation, une composante de sa subjectivité rebelle. Pour d'autres, il s'agit d'une rupture de loyauté douloureuse, forcée en quelque sorte par un bouleversement de leur univers de référence dû à l'immixtion d'acteurs inattendus. Aussi, selon les trajectoires et propriétés sociales, mais aussi selon les lieux et les situations, la teneur de la dénonciation emprunte différents types de registre¹⁴, du langage juridique (forme d'objectivation prisée par les juristes de formation que sont Zen Ruffinen, Tognoni et Sommaruga) à la tonalité émotionnelle privilégiée par Jennings ou Almajid, cette dernière, qui se dit « furieuse » et « effrayée », faisant référence à une sorte de « choc moral ». Du reste, si certains semblent enclins à la dénonciation du fait de leur *habitus* (Jennings, Sommaruga, et, dans une moindre mesure, Champel), les autres ne présentent pas de dispositions propices en la matière avant leur passage à l'acte : le contexte (les interlocuteurs et les anticipations) façonne aussi les pratiques, jusqu'à faire faire des choses auxquelles certains ne sont pourtant pas enclins.

Puissant moteur de la dénonciation, l'identité professionnelle diffère selon la conception du métier, qui peut s'appuyer sur des critères extraprofessionnels (éthiques, politiques, moraux), chez Jennings en particulier, mais aussi chez Champel, Sommaruga et Zen-Ruffinen. La durée de la dénonciation varie aussi grandement : dans certains cas, elle reste très brève (quelques jours ou semaines)

14. Luc BOLTANSKI, 1990, p. 280.

ou intermittente, dans d'autres, elle se prolonge plusieurs années, et même décennies dans le cas de Jennings; dans un cas, il y rétractation puis reprise des accusations.

Les conséquences biographiques se révèlent aussi extrêmement variables. Pour certains, un tel acte marque une bifurcation, et même une césure, dans leur parcours professionnel (pour Jennings, la FIFA devient dès 2006 un sujet exclusif, une obsession; après seize ans de promotion interne, Zen-Ruffinen est forcé à la reconversion) ou dans toutes leurs sphères de vie: Almajid répète qu'elle a dû entièrement se reconstruire. Pour d'autres, il fait presque partie du quotidien tant il relève de la routine, d'une opportunité à saisir (Champel) ou d'une prise de position secondaire au regard d'autres engagements (Sommaruga).

Enfin, le *FIFAgate*, en tant que recombinaison des relations entre et au sein de plusieurs secteurs sociaux, n'est pas sans influencer nos six acteurs; ajustements qui, en retour, contribuent à la refonte du faisable et, donc, à l'amplitude du scandale. Zen-Ruffinen croit un moment, après la délégitimation de Michel Platini, en ses chances de briguer la présidence; Jennings publie un énième livre et se vante d'être à l'origine de la chute de Blatter; Tognoni est plus que jamais consulté en qualité d'expert; Somarruga multiplie les dénonciations dans des médias suisses soudain devenus beaucoup plus réceptifs et propose une nouvelle modification législative du statut juridique de la FIFA; Almajid devient un témoin clé pour ceux qui essaient d'invalider l'attribution de l'organisation de la Coupe du monde au Qatar; Champel et son collègue consacrent un ouvrage au thème du moment¹⁵. Si ces engagements renvoient à des stratégies, celles-ci n'en demeurent pas moins tributaires de multiples relations dont les tenants et aboutissants s'avèrent incontrôlables.

* * *

Situer les acteurs dans les échanges et les univers dont ils sont des produits et des producteurs permet de mieux rendre compte de ce qui les persuade ou les dissuade de dénoncer. C'est en s'efforçant

15. Philippe AUCLAIR, Éric CHAMPEL, 2015.

de cartographier diachroniquement leurs positions et de restituer le sens qu'ils donnent à leurs actes et à leur environnement que nous pouvons cerner les variations de la jouabilité de la dénonciation. Si ces variations, infimes ou spectaculaires, dépendent des relations entre différents types d'interlocuteurs, elles participent aussi de la modulation de ces relations, car elles les poussent à s'adapter, les uns et les autres s'influençant mutuellement dans leur réorientation, repositionnements qui peuvent aller, lorsque ces boucles rétroactives atteignent un certain seuil, jusqu'à reconfigurer tout un espace social, voire un ensemble d'espaces sociaux. Si de tels jeux de miroirs scandent le déploiement du scandale, lorsque dénoncer des pratiques de corruption paraît soudain plus facile, cette dimension spéculaire n'en est pas moins décisive en conjoncture ordinaire, lorsque la plupart estiment la dénonciation trop risquée et, ce faisant, la rendent moins probable.

Références bibliographiques

AUCLAIR Philippe, CHAMPEL Éric, « Qatargate », *France Football*, 29 janvier 2013.

AUCLAIR Philippe, CHAMPEL Éric, *FIFAgate*, Paris, Michel Lafon, 2015.

BAYLE Emmanuel, RAYNER Hervé, « The Emergence of “FIFAgate” and the Governance Strategy Adopted to Overcome the Crisis », Chapter 7 « FIFAgate » in Juan Carlos LANDROVE, Geert HENDRIKS (eds.), *Collected Insights from the Field of Sport, Volume 3: Governance and Ethics*, Lausanne, AISTS/EPFL, 2017, p. 111-139.

BLAKE Heidi, CALVERT Jonathan, *The Ugly Game. The Qatari Plot to Buy the World Cup*. New York, Simon & Schuster, 2015.

BOLTANSKI Luc, *L'amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié, 1990.

CHAMPEL Éric, « Il fait de plus en plus noir dans l'isolement », *France Football*, 9 décembre 2014.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1986.

JENNINGS Andrew, *Foul! The Secret World of FIFA: Bribes, Vote Rigging and Ticket Scandals*, Londres, HarperSport, 2006.

JENNINGS Andrew, « Investigating corruption in corporate sport: the IOC and FIFA », *International Review for the Sociology of Sport*, 46 (4), 2011, p. 387-398.

JENNINGS Andrew, *Omertà: Sepp Blatter's FIFA Organised Crime Family*, Transparency Books, 2014.

KISTNER Thomas, *FIFA-Mafia. Die schmutzigen Geschäfte mit dem Weltfußball*, Munich, Droemer, 2012.

RAYNER Hervé, *Les scandales politiques, l'opération « Mains propres » en Italie*. Paris, Michel Houdiard éditeur, 2005.

RAYNER Hervé, *Dynamique du scandale*. Paris, Le Cavalier Bleu éditions, 2007.

RAYNER Hervé, « De quoi les scandales sont-ils faits? », *Traverse*, 3, 2015, p. 33-45.

SCHELLING Thomas, *Stratégie du conflit*, Paris, Puf, 1986.

YALLOP David, *How They Stole the Game*, Londres, Poetic Publishing, 1999.

TROISIÈME PARTIE

DES CULTURES DE LA DÉNONCIATION ? ENTRE PROMOTION DE LA VERTU ET OPPROBRE

La dénonciation comme vertu républicaine

*Le devoir d'anciens prisonniers
politiques en France au début de
la Troisième République¹*

Stacey Renee DAVIS

Cet article traite des délits de corruption dénoncés au début des années 1880 par un groupe de fervents républicains français et anciens opposants au Second Empire, au moment précis où ils étaient honorés par la Troisième République modérée. Ces dénonciations de pratiques de l'administration ne provenaient pas d'ennemis du gouvernement mais de partisans loyaux — principalement des provinciaux issus de milieux modestes (artisans, commerçants, fermiers et travailleurs journaliers) — qui endossaient le rôle d'observateurs non pas simplement par intérêt personnel, mais aussi parce qu'ils croyaient qu'une telle vigilance était leur devoir de citoyen, dans l'intérêt supérieur du régime. Parce qu'ils désiraient à la fois la transparence du gouvernement et la responsabilité et la réactivité de l'administration à la pression morale exercée par des individus ordinaires, ces anciens prisonniers politiques et héros républicains façonnèrent un idéal de démocratie participative directe qui faisait écho au mouvement démocrate-socialiste (« démoc-soc ») du milieu du XIX^e siècle

1. Traduction: Maïca SANCONIE.

et au républicanisme révolutionnaire plus lointain de la fin du XVIII^e siècle².

En 1881, la Troisième République attribua annuellement des pensions à vie d'un montant de 100 à 1 200 francs annuels à plus de 22 000 anciens prisonniers politiques, en réparation des souffrances qui leur avaient été infligées pendant le Second Empire, lorsqu'ils avaient été exilés ou déportés dans des colonies pénitenciaires en raison de leur opposition au coup d'État de 1851. Beaucoup endurèrent ces peines pendant des années, jusqu'à l'octroi du pardon impérial de Napoléon III ou grâce à l'amnistie générale de 1859. Pour recevoir une pension en 1881, tout ancien proscrit, sa veuve ou ses enfants, devait rédiger une requête décrivant son emprisonnement, son exil forcé ou sa déportation dans les colonies pénitenciaires d'Algérie et de Guyane française dans les années 1850, ainsi que l'impact à long terme, social, financier et émotionnel, de la sanction sur leur existence et celle de leurs proches.

La loi de réparation nationale

La loi de réparation nationale du 30 juillet 1881 en faveur des victimes du 2 décembre se voulut de portée solennelle, renforçant à la fois la réputation de ces démocrates de longue date et habitants de petites villes et celle du gouvernement républicain qui les honorait — dont la stabilité était encore toute récente. Obéissant à des critères extrêmement transparents et démocratiques, le processus d'attribution de pension mettait en évidence les différences fondamentales entre la Troisième République et l'ancien régime impérial qui avait poursuivi les prisonniers politiques — ou *proscrits* — par l'entremise d'un système mixte, administratif et militaire, extra-légal et hâtivement créé. En donnant des pensions à des hommes ordinaires qui s'étaient soulevés pour défendre la « constitution violée » de la Deuxième République, les législateurs de la Troisième République créèrent un groupe visible de héros nationaux patriotes,

2. Pendant la Deuxième République, les républicains qui vantaient les mérites d'une « république démocratique et sociale » se réunissaient sous la dénomination de démocrates-socialistes ou « démoc-soc » (Maurice AGULHON, 1973).

ainsi qu'un mythe fondateur pour le régime, dont la naissance symbolique pendant la désastreuse guerre franco-prussienne n'avait pas eu beaucoup d'éclat.

En adoptant la loi de réparation, les législateurs modérés rappelaient un aspect rassurant de l'histoire de ces anciens prisonniers politiques, vus comme des « soldats » fondateurs du régime contemporain plutôt que comme des révolutionnaires violents. Ils présentaient les proscrits comme des hommes ordinaires qui s'étaient soulevés dans un acte extraordinaire de défense nationale, mais qui dans leur vie quotidienne étaient des citoyens rangés et calmes. Ce mélange de patriotisme et de respectabilité venait renforcer les tentatives des républicains opportunistes pour distinguer le gouvernement actuel des phases radicales de la Révolution française, notamment de la Terreur, ainsi que de la Commune de Paris, plus récente, et donc pour façonner un modèle rassurant d'homme ordinaire, citoyen peu impliqué dans la sphère politique sauf au moment de voter ou de célébrer les fêtes nationales³.

Mais les proscrits n'adhéraient pas à ce rôle passif, surtout depuis que la loi de réparation les récompensait pour leur défense active de la Deuxième République. À cette époque, politisés par le biais de réseaux démoc-soc locaux et sensibles aux idées diffusées par la presse démocratique, ces républicains avaient marché sur leurs mairies afin de protester contre le coup d'État. Les proscrits avaient manifesté avec force leur attachement à une conception particulière du devoir civique incombant aux hommes ordinaires, celle de « citoyens combattants⁴ ». Dans les années 1880, leur ténacité à maintenir le processus de réparation sous surveillance active et leurs dénonciations des travers de ce processus furent l'effet de cette vision des choses.

Une étude récente a présenté la dénonciation comme l'un des marqueurs de la modernisation de la sphère politique au XIX^e siècle en Europe, en montrant comment les dénonciations de corruption furent étroitement liées à la démocratisation croissante, au désir de

3. Stacey Davis, 2004 ; pour le façonnage délibéré de la culture du patriotisme républicain par le régime, voir James LEHNING, 2001.

4. Stacey DAVIS, 2004 ; Louis HINCKER, 2008 ; Ted MARGADANT, 1979.

plus en plus fort d'avoir une administration responsable et au rejet des systèmes traditionnels de népotisme en faveur de l'idéal fonctionnaire désintéressé⁵. Dans le contexte français, l'étude menée par Colin Lucas démontre que durant les premières années de la Révolution française, la dénonciation qui, dans l'Ancien régime, avait été le fait d'informateurs de police détestés, relevait de la responsabilité civique et de la probité morale :

La dénonciation était le devoir civique du citoyen, l'expression de son intérêt pour les affaires publiques et de sa surveillance attentive; [c'était] une action individuelle pour défendre et promouvoir la Révolution et assurer le succès de la transition de la tyrannie à la liberté et à l'égalité⁶.

Même si, durant la Terreur, la « dénonciation [fut] employée comme instrument de pouvoir de l'État », le rôle crucial du dénonciateur individuel ne disparut pas avec la Révolution radicale. Au contraire, des études récentes sur les périodes ultérieures, de Thermidor à la Restauration et au-delà, montrent que les citoyens français considérèrent la dénonciation comme un moyen de tenir les fonctionnaires pour responsables de leurs actes et de protéger le régime de ses ennemis. Elle devint une des structures fondamentales reliant les individus à l'État⁷.

Les dénonciations des proscrits participaient de ces tendances générales, mais leurs objectifs dépassaient la simple révélation de la corruption : pour ces hommes loyaux qui croyaient à la démocratie populaire, les dénonciations n'étaient qu'une des facettes de leur rôle au sein du processus de réparation et, par extension, des décisions quotidiennes et du fonctionnement du gouvernement républicain lui-même. Les anciens proscrits comptaient bien s'impliquer dans les détails du processus d'attribution des pensions, notamment parce que c'était leur combat qui avait déclenché la législation. En effet, à la fin des années 1870, à Paris et à Lyon, des groupes de proscrits avaient adressé une pétition aux législateurs pour obtenir des réparations, réclamant une justice politique

5. Toon KERKHOFF *et al.*, 2013.

6. Colin LUCAS, 1996, p. 775.

7. *Ibid.*, p. 779; Ronen STEINBERG, 2016; Geoffrey CUBITT, 2012; Pierre ROSANVALLON, 2006.

fondamentale. À Paris et à Lyon, les réunions des associations de « victimes du 2 décembre » attiraient régulièrement plus de trois cents participants, et des cercles de proscrits apparurent dans des villes de province comme Marseille, Béziers et Nevers⁸. En 1881, Benjamin Colin, ancien exilé et instituteur originaire du Morbihan installé à Paris, se lança dans la publication d'un journal bi-hebdomadaire distribué dans tout le pays — intitulé *Le Proscrit* — ayant pour objectif d'obtenir la reconnaissance de la société envers les anciens prisonniers politiques et leurs héritiers. Durant les trois années suivantes, Colin et *Le Proscrit* allaient être les porte-paroles des espoirs des prisonniers politiques et de leurs frustrations croissantes vis-à-vis du processus de réhabilitation⁹.

Après que les élections de 1881 eurent envoyé près d'une douzaine des proscrits de Napoléon III à la législature nationale, un groupe de députés radicaux dirigé par Alfred Talandier, lui-même ancien prisonnier, proposa la loi de réparation, qui fut adoptée sans difficulté par les deux chambres, toutes deux dominées par les républicains, avec le soutien explicite du gouvernement opportuniste des présidents du Conseil Charles de Freycinet puis Jules Ferry. Les législateurs prirent au sérieux les demandes des proscrits — qui réclamaient une participation active au processus d'attribution des pensions. Lors des débats sur la loi, le député et ancien exilé Wladimir Gagneur expliqua le point de vue des proscrits. Si les allocations étaient calculées par les seuls administrateurs, comme cela était proposé dans les premiers projets de loi, les erreurs et la corruption seraient inévitables : « Les préfets et sous-préfets, trop souvent nomades, renseignés par des tiers, par des maires surtout quelquefois négligents ou hostiles, sont nécessairement exposés à des erreurs d'appréciation » en étant amenés à recommander des montants de pension, de même que les administrateurs parisiens, qui « pleins de zèle, assurément, ayant à compulser un pareil fatras de renseignements d'origines diverses, sont exposés de même à des

8. Archives de la Préfecture de police, Paris, BA 1327.

9. Colin envoya gratuitement *Le Proscrit* à tous les anciens prisonniers de l'Empire, en leur demandant des dons au prorata du montant de leurs pensions.

erreurs ». Il était donc nécessaire que les proscrits soient impliqués dans les décisions d'attribution des pensions, conclut Gagneur, car :

Le jugement par les pairs est considéré aujourd'hui comme le plus démocratique et le plus sûr [...] sous notre régime égalitaire et fraternel [...] nous devons partout l'encourager, car c'est la cohésion des intérêts, c'est surtout l'arme des faibles¹⁰.

Ces arguments portèrent. Suite à la promulgation de la loi, une commission fut créée dans chaque département, chacune composée de trois anciens prisonniers élus par leurs pairs et de trois fonctionnaires départementaux nommés par le préfet¹¹. Les commissions attribuaient des montants de pension individuelle calculés d'après les épreuves que chaque proscrit avait subies dans les années 1850 ; ils les décrivaient dans leur lettre de demande et elles faisaient l'objet de vérifications par consultation des archives. Une commission générale nationale, à Paris, composée de sénateurs et de députés qui étaient eux-mêmes d'anciens prisonniers politiques, ajustait les pensions pour maintenir l'équité d'un département à l'autre.

Les législateurs de la commission générale avaient des références républicaines indéniables, notamment l'abolitionniste Victor Schoelcher, Elzéar Pin, Noël Madier de Montjau, Martin Nadaud et Louis Greppo ; tous avaient été républicains et représentants nationaux démoc-soc pendant la brève Deuxième République, et chacun avait été contraint de s'exiler après le coup d'État¹². Ces huit sénateurs et députés adhéraient à l'*Union républicaine* de Gambetta ou à la fraction politique opportuniste de Jules Ferry et ne pouvaient être soupçonnés d'être des sympathisants d'une gauche de plus en plus radicale. Le sénateur Victor Hugo, le plus célèbre exilé de l'Empire, également nommé à la commission, n'assista à aucune de ses réunions.

Bien que les membres de la commission générale se soient clairement opposés au Second Empire et aient été eux aussi condamnés à ce titre, les groupes de proscrits continuèrent à insister

10. *Le Rappel*, 25 février 1881 ; Archives nationales, Paris [AN] F15 3971.

11. Ces délégués étaient des sympathisants loyaux de l'administration modérée et parfois d'anciens prisonniers politiques.

12. Adolphe ROBERT, Edgar BOURLOTON, Gaston COUGNY, 1891 ; Arlette SCHWEITZ, 2001.

sur l'importance de leur propre participation au processus d'attribution des pensions. D'ailleurs, la création des commissions départementales mit en évidence la transparence et la participation démocratique directe, lorsque le 9 octobre 1881, les proscrits se rassemblèrent dans toutes les villes de France pour élire trois des leurs dans chacun des comités¹³. La participation fut très élevée, étant donné l'âge des électeurs et les moyens financiers, mais cela n'avait rien de surprenant à la lumière de l'identité des proscrits, défenseurs autoproclamés du suffrage universel et des institutions démocratiques : dans le Vaucluse, par exemple, 370 individus votèrent sur les 427 convoqués ; dans la Drôme, ils furent 542 sur 666, et dans le Maine-et-Loire 63 sur 73¹⁴.

Le Devoir de proscrits

Le fait de se retrouver ensemble dans leur mairie pour élire les commissions départementales prépara les anciens prisonniers politiques à concevoir leur participation directe comme fondamentale pour le bon fonctionnement des réparations. Une fois ce rôle positif d'électeur accompli, les proscrits canalisèrent leur désir de démocratie directe sous une autre forme : celle d'agent de contrôle, dont la surveillance vigilante garantissait aux administrateurs comme aux représentants proscrits élus qu'ils ne seraient pas corrompus par les pouvoirs dont ils avaient été investis. Deux aspects de la procédure inquiétaient surtout : les disparités inexplicables entre les montants attribués à des individus qui avaient subi des châtements semblables durant le Second Empire et les révisions par la commission générale des niveaux de pension initialement établis par une commission départementale. Ces préoccupations étaient fondées sur des craintes de corruption, sous la forme de favoritisme politique envers les élites républicaines modérées mieux introduites et plus riches, aux dépens des pauvres fermiers, journaliers et autres provinciaux en raison de leurs tendances radicales connues ou parce qu'ils manquaient d'influence.

13. Archives départementales (AD) Vaucluse, 1M 804.

14. AD Vaucluse, 1M 804 ; AD Drôme 1 M 1352/1 ; AN F15 3968A

Dès mars 1882, le *Bulletin des lois* publia des listes départementales de toutes les personnes pensionnées, avec le montant de chaque indemnité¹⁵. Cette transparence ouvrit la voie à des accusations de corruption de la part, à la fois, de la droite et de la gauche, car journalistes et hommes politiques de tous bords examinaient scrupuleusement les attributions à la recherche de signes de favoritisme et d'irrégularités. Selon les journaux de droite, les listes prouvaient que les pensions étaient tout simplement des commissions accordées aux partisans du régime pour acheter la loyauté d'hommes aux mœurs douteuses, qui valaient à peine mieux que de vulgaires criminels — ainsi que le prouvaient leurs convictions passées. Des journaux comme *Le Pays*, publication bonapartiste de Saône-et-Loire, affirmèrent que les réparations étaient une façon pour les opportunistes d'augmenter leur budget, puisque :

[Il] n'y a pas eu de victimes au 2 décembre, il n'y a eu que des insurgés et des imbéciles [...] des gens dont la conduite a été flétrie par la sanction populaire [en 1851]¹⁶.

La publication des listes permit à ce genre d'attaques de s'intensifier, d'autant que d'anciens prisonniers devenus législateurs nationaux, préfets, administrateurs ou écrivains célèbres reçurent des pensions. Les journaux conservateurs et bonapartistes appelaient cela « le favoritisme de l'Opportunisme » et décrivaient le processus d'attribution comme étant entièrement corrompu¹⁷.

Les accusations antirépublicaines de la droite s'inséraient parfaitement dans un courant historique plus général, bien identifié par les chercheurs, selon lequel, au fil du XIX^e siècle, « les débats sur la corruption étaient transformés et mis au service d'un combat entre idéologies politiques¹⁸ ». Les proscrits limitèrent leurs dénonciations à un cadre beaucoup plus étroit, puisque, après tout, ils soutenaient le régime qui les pensionnait. Les groupes de proscrits et la presse républicaine rejetaient vigoureusement les accusations de la droite

15. *Bulletin des lois, Partie supplémentaire, XII^e série*, tome XXV (1882), XXVI (1883) et XXVII (1883).

16. *Le Pays*, 10 février 1881 ; AN F15 4215.

17. *La Souveraineté du Peuple* (Haute-Garonne), 5 octobre 1882.

18. Toon KERKHOFF *et al.*, 2013, p. 22.

selon lesquelles les pensions relevaient du favoritisme politique sous la forme de remboursements en espèces à des partisans, et ils insistaient fortement sur le lien entre des réparations accordées au titre d'une oppression politique passée et la justice républicaine. Les journaux modérés minoraient l'importance des irrégularités, comme lorsque Francisque Sarcey expliqua dans *Le petit XIX^e siècle* que, même s'il était possible que les pensions soient trop basses ou trop hautes, la tâche de les attribuer avait été difficile. Plutôt que d'attaquer le gouvernement de la République, expliquait-il :

[...] il faut l'en remercier, car elle a donné là un bel exemple de probité politique. S'il s'est dans la pratique glissé quelques erreurs d'appréciations, s'il s'est produit par-ci par-là quelques cas de favoritisme, l'important est que dans la généralité des cas, les pensions aient été attribuées à des personnes dignes d'intérêt et à qui la société devait compte d'un long arriéré de souffrances¹⁹.

Cependant, ces dénonciations du processus de pension révélaient des failles dans le soutien des proscrits au régime. Si les groupes de proscrits et leurs représentants montraient une foi profonde et constante dans la capacité de l'État républicain centralisé à redresser les torts passés et à s'occuper de ses sujets²⁰, la nature même de la réparation permettait plusieurs interprétations : était-elle uniquement politique ou également sociale ? Après tout, les pensions étaient vitales pour des milliers de provinciaux, leurs veuves et leurs enfants, et aux yeux de nombreux proscrits, les journalistes de gauche et l'administration avaient l'objectif clairement social de sauver de pauvres républicains méritants d'une indigence honteuse²¹. Par exemple, même avant l'adoption de la loi de réparation nationale, le ministre de l'Intérieur, Émile Constans, considérait explicitement les pensions comme des « secours » aux plus pauvres des proscrits, et distribua des avances en espèces aux proscrits indigents et aux veuves nécessiteuses, sur le conseil du préfet de chaque

19. *Le petit XIX^e siècle*, 6 octobre 1882 ; AN F15 4215.

20. Ce type de républicanisme du milieu du siècle, avec sa foi en un État centralisé plutôt que dans le municipalisme, avait des liens théoriques avec les jacobins radicaux de la première révolution (voir Sudhir HAZAREESINGH, 1998).

21. Stacey DAVIS, 2017.

département²². Or, la commission générale, centralisée à Paris, semblait, malgré ses membres républicains connus de tout le pays, trop éloignée et peut-être trop à l'écoute des personnes bien introduites pour être le porte-parole fidèle des plus pauvres des proscrits, qui voyaient la mission de justice sociale des pensions mieux remplie au niveau local par les commissions départementales où siégeaient d'anciens prisonniers de milieu modeste. La foi républicaine des proscrits dans la probité de l'État centralisé n'allait pas au-delà.

Ces tensions dans ce que l'on percevait du rôle des pensions s'exprimèrent dans les dénonciations effectuées par des proscrits. Les attributions de pension publiées semblaient inéquitables et suspectes. Une partie de cette injustice apparente provenait du fait que les commissions départementales décidaient chacune de leurs propres méthodes pour définir les montants des pensions, aboutissant à des sommes très diverses selon les régions pour des hommes qui avaient subi les mêmes peines, comme la déportation en Algérie. Dans certains départements, les membres des commissions avaient délibérément accordé des montants plus élevés à des hommes plus pauvres ou plus malades ou à des chefs de familles plus nombreuses, répondant ainsi à une volonté de justice sociale ; dans d'autres départements, la situation financière d'un proscrit faisait peu de différence. En février 1882, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur informèrent la commission générale de ces divergences, et la commission examina à nouveau chaque demande, département par département, ajustant les montants des indemnités pour atténuer les trop grands écarts entre les régions²³.

Le travail de la commission générale provoqua immédiatement un sentiment de colère. Comme l'écrivit le préfet de Côte-d'Or : « l'impression produite dans mon département par la publication au *Bulletin des lois* des décisions de la commission générale concernant les indemnitaires [...] est loin d'être favorable, [car] les règles fort sages ont été irrégulièrement suivies et elle a modifié très malheureusement les décisions les mieux justifiées », ce qui eut pour résultat des réductions de pension pour des « hommes méritants »

22. AN F15 3971.

23. AN F15 3972.

et des indemnités plus élevées pour des imposteurs se faisant passer pour proscrits. Parce que la commission départementale avait informé chaque candidat du montant qu'ils auraient reçu avant les ajustements de la commission générale, le préfet expliqua que les proscrits « se demandent comment la commission générale a pu réformer les appréciations des personnes les mieux placées pour les connaître [les pétitionnaires] et juger leurs droits²⁴ ».

Dans toute la France, les proscrits écrivirent, séparément et en groupes, au ministère de l'Intérieur, à la commission générale et à leurs commissions départementales pour se plaindre du fait que les montants des pensions étaient inéquitables. Nicolas Hubert, de la Nièvre, déclara ainsi :

Je n'ai été porté sur la liste des indemnitaires que pour une rente viagère de 100 francs, tandis que tous mes collègues qui, comme moi, ont subi la même peine y figurent pour des sommes beaucoup supérieures²⁵.

Des cercles de proscrits à Montpellier, Nîmes et Nevers rédigeaient des pétitions collectives protestant contre des décisions d'attributions spécifiques ou se plaignant que des individus reconnus coupables de délits politiques plus tardivement durant le Second Empire avaient été à tort exclus des réparations²⁶. Beaucoup expliquaient les iniquités des pensions par le favoritisme politique, comme ce proscrit anonyme (A) qui écrivit que l'injustice des décisions :

[...] fait crier tout le monde, [et] me porte à croire que la coterie a joué un rôle auprès de la commission générale, qui est cependant composée de vieux républicains. Ces hommes-là ont trop laissé la bride sur le cou aux employés du ministère. [Il faut signaler] le mécontentement qu'ont produit ces répartitions privilégiées et le tort que cela peut faire à la République et aux républicains²⁷.

De septembre 1882 à janvier 1883, la plupart des pages du *Proscrit* furent consacrées à des « protestations » relatant

24. AN F15 3965.

25. *Le Proscrit*, 21 janvier 1883.

26. AN F15 3972.

27. *Le Proscrit*, 16 octobre 1882.

« l'arbitraire et l'injustice d'un grand nombre des décisions de la commission supérieure » ; certaines pages incluaient aussi des listes de pensionnés, avec des exemples de peines auxquelles ils avaient été condamnés après le coup d'État, de façon à ce que l'iniquité soit vue par tous²⁸. Benjamin Colin alla encore plus loin en publiant des listes des montants moyens des pensions par département, ce qui rendit les écarts plus apparents.

Beaucoup de plaintes reposaient sur de vagues accusations de corruption et de favoritisme politique. Le proscrit parisien Émile Digeon écrivit ainsi que l'absence de catégories établies :

[...] a laissé [...] la fixation des indemnités à l'arbitraire de commissions qui se trouvent fatalement dominées par la pression gouvernementale opportuniste [des] vampires politiques qui exploitent [...] et sous le masque du républicanisme, se complaisent à torturer les vrais²⁹.

Les journaux radicaux donnèrent suite à ces plaintes en suggérant que les républicains modérés au pouvoir rejetaient délibérément des demandes d'anciens prisonniers politiques devenus à présent ouvertement radicaux :

Bertrand de Cuers, bien connu dans tout le Var par l'ardeur et la sincérité de ses convictions et par son dévouement à la démocratie [et dont] le père, victime du coup d'État et mort dans l'internement, devait avoir le maximum de pension ; il obtient 800 francs parce qu'il a commis le crime, énorme aux yeux d'une commission opportuniste, d'être radical³⁰.

Les journaux radicaux déclarèrent que des hommes fortunés, notamment des députés et des sénateurs de la législature nationale, recevaient de grosses pensions de 800 à 1 200 francs en compensation de leur exil ou de leur déportation, alors que :

De pauvres diables qui n'ont pas le bonheur d'être députés, sont considérés comme moins victimes que ces messieurs, et en vertu de nos idées d'égalité sans doute, ne reçoivent démocratiquement que 100 francs quand ils sont coiffeurs, 200 francs quand ils sont plâtres...

28. *Ibid.*, 21 janvier 1883.

29. F15 3972.

30. *Le Courrier du Soir*, 1^{er} novembre 1882.

Les députés et sénateurs [ne sont-ils pas] suffisamment indemnisés déjà quand le suffrage universel a fait de ces anciens proscrits ses élus d'aujourd'hui et leur a donné, en réparation du passé, un mandat honorable et lucratif³¹ ?

La nature collective de ces pétitions, ainsi que le travail de Benjamin Colin pour faire connaître la situation critique des proscrits, comptaient pour une grande part dans leur réception. Depuis la première Révolution française, la dénonciation était considérée comme un devoir civique à la seule condition qu'elle soit désintéressée et publique³². Mais comme des proscrits s'activaient individuellement pour obtenir plus d'argent par le biais d'augmentations de leurs allocations de pension, si leurs revendications étaient retenues par l'administration, ils risquaient de passer pour des grippe-sous abusifs. Les pétitions collectives et le soutien de la presse radicale contribuèrent à soutenir cette interprétation des dénonciations par les proscrits. En soulignant l'intérêt public manifesté aux malheureux collègues injustement traités par un système déficient, ils maintenaient résolument l'attention sur l'administration et se présentaient comme des parangons de la solidarité de groupe luttant pour la justice générale plutôt que pour leurs gains personnels.

L'efficacité des dénonciations

Les législateurs opportunistes et les membres de la commission générale ne voyaient pas de corruption dans leurs démarches pendant le processus de détermination d'allocations de pension. Députés et sénateurs écrivaient fréquemment des notes à la commission, apportant leur soutien aux demandeurs individuels de pension qu'ils trouvaient « dignes d'intérêt », en vertu de leur républicanisme avéré, ou en raison de leur misère. De telles lettres n'incluaient généralement aucun détail sur la vie actuelle ou le passé des personnes en question, mais simplement des listes de noms d'individus recommandés par le législateur. Des républicains de toutes

31. *Le National*, 9 octobre 1882.

32. Colin LUCAS, 1996.

tendances, opportunistes et d'extrême gauche, transmirent des listes « d'honnêtes proscrits », incluant le sénateur Victor Hugo, qui, à plusieurs reprises, aurait « glissé » une liste de noms de proscrits « dans la poche » de Jean-Baptiste Massé, membre de la commission générale.³³ La commission inclut de pareilles lettres dans ses dossiers de travail sans faire aucune allusion à ces recommandations, pour le moins vagues, dans ses délibérations d'allocations de pension³⁴. Bien sûr, le dossier de demande de pension rempli par chaque proscrit incluait toujours l'avis du préfet et souvent d'autres lettres de soutien, écrites soit par le maire de la commune du demandeur, soit par d'autres notables locaux, voire même par des groupes d'amis et anciens camarades de proscription; ainsi, le soutien d'un législateur n'était souvent qu'un élément parmi d'autres, tous pris en compte par les membres de la commission pendant leur délibération. Pour les députés et sénateurs républicains ainsi que pour les membres de la commission générale, le soutien de l'un des leurs à certains proscrits aux dépens d'autres demandeurs de pension ne semblait pas être une marque de corruption³⁵.

Tout de même, les plaintes incessantes des proscrits décus du résultat du processus de réparation et les dénonciations dans la presse radicale d'une corruption opportuniste suspectée mais jamais prouvée, mirent dans l'embarras le parti au pouvoir en raison de ce qui pouvait être interprété comme une *apparence* de corruption politique. L'apparence d'un manque de probité, par exemple, fit surface quand le député modéré des Pyrénées-Orientales, Lazare-Henri Escarguel, lui-même ancien exilé du Second Empire, proposa une modification à la loi de réparation déjà votée, en vue de repousser la date de clôture des demandes de pension d'octobre 1881 à

33. Seul le compte rendu de Massé de cet incident existe encore aux Archives nationales, et non les notes de Victor Hugo proprement dites. AN F15 3971.

34. AN F15 3972. Les Archives nationales (série F15 3964-3970) et départementales contiennent des lettres de soutien aux demandes de pensions individuelles, écrites par des notables et fonctionnaires locaux; voir par exemple, AD Rhône 1 M 121-136, AD Vaucluse 1 M 803-805.

35. Conformément au schéma d'Arnold J. HEIDENHEIMER (1970), cette tension sur l'attribution des réparations était un exemple de la « corruption grise [qui] caractérise des conflits normatifs de perception et de jugement » entre des élites et des publics (voir Philippe BEZES, Pierre LASCOUMES, 2005).

janvier 1882. Des clubs de proscrits comme le Cercle des proscrits de 1851 à Marseille dénoncèrent immédiatement ce délai. Pour eux, la loi Escarguel n'était rien d'autre qu'un moyen pour Escarguel d'accorder plus de temps à ses électeurs afin qu'ils remplissent des demandes de pensions qu'ils ne méritaient pas. Comme Benjamin Colin écrivit au ministre de l'Intérieur :

Nous avons déjà trop attendu l'effet de la réparation nationale, sans avoir à nous préoccuper des promesses électorales de M. Escarguel. La loi est et doit rester la loi³⁶.

Pendant les débats législatifs concernant la proposition de loi Escarguel, les opportunistes qui soutenaient le délai ne mentionnèrent pas les accusations de corruption et le considérèrent comme un simple moyen permettant à tous les ayants droit d'obtenir le temps nécessaire pour fournir leur demande de pension. En revanche, ils trouvèrent bon d'ajouter à la loi Escarguel un article allouant un « secours » de 100 francs comme « acompte » aux proscrits les plus nécessiteux en attendant les décisions finales de la commission générale, qui allaient être retardées en raison de la nouvelle date de clôture. De cette façon, le gouvernement opportuniste, tout en ignorant les allégations de la corruption d'Escarguel, trouva moyen d'apaiser les proscrits dénonciateurs³⁷.

Outre l'exemple de la loi Escarguel, le mécontentement public des proscrits envers l'application de la loi de réparation fut efficace sur un plan d'ensemble. Les pétitions collectives, les revendications publiées dans les journaux de gauche et les réclamations auprès de la commission générale suscitérent des réactions concrètes de la part des républicains au pouvoir. La plupart des sénateurs et des députés qui étaient eux-mêmes d'anciens proscrits n'avaient pas présenté de demande de réparation ; après la publicisation négative, les quelques hommes qui l'avaient fait, comme Alexandre Dethou et Martin Nadaud, refusèrent les pensions qui leur avaient été accordées afin d'écarter d'éventuelles accusations d'enrichissement personnel³⁸.

36. AN F15 3971.

37. AN F15 3972.

38. *Ibid.*

En août et décembre 1882, avec le soutien de l'administration, les législateurs votèrent pour faire passer la totalité des fonds de 6 à 8 millions de francs par an, dont 100 000 francs affectés aux hommes à qui les commissions départementales avaient à tort refusé des pensions, et 60 000 francs pour les requérants rejetés par erreur par la commission générale elle-même. Cette nouvelle loi contraignit la commission générale à examiner près de 600 réclamations officielles envoyées par des proscrits dont les demandes initiales avaient été refusées ou dont les montants de pension semblaient trop faibles. Des hommes reconnus coupables de délits politiques dans les premières années du Second Empire étaient maintenant admis dans la catégorie des pensionnés, comme l'avaient exigé des groupes de proscrits à travers toute la France. La commission générale revint sur ses premières décisions en augmentant les montants de 163 pensions et en acceptant 412 demandes supplémentaires, émises par des individus qui avaient été rejetés par les commissions départementales³⁹. La presse radicale annonça ces révisions à grands cris, y voyant l'œuvre d'une véritable justice qui n'avait que trop tardé. *Le Proscrit* ne manqua pas de souligner le rôle qu'il avait joué dans cette entreprise en informant ses lecteurs des réclamations qui avaient abouti, comme celles de Charles François Leroy (qui vit sa pension passer de 200 à 300 francs) et de l'ancien déporté en Algérie, Théodore Girault, qui reçut 800 francs au lieu des 600 qui lui avaient été attribués avant que *Le Proscrit* ne déclare sa situation critique⁴⁰. Comme *Le Proscrit* le soulignait à l'intention de ses lecteurs, la vigilance de ces hommes et la pression collective qu'ils exerçaient, ainsi que le dur travail de Benjamin Colin pour rendre publiques les failles du système des pensions, avaient eu un impact concret sur le processus qu'ils observaient avec tant d'attention.

L'affaire Druck

Il n'y eut qu'un seul cas de corruption indubitable durant le processus d'attribution des pensions, sans qu'il y ait d'ailleurs de

39. AN F15 4221 ; *Bulletin des lois* 1470 et 1475.

40. *Le Proscrit*, 15 avril 1883.

favoritisme ou de collusion des élites républicaines. Il s'agissait en fait d'une simple affaire de fraude, mais cette dernière rendit vulnérable la commission et les fonctionnaires qui géraient le travail de la commission à des accusations de tentative de dissimulation. En juin 1882, Alfred Druck, petit employé au ministère de l'Intérieur, approcha sept proscrits parisiens avec un plan pour augmenter leurs pensions en échange d'une commission. Cinq pensionnés acceptèrent la combine et signèrent des « contrats », mais plusieurs hésitèrent et un ancien boucher sexagénaire, Étienne Robineau, prévint Benjamin Colin. Ce dernier fonda immédiatement au ministère de l'Intérieur pour dénoncer Druck, qui fut arrêté et par la suite condamné pour contrefaçon. La nouvelle de cette corruption ébranla la commission générale, car cela semblait prouver l'existence des conspirations machiavéliques que dénonçait justement la presse antirépublicaine. Lors d'une réunion d'urgence, les membres de la commission générale décidèrent de maintenir les pensions des proscrits qui avaient signé le contrat de Druck, en faisant l'hypothèse que ces individus avaient été dupés ; mais ils annulèrent les pensions des deux hommes (Auguste Rélu et François Vincent) qui avaient prévenu Robineau puis tenté de dissimuler leur implication lorsque des responsables administratifs avaient perquisitionné leurs maisons le soir de l'arrestation de Druck⁴¹.

Pour Benjamin Colin, la dénonciation de Druck était une victoire personnelle car, en exposant la réalité de la malversation, il mettait à profit sa familiarité avec le processus d'attribution des pensions et son prétendu statut de protecteur des intérêts généraux des proscrits. Cependant, dans ses comptes-rendus triomphants de l'affaire Druck dans *Le Proscrit*, Colin prit soin de décrire la lutte contre la corruption comme un effort collectif, en soulignant que Robineau, Vincent et Rélu — plutôt que de conspirer avec Druck — s'étaient regroupés afin de dénoncer son complot⁴².

Mais l'affaire Druck avait mis l'accent sur les tensions entre les administrateurs républicains modérés et des politiques et journalistes de tendance plus radicale qui se posaient en défenseurs

41. AN F15 3972.

42. *Le Proscrit*, 26 novembre 1882.

publics des proscrits. En avril 1883, la commission générale reçut des lettres de la Ligue de l'intérêt public dénonçant la décision des membres de la commission d'annuler les pensions de Vincent et de Rélu. Cette ligue — une « société protectrice des citoyens contre les abus » — glorifiait sa mission fondamentale comme étant :

La défense des citoyens malmenés ou lésés par les fonctionnaires publics ou les agents des grandes administrations et [la nécessité de] poursuivre la pression de ces mauvais traitements⁴³.

Sa liste de membres fondateurs ressemblait à un *Who's who* de politiciens, journalistes et écrivains radicaux : outre Victor Hugo, Louis Blanc et Clémenceau, appartenaient à la ligue le député Clovis Hugues, premier législateur du pays à être élu sur la liste d'un parti ouvrier ; des députés radicaux de la Seine comme Alfred Talandier, François Cantegrel et Henri Maret (également rédacteur en chef du journal *Le Radical*) ; Henri Rochefort, un ex-communard qui s'était échappé de Nouvelle-Calédonie ; Antoine Révillon, journaliste au journal *Le Radical* et conseiller municipal de Paris ; ainsi que le poète Auguste Vacquerie, les romanciers Paul Meurice et Léon Cladel — tous trois amis de Victor Hugo. Talandier et Cantegrel avaient été prisonniers politiques sous le Second Empire, et en tant que député, Talandier avait rédigé le projet initial de ce qui allait devenir la loi de réparation.

Compte tenu de la renommée des hommes politiques et écrivains qui soutenaient la Ligue de l'intérêt public, les lettres du groupe « [qui mettaient] en question l'honnêteté de tous les agents de la sûreté générale et même celle de leur chef » ne purent qu'être prises en compte par le ministre de l'Intérieur, d'autant qu'elles menaçaient, en cas de non-action de l'administration, des conséquences suivantes :

[...] un sénateur et un député se sont déjà chargés de porter à leur tribune respective cette affaire si le ministre, à l'amiable, ne rendait pas promptement justice.

En outre, les dirigeants de la ligue étaient convaincus que :

M. le Directeur de la Sûreté générale et M. Joffroy [un fonctionnaire au ministre] ont noirci Vincent et Rélu aux yeux de la commission pour les punir d'avoir dénoncé les agissements de Druck.

43. AN F15 3972.

Ils se proposaient de ce fait de rendre l'affaire publique en invitant les membres de la commission à assister à une « tribune » sur la question, dans le hall de la mairie du 4^e arrondissement de Paris⁴⁴. Parce que les législateurs radicaux voyaient dans cette affaire le moyen de salir la réputation du ministre républicain modéré, les membres de la commission décidèrent de rétablir les pensions de Vincent et de Rélu, évitant ainsi toute répercussion politique potentielle ou tout embarras ministériel causé par une éventuelle poursuite de l'affaire par la ligue. Une fois de plus, la surveillance des alliés des anciens prisonniers politiques, associée à la menace d'allégations de corruption modifia l'issue du processus d'attribution des pensions.

* * *

Au milieu de l'année 1883, la réparation nationale pour les victimes du 2 décembre ayant été attribuée et versée, le rôle de contrôle que s'étaient donnés les anciens prisonniers politiques s'acheva. Des groupes de proscrits mécontents continuèrent à envoyer des lettres au ministre de l'Intérieur et aux deux chambres législatives jusqu'au début du xx^e siècle, demandant la redistribution des fonds constitués par les pensions qui n'étaient plus payées depuis la mort des pensionnés ou exigeant des augmentations pour suivre le rythme de l'augmentation des prix⁴⁵. Mais, pour les proscrits, le rôle d'agent de contrôle d'un processus bureaucratique spécifique était terminé, et en 1884, la plupart des cercles locaux s'étaient dispersés. *Le Proscrit* cessa de paraître en mars 1884 et Benjamin Colin mourut l'année suivante.

L'ère de surveillance directe des législateurs et des administrateurs républicains par les proscrits fut brève mais puissante. Depuis les premières réunions d'organisation des cercles de proscrits, jusqu'à leurs analyses des élections des commissions départementales et leurs dénonciations du processus d'attribution des pensions qu'ils perçurent comme défectueux et partial — ces anciens

44. *Ibid.*

45. AN F15 3971.

prisonniers politiques manifestèrent la certitude qu'il fallait à la jeune Troisième République modérée une transparence législative et bureaucratique pour se distinguer clairement des machinations extra-légales et opaques du Second Empire. Par leurs lettres, leurs pétitions et leurs protestations dans la presse radicale, ces proscrits clamèrent leur conviction que, sans leur surveillance constante, le système d'attribution des pensions ne fonctionnerait jamais de façon juste. Même avec leurs alliés républicains au pouvoir, les proscrits restèrent vigilants contre le favoritisme, d'autant que la transparence du processus d'attribution des pensions facilitait les accusations de népotisme et de corruption de la part de la droite monarchiste et bonapartiste. En outre, comme le montrait clairement la connexion de plus en plus forte entre les députés d'extrême-gauche, les groupes de proscrits très actifs et la presse radicale, certaines de ces incriminations de corruption⁴⁶ étaient aussi des façons de critiquer le gouvernement opportuniste et ses ministres, à une période où les hommes politiques et les journalistes radicaux gagnaient en puissance et tentaient de se présenter comme de meilleurs représentants de la justice dans ses aspects démocratiques — et de plus en plus sociaux — que les modérés au pouvoir.

Au-delà de ces tensions intrarépublicaines, la surveillance par les proscrits de la mise en œuvre de la loi de réparation nationale fut un succès pour une raison clé : l'administration et la législature avaient réagi explicitement à cette surveillance. Au niveau local, l'affaire Druck donna à Benjamin Colin la preuve qu'il désirait pour conforter son rôle dans le projet de réparation et permit aux journaux radicaux et au *Proscrit* de souligner la probité individuelle d'hommes comme Robineau, Vincent et Rélu ; tous représentaient les proscrits ordinaires qui avaient refusé de se laisser entraîner dans la combine de Druck. Au niveau national, les législateurs avaient modifié les lois, réagissant directement aux accusations de corruption et de favoritisme formulées par le groupe des proscrits, de la même façon qu'ils avaient créé une réserve de fonds spéciaux pour les individus à qui les commissions départementales avaient injustement

46. Aboutissant par exemple à l'action sans relâche de la Ligue de l'intérêt public après l'affaire Druck pour que les pensions de Vincent et Rélu soient à nouveau versées.

refusé des pensions ou qui avaient été oubliés parce qu'ils avaient été condamnés en tant que membres de sociétés secrètes plutôt qu'en relation directe avec le coup d'État de 1851. Cette réactivité mit en évidence le credo des proscrits sur le rôle de l'homme ordinaire dans la démocratie, qui ne devait pas se contenter d'être un simple électeur mais participer activement au processus législatif et faire barrage à la corruption administrative et politique. La réactivité du régime à leurs critiques, associée à la transparence du processus d'attribution des pensions (transparence qui attirait forcément l'attention du public) cimenta cette vision idéaliste, propre à la moitié du XIX^e siècle, de la relation entre l'individu citoyen et l'État démocratique telle qu'elle avait été imaginée par les anciens défenseurs de la Deuxième République (maintenant âgés), dans la deuxième décennie d'existence de la Troisième.

Références bibliographiques

AGULHON Maurice, *1848 ou l'apprentissage de la République. 1848-1852*, Paris, Seuil, 1973.

BEZES Philippe, LASCOUMES Pierre, « Percevoir et juger la corruption politique. Enjeux et usages des enquêtes sur les représentations des atteintes à la probité publique » *Revue française de science politique* 55, 5/2005, p. 757-786.

CUBITT Geoffrey, « Conspiracism, Secrecy and Security in Restoration France: Denouncing the Jesuit Menace », *Historical Social Research* 38, 1, 2012, p. 107-128.

DAVIS Stacey Renee, « The Memory of Opposition: The Collective Identity of Louis-Napoléon's Political Prisoners », *Proceedings of the Western Society for French History* 32, 2004, p. 237-255.

DAVIS Stacey Renee, « L'anticipation de la vieillesse, le rôle du genre et le discours politique en France au dix-neuvième siècle », *Enfances, Familles et Générations*, n° 27, 2017.

HINCKER Louis, *Citoyens-combattants à Paris 1848-1851*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

KERKHOFF Toon, KROEZE Ronald, WAGENAAR Pieter, « Corruption and the Rise of Modern Politics in Europe in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: A Comparison between France, the Netherlands, Germany and England », *Journal of Modern European History* 11, 1, 2013, p. 19-30.

HAZAREESINGH Sudhir, *The Second Empire and The Emergence of Modern French Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

LEHNING James, *To Be a Citizen: The Political Culture of the Early French Third Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

LUCAS Colin, « The Theory and Practice of Denunciation in the French Revolution », *Journal of Modern History* 68, 4, 1996, p. 768-785.

MARGADANT Ted, *French Peasants in Revolt: The Insurrection of 1851*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

ROBERT Adolphe, BOURLOTON Edgar, COUGNY Gaston, *Dictionnaire des parlementaires français comprenant tous les membres des*

assemblées françaises et tous les ministres français depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889, Paris, Bourlonton, 1891.

ROSANVALLON Pierre, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

SCHWEITZ Arlette, *Les parlementaires de la Seine sous la Troisième République*, Paris, Sorbonne, 2001.

STEINBERG Ronen, « Terror on Trial: Accountability, Transitional Justice, and the Affaire Bon in Thermidorian France », *French Historical Studies* 39, 3, 2016, p. 419-444.

Le « monde des coquins »

La dénonciation de corruption dans les écrits pamphlétaires (1868-1898)

Cédric PASSARD

Avec l'installation durable de la République à la fin du ^{xix}^e siècle, la dénonciation de corruption, si elle n'est certes pas inédite, prend une résonance nouvelle à la faveur de la libéralisation du droit d'expression. Sa signification elle-même se transforme puisque les règles du jeu démocratique, en cours d'élaboration, contribuent à remodeler la définition de la morale ou de la probité publique et, par là-même, à renforcer la perception et la critique d'actes ou de pratiques jugées transgressives de ce point de vue. Cela favorise l'essor des scandales politiques¹.

Or, les pamphlets politiques, en tant qu'écrits critiques marqués généralement par la véhémence, voire l'outrance et visant à attaquer une personne, un groupe ou une institution, apparaissent alors comme des opérateurs importants de cette scandalisation de la vie politique à travers la mise au jour de formes de corruption, réelles ou fantasmées. En effet, cette littérature d'humeur connaît un formidable développement dans le dernier tiers du ^{xix}^e siècle au point que le terme « pamphlétarisme » fait son apparition à l'époque pour désigner la « manie du pamphlet, l'emploi systématique du pamphlet pour attaquer, pour dénigrer² ». Le pamphlet devient un genre politico-journalistique avec ses propres spécialistes reconnus et désignés ou, plus exactement, stigmatisés comme tels. L'image

1. Cf. John B. THOMPSON, 2000 ; Alain GARRIGOU, 1993.

2. Pierre LAROUSSE (dir.), 1877, p. 1154.

sociale des pamphlétaires se cristallise ainsi autour de quelques noms, parmi lesquels Henri Rochefort, Édouard Drumont, Jules Vallès, Auguste Chirac, Léon Bloy, Octave Mirbeau, Laurent Tailhade, Léo Taxil, George Darien, Alfred Gérault-Richard, Urbain Gohier ou encore Zo d'Axa³. Ces pamphlétaires sont précisément de ceux qui se servent de la dénonciation de corruption comme d'une arme pour vilipender leurs adversaires et tenter d'imposer leurs vues. Ils l'utilisent comme un « coup » politique et « médiatique » dont ils peuvent estimer les risques et escompter certains bénéfices. Toutefois, leur « stratégie scandaleuse⁴ » n'est jamais assurée de succès : elle peut ne pas susciter de réaction et échouer à produire le scandale espéré, elle peut se retourner contre ses auteurs (si, par exemple, la dénonciation apparaît infondée ou calomnieuse), ou encore, la mise en cause de départ peut conduire à de multiples redéfinitions aux effets incontrôlés échappant à son initiateur. La dénonciation pamphlétaire peut donc engendrer des formes de jugement et d'action très variées, depuis le silence ou l'indifférence jusqu'au scandale ou à l'affaire. La présente contribution vise ainsi à examiner comment et dans quelle mesure les pamphlétaires participent à la construction de la corruption comme problème public et à la fabrication de scandales ou d'affaires politiques.

Des entrepreneurs critiques de la politique⁵

Des outsiders politiques

Un détour rapide par une sociologie des pamphlétaires apparaît utile pour expliquer et comprendre la place centrale qu'occupe

3. La catégorie de « pamphlétaire », si elle circule beaucoup à l'époque, ne désigne pas un groupe allant de soi ou institutionnalisé. Pour sortir des débats sans fin dans lesquels s'enferment les discussions autour des définitions savantes, nous avons cherché à dégager, en confrontant différentes énumérations faites dans les sources contemporaines, les pamphlétaires les plus « typiques », qui nous ont servi ensuite de guides dans tout un monde du pamphlet qui les dépasse largement. Nous nous permettons de renvoyer, sur ce point, à notre ouvrage *L'âge d'or du pamphlet* (2015).

4. Michel OFFERLÉ désigne ainsi la stratégie qui vise à faire scandale mais aussi à énoncer qu'il y a scandale en prenant la « parole indignée » (1998, p. 122-123).

5. Jean-Louis BRIQUET, Philippe GARRAUD, 2001.

la dénonciation de corruption dans leur discours. On observe, en effet, une assez grande proximité des parcours et des trajectoires biographiques des pamphlétaires. Ces derniers, pour la plupart provinciaux et assez peu dotés scolairement, sont tentés par une carrière littéraire, mais se retrouvent le plus souvent dépourvus des moyens financiers nécessaires pour ne vivre, du moins dans un premier temps, que par et pour la littérature. Ils appartiennent ainsi à la catégorie alors très répandue des écrivains-journalistes en situation de « prolétaires des lettres », ainsi que se qualifiait Octave Mirbeau à ses débuts⁶. L'inscription dans une « carrière » pamphlétaire peut être analysée comme une façon, pour ces publicistes en quête de notoriété, d'accéder à une certaine visibilité sociale en s'adressant à un vaste public et en adoptant une stratégie scandaleuse. On en trouve un bon témoignage dans *Le Désespéré*, roman autobiographique de Léon Bloy, où le héros — Marchenoir — se lance dans une histoire très semblable à celle du *Pal*, le pamphlet de Bloy :

Puisque tous les journaux lui étaient fermés [...] il décida de publier, à ses frais, un pamphlet périodique dont il serait l'unique rédacteur et qu'il lancerait, chaque semaine, sur Paris, comme un tison [...] Il faudrait vraiment que tous les démons s'en mêlassent pour que l'inouïe vocifération dont il méditait d'assaillir ses contemporains ne produisît aucun résultat. Une circonstance favorable, assurément, sortirait de l'ombre, jusqu'alors implacable de sa destinée⁷.

Venus du champ littéraire, les pamphlétaires investissent ainsi le champ politique par le biais du journalisme d'opinion⁸, mais sont généralement considérés comme des *outsiders* ou tendent à se comporter et à se représenter eux-mêmes comme tels. Même lorsqu'ils intègrent directement la scène politique en prenant part, par exemple, à la compétition électorale, ils adoptent une stratégie de « légitimation par l'illégitimité⁹ » au sens où ils mettent en scène une posture de marginalité dans le champ politique, posture qui repose précisément sur leur parole politiquement incorrecte, sur

6. Octave MIRBEAU, 15 décembre 1883.

7. Léon BLOY, [1887], 2010, p. 366-367.

8. Gisèle SAPIRO, 2006, p. 143-144.

9. Michel OFFERLÉ, 1984.

leur revendication d'une liberté totale d'expression. Ainsi, le pamphlétaire se présente comme :

[Un] grand homme, c'est-à-dire précisément un individu qui non seulement peut, à la différence du porte-parole institutionnel, représenter les autres sans mandat, mais encore qui, à la façon du prophète dans la typologie webérienne, tire argument de son indépendance et de sa solitude [...] pour réclamer d'être suivi ou écouté¹⁰.

Alors que, pour être jugée normale, la dénonciation suppose, comme l'a montré Luc Boltanski, un travail de « désingularisation » de la cause et des actants, le pamphlétaire prend le parti inverse, en affirmant fièrement son autonomie. Il se construit « un *éthos* paradoxal qui tire une légitimité du fait même qu'il est illégitime [...] hors du groupe, incompetent¹¹ ». De ce point de vue, il tend à s'inscrire dans un « registre de la singularité » propre à l'éthique contemporaine de la vocation artistique qui puise dans les valeurs aristocratiques et qui valorise l'originalité, la subjectivité voire l'anormalité. Jouant de la « nostalgie chevaleresque¹² », le pamphlétaire refuse de se soumettre aux règles de civilité propres aux courtisans et adhère à un autre code de comportement et de langage que celui posé par les gens établis. Héros indépendant, il se présente comme un redresseur de torts, un éveilleur des consciences, investi d'une mission, d'un devoir de parole, celui de dévoiler la vérité et notamment les dessous frauduleux du monde politique.

Des moralistes outragés

Au-delà de leur variété, les discours pamphlétaires ont, en effet, en commun de fournir un cadre d'interprétation de la chose politique où celle-ci ne prend sens qu'à travers des « magouilles », des « tripotages », des « agiotages » selon les expressions mêmes de l'époque. Les pamphlétaires s'instituent ainsi non seulement comme des entrepreneurs critiques de la politique, mais aussi parfois

10. Luc BOLTANSKI, 1984, p. 35.

11. Emmanuelle DANBLON, 2005, p. 53.

12. Christian LE BART, 2003.

comme des entrepreneurs de morale¹³ ou, du moins, de moralisation : en identifiant, en dénonçant certaines pratiques comme déviantes ou intolérables, ils font pression pour que des mesures soient prises à leur encontre, pour que certains comportements ne soient pas (ou plus) supportés, pour que les normes évoluent ou pour que des valeurs soient sauvegardées, car « le scandale de corruption exprime la nécessité d'une purification¹⁴ ». Par exemple, alors que les campagnes électorales restent le théâtre de tentatives de corruption de toutes sortes et que les moyens de fraude sont multiples, les pamphlétaires fustigent la corruption électorale. Si cette dénonciation s'énonce souvent dans des termes très généraux, ils stigmatisent parfois des pratiques précises. Dans *L'Agiotage sous la Troisième République* (1886a), Auguste Chirac consacre ainsi plusieurs pages à expliquer comment, en dépit du suffrage universel, les possédants parviennent à se maintenir en place bien que leurs intérêts soient contraires à ceux du peuple :

M. le comte de P. est devenu député du département de * * *, où il a de grandes propriétés. Or, pour se faire nommer, il a compris que le meilleur procédé était le procédé américain, la franche et universelle corruption. Il se faisait suivre dans ses tournées par des domestiques chargés de sacs d'argent, et on distribuait à tous les électeurs 5 francs, 10 francs, 15 francs, suivant la valeur de l'homme. Tout paysan qui se présentait à son château recevait une pièce de cent sous. Pour les personnes qu'on ne pouvait ainsi solder, il y avait table ouverte, et tous les jours. [...] Et voilà comment beaucoup de possédants hostiles aux intérêts populaires étaient parvenus à s'en faire les représentants¹⁵.

La corruption n'est pas seulement, pour les pamphlétaires, le mode d'accès aux responsabilités politiques, elle est plus généralement, pour eux, la règle de fonctionnement du monde politique vu comme le « monde des coquins¹⁶ ». Le thème des « pots-de-vin » constitue un de leurs thèmes de prédilection. Dans ses *Grimaces*

13. Howard BECKER désigne ainsi ceux qui créent les normes et ceux qui les font appliquer ou respecter (1985).

14. Jens Ivo ENGELS, Frédéric MONIER, 2014, p. 18.

15. Auguste CHIRAC, 1886a, p. 154-155.

16. C'est notamment le titre d'un article d'Édouard DRUMONT dans *La Libre Parole* (27 janvier 1893).

(1883), pamphlet dirigé contre les « opportunistes » au pouvoir, Octave Mirbeau dénonce ainsi ce qu'il appelle le « Pot-de-vinat », c'est-à-dire la corruption généralisée des hommes politiques et du régime républicain :

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, la France a joui de régimes politiques très divers. [...] Nous possédons aujourd'hui le Pot-de-vinat. Ce régime nouveau et nullement compliqué [...] consiste, pour les aimables escarpes qui nous gouvernent, à crocheter les caisses publiques, à barboter dans les budgets, à dévaliser les Compagnies de chemins de fer, à faciliter les entreprises véreuses, à gagner enfin, bon an mal an, trois cent mille livres de rentes en élevant des portefeuilles de ministre et des mandats de député [...].

Le Pot-de-vinat offre des ressources si merveilleuses qu'un député, ne possédant qu'un traitement de neuf mille francs, peut, au bout de quelques heures d'exercice, à la barbe des gendarmes, entretenir des femmes très chères, avoir table ouverte, perdre au jeu des sommes considérables ou acheter des propriétés superbes, à son choix¹⁷.

Si la corruption supposée des hommes politiques fournit les ingrédients d'accusations incessantes, celle-ci, loin d'être perçue comme un simple accident ou comme le fruit d'individus isolés, apparaît généralement comme la conséquence d'un dérèglement global du système et dépasse donc largement les frontières du monde politique. Les pamphlets charrient, en effet, toute une imagerie de la dégénération propre à la « vision crépusculaire du monde » caractéristique du genre pamphlétaire selon Marc Angenot¹⁸. De fait, la corruption ne se limite pas aux seuls aspects économiques ou financiers, mais prend un sens bien plus large : elle est associée à une perversion d'ensemble. Par exemple, dans un ouvrage intitulé *La Corruption fin de siècle*, le pamphlétaire Léo Taxil dénonce les mœurs sexuelles, la débauche de son époque en commençant ainsi :

Tout observateur attentif conviendra que nous vivons à une époque où la corruption est devenue effrénée ; il y a en Europe, et notamment en France, un débordement de luxure qui rappelle les hontes de la décadence romaine. Nous retournons au paganisme. Eh bien, c'est contre ce dévergondage de mœurs que je m'élève¹⁹.

17. Octave MIRBEAU, 4 août 1883.

18. Marc ANGENOT, 1982.

19. Léo TAXIL, 1894, P. II.

Face à un tel « monde inversé », où le vice a pris la place de la vertu, où les fripons sont perçus comme des honnêtes gens, la corruption n'est donc même pas vue comme telle car elle est l'expression d'une civilisation entièrement nécrosée. Comment les pamphlétaires entreprennent-ils alors de se faire entendre dans une société qu'ils jugent entièrement dominée par la corruption et l'imposture ?

Le « tout-dire » pamphlétaire

Dénoncer les coulisses de la politique

Les pamphlétaires ne vont pas habituellement chercher très loin le scandale. Sans mener le plus souvent d'investigation mais en s'appuyant sur de simples rumeurs ou en détournant des faits d'actualité, ils proposent leur propre interprétation des événements, en instillant le soupçon sur les motifs réels qui font agir les hommes politiques. Les pamphlétaires contestent les mobiles officiels donnés par ces derniers, car ils masquent, selon eux, les raisons véritables qui les animent, en expliquant par des considérations élevées ou de nobles principes des démarches inspirées par de mesquins intérêts. C'est ainsi que, par exemple, toute la politique coloniale de Jules Ferry est accusée par Henri Rochefort de n'avoir pour but que de l'enrichir. Au cœur de cette accusation se trouvent les rapports de Jules Ferry avec la Banque franco-égyptienne dirigée notamment par son frère, Charles, qui a participé à certaines opérations touchant aux affaires coloniales. Dans *L'Intransigeant*, Henri Rochefort mène, dans les années 1885, une violente campagne contre Jules Ferry qu'il affuble du surnom de « Ferry-Pot-de-Vin ». Rochefort et son journal multiplient les articles incriminant les « tripotages des Ferry », les « comptes fantastiques de Charles » ou encore les « millions de la famille Ferry », la fortune des Ferry étant censée fournir la preuve de leurs fraudes²⁰ :

Monsieur Charles Ferry, ancien commis voyageur en vases de nuit et autres porcelaines inutiles, est aujourd'hui vingt fois millionnaire

20. Le patrimoine de Jules et de Charles Ferry est resté largement commun.

et il achète des maisons de cinq cent quarante mille francs : voilà la vérité²¹.

Dans le contexte du scandale des décorations, Rochefort vilipende Charles Ferry comme un « autre Wilson²² », voire pire, puisqu'il affirme que « dix gendres de la force de Wilson donneraient à peine la monnaie d'un pareil frère²³ ». Chez les pamphlétaires, la dénonciation de la corruption repose ainsi le plus souvent sur des micro-récits prenant la forme d'anecdotes, de témoignages, de « on-dit » qui font office de ressource argumentaire par défaut et qui sont aussi :

[...] une façon peu contraignante d'opiner sur la politique en comparaison des efforts et de l'inconfort qu'impliquerait une opinion de type dialogique. La création et l'échange de rumeurs appartiennent à ces tactiques ordinaires grâce auxquelles les acteurs sociaux donnent à la politique ce tour personnel, sensationnel, trivialement humain, qui la redimensionne à l'échelle de l'expérience commune²⁴.

En phase avec les appréhensions ordinaires de la politique, qui voient les turpitudes privées des hommes politiques comme des symptômes de leur immoralité publique, les pamphlétaires privilégient donc une approche *ad hominem*, centrée sur les aspects biographiques voire intimes, qui leur servent d'instruments de classification et d'évaluation politiques. C'est pourquoi ils portent souvent loin l'exigence de transparence en refusant toute sanctuarisation de l'intimité des hommes politiques. Urbain Gohier s'en prend ainsi à la séparation de la sphère publique et de la sphère privée qui tend à se formaliser à l'époque :

La distinction entre la vie publique et la vie privée rentre dans la casuistique de *Tartuffe*. Un homme public appartient au public. Tout entier. [...] C'est en séparant la vie privée, pour la rendre inviolable, de la vie publique livrée à la discussion, qu'on arrive à composer des

21. *L'Intransigeant*, 28 juillet 1885.

22. Il s'agit de Daniel Wilson, député d'Indre-et-Loire et gendre du président de la République Jules Grévy. Il se retrouve, en 1887, au cœur du célèbre « scandale des décorations » (un trafic de médailles, notamment de légions d'honneur) qui conduit son beau-père à la démission.

23. Henri ROCHEFORT, 1887.

24. Philippe ALDRIN, 2004, p. 196.

Assemblées presque entières d'aigrefins, de corrompus, d'intrigants prêts à tout [...]

Vie privée ! Silence forcé ! Procès en diffamation ! La loi, la bonne loi des *honnêtes gens*, va nourrir d'infamie le diffamateur qui ne voudrait pas que son pays fût gouverné ou son peuple représenté par un infâme. Il importe pourtant aux nations de connaître la vie privée, la vie intime des hommes qu'elle se donne pour chefs. Car il faut n'avoir jamais ouvert un livre pour ignorer que les prétendues grandes combinaisons des prétendus grands politiques ont toujours été dictées par de petits intérêts, par de misérables passions de la vie privée²⁵.

Au cœur de l'entreprise de dénonciation pamphlétaire, la logique qui consiste à *tout dire* justifie donc une transgression des barrières posées à l'énonciation politique comme la ligne de partage entre la vie privée et la vie publique. Les pamphlétaires remettent en cause toute clôture du politique à une époque même où ses frontières ne sont pas encore clairement établies et cherchent à construire un espace public très large où s'actualisent rumeurs et commérages et dans lequel tout, ou presque, doit se savoir.

L'effet de dévoilement

Aussi la dénonciation pamphlétaire s'inscrit-elle souvent dans une « sémiotique du secret » pour laquelle ce qui a du sens, ce n'est pas tant l'information dissimulée et faisant l'objet d'un secret, réel ou imaginé, que le fait même qu'elle soit perçue comme secrète²⁶. Ce qui explique que même les détails a priori anodins puissent devenir signifiants, essentiels aux yeux des pamphlétaires dès lors qu'ils manifestent, selon eux, la part obscure d'une réalité, d'un personnage ou d'un événement. Pour le dire autrement, le secret supposé importe moins par ce qu'il renferme que par le simple fait qu'il existe et ce que cela signifie, à savoir que l'on cache des choses²⁷. En somme, les agissements qu'évoquent les pamphlétaires ne doivent une grande partie de leur attrait qu'au fait qu'ils sont présentés comme étant dissimulés, ce qu'avait bien remarqué Georg Simmel²⁸

25. Urbain GOHIER, 7 juin 1898.

26. Bernard LAMIZET, 2004, p. 11.

27. Voir Alain BROSSAT, 2005.

28. Georg SIMMEL, [1908] 1998.

en notant qu'on accorde, psychologiquement, toujours plus d'intérêt à un fait secret qu'à un fait déjà connu.

Cette sémiotique du secret alimente donc fréquemment des représentations fantasmatiques, puisant dans un imaginaire de l'intrigue, du complot et de puissances occultes, de l'existence d'un « Empire des ténèbres²⁹ ». De ce point de vue, les pamphlétaires se targuent souvent d'une lucidité particulière, qui témoigne de leur capacité à voir au-delà des apparences ou des illusions qui aveuglent. De manière exemplaire, les pamphlets d'un Auguste Chirac sont ainsi généralement précédés par une adresse au lecteur qui met bien en évidence ce travail de « présentation de soi », comme l'illustre cet avant-propos de ses *Rois de la République* (1886b):

AU LECTEUR

L'œuvre que je poursuis et dont je livre au public la seconde partie, consiste, principalement, à dire tout haut ce que chacun dit tout bas et à écrire, en le signant, ce que d'autres écrivent en se cachant sous l'anonymat.

C'est donc, en quelque sorte, l'ÉCHO DE LA CONSCIENCE PUBLIQUE [...]

Je dénonce, dans l'ouvrage actuel, et abstraction faite de toute préférence politique, l'abîme vers lequel on pousse perpétuellement la France, en pratiquant sous tous les régimes, le même PARASITISME et la même IMPROBITÉ. Aussi dois-je prévenir le lecteur que, si préparé qu'il soit, par mes premiers récits, à voir se dérouler une nouvelle série d'abominations, celles dont l'exposé va suivre, lui apparaîtront encore plus épouvantables dans leur réalité, et plus terrifiantes dans leurs conséquences [...]

Certainement, les HOMMES FORTS, qui détiennent TOUTES LES ROYAUTÉS, s'irriteront de ma franchise et chercheront, dans l'avenir, comme ils l'ont fait dans le passé, à étouffer ma voix.

De leurs efforts, je n'ai cure ! J'écris ce que j'écris parce que je le crois utile au relèvement et à la prospérité de mon pays [...]

Auguste CHIRAC, Paris, octobre 1885³⁰

29. Raoul GIRARDET, 1990, p. 41.

30. Auguste CHIRAC, 1886b, p. VII-VIII.

L'extrait révèle bien les ambivalences de l'*ethos* du pamphlétaire : en effet, s'il se place dans une situation de surplomb, il s'installe, en même temps, dans une position d'exil intellectuel. De même, tout en prétendant divulguer des faits insoupçonnés, il reconnaît, en même temps, exprimer publiquement ce qui n'est déjà que trop connu. En somme, le secret, c'est qu'il n'y a pas de secret : la réalité est dans ce que l'on raconte tout bas et que le pamphlétaire ose dire tout haut. La vérité jouit chez ces pamphléaires de ce statut paradoxal que Marc Angenot a repéré³¹ : bien que dissimulée, elle s'impose par l'évidence mais n'est pas démontrable rationnellement. C'est donc dans la mise en scène de sa propre posture et la mobilisation des affects politiques que réside largement l'efficacité persuasive de la rhétorique pamphlétaire toujours menacée de ne pas être crue, d'être rejetée dans l'insignifiance, la paranoïa ou la folie. De ce fait, il convient d'interroger finalement la portée de ces accusations pamphlétaires.

Des retombées variables

Sans réaction, pas de scandale³²

Se heurtant aux rapports de force existants, la dénonciation de corruption par les pamphléaires n'est qu'une étape, jamais garantie de réussir, dans la naissance d'un scandale ou d'une affaire dont le déploiement est conditionné tant par la configuration dans laquelle elle s'ancre que par leur capacité à se faire entendre et à paraître crédibles. L'étiquette de « pamphlétaire » leur est d'ailleurs ainsi souvent opposée pour les déconsidérer, comme ils le déplorent eux-mêmes :

Vous verrez qu'à propos de ce véridique et impartial récit on trouvera encore moyen de m'appeler pamphlétaire. Il y a des gens que la vérité gêne toujours³³...

De fait, la réussite de leur dénonciation est à géométrie variable. Il est très fréquent que celle-ci ne suscite pas de réaction et qu'elle reste largement lettre morte, dans l'incapacité de déssectoriser l'enjeu, voire

31. Marc ANGENOT, 1982.

32. John B. THOMPSON, 2000, p. 21.

33. Édouard DRUMONT, 1892, p. 10-11.

simplement de rallier un large public. Il ne reste plus alors aux pamphlétaires qu'à tempêter contre la « conspiration du silence », comme dira Léon Bloy, dont ils se considèrent les victimes. L'exemple des *Grimaces*, d'Octave Mirbeau l'illustre bien. Dans ce pamphlet de septembre 1883, où il accuse les opportunistes de n'être qu'une « horde de bandits qui déshonorent la France », Mirbeau, qui entend faire le « procès de la finance républicaine³⁴ », ambitionne de révéler les scandales étouffés par une presse complaisante ou vénale et de démasquer les puissants en révélant les hideux ressorts de leurs âmes, derrière leurs avantageuses « grimaces » de respectabilité. Il divulgue notamment les dessous frauduleux de la Caisse centrale populaire — auxquels seraient mêlés, outre Eugène Étienne, Paul Bert et le député Severiano de Heredia — ou ceux de la liquidation de la Société des tramways-nord de Paris. Certes, la presse d'opposition salue cette campagne de Mirbeau qui permet de « dire tout haut sur le boulevard ce que chacun pense *in petto*³⁵ », et le pamphlet semble connaître d'abord quelques succès de vente, puisqu'il doit augmenter son tirage³⁶. Cependant, les mises en accusation répétées de Mirbeau restent sans réelle suite, hormis quelques duels, et le « pamphlet hebdomadaire » arrête sa publication dès son vingt-sixième numéro, six mois après son lancement, sans être parvenu à provoquer de réel scandale.

Toutefois, les pamphlétaires parviennent parfois à produire des « hyperboles médiatiques ». En témoigne un épisode aujourd'hui largement oublié, l'affaire dite « Numa Gilly ». Cette affaire, qui connaît, à l'époque, un retentissement important, débute en 1888 lorsque Numa Gilly, député-maire de Nîmes, affirme, lors d'une conférence auprès de ses électeurs, que sur les trente-six membres de la commission du budget, il y a « au moins vingt Wilson³⁷ ». Ces paroles suscitent rapidement de larges commentaires indignés dans la presse et le monde politique. Le statut de l'accusateur (un député) et le contexte dans lequel survient la dénonciation (un an après le « scandale des décorations ») favorisent la diffusion des révélations. Mis en demeure de citer les noms de ceux

34. Octave MIRBEAU, 8 septembre 1883.

35. *Le Cri du Peuple*, 13 novembre 1883.

36. Jean-François NIVET, Pierre MICHEL, 1990, p. 172-173.

37. Numa GILLY, 1889.

qu'il accuse d'être des prévaricateurs, Gilly publie, sous le titre *Mes dossiers*, une série d'imputations plus précises envers divers personnages politiques sans apporter toutefois de preuves. L'ouvrage, qui regroupe une série de documents très divers (lettres, rapports et notes confidentielles, articles de presse), est précédé d'une préface d'Auguste Chirac qui apparaît comme l'auteur véritable de l'ouvrage, comme l'indique alors un rapport de police qui décrit ainsi le pamphlétaire :

C'est un personnage mystérieux qui ne donne son adresse à personne de crainte qu'on ne saisisse chez lui ses papiers et ses notes. Il a ses grandes entrées dans le monde parlementaire et c'est des mécontents d'un côté, des dupes de l'autre qu'il obtient des renseignements de toute nature qu'il classe et coordonne pour les mettre à jour à l'heure propice. Il a sur les députés qui tripotent des notes tellement probantes que, tout récemment, il n'a pu trouver un éditeur pour un ouvrage de ce genre qu'il voulait publier ; pourtant les éditeurs sont coulants en la matière, mais le scandale eût été trop gros. Aujourd'hui l'heure est venue.

M. Numa Gilly n'a pas besoin des 22 000 dossiers de M. Wilson pour entreprendre ou plutôt continuer la série d'accusations qu'il a ouvertes contre ses collègues de la Chambre. Sous le couvert d'un homme inviolable par son mandat, sympathique à la foule qui voit en lui un justicier, Chirac pourra dire ou plutôt écrire ce qu'il voudra. C'est lui qui, rompu depuis 15 ans à toute les ruses de la Bourse, initié à tous les tripotages et renseigné avec preuves, dirigera toutes les opérations. Numa Gilly, au fond, n'est pas très fort ; il fait partie du groupe ouvrier de la Chambre et n'entend donc pas grand-chose à la finance³⁸.

L'identité réelle de l'auteur mais aussi la véracité de l'accusation portée se trouvent rapidement mises au cœur du débat, si bien que l'affaire se retourne contre ses auteurs, Gilly et Chirac faisant l'objet de nombreux procès en diffamation.

Des opérations pamphlétaires réussies

La dénonciation pamphlétaire est parfois davantage couronnée de succès, au point d'ébranler l'ensemble des institutions. Les pamphlétaires apparaissent en effet comme les initiateurs de certains

38. Archives de la préfecture de police de Paris, BA 880 (« Dossier Auguste Chirac »), rapport du 19 septembre 1888.

des principaux scandales des débuts de la Troisième République. C'est surtout le cas de ceux, comme Rochefort ou Drumont, qui bénéficient des plus fortes ressources : elles leur permettent notamment de fonder leurs opérations de dénonciation sur un travail de collecte de renseignements. Ceci rend sans doute leurs révélations davantage audibles dans un contexte où l'enquête s'impose comme une norme tant scientifique que journalistique. Une inflexion s'opère, de fait, progressivement dans la méthode et le style même de certains pamphlétaires : afin de divulguer les dessous frauduleux du monde politique, ils recourent de plus en plus, à partir de la fin des années 1880, à des formes d'investigation qui anticipent les pratiques des *muckrackers* telles qu'elles se développeront aux États-Unis³⁹ et orchestrent de véritables campagnes de presse à la manière de feuillets médiatiques.

Le journal antisémite de Drumont, *La Libre Parole*, construit ainsi son succès sur la révélation de scandales politico-financiers alimentés par un tel travail d'enquête. Il joue en particulier un rôle primordial dans la mise au jour du scandale de Panama. Dès 1890, Drumont, dans son pamphlet *La Dernière Bataille*, consacre déjà toute une partie de l'ouvrage à étudier la Compagnie du canal de Panama comme l'une de « ces grandes escroqueries financières [...] qui mettent en mouvement tous les ressorts de l'organisation générale, qui ne peuvent réussir qu'avec la complicité de tous les pouvoirs sociaux : les Chambres, la Magistrature, la Presse⁴⁰ ». Mais Drumont qui, comme à son habitude, s'appuie surtout sur les bruits qui circulent, reconnaît ne pouvoir donner aucun nom ni aucune preuve. Ses accusations restent donc sans réel retentissement, d'autant qu'une grande partie de la presse, elle-même compromise dans l'entreprise, n'a pas intérêt à ce que la lumière soit faite. Alors qu'une information judiciaire est enfin ouverte, deux ans après, contre l'ancienne direction de la Compagnie suite à une pétition des victimes, Drumont entreprend de lancer une campagne de presse

39. Dès la fin du xix^e siècle se développe aux États-Unis un *stunt journalism* (ou « journalisme du coup de force ») qui cherche à exposer au regard de tous ce qui restait volontairement caché dans les lieux de pouvoir. Il apparaît comme l'ancêtre du mouvement des *muckrakers* (voir Géraldine MUHLMANN, 2004, p. 58-59).

40. Édouard DRUMONT, 1890, p. 323.

pour dénoncer le scandale⁴¹. Drumont, qui peut désormais s'adosser sur de nouveaux renseignements, relance l'offensive contre les « panamistes » dans *La libre parole*. En septembre 1892, son journal publie ainsi une série d'articles sur les « Dessous du Panama⁴² ». Ils reposent sur les révélations d'un dénommé « Micros » — en réalité, Ferdinand Martin, ancien banquier de Nyons — désormais ruiné, qui a été chargé lui-même d'organiser l'achat d'une dizaine de votes de députés.

Progressivement, ces révélations sont reprises par l'ensemble de la presse. Le scandale se transforme rapidement en affaire politique et judiciaire d'ampleur en cheminant à travers les différentes arènes publiques. Il provoque une crise ministérielle et compromet des députés de premier plan. Le procès, qui s'ouvre en janvier 1893, ne fournit pas la preuve que la Compagnie ait acheté des votes et, lors du verdict en mars, parmi les parlementaires, seul l'ancien ministre des travaux publics Charles Bâihaut, qui a avoué avoir touché de l'argent, est condamné à cinq ans de détention. Si la conclusion judiciaire du scandale est bien maigre, ce dernier a cependant contribué à faire apparaître au grand jour les pratiques clientélares et les trafics d'influence impliquant le monde politique, celui des affaires et de la presse. Il ne reste donc pas, loin de là, sans effets politiques⁴³. Bien que le scandale ne conduise pas au vote d'une loi réprimant la corruption ni à la disparition de ces pratiques, il contribue à la définition de conventions visant à empêcher qu'il puisse se renouveler. Ainsi, la seconde commission d'enquête parlementaire sur Panama enjoint aux hommes politiques de ne pas se mêler à des activités financières. À un autre niveau, d'ordre plus moral, il favorise aussi une lourde atmosphère de suspicion à l'égard des acteurs politiques et du rôle de l'argent dans la société.

* * *

41. Archives nationales, dossier F712927 (« Affaire de Panama 1895-1908 »), rapport du 8 juillet 1892.

42. MICROS, 1892.

43. Damien DE BLIC, 2005.

Si les pamphlétaires échouent souvent à hisser leur dénonciation de corruption au niveau du scandale ou de l'affaire, ils peuvent aussi, comme on le voit à travers ce dernier exemple majeur, réussir à engendrer, à la faveur d'un contexte favorable, une dynamique scandaleuse par laquelle, pour des motifs variés, un nombre croissant d'acteurs et de secteurs sociaux se saisissent du fait dénoncé pour appuyer ou démentir l'accusation et contribuent, de ce fait, à sa montée en puissance rapide, car « lorsqu'il « prend », le scandale se nourrit du scandale au sens où chaque intervention est susceptible d'en entraîner d'autres⁴⁴ ». Ce dernier provoque alors des effets en cascade qui affectent plus ou moins fortement les univers sociaux dans lesquels il se propage, que ce soit dans leurs règles, leurs pratiques ou leurs hiérarchies⁴⁵.

Toutefois, dans l'ensemble, les entreprises de dénonciation scandaleuse des pamphlétaires participent surtout d'une « criée publique et permanente, propre à la modernité médiatique, où nombre d'engagements tendent à se diluer ou se diffracter⁴⁶ ». De fait, elles semblent victimes de leur routinisation et de leur profusion qui s'avèrent sans doute, à la longue, assez lénifiantes. À force de crier au scandale, les pamphlétaires contribuent paradoxalement à affaiblir le potentiel précisément scandaleux de ce qu'ils dénoncent, comme si trop de dénonciations tuaient la dénonciation.

44. Hervé RAYNER, 2007, p. 69.

45. Voir Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, 2005.

46. Dominique KALIFA, 2007, p. 211.

Références bibliographiques

- ALDRIN Philippe, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, Puf, 2004.
- ANGENOT Marc, *La parole pamphlétaire*, Paris, Payot, 1982.
- BECKER Howard S., *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985.
- BLOY Léon, *Le Désespéré* [1887], Paris, Gallimard, 2010.
- BOLTANSKI Luc, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 51, 1984.
- BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.
- BROSSAT Alain, « Prestige de la puissance occulte. Les protocoles des Sages de Sion comme exemple et modèle », in WUILLÈME Tanguy (dir.), *Autour des secrets*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- CHIRAC Auguste, *L'Agiotage sous la Troisième République*, tome 1, Paris, Savine, 1886a.
- CHIRAC Auguste, *Les Rois de la République. Histoire des juiveries*, Paris, P. Arnould, 1886b.
- DANBLON Emmanuelle, *La fonction persuasive*, Paris, Armand Colin, 2005.
- DE BLIC Damien, « Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française (1889-1897) », *Politix*, 2005/3.
- DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, 2005/3.
- DRUMONT Édouard, *Le secret de Fourmies*, Paris, Albert Savine, 1892.
- DRUMONT Édouard, « Le monde des coquins », *La Libre Parole*, 27 janvier 1893.
- DRUMONT Édouard, *La Dernière Bataille. Nouvelle étude psychologique et sociale*, Paris, Dentu, 1890.
- ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, « Introduction », in DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014.
- GARRIGOU Alain, « Le scandale politique comme mobilisation », in CHAZEL François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Puf, 1993.

GILLY Numa, *Mes dossiers (avec une préface d'Auguste Chirac)*, Paris, Albert Savine, 1889.

GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1990.

GOHIER Urbain, « Vie privée », *L'Aurore*, 7 juin 1898.

KALIFA Dominique, « Qu'est-ce qu'une affaire au XIX^e siècle? », in BOLTANSKI Luc, CLAVERIE Élisabeth, OFFENSTADT Nicolas, VAN DAMME Stéphane (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes*, Paris, Stock, 2007.

LAMIZET Bernard, « Une sémiotique du secret » in WUILLÈME Tanguy (dir.), *Autour des secrets*, L'Harmattan, Paris, 2004.

LAROUSSE Pierre (dir.), *Supplément au Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle*, Paris, Larousse, 1877.

LE BART Christian, « La nostalgie chevaleresque chez les professionnels de la politique », in BONNY Yves, de QUEIROZ Jean-Manuel, NEVEU Érik (dir.), *Norbert Elias et la théorie de la civilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

MIRBEAU Octave, « Le procès de la finance républicaine », *Les Grimaces*, 8 septembre 1883, n° 8.

MIRBEAU Octave, « Le théâtre », *Les Grimaces*, 15 décembre 1883, n° 22.

MIRBEAU Octave, « Pots-de-vin », *Les Grimaces*, 4 août 1883, n° 3.

MUHLMANN Géraldine, *Une histoire politique du journalisme. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Puf, 2004.

NIVET Jean-François, MICHEL Pierre, *Octave Mirbeau. L'imprécauteur au cœur fidèle*, Paris, Séguier, 1990.

OFFERLÉ Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier avant 1914 », *Annales ESC*, juillet-août 1984.

OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998.

PASSARD Cédric, *L'âge d'or du pamphlet*, Paris, CNRS éditions, 2015.

RAYNER Hervé, *Dynamique du scandale*, Paris, Le Cavalier bleu éditions, 2007.

ROCHEFORT Henri, « Les comptes fantastiques de Charles », *L'Intransigeant*, 30 novembre 1887.

SAPIRO Gisèle, « Formes de politisation des écrivains français », in KAEMPFFER Jean, FLOREY Sonya, MEIZOZ Jérôme (dir.), *Formes de l'engagement littéraire*, Lausanne, Antipode, 2006.

SIMMEL Georg, *Secret et sociétés secrètes* [1908], Paris, Circé, 1998.

TAXIL Léo, *La corruption fin de siècle* [1891], Paris, Librairie Nillson, 2^e édition, 1894.

THOMPSON John B., *Political Scandal, Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity Press, 2000.

Une révolution par le bas ?

La dénonciation par les nationalistes conservateurs catalans des pratiques de corruption dans l'Espagne de la Restauration (1893-1916)

Gemma RUBÍ

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, on assiste, à l'émergence de la figure de l'intellectuel professionnel, qui remet en cause, dans les pays de l'Europe méridionale, l'ordre institutionnel et social bourgeois, mais décide également de descendre dans l'arène publique. Mais les intellectuels ne parviennent pas toujours à construire une stratégie politique de parti et à la mettre en pratique, autrement dit, à passer de la théorisation doctrinale à la *praxis* ou, au moins, à faire tenir ensemble le discours et la stratégie. L'histoire de la génération *noucentista* catalane, celle de 1907 — dans laquelle le plus grand intellectuel-homme politique du nationalisme conservateur dans la Catalogne du début du XX^e siècle, Enric Prat de la Riba (1870-1917), joua indéniablement un rôle majeur —, témoigne d'une expérience interventionniste précoce dans le domaine public et institutionnel de l'Europe du Sud¹.

Prat de la Riba et Francesc Cambó (1876-1947), un autre homme politique, mirent au point dans une large mesure la ligne du parti qu'ils fondèrent en mai 1901, la *Lliga regionalista*, qui inquiéta les gouvernements de la Restauration, au point que dans les cercles

1. La génération *noucentista* catalane comprenait environ trois cents intellectuels et s'adressait à un public de classe moyenne, ce qui pouvait représenter à Barcelone un tiers de l'électorat d'une ville dépassant à peine les cinq cent mille habitants. Voir Jordi CASASSAS, 2017; Manuel PÉREZ, 2007.

officiels et dans les médias parler du « problème catalan » était devenu monnaie courante². C'était, en effet, un parti antidynastique qui finit, avec le temps, par s'intégrer de manière assez souple au régime politique canoviste. Exception faite de son accord programmatique avec un secteur du parti dynastique conservateur, celui que dirigeait l'homme politique majorquin Antonio Maura (1853-1925) et de sa participation à deux reprises à des gouvernements de coalition, il se maintint dans l'opposition antidynastique, ce qui contribua à son hégémonie électorale en Catalogne. Mais il misa aussi sur le réformisme monarchique, naviguant entre la lutte pour l'autonomie politique et le clivage de classe, dans un contexte de montée de l'action directe de l'anarcho-syndicalisme³.

Les racines intellectuelles d'une telle politique possibiliste et réformiste, également marquée par une volonté de modernisation découlant d'un européisme résolu, sont à chercher dans le pessimisme critique, le révisionnisme et le relativisme du régénérationnisme fin de siècle particulièrement florissant en France, en Italie et en Espagne⁴. Le discours de ces intellectuels avait pour dénominateur commun, entre autres, la dénonciation de la corruption politique, étroitement liée à la crise du parlementarisme libéral face aux défis et aux tensions grandissantes que suscitait la société de masses émergente. Cette critique implacable s'alliait souvent à la méfiance et aux doutes quant à la valeur du processus de démocratisation des États libéraux.

En Europe occidentale, l'expression de « corruption politique » devint un *item* politique de plus en plus récurrent avec l'avènement de la modernité politique libérale au moment de la naissance de la bureaucratie étatique moderne, étape de distinction entre la sphère publique et la sphère privée, de lutte contre le clientélisme et le patronage, pratiques sociopolitiques héritées des anciens régimes monarchiques et qui persistèrent tout au long du XIX^e siècle⁵. Dans

2. Voir une approche récente de BORJA DE RIQUER (2016) ; une bonne analyse de la politique espagnole du début du XX^e siècle de Sebastian BALFOUR (1997).

3. Voir sur ce parti : Isidre MOLAS, 1973 ; BORJA DE RIQUER, 1977 ; Enric UCELAY, 2003.

4. Voir Jordi CASASSAS, 1994.

5. Pour une définition de la corruption au sens historique, voir particulièrement Jacob

l'Espagne du début du xx^e siècle, on voit s'intensifier le processus de dénonciation du caciquisme (modalité hispanique du clientélisme politique) sur lequel s'était appuyé le pouvoir étatique depuis son tournant libéral, au point de devenir le principal cheval de bataille des partis d'opposition, républicains nationalistes et socialistes, pour obtenir une représentation politique et conquérir des espaces de pouvoir public et institutionnel.

L'analyse de la place qu'occupait la corruption politique dans la société et dans le langage devint une composante essentielle aussi bien du discours politique de Prat de la Riba que des stratégies mises en œuvre dans toute conjoncture par le comité d'action de la *Lliga regionalista*. Des règles de *praxis* politique se traduisirent, notamment, dans les instructions précises formulées en vue de rentabiliser les efforts électoraux, de mobiliser et de capter le plus grand nombre de voix ; ou dans la dénonciation de scandales entachant la mairie de Barcelone gouvernée par le Parti républicain radical (l'affaire de l'approvisionnement en eau de 1910, entre autres, fut l'objet d'un débat au Congrès des députés) ; ou encore dans le choix d'une politique électorale possibiliste qui amena la *Lliga* à faire partie de l'*encasillado* officiel — qui était basé sur un système d'attribution de sièges visant à créer a priori une majorité gouvernementale stable au parlement — et à participer, au besoin, à la corruption électorale pour obtenir la représentation des circonscriptions catalanes⁶.

C'est précisément dans les périodes de crise ou de transition que l'opinion publique et les différents acteurs institutionnels ont une vision critique des pratiques de gouvernement et que s'établit un consensus assez généralisé autour du dénigrement de la politique, qui peut être plus ou moins accentué en fonction du moment historique. Se pose alors la question de la régénérescence de la politique afin de recomposer et de recouvrer un équilibre supposément perdu, prioritairement axé, au xix^e siècle, sur la moralisation de la vie publique. Ce souci n'était pas nouveau, mais découlait d'une

VAN KLAVEREN, 1989. Pour un regard comparatif sur l'Europe, cf. Toon KERKHOFF *et al.*, 2013 ; s'agissant de corruption politique et modernité voir Jens Ivo ENGELS, 2008. Pour une réflexion sur l'étymologie historique du terme de « corruption politique » dans le discours du libéralisme espagnol du milieu du xix^e siècle, voir Gemma RUBÍ, 2014.

6. Gemma RUBÍ, 2013.

vision cyclique des formes de gouvernement, tantôt pures tantôt dégénérées, une vision issue des penseurs classiques, développée par les Lumières et encore très prégnante à l'aube du xx^e siècle. La définition de la moralisation de la vie publique peut varier selon les époques en fonction des conjonctures politiques et des luttes pour le pouvoir. Le débat que les intellectuels de diverses tendances alimentèrent dans le dernier quart du xix^e siècle en Europe visait en grande partie à critiquer les défaillances du libéralisme parlementaire. Cette critique se nourrit principalement des limites qu'ils constataient dans le domaine de la représentation politique, où il était impossible, selon eux, d'articuler efficacement les intérêts très différents présents dans la société. De fréquentes diatribes accusaient les partis de notables de se comporter de façon oligarchique ou caciquiste, donc, en définitive, de façon excluante. Indiscutablement, cette façon de voir imprégna le diagnostic émis par le régénérationnisme, dès avant la perte des dernières colonies espagnoles de Cuba, Puerto Rico et des Philippines en 1898, mais surtout après : le point culminant en fut l'enquête influente dirigée par Joaquín Costa à l'Ateneo de Madrid en 1901⁷. À travers toute l'Europe, les critiques contre le parlementarisme visaient les partis de notables et provenaient avant tout de la périphérie des systèmes politiques, qu'il s'agisse des agrariens nationalistes et des socialistes roumains — partis qui nouèrent des alliances contre nature pour renverser l'oligarchie au pouvoir — ou de partis de masse émergents comme celui de Lerroux en Catalogne, les partis socialistes ou les partis directement antilibéraux⁸.

L'historiographie espagnole a largement analysé la nature du phénomène caciquiste, mais n'a que très peu étudié la façon dont ces pratiques sociopolitiques se réadaptèrent à des contextes de politisation électorale croissante. Elle a, en revanche, mis l'accent sur le comportement électoral des oppositions antidynastiques⁹. Cela n'empêche pas, d'ailleurs, que pour analyser les campagnes politiques et

7. Joaquín COSTA, 1901 (traduit en français sous le titre *d'Oligarchie et caciquisme* par Simon SORLIN, 2009); Carlos SERRANO, Serge SALAÜN, 1988.

8. Pour le cas roumain, cf. l'article de Silvia MARTON dans cet ouvrage.

9. Sur le caciquisme dans l'Espagne de la Restauration, voir Javier MORENO, 2007.

publicitaires contre la conception caciquiste du jeu politique, il faille adopter une perspective plus large, géographiquement étendue¹⁰. Mais il existe un vide historiographique criant quant à l'étude de la dénonciation et des dénonciateurs, des *entrepreneurs critiques*, ainsi que des interdépendances entre ces critiques, les tactiques de pouvoir et le remplacement des élites politiques, et c'est précisément ce à quoi nous nous attelons dans cette contribution¹¹.

Le « coup fatal du caciquisme » : la corruption politique dans l'État de la Restauration¹²

C'est dans les articles qu'il écrit entre les années 1890 et 1907 qu'on trouve le gros de la critique de Prat contre l'État de la Restauration, jugé franchement corrompu¹³. L'année 1907 est celle où Prat devient président de la députation de Barcelone et celle de la grande campagne menée par *Solidaritat Catalana* à l'occasion des élections générales, où cette coalition électorale regroupant les partis antidynastiques, les républicains nationalistes, la *Lliga regionalista* et les carlistes remportent 42 sièges sur les 44 qui sont attribuées à la Catalogne au parlement de Madrid¹⁴.

Pour la tradition catalaniste, le mot de *caciquisme* résume à lui seul toute la critique et le refus d'un État qui ne représente pas à ses yeux les véritables intérêts de la société et est confisqué,

10. Sur ce sujet, voir Gemma Rubí, « The fight against corruption and the new politics in Urban Spain (1890-1923) », (2017).

11. Ce travail s'inscrit dans le cadre des projets de recherche concurrents du « Plan nacional de investigación » HAR-2009-08989 et HAR2015-67173-P du ministère espagnol de l'Économie et de la Compétitivité. Autre travail lié à celui-ci : Gemma Rubí, 2016.

12. Expression employée par Prat de la Riba dans « Els enemics de Solidaritat. Els caciquistes », *La Veu de Catalunya* (LVC), 16 mai 1906.

13. L'œuvre de Prat de la Riba a été consultée principalement dans *Enric Prat de la Riba. Articles*, Barcelone, Biblioteca política Lliga Catalana, 1934, et dans Albert BALCELLS, Josep Maria AINAUD DE LASARTE, 1998. Nous avons tenu compte des articles de presse publiés dans la *Revista Jurídica de Catalunya* et du contenu de son ouvrage majeur — *La nacionalitat catalana* (1906) —, où il développe les idées issues des aspirations politiques et nationales du mouvement catalaniste.

14. Gemma Rubí, Francesc ESPINET, 2008.

de surcroît, par une oligarchie, les hommes politiques de la Restauration et les caciques locaux. Prat le qualifie synthétiquement de « gouvernement de tribu¹⁵ ». Les réticences envers cet État non intégrateur et inefficace ne sont pas étrangères à la tradition du catalanisme politique, ni à la mentalité de l'élite dirigeante catalane de la deuxième moitié du XIX^e siècle¹⁶. Ce qui est dénoncé, c'est un État uniformisé et centralisé, d'importation française, étranger à la dynamique et à la tradition des régions qui le constituent. En ce sens, l'État est perçu comme une structure éloignée des intérêts de la Catalogne, parce qu'il ne prend pas ceux-ci en compte, mais en même temps parce qu'il est gouverné d'une façon corrompue. Ainsi, dans le discours de Prat, la corruption est assimilée à la mauvaise gouvernance, aux mauvaises pratiques, à un État vain, inepte et inefficace dans un contexte d'opposition entre une régénération stérile, celle que proposent les dynastiques, et la régénération constructive, celle que met en œuvre le catalanisme politique. Prat désigne la politique de la *Lliga* comme une « révolution par le bas », qui prend le contre-pied du projet lancé par le conservateur Antonio Maura de « révolution par le haut » et vise à mobiliser les classes moyennes, qui s'étaient tenues à l'écart de la vie politique officielle¹⁷.

Au fond, Prat part d'une position critique à l'égard du libéralisme politique parce qu'il conçoit la société comme une agrégation d'individus atomisés démunis face à l'État, et en même temps dépendants de lui. Ayant une conception organiciste de la société, Prat souligne le caractère artificiel de l'État libéral, étendant du reste cette vision à tous les États libéraux européens, comme tant d'autres auteurs méfiants quant aux vertus du parlementarisme¹⁸. L'État-nation est une « carcasse pourrie et totalement artificielle », une « formation

15. « La salvació d'Espanya II », *LVC*, 12 février 1899.

16. Valentí ALMIRALL, 1887. Pour une vue d'ensemble, voir Jordi CASASSAS, 1989.

17. Dans cet article, Prat signale que les révolutions ne se font pas par le haut, mais par le bas, comme cela a été le cas en Catalogne (« El sentit de la lluita. La lluita per la ciutadania », *LVC*, 5 avril 1916).

18. Les influences intellectuelles de Prat sont hétérogènes, mais on peut mentionner notamment les thèses de Balmes, Benoist, Spengler, Sighele, Orlando, Savingy, Maurras, Barrès, Le Play, Renan, De Maistre, Bonald, Suart Mill et Comte. Cf. à ce sujet, Giovanni Conrad CATTINI, 2008, p. 287 *sqq.*

fossilisée qui s'emploie à empêcher la libre expression de la vie des peuples¹⁹ ». Bref, l'État de la Restauration n'est pas seulement pourri et artificiel, c'est aussi une entrave, un obstacle, notamment au libre développement des nationalités telles que la catalane. Ce dont la Catalogne a besoin, c'est d'institutions libres, d'un gouvernement honnête et d'une administration vertueuse et intelligente, affirme Prat en août 1899²⁰. Il aspire à un État véritable, au service de ses citoyens. Quand les gouvernements ne recherchent pas le bien commun, soutient-il, il n'y a pas d'État :

Il n'y a pas de gouvernement, et les dispositions dictées par ceux qui détiennent le pouvoir dans l'objectif de maintenir l'ordre établi sont abusives, n'ont aucune base morale pour exercer leur contrainte²¹.

Pour résumer, la corruption a pour corollaire la dégénération, la décomposition, l'anarchie et la mauvaise gestion. L'État libéral est une entité artificielle et volontariste, qui, en Espagne, n'est pas « un flambeau de civilisation, une source de vie et de progrès », comme il l'est en Europe, mais un État épuisé, à l'agonie²². Comme Hippolyte Taine, Prat conçoit la société comme séparée et indépendante de l'État. Ce dernier doit reconnaître la société « comme il doit reconnaître et respecter les droits de la personne individuelle ou humaine²³ ». En ce tournant de siècle, Prat appelle à une vraie régénération face à cette situation d'anarchie qui signifie que le gouvernement ne gouverne pas. Sur un ton polémique, Prat lance qu'il n'y a pas d'État quand les gouvernants n'œuvrent pas au bien commun. C'est la réflexion qu'il formule lors du *Tancament de Caixes* (fermeture des caisses) en mai 1899, un mouvement de protestation et de désobéissance fiscale qui mobilise les classes moyennes des villes industrielles catalanes :

19. « A en Clarín », dans *La Renaixensa. Diari de Catalunya*, 1^{er} avril 1896 ; « La salvació d'Espanya », *LVC*, 2 et 12 février 1899.

20. « Nacionalisme català i separatisme espanyol », *LVC*, 20 août 1899.

21. « L'actitud dels gremis », *LVC*, 14 octobre 1899.

22. Avec Pere MUNTANYOLA, 1894.

23. Intervention du 26 mars 1892 à l'Assemblea de la Unió Catalanista qui vote les Bases de Manresa. Amendements aux Bases 8 et 9 et ajouts non approuvés dans Albert BALCELLS, Josep Maria AINAUD DE LASARTE (ed.), 1998, p. 180 (voir référence à Hippolyte TAINÉ, 1986).

Les impôts ne sont plus des contributions mais des exactions qui ne s'imposent que par la force²⁴.

En outre, cet État décrépît est, selon Prat, défavorable à la Catalogne puisqu'il ne protège pas Barcelone des bombes anarchistes et, en définitive, n'assure pas l'ordre public tout en écrasant les citoyens sous les impôts²⁵.

Une représentation politique falsifiée

Dès sa création, la *Lliga regionalista* axe sa stratégie politique sur la lutte contre le caciquisme et met donc l'accent sur son épiscopat, la corruption électorale, considérée par un grand nombre comme la mère de toutes les corruptions. La fraude électorale est la pierre angulaire et le principal symptôme d'une représentation politique jugée factice et éloignée des vrais intérêts de la société. En ce sens, Prat et les intellectuels partageant cette vision pensent que le suffrage organique peut être la solution au déficit de représentativité qu'ils constatent dans des institutions décadentes. De plus, le citoyen, signale Prat, se sent aussi esclave au sein de l'État contemporain que le sujet d'ancien régime sous le règne de l'absolutisme²⁶.

D'autre part, cet auteur — de même que Charles Benoist dans la *Revue des deux mondes* — explique la crise de l'État moderne à partir de ce que tous deux considèrent comme l'échec du suffrage universel, qu'ils situent au cœur ou au fondement même du régime parlementaire libéral qu'ils jugent inconsistant et conventionnel²⁷. Pour Prat, le suffrage universel est discrédité par son application néfaste, les hommes politiques ayant voulu le présenter comme « le remède universel contre tous les maux²⁸ ». Il critique le suffrage universel parce qu'il isole l'individu. Cette marginalisation est « la

24. « L'obra de les bombes », *LVC*, 9 septembre 1905.

25. « L'État contra Barcelona », *LVC*, 18 février 1905 ; « Barcelona abandonada », *LVC*, 21 février 1906.

26. « Progressant », *LVC*, 3 mai 1899.

27. « Naturaleza de la representación política », dans « Miscelánea Jurídica », *Revista Jurídica de Cataluña*, I, 1, 1895, p. 37-39 ; Charles BENOIST, 1895.

28. « El sufragio universal inorgánico y el sufragio universal corporativo », dans « Miscel. lania », *Revista Jurídica de Cataluña*, I, 5, 1895, p. 367-374.

cause de toutes les corruptions », elle pousse l'électeur à « toutes sortes d'immoralités » car il est prisonnier de la « domination de véritables oligarchies politiques²⁹ ».

Il reprend les propos de Benoist sur le suffrage universel :

Ou il est séquestré, accaparé par des meneurs, ou il est exposé aux tentations de l'argent. Étant corruptible, il est corrupteur. Il livre le pays à trois ou quatre catégories ou professions politiquantes. Il ne donne jamais qu'une représentation adultérée; une législation impulsive et incohérente; un gouvernement précaire et contraint à de mesquines négociations de couloirs; un État incertain, chancelant, à toute heure sur le point d'être bouleversé. Il est également incapable de fonder une démocratie et de ne pas fonder une démagogie.

La solution résiderait dans le retour à la conception médiévale des classes et des métiers (suffrage corporatif), mais, constatant les bénéfices obtenus par la *Lliga* dans le cadre d'une compétition électorale ouverte, il abandonne peu à peu cette idée. Au contraire, il incite les citoyens à participer aux élections. Il déclare même, en 1908, que celui qui ne vote pas ou vote mal, n'est pas digne de posséder des droits civiques. Il s'honore du fait que la *Lliga* a donné au droit de vote sa pleine effectivité. La force des faits le pousse donc à accorder une plus grande confiance à la maturité et à l'intelligence des électeurs.

Il n'en demeure pas moins que, pendant longtemps, Prat, ainsi que des auteurs tels qu'Orlandi ou Benoist, a qualifié le suffrage inorganique de corrompu et adultéré, car, de par son caractère artificiel, il ne représentait pas les intérêts des citoyens concrets des territoires, mais une entité abstraite, la nation, et qu'il vouait la représentation des citoyens à être instrumentalisée par les politiciens de métier. Il ne s'en prenait pas à l'universalité du suffrage, mais à la façon dont il était mis en œuvre: à la façon, selon ses propres termes, « de l'activer dans l'organisation naturelle, dans la structure de la société elle-même³⁰ ». C'est pourquoi il penchait pour une forme organique de suffrage universel s'inspirant de la représentation des corporations et pas seulement des individus.

29. « L'atemptat contra el sufragi », *LVC*, 10 janvier 1908.

30. *Ibid.*

Cependant, Prat soutenait que le mandat impératif, propre à la représentation politique de l'ancien régime, n'était pas viable, pas plus qu'un parlement sans partis³¹.

Les hommes politiques, les « chefs de bandes » et les partis, « bouquet de clientèles »

Assurément, selon Prat, les principaux responsables de l'adultération du suffrage et de la dégénération du principe de gouvernement représentatif sont les hommes politiques, que la *vox populi* de l'époque appelle les « chefs de bande ». Leur seul objectif est d'exploiter, comme s'il s'agissait d'une industrie, la fonction gouvernementale³². Ils opèrent dans des organisations partisans et mettent à leur service les employés publics. Hommes politiques et fonctionnaires dénaturent les droits indispensables et inaliénables des citoyens. Les uns et les autres se moquent des principes avec une « indifférence cynique » et un tel naturel que personne ne s'en rend compte avant d'être victime de leurs agissements arbitraires. C'est seulement alors que l'indignation s'empare des citoyens qui s'aperçoivent que ces irrégularités rendent « illusoires toutes les garanties qui ont été écrites sur le papier des Codes³³ ». Bref, à son avis, la corruption devient la manifestation d'une attitude indigne, et donc dégénérée.

Les hommes politiques sont traités d'intrigants qui « cancanent comme des poissonnières », les parlementaires de « phraseurs et de parasites³⁴ ». Prat pense que l'Espagne manque de vrais hommes d'État et que les nations ne sont pas gouvernées par des mots mais par des actes³⁵. À l'opposé, la politique espagnole est :

[...] la politique du manque de gouvernement, de la pagaille dans l'Administration, de la corruption et la trivialité, la politique qui fait

31. « La cuestión del mandato imperativo », dans « Miscelánea Jurídica », *Revista Jurídica de Cataluña*, III, 1897, p. 347-348.

32. « Les industries politiques », *La Renaixensa. Diari de Catalunya*, 4 novembre 1896.

33. « Progressant », *LVC*, 3 mai 1899.

34. « La dictadura », *LVC*, 6 juin 1899 ; « Constitucions i privilegis », *LVC*, 27 septembre 1899 (article également publié dans *Lo Somatent* de Reus, le 29 du même mois).

35. « La salvació d'Espanya », *LVC*, 2 et 12 février 1899.

des bateaux qui ne naviguent pas, des armées qui ne luttent pas, des employés qui volent mais n'administrent pas³⁶.

Et il ajoute que la véritable force régénératrice ne provient pas des « tribus d'orateurs », mais des « classes sociales puissantes par leur activité, par leur richesse, par leur intelligence³⁷ ».

Au tournant du siècle, Prat doute profondément de la capacité régénératrice des partis dynastiques de la Restauration quand il signale que ces hommes politiques :

[...] se contentent de parler, ne se soucient pas des réalités, se satisfont de libertés qui n'existent que dans les lois, de même qu'il leur suffit d'avoir écrit le mot régénération dans leur programme et dans leurs articles de presse³⁸.

Des propos très durs qui reflètent la profonde déception ressentie par certains secteurs de la population face au mépris, malgré ses promesses, du gouvernement Silvela-Polavieja (1899-1900) envers les revendications catalanistes, axées sur la concession d'un « accord fiscal » — c'est-à-dire, l'assignation d'un contingent d'impôts à délivrer à l'État — comme celui dont jouissent les Basques.

Pour Prat, les partis dynastiques sont un « bouquet de clientèles mal reliées par leur intérêt particulier ». La clientèle — ou *Amiticia* — n'est qu'une autre forme de corruption, mais constitue, en fin de compte, une véritable source de pouvoir³⁹. À cette époque, Prat considère les *Cortès* espagnoles comme une bande d'amis et les partis comme des associations privées qui n'existent que pour exploiter la chose publique.

Heureusement, soutient Prat, que le parlementarisme, comme l'affirment d'autres intellectuels européens, est à l'agonie. Il le qualifie, au demeurant, de *pseudo-parlementarisme* imposant une double tyrannie : celle qui va du haut vers le bas, celles des caciques, et celle qui va du bas vers le haut, « la tyrannie populaire [...] fille du suffrage universel, forte de la représentation des citoyens, avec un luxe

36. « Política espanyola », *LVC*, 23 juin 1899.

37. « La salvació d'Espanya », *LVC*, 2 et 12 février 1899.

38. « L'actitud dels gremis », *LVC*, 14 octobre 1899.

39. « L'amicitia moderna », *La Renaixença*, 5 mars 1893.

écrasant d'élections et de scrutins, de certificats et de paperasse⁴⁰ ». Une pure fiction quant aux électeurs et aux votes, insistera-t-il, mais une « réalité en tant que pouvoir effectif au sein des organismes de l'État⁴¹ ». Se souvenant que l'accord fiscal revendiqué par le catalanisme avait été refusé au motif qu'il s'agissait d'un privilège, Prat contre-attaque en qualifiant les députés eux-mêmes de privilégiés n'ayant pas à répondre de « leurs propos ou de leurs écrits comme les autres citoyens [...] devant l'indifférence et la complicité de tous⁴² ».

Dans l'œuvre de Prat, le régime politique de la Restauration est assimilé à l'abus et au mensonge systématiques. Il justifie donc le mouvement d'indignation et de protestation mené par la *Lliga* en faveur d'une politique nouvelle, échappant « aux déclamations rhétoriques et aux congrès d'opérette ». Pour lui, la *nouvelle politique* doit consister en une nouvelle ère d'éducation pratique, aussi bien contre la tyrannie du pouvoir que contre la démagogie des « tourbes ». Prat conclut que les problèmes de gouvernement ne se résolvent pas à coups d'axiomes idéologiques, mais grâce à une connaissance profonde de la réalité. Il oppose à la *vieille politique* la politique positive, la politique des faits, de la réalité, en définitive celle qu'il planifie et met en œuvre au sein de la *Mancomunitat* de Catalogne. Cette institution concentre, entre le mois d'avril 1914 et l'année 1925 (règne alors le dictateur Primo de Rivera), les attributions des quatre députations provinciales catalanes. Bien qu'elle ne possède pas de compétences politiques, mais seulement administratives, la *Mancomunitat* constituera malgré tout la première marche institutionnelle vers le recouvrement d'un régime d'autogouvernement, qui s'imposera sous la Seconde République, dans les années 1930.

La nécessaire sincérité électorale, « une œuvre hygiénisante »

Même si Prat continue à penser que le suffrage corporatif doit nuancer ou compléter le suffrage universel inorganique, il a

40. « La mort del Círcol Conservador », *LVC*, 6 février 1905.

41. *Ibid.*

42. « L'escàndol del Congrés », *LVC*, 31 octobre 1904.

pleinement confiance dans la force des urnes et dans la transformation en profondeur des habitudes électorales. Il lui semble donc nécessaire de mener un travail de « désinfection », qui sera, selon lui, ce que la *Lliga* aura fait de mieux. La fraude électorale est source de déshonneur. Aussi, à la veille des élections générales d'avril 1907, il recommande fermement que la coalition de *Solidaritat Catalana* lutte « proprement, loyalement, sans coercitions, sans violences, sans corruptions indignes ». Pour Prat, les urnes sont l'expression, la manifestation du pouvoir politique du citoyen. Ce n'est pas en vain qu'il affirme avec fierté que la *Lliga* a appris aux Catalans à respecter le suffrage. Celle-ci est et a été pour eux une école d'éducation politique.

C'est seulement ainsi que le pouvoir du cacique peut être renversé. Car la corruption est tout simplement « la citadelle du caciquisme ». Ce gouvernement de caciques, affirme Prat, empêche le peuple d'intervenir dans la chose publique⁴³. Il faut donc en finir avec le détournement de la volonté collective. Cette manipulation est à ses yeux « une spoliation indigne des droits d'autrui, plus répugnante et plus grave que tous les vols communs punis de prison⁴⁴ ». Les caciques convoquent les élections pour les gagner à tout prix :

Partout où passaient leurs pelotons d'électoralistes salariés, ils laissaient une empreinte de méchanceté, de corruption, d'abaissement moral⁴⁵.

Grâce à cette entreprise d'« hygiénisation », les citoyens peuvent exercer dignement la plénitude de leurs libertés politiques⁴⁶. Il considère comme un modèle le gouvernement représentatif britannique. Il manifeste à plusieurs reprises sa satisfaction devant le changement qui se produit, selon lui grâce à l'exemple de la *Lliga*, dans la mentalité collective, et devant les sentiments civiques qui s'enracinent en Catalogne, principalement à Barcelone, au point que la conscience publique refuse, sanctionne et disqualifie « celui qui vole

43. « L'obra de sempre », *LVC*, 13 mars 1901.

44. « La mort del Círcol Conservador », *LVC*, 6 février 1905.

45. *Ibid.*

46. « Notificació », *LVC*, 3 mars 1905.

des procès-verbaux ou aide à les voler avec la même sévérité que celui qui vole des portefeuilles ou cambriole des appartements⁴⁷ ». Pour Prat, dans les régimes représentatifs, « l'urne est plus inexpugnable, puissante et sacrée que le Capitole » ; l'urne est aussi inviolable que « la maison où l'homme vit », elle est un symbole des libertés individuelles⁴⁸.

Le plus important, naturellement, est d'obtenir le plus grand nombre de voix. C'est en cela que réside la force de la *Lliga*, car, en cas de fraude électorale, ce parti antidynastique n'aurait aucune chance, pas plus que ses éternels ennemis, les partisans de la figure charismatique d'Alejandro Lerroux et de sa politique populiste⁴⁹. Il ne s'agit pas non plus de minimiser la dignité des voix exprimées dans les urnes. L'objectif est de mobiliser les citoyens en leur faisant prendre conscience de leurs droits civiques. Le travail de Francesc Cambó en ce sens a été colossal : Prat reconnaît que le *Dictionnaire des électeurs* qu'il a conçu est devenu une grande arme de combat. Il faut par conséquent purger les listes électorales, où sont inscrites des personnes décédées ou non résidentes dans tel ou tel bureau de vote ou des électeurs ayant définitivement déménagé. Dans ce travail de pédagogie électorale, la divulgation de brochures donnant des instructions précises sur le mécanisme du vote s'est avérée décisive. À titre d'exemple, dans la circonscription de Barcelone, on élisait sept députés, dont cinq « par majorité » et deux « par minorité ». Le scrutin était plurinominal majoritaire, bien que limité, ce qui renforçait la représentation des minorités. À chaque élection, on luttait pour la majorité ou pour le *copo*, majorité et minorité à la fois. Meetings, modes d'emploi du vote, purge des listes, vote de proximité, surveillance des bureaux de vote par des scrutateurs pour la transparence du scrutin : tout cela suppose une véritable révolution civique, également menée par les républicains. En respectant le suffrage, en respectant la volonté des électeurs — selon les dirigeants de la *Lliga* — on renverse le pouvoir des caciques.

47. « Notificació », *LVC*, 3 mars 1905.

48. *Ibid.*

49. Sur Lerroux et le républicanisme lerrouxiste : José ALVAREZ JUNCO, 2002.

Les incohérences de la lutte contre la corruption électorale

Pour l'ensemble des intellectuels régénérationnistes, la corruption électorale est la mère de toutes les corruptions : elle nourrit à la racine la corruption parlementaire et administrative et finit par corrompre tout le système politique de la société⁵⁰. C'est aussi ce qu'affirme l'écrivain et historien Josep Pella i Forgues, l'un des fondateurs de la *Lliga regionalista*, représentant du catalanisme historique le plus réticent à l'action politique de partis, jugeant que les élections sont un élément corrosif. Même mal organisées, les élections sont pourtant le seul moyen légal d'intervenir dans la chose publique⁵¹. Mais il affirme que la *Lliga* ne peut se contenter d'être un pôle électoral, comme elle tendait à le devenir depuis sa création du fait de son succès aux élections générales de mai 1901, grâce à une candidature rassemblant des représentants de la bourgeoisie économique et catalaniste⁵².

Or, c'est précisément Josep Pella i Forgues qui va se trouver impliqué dans un cas de corruption électorale présumée lorsque la *Lliga* obtient, aux élections générales du 10 novembre 1905, deux sièges « par minorité », alors que l'Union républicaine d'obédience lerrouxiste remporte les cinq sièges de la majorité. Pella nourrit depuis longtemps l'ambition de siéger au Congrès des députés, mais la direction de la *Lliga* n'y est pas favorable, lui préférant d'autres candidats. Quant à Cambó, il souhaite être élu aux côtés de l'architecte moderniste Josep Puig i Cadafalch. Enfin, les candidats jugés les moins catalanistes — selon Pella, qui les considère comme des opportunistes — sont les candidats « économiques » Frederic Rahola et Ignasi Girona. Pella a donc du souci à se faire.

En ces circonstances, des procès-verbaux des IV^e et V^e districts de Barcelone disparaissent mystérieusement. Prat accuse Pella de les avoir cachés, Cambó accuse même son fils de les avoir falsifiés. Deux jours plus tard, on retrouve ces procès-verbaux à l'entrée des

50. Je paraphrase Gumersindo DE AZCÁRATE, 1931, p. 81.

51. Josep PELLA Y FORGAS, 1906, p. 104.

52. *Ibid.*, p. 84-91.

bureaux de la commission électorale de la mairie de Barcelone. Écoutant Prat, Pella demande l'invalidation du procès-verbal du v^e district pour falsification. Finalement, c'est le procès-verbal présenté par les scrutateurs républicains favorables à l'élection de Rahola et de Girona (lesquels sont également, selon Borja de Riquer, les « protégés » du député républicain et économiste Pere Pi i Sunyer) qui est jugé recevable. Pella, dégoûté par la politique d'alliances pratiquée par la *Lliga*, par la fraude électorale présumée de ses candidats dans les villes de Granollers et de Vic et par les accusations portées contre lui qu'il n'a pas réussi à démentir, est invité à quitter le parti⁵³. Cambó tient à cette expulsion et Prat souhaite éviter la publicité autour de cette affaire par crainte du scandale⁵⁴.

Ce ne sont donc pas les intrigues des adversaires qui ont condamné l'historien à l'éviction, mais celles qui se sont tramées au sein même de la *Lliga regionalista*, qui se veut le champion de la transparence électorale. Il s'agit, comme à l'accoutumée, d'éviter le scandale public : en l'occurrence, en étouffant les conspirations internes et une fraude plus que probable concertée avec les républicains, même si les gens de la *Lliga* ne reviennent pas aux candidats souhaités (Cambó et Puig i Cadafalch), au prix du « sacrifice » d'une personnalité du catalanisme historique, Pella. On ne sait toujours pas très bien si Pella subtilisa ou non provisoirement les procès-verbaux pour « se protéger » de ces intrigues, sans avoir eu le temps, à ce qu'il semble, de les manipuler.

Cette affaire révèle, d'une part, que la *Lliga* commence alors à subir une crise de croissance, devant assumer que le catalanisme a cessé d'être un mouvement pour se transformer en parti ; de l'autre, que face à la force écrasante des républicains, prévoyant une implacable défaite, elle a préféré préserver coûte que coûte deux sièges « par minorité », fût-ce en renonçant à ses candidats favoris. D'autre part, l'exclusion de Pella i Forgues permet de mettre sous le boisseau les intrigues ayant très probablement conduit à de la corruption électorale. Prat n'a pas d'autre choix que d'étouffer l'affaire à tout

53. Le candidat de Manresa dut aussi expliquer les causes de la falsification supposée des procès verbaux à Manresa (voir Gemma RUBÍ, 1995).

54. Lluís COSTA I FERNÁNDEZ, 1997 ; BORJA DE RIQUER, 1981 ; Josep PELLA I FORGUES, 1906.

prix. Si elle apparaît au grand jour, si le scandale éclate, l'honorabilité de la *Lliga* et de ses dirigeants sera entachée à jamais. Ainsi, en pratique, la *Lliga* ne refuse les magouilles électorales que jusqu'à un certain point, les limites étant fixées par la tolérance sociale — ce que l'opinion publique est prête à accepter. Le discours sur la moralisation des élections sert à mobiliser l'électorat, mais au besoin, si le candidat élu n'est pas celui qu'on souhaite, ou en cas de menace de défaite, les vieilles habitudes reprennent opportunément le dessus.

Ultérieurement, la corruption électorale deviendra une pratique difficilement tolérable dans une société habituée à la compétition électorale, à la force du nombre de voix et à la lutte transparente. Cela ne veut pas dire que la *Lliga* ne participera pas à l'*encasillado*⁵⁵ officiel, surtout dès lors qu'elle intégrera, en 1918, des gouvernements de coalition aux côtés des différentes factions des partis dynastiques, ou qu'elle ne s'adonnera pas à une pratique très répandue : l'achat de voix⁵⁶.

La dénonciation de la corruption et la *praxis* politique

La lutte contre le caciquisme s'appuie sur des éléments rhétoriques, comme la transparence électorale ou la moralité publique, aspects mobilisateurs indispensables des campagnes de dénonciation de la corruption dans l'Espagne du début du xx^e siècle. Ce discours régénérationniste contre le caciquisme est payant, comme le montre l'hégémonie électorale de la *Lliga* à partir de 1918, dans le contexte d'une nouvelle ère de masses, accompagnée d'une décomposition précoce de l'alternance pacifique des deux partis de gouvernement, le parti conservateur et le parti libéral, en Catalogne. Cela entraînera le remplacement d'une élite politique « oligarchique » par une élite prônant le nationalisme conservateur, qui va continuer à exploiter les relations clientélares, moins avec

55. Tentative gouvernementale pour distribuer les sièges.

56. J'ai pu le vérifier en ce qui concerne Manresa : Gemma RUBÍ, 2006 ; voir aussi Gemma RUBÍ, 2013.

des personnes et des familles qu'avec des intérêts organisés dans la société civile, en recourant, le cas échéant, à l'achat de voix.

Discours contre le caciquisme et stratégie nationaliste aboutissent à la création de la *Mancomunitat de Catalunya* en avril 1914, principal produit de la « nouvelle politique » mise en œuvre par la génération *noucentista* catalane de 1907. En dépit d'un manque de ressources publiques, cette institution a joué un rôle notable, notamment dans le renouveau des enseignements professionnels, l'extension du réseau téléphonique, la création du premier réseau public de bibliothèques populaires au sein de l'État espagnol, la création d'une série d'écoles (de fonctionnaires, de bibliothéconomie, du travail, de commerce, d'agriculture), la diffusion du coopérativisme dans le monde agricole ou la normalisation de la langue catalane⁵⁷.

57. Le travail le plus récent sur l'œuvre de la *Mancomunitat de Catalunya* est celui d'Albert BALCELLS, 2015.

Références bibliographiques

ALMIRALL Valentí, *L'Espagne telle qu'elle est*, Paris, Albert Savine éditeur, 1887.

ALVAREZ JUNCO José, *The Emergence of Mass Politics in Spain: Populist Demagoguery and Republican Culture, 1890-1910*, Brighton, Sussex Academic Press, 2002.

AZCÁRATE Gumersindo de, *El régimen parlamentario en la práctica*, Madrid, Sobrinos de la Sucesora de M. Muniesa de los Ríos, 1931.

BALCELLS Albert (ed.), *La Mancomunitat de Catalunya (1914). Simposi del Centenari*, Barcelone, Institut d'Estudis Catalans, 2015.

BALCELLS Albert, Josep Maria AINAUD DE LASARTE (eds.), *Enric Prat de la Riba. Obra completa*, 3 vols. Barcelone, Ed. Proa/Institut d'Estudis Catalans, 1998,

BALFOUR Sebastian, *The End of the Spanish Empire, 1898-1923*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

BENOIST Charles, « De l'organisation du suffrage universel. i- La crise de l'État moderne » et « De l'organisation du suffrage universel. II- Expédients et palliatifs », *Revue des deux Mondes*, juillet-août 1895.

CASASSAS Jordi, « Els intel. lectuals catalans, el catalanisme i la crisi cultural de les darreries del vuit-cents », *Afers*, 19, 1994, p. 681-694.

CASASSAS Jordi, *Intel. lectuals, professionals i polítics a la Catalunya contemporània (1850-1920)*, Barcelone, Els Llibres de la Frontera, 1989.

CASASSAS Jordi, *La voluntat i la quimera. El noucentisme català entre la Renaixença i el marxisme*, Barcelone, Pòrtic, 2017.

CATTINI Giovanni Conrad, *Prat de la Riba i la historiografia catalana. Intel. lectuals i crisi política a la fi del segle XIX*, Barcelone/Catarroja, Ed. Afers, 2008.

COSTA I FERNÁNDEZ Lluís, *Josep Pella i Forgues i el catalanisme*, Barcelona, Rafael Dalmau Editor, 1997.

COSTA Joaquín, *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno en España. Memoria de sección sometida a debate del Ateneo de Madrid en marzo de 1901*, Madrid, Establecimiento Fortanet, 1901.

ENGELS Jens Ivo, « Corruption as a Political Issue in Modern Societies: France, Great Britain and the United States in the Long 19th Century », *Public Voices*, vol. x, no. 2, 2008, p. 68-84.

KERKHOFF Toon, Ronald KROEZE, Peter WAGENAAR, « Corruption and the Rise of Modern Politics in Europe in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: A Comparison between France, the Netherlands, Germany and England. Introduction », *Journal of Modern European History*, 11, 2013, 1, p. 19-30.

MOLAS Isidre, *Lliga Catalana. Un estudi d'estasiologia*, vol. I: « Lliga regionalista », Barcelone, Ed. 62, 1973.

MORENO Javier, « Political clientelism, Elites, and Caciquismo in Restoration Spain (1875-1923) », *European History Quarterly* 37 (3), 2007, p. 417-441.

MUNTANYOLA Pere, PRAT DE LA RIBA Enric, *Compendi de la doctrina catalanista*, Sabadell, Imprenta La Rensaixensa, 1894.

PELLA Y FORGAS Josep, *La crisis del catalanisme*, Barcelone, Imprenta Henrich i Cia, 1906.

PÉREZ Manuel, *La secessió catalana. Els corrents culturals europeus a la fi del segle (1872-1900)*, Catarroja, Afers, 2007.

RIQUER BORJA DE « La defenestració política d'en Pella i Forgues o sobre la pretesa « honradesa » electoral de la Lliga », *Revista de Girona*, nº 97, 1981, p. 243-250.

RIQUER BORJA DE, *Anar de debò. Els catalans i Espanya*, Barcelona, Rosa dels Vents, 2016.

RIQUER BORJA DE, *Lliga regionalista: la burgesia catalana i el nacionalisme (1898-1904)*, Barcelone, Ed. 62, 1977.

RUBÍ Gemma, « Coaliciones de turno. Corrupción electoral y política competitiva en la Cataluña de la Restauración (1900-1923) », *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle Série*, 43 (1), 2013, p. 273-293.

RUBÍ Gemma, « La lluita contra la corrupció política en temps de la Lliga i de Prat de la Riba », *Jornada d'estudi: Enric Prat de la Riba (1870-1917)*, Barcelone, 1^{er} décembre 2016.

RUBÍ Gemma, « La représentation de la corruption. L'Espagne dans la construction du libéralisme politique (1840-1868) », in DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric (dir.),

Scandales et corruption à l'époque contemporaine: les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine, Paris, Armand Colin, 2014.

RUBÍ Gemma, « The fight against corruption and the new politics in Urban Spain (1890-1923) », in ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIER Andreas, MATTINA Cesare, MONIER Frédéric (ed.), *Stadt. Macht. Korruption: Parktiken, Debatten und Wahrnehmungen staädtischer Korruption im 19 und 20 Jahrhundert*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2017, p. 97-107.

RUBÍ Gemma, *Els catalans i la política en temps del caciquisme: Manresa, 1875-1923*, Vic, Eumo Editorial, 2006.

RUBÍ Gemma, *Entre el vot i la recomanació. Partits, eleccions i canvi polític a Manresa, 1899-1923*, Manresa, Angle Editorial, 1995.

RUBÍ Gemma, ESPINET Francesc, *Solidaritat Catalana i Espanya*, Barcelone, Ed. Base, 2008.

SERRANO Carlos, Serge SALAÜN (ed.), *1900 en Espagne. Essai d'histoire culturelle*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1988.

SORLIN Simon (ed.), *Oligarchie et caciquisme comme forme de gouvernement actuelle en Espagne*, Paris, éditions Rue d'Ulm, 2009.

TAINE Hippolyte, *Les origines de la France contemporaine*. Tome v: *Le régime moderne*, Paris, éditions Robert Laffont, 1986.

UCELAY Enric, *El imperialismo catalán. Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España*, Barcelone, Edhasa, 2003.

VAN KLAVEREN Jacob, « Corruption as a historical phenomenon », in A. J. HEIDENHEIMER, M. JONHSTON, Victor T. LE VINE (eds.), *Political Corruption: A Handbook*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1989.

Les figures du justicier anticorruption en Russie postsoviétique

Gilles Favarel-Garrigues

On vam ne Dimon (« Ne l'appellez pas Dimon »): c'est sous ce titre ironique, jouant avec le diminutif familial du prénom Dmitri, que l'opposant Alexeï Navalny lance en mars 2017 l'offensive sur internet contre le Premier ministre Dmitri Medvedev¹. Postée sur Youtube un an avant une élection présidentielle à laquelle Navalny compte se présenter, cette vidéo présente en cinquante minutes une enquête du Fonds de la lutte contre la corruption, dirigé par l'opposant, sur le patrimoine somptuaire du Premier ministre, en Russie et à l'étranger. Le fonds avait déjà réalisé de tels brûlots, en ciblant notamment le ministre de la Justice en 2016², mais l'impact est cette fois-ci sans commune mesure : déjà visionnée plus de sept millions de fois en une semaine, la vidéo dépasse les vingt millions de vues au bout de deux mois. Elle provoque aussi une série de manifestations anticorruption dans les grandes villes de Russie, ravivant ainsi le souvenir des mobilisations de 2011-2012.

Ce succès n'avait cependant rien d'évident : comment expliquer qu'un tel événement se produise dans un pays où le gouvernement s'emploie à limiter les possibilités de contestation politique ?

1. FOND BOR'BY S KORROUPTSEI, *On vam ne Dimon* (« Ne l'appellez pas Dimon »), 2 mars 2017, disponible à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=qrwlk7_GF9g

2. FOND BOR'BY S KORROUPTSEI, *Tchaïka. Kriminalnaïa drama v piati tchastiakh* (« Tchaïka. Drame criminel en cinq parties »), 1^{er} décembre 2015, disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=eXYQbgvzxdM>.

Analyser la manière dont Navalny renouvelle la dénonciation de la corruption dans le contexte postsoviétique invite à réfléchir aux spécificités de ce registre dans le contexte russe. On peut en effet faire l'hypothèse que la « dictature de la loi », lancée par Vladimir Poutine en 2000, a conduit le gouvernement à revendiquer le monopole de l'accusation dans le domaine de la corruption, c'est-à-dire la capacité à fabriquer et diffuser les scandales concernant l'élite russe, en contrôlant notamment les médias traditionnels et les services de renseignement³. La lutte anticorruption a ainsi constitué une arme gouvernementale cruciale afin de discipliner les élites⁴. Dans un tel contexte, si l'entreprise politique de Navalny, qui débute en 2010, remporte un succès indéniable, c'est qu'elle renouvelle la manière dont la corruption a été dénoncée en Russie depuis la *glasnost*, lorsque d'intrépides juges d'instruction dévoilaient les trésors de la *nomenklatura* soviétique. L'objectif de cet article est de montrer comment Navalny s'inscrit dans l'histoire postsoviétique de la dénonciation de la corruption afin d'apprécier en quoi il la renouvelle.

Du magistrat vertueux au *muckraker* progouvernemental : trois figures de justiciers anticorruption

Durant la *glasnost*, les magistrats Gdlian et Ivanov sont les premiers à tenir en haleine la population soviétique en dénonçant la corruption de certains dirigeants du Parti communiste. Le justicier revêt alors les traits du magistrat inquisiteur incarnant la « société civile » en guerre contre les privilèges des élites⁵. Au cours des années 1990, les affrontements politiques se déroulent sur le mode de l'accusation réciproque et du retournement des scandales en affaires, par médias interposés. La figure de Youri Skouratov,

3. Sur la sociologie des scandales, voir Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, 2005.

4. Gilles FAVAREL-GARRIGUES, Kathy ROUSSELET, 2004

5. Sur la figure du magistrat comme entrepreneur critique de la politique, voir Jean-Louis BRIQUET, Philippe GARRAUD, 2001.

procureur général qui enquête sur l'entourage du président Boris Eltsine, se distingue néanmoins en posant à nouveaux frais la question de l'indépendance politique du pouvoir judiciaire. Avec la reprise en main des médias par le gouvernement fédéral, le renforcement du contrôle sur la fabrication des scandales marque la vie politique russe des années 2000. La lutte anticorruption constitue une priorité gouvernementale qui favorise l'apparition de personnalités politiques spécialisées dans la dénonciation, mais loyales au régime, à l'instar d'Alexandre Khinchtein, *muckraker*⁶ devenu député sur la liste de Russie unie.

Gdlian et Ivanov : grâce et disgrâce des « chevaliers blancs » de la glasnost

« Héros de [leur] temps⁸ », les magistrats Telman Gdlian et Nikolai Ivanov constituent des figures emblématiques de la *glasnost*. Gdlian, l'aîné du duo, est le plus populaire des deux. Cet Arménien né en 1940, nommé en 1983 « enquêteur en chef » pour les « affaires particulièrement sensibles » à la prokouratura générale de l'URSS, mène les enquêtes en lien avec la célèbre « affaire ouzbèke » — généralement appelée « affaire du coton » — en tandem avec un autre magistrat, plus jeune, Nikolai Ivanov, qui lui aussi a fait carrière dans les services de la prokouratura. Ouverte au milieu des années 1970, l'affaire ouzbèke est le nom donné à une enquête hors norme dans l'histoire soviétique, qui dévoile l'existence d'un vaste réseau de détournement des fonds publics au sein des élites dirigeantes de la République, fondé sur les fraudes comptables et le trucage des statistiques concernant la production du coton. Démesurée de par sa durée (plus de sept ans) et la taille de l'équipe en charge de l'affaire (plus de deux cents enquêteurs), l'enquête aurait abouti à la condamnation de plus de quatre mille personnes. Soutenue par Youri Andropov lorsqu'il est au pouvoir de 1982 à 1984, elle est également marquée par le « suicide » de plusieurs hauts responsables⁹ et par le

6. Sur les *muckrakers*, voir Harold WILSON, 1970 ; Aileen GALLAGHER, 2006.

7. Pierre LASCOUMES, 1999.

8. <http://Ivoropaeva.livejournal.com/3286517.html>.

9. Telman GDLIAN, Nikolai IVANOV, 1994.

décès subit en 1983 du premier secrétaire du PCUS en Ouzbékistan dans des circonstances non élucidées¹⁰.

La plupart de ces informations ne sont connues des Soviétiques qu'après coup, lorsque la *glasnost* sonne l'heure des révélations médiatiques. Dans un contexte de dénonciation des privilèges dont bénéficient les élites, les deux magistrats incarnent la justice en marche contre les dirigeants corrompus. L'enquête aboutit en effet en 1988 à la condamnation à mort d'un ancien ministre du secteur cotonnier et à l'emprisonnement d'un certain nombre de hauts responsables. Le scandale éclabousse également le « clan brejnévien », honni par les nouvelles élites dirigeantes réformatrices, notamment le gendre de Léonid Brejnev qui est condamné en 1988 à douze ans de prison¹¹.

La mise en scène de l'enquête offre à l'historiographie de la *glasnost* une de ses images marquantes, dans laquelle les magistrats, en véritables justiciers, dévoilent la richesse de la *nomenklatura* dans *Vzgliad*, l'une des émissions les plus populaires de l'époque. Les traits tirés, ils regardent avec circonspection les monceaux de billets de banque, d'or et de pierres précieuses qu'ils ont trouvés au cours de l'enquête. Alors que de nombreux Soviétiques continuent de penser que la société soviétique est marquée par une forte égalité sociale, cette image choque et confère aux magistrats une aura de « héros sans peur » et de « défenseurs du peuple » dont « tout le pays » suit les agissements en « retenant sa respiration¹² ». Les journalistes jouent un rôle important dans la glorification des magistrats en trouvant leur place dans la « division du travail social de production et d'administration du scandale¹³ ». Enhardis par leur popularité et en écho au discours officiel appelant à lutter contre les « privilèges », les magistrats entendent désormais s'attaquer à la corruption des dirigeants du PCUS. Leur image de combattants intègres et déterminés constitue un capital politique précieux

10. La thèse du suicide est défendue par exemple dans Iadgar NASRIDINOVA, « Izgnanie iz khlopkovogo raïa » (« Le bannissement du paradis du coton »), MK, 5 novembre 2005.

11. Il bénéficiera d'une libération conditionnelle en 1993.

12. <http://lvoropaeva.livejournal.com/3286517.html>.

13. Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, 2005, p. 34.

au moment où se tiennent les premières élections pluralistes. En mars 1989, poussés par les comités de soutien qui se sont multipliés, les magistrats sont largement élus députés du peuple de l'URSS dans la banlieue de Moscou¹⁴. Ils soutiennent Boris Eltsine en dénonçant la corruption de ses ennemis : d'abord Egor Ligatchev, le chef de file des conservateurs au politburo, puis Mikhaïl Gorbatchev¹⁵.

La croisade des magistrats se heurte cependant à de fortes résistances. Dès 1988, leurs ennemis tentent de retourner le scandale en affaire en mettant en cause leur compétence professionnelle, notamment leur propension à recourir à des méthodes illicites d'investigation. Avec la *glasnost* en effet, la pluralisation de l'espace médiatique autorise les personnes mises en cause à rompre l'unanimité qui caractérisait la réprobation d'un scandale en Union soviétique et à retourner publiquement l'accusation. La campagne de dénigrement des magistrats porte peu à peu ses fruits : l'enquête sur l'affaire ouzbèke leur est retirée en 1988. En 1989, alors que la presse s'empare de la controverse et dénonce les abus commis au cours de l'enquête¹⁶, le procureur général limoge les magistrats et lance des poursuites pénales contre eux. Privés de leur immunité parlementaire, les magistrats se réfugient en Arménie d'où ils poursuivent leur activité dénonciatrice, mais la notoriété du duo s'étiole avec l'effondrement de l'Union soviétique, puis le déclin de la légitimité de Boris Eltsine et du camp démocrate en général¹⁷.

Skouratov et la guerre des « documents compromettants »

Dans les années 1990, alors que les réformes économiques néolibérales sont mises en œuvre, les illusions de la *glasnost* se sont déjà dissipées et les stratégies visant à discréditer les adversaires s'imposent dans les affrontements politiques. Dans ce nouveau contexte,

14. Telman Gdlian aurait remporté plus de 86 % des suffrages. Cf. : <http://ru.hayazg.info/>

15. *Argoumenty i Fakty*, n° 19, 1990.

16. La *Literatournaïa Gazeta* publie le 24 mai 1989 un article intitulé « Le mythe » qui décrit notamment les étranges suicides survenus au cours de l'enquête. Sur la controverse concernant cette enquête, voir aussi Gregory GLEASON, 1990.

17. Telman Gdlian a exercé un mandat de député à la Douma d'État de 1995 et 1999 puis a disparu de la vie politique. Nikolai Ivanov, quant à lui, continue d'exercer le métier d'avocat.

les accusations de corruption saturent l'espace médiatique et nourrissent une perception dégradée du nouveau régime russe. Le crédit dont peuvent bénéficier les acteurs prêts à s'improviser justiciers diminue auprès de la population. Ils ne révèlent plus aux citoyens russes un ordre caché mais enfoncent le clou des désillusions démocratiques. Ils ne sont plus détenteurs de vérité, mais immédiatement suspects de servir l'un des intérêts en conflit. Quelques aspirants au titre de champion de l'intégrité se distinguent néanmoins dans ce contexte. Il s'agit soit de personnalités politiques soucieuses de crédibiliser un programme de restauration de l'ordre, soit de responsables institutionnels dénonçant la corruption au nom des fonctions qu'ils occupent. La figure la plus marquante de cette période, Youri Skouratov, procureur général de la Fédération de Russie, partage de nombreux traits avec les deux magistrats qui défrayaient la chronique une décennie plus tôt.

Né en 1952, Youri Skouratov est nommé procureur général de la Fédération de Russie en 1995 et traite lui-même les affaires les plus politiquement sensibles. En octobre 1998, il met en cause, dans le cadre de l'affaire Mabetex, les responsables de la direction des affaires du président russe, très proches de Boris Eltsine, suspectés d'avoir détourné des fonds destinés à des travaux de restauration du Kremlin. Son audace lui coûte cher : en mars 1999, la chaîne de télévision « Russie » montre les images d'un film réalisé en caméra cachée, intitulé *À trois dans le lit*, dans lequel « un homme ressemblant au procureur général », selon l'expression devenue célèbre, s'ébat avec deux prostituées. En dépit de ses dénégations, Skouratov est limogé par décret présidentiel le 2 avril 1999, au motif qu'il est mis en cause dans une affaire pénale. Malgré le soutien temporaire du Conseil de la Fédération, Skouratov est définitivement démis de ses fonctions le 19 avril 2000. Dans les années 2000, il essaie à plusieurs reprises de présenter sa candidature à des élections, sans succès. Ses appels à restaurer l'autorité de l'État (« C'est uniquement en possédant le pouvoir d'État qu'on pourra écraser la vermine » et « vaincre la corruption », selon lui¹⁸) semblent inaudibles dans un contexte où Vladimir Poutine se positionne sur le même créneau de manière beaucoup plus convaincante.

18. Youri SKOURATOV, 2000, p. 316-317.

Les trajectoires de Gdlian et Ivanov et celle de Skouratov partagent des points communs. Dans les deux cas, ils relaient initialement la détermination gouvernementale à lutter contre la corruption, mais perdent la confiance des élites au pouvoir en choisissant des cibles jugées illégitimes par ces dernières et en prétendant ainsi placer la justice au-dessus du politique. Le second point commun est lié au rôle crucial des médias. Gdlian et Ivanov sont les premiers à faire l'expérience d'un retour d'accusation. Si leur croisade symbolise la *glasnost*, c'est aussi parce que la pluralisation de l'espace médiatique autorise non seulement à accuser publiquement, mais également à retourner l'accusation contre celui qui l'a portée. Dix ans plus tard, lorsqu'explose l'affaire Skouratov, le procédé est devenu banal, mais reste néanmoins performant : les « oligarques » de l'époque investissent massivement dans la presse et la télévision et usent de leurs médias pour compromettre leurs adversaires.

Khinchtein, muckraker organique ou la monopolisation de la dénonciation sous Poutine

Ces points communs montrent en quoi l'ère durant laquelle Vladimir Poutine est au pouvoir rompt avec l'ensemble de la période précédente. Constituant une arme employée afin de discipliner des élites, l'anticorruption permet de mettre en œuvre la « dictature de la loi » en exploitant de manière arbitraire la vulnérabilité juridique de ceux qui sont susceptibles de contester le nouvel ordre politique. La monopolisation des modes de fabrication et de diffusion des scandales se situe au cœur du rapport de force : le contrôle des services de renseignements et des médias vise à maîtriser l'information sur la corruption des élites et à empêcher l'émergence de nouveaux Gdlian et Skouratov capables de mettre en cause les dirigeants nationaux. En tant que dispositif qui repose à la fois sur l'application zélée des normes internationales dans ce domaine, le renforcement de la répression et l'engagement de la société civile dans ce combat¹⁹ ; l'anticorruption favorise notamment le développement de *muckrakers* organiques au service du pouvoir en place.

19. Gilles FAVAREL-GARRIGUES, 2009, p. 275-285.

Alexandre Khinchtein illustre emblématiquement cette nouvelle orientation. Né en 1974 à Moscou, il fait ses armes dès 1992 dans la rubrique « faits divers » du *Moskovskii Komsomolets*, c'est-à-dire du quotidien le plus populaire de la capitale, où il devient l'un des *muckrakers* les plus célèbres du pays dans le contexte tumultueux des années 1990. Spécialisé dans les « affaires retentissantes » (*gromkie materialy*), ses publications motivent le lancement de poursuites judiciaires et le limogeage d'un certain nombre de fonctionnaires haut placés, d'agents des services répressifs et des services secrets, ainsi que d'oligarques. Controversé et sulfureux, il fait lui-même l'objet de nombreuses attaques à la fin des années 1990.

La situation change radicalement à partir de 2000. Khinchtein témoigne d'une indéfectible loyauté envers Vladimir Poutine. Il devient un *muckraker* intégré dans le dispositif de mise en œuvre de la « dictature de la loi ». Chevauchant des positions dans le journalisme, l'arène politique (il est élu député à la Douma d'État en 2003 ; membre du groupe parlementaire de Russie unie, il participe aux travaux de la commission sur la lutte contre la corruption) et le monde du renseignement, Khinchtein constitue un contrepoids gouvernemental aux journalistes d'investigation hostiles au gouvernement, tels qu'Anna Politkovskaïa. En 2005, il se situe à l'origine du scandale lié à « la datcha de Kassianov », du nom de celui qui a été Premier ministre sous Vladimir Poutine de 2000 à 2004, puis est passé dans l'opposition. Suspecté d'avoir illégalement privatisé deux résidences d'État, Mikhaïl Kassianov fait les frais du soutien qu'il a apporté à l'homme d'affaires Mikhaïl Khodorkovski et de l'annonce de son intention de se présenter à l'élection présidentielle de 2008. Victime selon lui d'une offensive du pouvoir exécutif, Mikhaïl Kassianov restitue finalement sa résidence à l'État et renonce à ses ambitions politiques, au moins pour un temps²⁰. Le *muckraker* relance également des accusations contre les oligarques qui ont fui le pays dans les années 2000. Ses travaux surfent sur le ressentiment toujours vivace d'une grande partie de la population vis-à-vis des figures de l'oligarchie les plus médiatiques²¹.

20. Il est l'un des dirigeants d'un parti d'opposition (RPR-Parnas) depuis 2012.

21. Alexandre KHINCHEIN, 2007.

Khinchtein choisit également ses cibles au sein du gouvernement et contribue ainsi à montrer que personne ne peut échapper à la « dictature de la loi ». De 2005 à 2007, il consacre un nombre important d'articles à des scandales de corruption au ministère de la Santé, à un moment où beaucoup de Russes se plaignent de la moindre qualité des soins médicaux. Le *muckraker* est également en guerre contre la corruption dans les services répressifs. C'est par exemple lui qui se situe à l'origine du retentissant scandale des « loups garous à galons » en 2003, dévoilant les pratiques de racket à l'œuvre au sein de la police judiciaire moscovite²². Son combat contre l'arbitraire policier ne cesse pas : il critique avec une grande virulence le ministre de l'Intérieur Rachid Nourgaliev et la réforme de la police qui le lance en 2011, à laquelle, selon lui, « des milliers de corrompus, de débauchés et d'alcooliques ont survécu²³ ». Il cible également d'autres services répressifs. À partir de 2008, Alexandre Bastrykine, le chef du service de l'instruction à la prokouratoura, devient la nouvelle bête noire du *muckraker*, qu'il suspecte de prendre part à des affaires à l'étranger²⁴.

Khinchtein poursuit simultanément sa carrière politique. Réélu député à la Douma d'État en 2007 et en 2011, il préside une commission en lien avec la sécurité informatique tout en continuant son activité d'expert anticorruption. Il collectionne en outre les gratifications (médailles, prix) attribuées par les services répressifs. S'il convient d'une manière générale de ne pas surestimer le rôle des médias dans la fabrication des scandales et aussi de ne pas oublier celui des acteurs du renseignement, le cas d'Alexandre Khinchtein montre de manière pure et parfaite comment le cumul de compétences journalistiques, de savoirs juridiques et de « ressources administratives » dans les services répressifs se situe au cœur de la carrière d'un professionnel du scandale, complètement intégré dans l'appareil d'État tout en prétendant agir au nom de la « société civile ». Ces compétences sont mises au service d'une conception intransigeante de la justice :

22. Gilles FAVAREL-GARRIGUES, 2005.

23. *MK*, 20 novembre 2012.

24. *Gazeta.ru*, 29 juillet 2008.

Je veux que n'importe quelle affaire dont je m'occupe aille jusqu'au procès, parce que je suis convaincu qu'une bête blessée est la plus dangereuse de toutes. C'est pourquoi je préfère achever mes adversaires et jusque-là je n'ai pas trop mal réussi²⁵.

À la fin des années 2000, la dialectique de l'anticorruption connaît une nouvelle inflexion. Malgré les efforts incessants du gouvernement pour maîtriser l'information sur ce sujet, des voix contestataires s'élèvent pour dénoncer une corruption non plus individuelle, mais systémique, mettant en cause directement la responsabilité des gouvernants et *in fine* du Président. À la tête du projet anticorruption Rospil, Alexeï Navalny — à la fois juriste et blogueur — incarne le retour d'un discours dénonciateur qui ouvre la voie à une critique radicale du régime.

Navalny et le retournement de l'arme anticorruption

Ni magistrat ni journaliste, Alexeï Navalny incarne une figure inédite d'entrepreneur de morale : c'est un juriste jeune et charismatique, soucieux de son indépendance et ayant saisi l'impact potentiel des nouvelles technologies dans la médiatisation des informations. Il représente en un sens cette « société civile » que rêvent de voir s'éveiller en Russie les experts occidentaux depuis de nombreuses années, mais ses opinions résolument nationalistes et xénophobes cadrent mal avec cette aspiration. Résolument opposé à Russie unie, alias le « parti des voleurs et des escrocs » selon sa célèbre expression, il fait de l'anticorruption le moteur d'une carrière politique. Comme le remarque Liora Israel, le droit est généralement considéré comme une arme du pouvoir contre ses opposants alors que « ce qui fait justement la force politique du droit [est] son possible retournement²⁶ ». Le recours au droit est à la fois un acte « de défiance et de reconnaissance à l'égard des autorités » qui se situe au cœur

25. http://www.peoples.ru/state/politics/aleksandr_hinshteyn/

26. Liora ISRAËL, 2009, p. 13.

des « enjeux de définition de l'exercice politique légitime²⁷ ». C'est en effet avec le droit que Navalny défie les élites dirigeantes russes, mais cette compétence n'est pas sa seule ressource : sa capacité inattendue à constituer un large public sur internet est tout aussi importante, au grand dam de ses adversaires.

Genèse d'un « Batman virtuel²⁸ »

Né en 1976, Navalny est à peu près de la même génération que Khinchtein, soit celle qui, selon ses propres termes, a reçu « une pleine dose d'irradiation par l'Union soviétique » mais « a commencé sa vie d'adulte dans un tout autre pays²⁹ ». Il effectue ses premiers pas de militant dans les jeunesses de Iabloko³⁰ et se moque aujourd'hui du soutien qu'il a pu accorder naïvement à Boris Eltsine et à la « canaille komsomol » qui bradait l'intérêt national au début des années 1990³¹. En écho au discours antiparlementaire qui se développe à partir du milieu des années 1990, Navalny réalise que l'engagement politique doit être centré sur l'action et non sur le « bavardage » insupportable des députés. À partir de ces années-là, s'affermite chez lui la conviction que la politique n'est « pas une idéologie abstraite », mais « un problème concret » dont il se saisit de manière « pragmatique » et auquel il « donne une signification politique³² ».

Alors qu'il est encore lié au parti socio-démocrate Iabloko, l'engagement politique de Navalny prend deux nouvelles directions à partir du milieu des années 2000 : une affirmation de ses convictions nationalistes et un investissement dans les moyens de communication pour transmettre son message politique.

Navalny associe l'affirmation de ses convictions nationalistes à un événement fondateur : les affrontements interethniques de

27. *Ibid.*, p. 19.

28. L'expression est tirée de Konstantin VORONKOV, 2012. Cet ouvrage hagiographique comprend de nombreux entretiens et extraits du blog d'Alexeï Navalny.

29. Konstantin VORONKOV, 2012, p. 16.

30. Iabloko est un parti social-libéral fondé en 1995.

31. Konstantin VORONKOV, 2012, p. 29.

32. *Ibid.*, p. 48.

Kondopoga en Carélie en 2006³³. Inquiet face à l'émigration « illégale et hors de contrôle », il fonde un mouvement national-démocratique qui aspire à un changement radical des élites. Exclu des rangs de Iabloko après avoir déclaré qu'il participerait à la Marche russe du 4 novembre 2006, rassemblant les divers groupes de la nébuleuse ultra-nationaliste, Navalny s'affranchit de l'affiliation à un parti reconnu pour fonder son propre mouvement politique :

Je ne vois aucune contradiction entre être libéral et simultanément parler de l'émigration illégale et de la criminalité ethnique. [...] Mais historiquement les libéraux et démocrates des années 1990 se sont en permanence battus contre les rouges-bruns. [...] Bien sûr il y a des nazis parmi nous... des gens qui courent et frappent selon les signes d'appartenance nationale. C'est la réaction des couches marginales de la société à des problèmes qui existent réellement mais qui sont passés sous silence³⁴.

Navalny recourt lui-même volontiers à une rhétorique et à des visuels xénophobes, par exemple dans une vidéo célèbre, où il compare les Tchétchènes à des cafards et appelle à leur tirer dessus lorsqu'ils deviennent envahissants. En revendiquant d'être nationaliste, Alexeï réalise un véritable *coming out* qui heurte les valeurs traditionnelles du camp démocrate³⁵. Cette orientation explique que les milieux traditionnels de défense des droits de l'homme, issus de générations plus âgées et dotés d'une culture politique héritée d'une partie de la dissidence soviétique, se distancient du blogueur³⁶. Concomitamment avec ce virage nationaliste et xénophobe, Navalny se lance en 2005 dans une carrière médiatique en organisant des débats politiques retransmis à la télévision, dans lesquels les leaders libéraux et nationalistes confrontent leurs points de vue. Mais l'expérience tourne court : limogé de la télévision, Navalny se tourne résolument vers les nouvelles technologies. Il ouvre en 2006 son premier blog sur *Jivoï Journal* et lance en 2010 le projet Rospil.

33. Voir par exemple : <http://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2007/01/d9912/>

34. Konstantin VORONKOV, 2012, p. 66.

35. Natalia MOEN-LARSEN, 2014

36. Françoise DAUCÉ, 2013, p. 203.

**« Tous ensemble nous créerons la société civile
qui contrôlera les serviteurs du peuple »**

Tel est le slogan sous lequel Rospil est lancé afin de détecter et dénoncer les irrégularités constatées dans l'attribution des marchés publics. Par rapport aux initiatives qui l'ont précédé, ce projet est caractérisé par plusieurs innovations qui constituent la marque de fabrique de la méthode Navalny et que l'on retrouve dans la vidéo de 2017 consacrée à Dmitri Medvedev.

La première concerne les méthodes d'investigation, qui s'appuient sur des sources ouvertes. Il s'agit non seulement des informations publiques qu'émettent les administrations et les entreprises contrôlées par l'État, mais aussi de celles auxquelles Navalny accède en tant qu'actionnaire. N'ayant pas besoin de chercher des informations secrètes, le justicier peut s'abstenir de mobiliser des « ressources administratives » et de recourir à l'intimidation. Les abus ne sont pas difficiles à détecter car il suffit de comparer la somme proposée pour une prestation — par exemple l'équipement informatique d'un service — à son prix réel. Rospil effectue un *monitoring* de l'ensemble des appels d'offre émis par les administrations et les entreprises d'État, ainsi qu'un suivi des dossiers transmis aux autorités judiciaires³⁷. Au-delà de cette activité de routine, Navalny dévoile avec son équipe³⁸ des scandales plus retentissants, concernant notamment le secteur stratégique des hydrocarbures. Si les suspects sont couverts et que l'autorité judiciaire cherche à annuler la procédure, Navalny réagit en rédigeant une plainte qu'il demande à ceux qui se soucient de cette affaire d'envoyer au service compétent. L'affaire pénale est relancée et la démarche, donc, couronnée de succès. La « méthode Navalny » consiste ainsi, selon son concepteur, à « impliquer des citoyens dans une lutte active appuyée sur des faits et des procédures concrets », puisque les députés refusent de le faire.

La deuxième innovation concerne la médiatisation du projet. Exclusivement en ligne, le travail de Navalny et de son équipe contourne la contrainte liée à la maîtrise gouvernementale des

37. Konstantin VORONKOV, 2012, p. 102.

38. L'équipe est composée en 2014 de cinq personnes, qui sont toutes de jeunes juristes.

chaînes de télévision, de la radio et des journaux. La communication avec les citoyens se passe d'intermédiaires. En brandissant des chiffres sur le nombre de *likes*, de signatures, de commentaires ou de messages de soutien qu'il a reçus, Navalny dessine les contours d'une légitimité alternative à celle que donnent les urnes à un député. Il parvient ainsi à constituer un public échappant à ceux qui, au gouvernement, pensaient avoir évité ce danger en contrôlant les médias traditionnels.

Le projet comporte une troisième spécificité, liée à son mode de financement. Jusqu'à cette date, les ONG étaient soit dépendantes du soutien gouvernemental, soit aidées par des fondations russes ou étrangères. Durant les années 2000, le gouvernement a fréquemment employé cet argument pour dénoncer la pseudo-indépendance des ONG qui le dérangent, qu'elles agissent au nom d'un ennemi intérieur (« oligarques », « crime organisé ») ou extérieur (fondations occidentales). Alexeï Navalny résout partiellement ce problème en recourant aux possibilités offertes dans ce domaine par les nouvelles technologies. Il demande en effet aux personnes intéressées par ce projet de contribuer directement *via* un site russe de paiement en ligne, *Yandeks-dengui*. Ce mode de financement, qui lui permet d'ériger la transparence en vertu³⁹, suscite cependant rapidement divers projets de loi visant à l'encadrer, par exemple en empêchant les dépôts anonymes⁴⁰.

La cause que Rospil défend en mobilisant la loi ne consiste pas à promouvoir un État de droit, mais à refléter une conception de la justice dans laquelle Navalny occupe la place du procureur. Ce dernier ne cache pas qu'il n'a besoin de personne d'autre que lui-même pour démêler le vrai du faux. « Nous avons démonté la chaîne et conduit le travail d'enquête. Si nous avions eu notre propre tribunal, nous aurions pu commencer le procès », dit-il à propos d'une affaire⁴¹. C'est un justicier au sens propre, administrant la justice au

39. <http://rospil.info/about>

40. Ekaterina BRYZGALOVA, « Contre les terroristes et Navalny. Qui souffrira des limitations sur les paiements électroniques ? », *gazeta.ru*, 30 mai 2014. Voir : <http://www.gazeta.ru/business/2014/01/16/5853761.shtml>

41. C'est moi qui souligne.

nom du « peuple », « dans un contexte où tout le monde a peur⁴² ». Volontiers menaçant, comme Gdlian, Skouratov ou Khinchtein avant lui, Navalny est « en guerre » : il est motivé par la « haine » et la « croyance » selon laquelle il les punira « tous tôt ou tard⁴³ ».

De l'accusateur à l'accusé, du justicier au martyr ?

La dernière innovation concerne le positionnement politique du dénonciateur. Navalny n'est pas le premier à chercher à discréditer les plus hauts dirigeants de l'État. Des leaders de l'opposition « libérale » tentent en 2011 une opération similaire en publiant un rapport sur la corruption de Vladimir Poutine lui-même et de son entourage⁴⁴. L'impact de ce rapport est cependant bien moindre que la vidéo de Navalny sur Medvedev en 2017, d'une part, parce que l'administration de la preuve est moins convaincante, d'autre part, parce que les auteurs, associés à l'opposition libérale, sont peu soutenus dans la population. Le succès de Navalny est aussi lié à sa capacité à transcender les clivages politiques habituels.

Les mobilisations orchestrées par Navalny s'inscrivent bien dans le contexte social de la fin des années 2000, où les combats sont menés au nom d'objectifs concrets par des militants non affiliés aux partis politiques reconnus. Le fondateur de Rospil profite cependant de sa notoriété pour accéder à des responsabilités politiques. Il devient ainsi conseiller de Nikita Belykh, le gouverneur de la région de Kirov issu des rangs du parti libéral Union des forces de droite, opposé au régime. Comme nous le verrons plus loin, cette expérience se situe à l'origine des déboires judiciaires du blogueur. Navalny développe simultanément une critique radicale du régime. En février 2011, au cours d'une interview, il place la formule selon laquelle Russie unie est le « parti des voyous et des voleurs ». L'expression fait mouche et devient le slogan des grandes manifestations d'opposition au régime de fin 2011, dont Navalny est l'une des figures de proue. Il crée la même année le Fonds de lutte contre

42. Konstantin VORONKOV, 2012, p. 84.

43. *Ibid.*, p. 107.

44. Alexander MILOV *et al.*, 2011. L'opposant Boris Nemtsov, assassiné en 2015 à Moscou, est l'un des auteurs de ce rapport.

la corruption (FBK), exclusivement financé par des dons privés. En août 2013, il présente officiellement sa candidature à la mairie de la capitale en tant que *challenger* du maire sortant progouvernemental Sergueï Sobianine mais ne remporte que 27 % des voix. Le FBK se lance par la suite dans des investigations visant à dévoiler l'enrichissement illicite des plus hauts dirigeants : le ministre de la Justice, Iouri Tchaïka, et ses fils en 2015, puis le Premier ministre Dmitri Medvedev en 2017.

Même si certaines de ses idées et méthodes sont reprises par le gouvernement, par exemple dans le domaine des règles d'attribution des marchés publics, Navalny fait l'objet d'un harcèlement protéiforme, aussi bien judiciaire et administratif que physique et moral. L'accusateur devient l'accusé dans des affaires qui, de plus, mettent en cause sa probité. C'est le cas notamment de l'affaire Kirovles, qui débute en 2011, en lien avec l'activité menée par Navalny dans la région de Kirov aux côtés du gouverneur libéral Nikita Belykh. Il lui est reproché d'avoir escroqué une entreprise en abusant de sa fonction⁴⁵. L'affaire est jugée en juillet 2013, deux mois avant les élections municipales. Navalny écope d'une peine de cinq ans de prison ainsi que d'une amende, puis fait appel. Sa culpabilité est confirmée mais la peine est commuée en un emprisonnement de cinq ans avec sursis⁴⁶. Simultanément se développent deux autres affaires judiciaires dans lesquelles Navalny se trouve accusé d'escroquerie et de blanchiment avec son frère, qui occupe une fonction importante à la Poste russe et qui, lui, écoperait d'une peine de prison ferme en 2014. Il est également régulièrement arrêté par la police et placé en garde à vue du fait de sa participation à des manifestations interdites par la mairie de Moscou. Ses collaborateurs sont également visés par des poursuites pénales, par exemple suspectés d'avoir détourné des fonds lors de la campagne électorale pour la mairie de Moscou⁴⁷. Les inspections administratives concernant le Fonds de lutte contre la corruption se multiplient.

45. Stanislav BYCHOK, Alexeï SEMENOV, 2014.

46. Ce n'est pas la fin du feuilleton judiciaire car ce jugement est annulé. Le nouveau procès qui se tient en 2017 ne modifie pas la peine prononcée.

47. http://navalny.com/blog/2014/06/10/post_3618.html.

À ces accusations de corruption retournées s'ajoute le soupçon de ne pas agir en toute indépendance. Dans les milieux proches du pouvoir, Navalny est présenté comme un agent des États-Unis, chargé de fomenter une « révolution de couleur » comme dans le cas ukrainien, quelques années plus tôt. Alors que Poutine incarne l'ordre, Navalny est perçu comme un révolutionnaire et un traître. Populaire chez certains ultranationalistes, cette image explique pourquoi il est fréquemment victime d'agressions physiques. À titre d'exemple en 2015, à son arrivée dans l'aéroport d'une ville proche du Caucase-Nord, des Cosaques lui jettent du lait à la figure et le molestent ; en 2017, alors qu'il marche à Moscou, un jeune lui jette au visage un produit toxique qui endommage sa vue et le conduit à être opéré d'urgence. Malgré l'image de martyr dont il bénéficie chez ses soutiens, Navalny correspond pour la plupart des Russes à une aventure dans laquelle ils ne souhaitent pas s'engager.

* * *

Les justiciers postsoviétiques mobilisent tous une rhétorique intransigeante et adhérent, à l'exception d'Alexandre Khinchtein, à la croyance selon laquelle la justice doit se situer en surplomb du politique. Ils défendent une vision idéalisée de l'État de droit dans un contexte où le pouvoir se définit précisément par le cumul d'un ensemble de moyens de coercition, comprenant non seulement l'usage du droit, mais aussi le recours à la force et la divulgation de renseignements. L'affrontement avec le pouvoir en place est donc nécessairement asymétrique. Malgré les efforts qu'il déploie pour renouveler le répertoire d'action de l'anticorruption en s'appuyant notamment sur des sources publiques ainsi que sur des contributions individuelles et en constituant lui-même son propre public grâce aux possibilités offertes par les nouvelles technologies, Alexeï Navalny se situe de ce point de vue dans la continuité de ses prédécesseurs. En surestimant la capacité de l'arme du droit à déstabiliser le pouvoir en place, le justicier se heurte à des formes de coercition associant à l'offensive juridique des moyens de pression extrajudiciaires.

Références bibliographiques

BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD, Philippe (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

BYCHOK Stanislav, SEMENOV Alexeï, *Navalny. Tchelovek kotory oukral les (Navalny. L'homme qui a volé une forêt)*, Moscou, Knijny Mir, 2014.

DAUCÉ Françoise, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, 71, 3, 2005, p. 9-38.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, « La police russe en procès », *Le courrier des pays de l'Est*, 6, 2005, p. 66-84.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, « La lutte anticorruption, de l'unanimité internationale aux priorités intérieures », *Droit et société*, 72, 2009, p. 275-285.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre*, Paris, Autrement, 2004.

GALLAGHER Aileen, *The Muckrakers. American Journalism During the Age of Reform*, New York, The Rosen Publishing Group, 2006.

GDILAN Telman, IVANOV Nikolaï, *Kremlevskoe delo* (« L'affaire du Kremlin »), Moscou, Kniga, 1994.

GLEASON Gregory, « Nationalism or Organized Crime The Case of the "Cotton Scandal" in the USSR », *Corruption and Reform*, vol. 5, n° 2, 1990.

ISRAËL Liora, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

KHINCHTEIN Alexandre, *Berezovski i Abramovitch. Oligarkhi s bolchoï dorogui (Berezovski et Abramovitch. Des oligarques de grand chemin)*, Moscou, Lora, 2007.

LASCOUMES Pierre, *Corruptions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

MILOV Alexander et al., *Poutin. Korrouptsia. Nezavisimy ekspertny doklad (Poutine. Corruption. Rapport d'expert indépendant)*, Moscou, 2011.

MOEN-LARSEN Natalia, « “Normal nationalism”: Alexei Navalny, Live Journal and “the Other” », *East European Politics*, 30, 4, 2014, p. 548-567.

SKOURATOV Youri, *Variant drakona (La variante du dragon)*, Moscou, Detektiv-Press, 2000.

VORONKOV Konstantin, *Alexei Navalny: groza joulikov i vorov (Navalny: une menace pour les voyous et les voleurs)*, Moscou, EKSMO, 2012.

WILSON Harold S., *McClure's Magazine and the Muckrakers*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

L'émission de télévision *Enquête*

*Le renouveau médiatique de la
dénonciation de la corruption au Québec¹
(2009-2011)*

E.-Martin MEUNIER et Ryan LUX

La commission Charbonneau portant sur les scandales de corruption dans l'industrie de la construction au Québec, instaurée le 19 octobre 2011 par le gouvernement libéral provincial, a finalement déposé le 24 novembre 2016 ses recommandations, consignées dans un volumineux rapport de 1 700 pages². Nombreux sont ceux qui pensent que la commission n'a pas livré ce que les Québécois espéraient³ : une mise au net de la collusion entre le monde des affaires et la politique⁴. D'un point de vue sociohistorique cependant, il se peut que la véritable contribution de la commission ne se trouve pas tant dans ses conclusions que dans ses prolégomènes, notamment dans l'apport exceptionnel des médias à sa mise sur pied. Jamais on n'aura vu au Québec une simple émission de télévision avoir autant d'influence sur la conduite d'un gouvernement, voire même sur la détermination du programme politique de la province. Car, avec ses vingt-six reportages⁵ portant sur la corruption et la collusion dans le

1. Nous aimerions remercier les membres du GDRI pour leurs questions et commentaires. Des remerciements spéciaux à Olivier Dard, Frédéric Monier, Jens Ivo Engels, Nicolas Maisetti et Nathalie Gagnon.

2. France CHARBONNEAU, Renaud LACHANCE (commission Charbonneau), 2015.

3. Jean-Louis FORTIN, 2015.

4. Sur la question des élites et la commission Charbonneau, voir Stéphane BAILLARGEON, 2012.

5. Il s'agit de reportages de 30 à 45 minutes environ.

secteur de la construction au Québec diffusés en moins de deux ans, l'hebdomadaire télévisé *Enquête* est sans nul doute l'un des « dénonciateurs » les plus avérés des dernières années au Québec, concernant ce que certains ont nommé le « scandale de l'asphalte⁶ ». L'émission a été en fait une véritable plaque tournante des dénonciateurs et autres lanceurs d'alerte; elle a été le lieu d'une mise en scène de la dénonciation parmi les plus efficaces et convaincantes qu'on puisse relever dans l'histoire contemporaine de la nation québécoise⁷.

Notre article portera sur cette émission, ses contributeurs, son plan et ses moyens d'action. Nous essaierons ainsi de mieux saisir comment les principaux metteurs en scène de ces dénonciations, dont l'animateur vedette Alain Gravel et la journaliste Marie-Maude Denis, ont endossé le rôle de « chevaliers blancs » et comment le type de journalisme qu'ils ont choisi témoigne d'une transformation actuelle du rôle lui-même. À partir de ce cas singulier, nous tenterons, en conclusion, de mieux comprendre ce qu'il en est du statut de la dénonciation et de sa modification dans la société québécoise actuelle.

Première considération générale: depuis 2007, l'émission *Enquête* pose à nouveau frais et de manière inédite la question du rôle du journalisme d'enquête dans la dénonciation de la collusion et de la corruption⁸. Le médium télévisuel, avec ses limites et ses qualités, accroît ici le caractère spectaculaire de l'acte de dénonciation et contribue à modifier l'image du dénonciateur en celle d'un « metteur de scène » des dénonciations⁹. Considéré selon une perspective qui situe notre objet d'un point de vue symbolique, cet épisode québécois de dénonciation médiatique intense ne va pas sans questions¹⁰. Comme le disait le sociologue Harold Garfinkel¹¹ il y a soixante ans

6. SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 19 E – 0692647 », *Enquête*, 13 octobre 2011.

7. Sur l'histoire de la publicisation des scandales de corruption au Québec, lire notamment: Geneviève BERNARD BARBEAU, 2014; Mathieu LAPOINTE, 2015a et b; E.-Martin MEUNIER, 2014; Gabrielle SIROIS, 2016.

8. Sur l'histoire du journalisme d'enquête au Québec, voir Pierre GODIN, 1981; Rémy RIEFFEL, 2003.

9. Sur la dénonciation médiatique, voir Patrick CHAMPAGNE, 1991.

10. Éric MARTIN, 2007.

11. Harold GARFINKEL, 1956.

déjà, toute indignation morale peut tourner en une cérémonie de dégradation si bien réussie parfois, qu'elle peut aller jusqu'à omettre la loi et faire oublier l'existence même de la présomption d'innocence — pourtant principe pivot de la justice au Canada. Loin de penser toutefois que les artisans de l'émission *Enquête* ont cherché à outrepasser ces limites, nous estimons néanmoins que leur action et leurs dénonciations contribuent à la transformation contemporaine du journalisme et du mode de régulation dominant des sociétés actuelles.

D'abord un mot sur l'émission *Enquête*. Magazine télévisuel du journalisme d'enquête diffusé par le radiodiffuseur public francophone du Canada depuis 2007, *Enquête* se veut emblématique d'un renouveau journalistique, après des décennies de compression des programmes d'information et de journalisme d'enquête. Son histoire est directement liée au scandale québécois de la corruption, au sens où c'est à *Enquête* qu'est revenue l'initiative de diffuser ces allégations. Cette émission a continué à suivre le dossier pendant plus de cinq ans, y consacrant une somme importante d'énergie et d'argent. Son succès tant auprès du grand public que du milieu journalistique a augmenté au fur et à mesure que le scandale de corruption s'amplifiait et se voyait divulguer.

Le visage public de l'émission est dominé par le journaliste vedette Alain Gravel et sa collaboratrice d'alors, Marie-Maude Denis, à qui on aurait remis une enveloppe remplie de documents contenant de nombreuses allégations de collusion généralisée et de malversations — révélations qui allaient lancer toute l'affaire. Ces informations répétées aideront d'ailleurs à renforcer le rôle et le statut du journalisme d'enquête, entraînant une augmentation en conséquence des ressources allouées.

Alain Gravel, qui a, depuis quelques années déjà, été promu à un nouveau poste plus prestigieux, avance que son œuvre à *Enquête* est allée jusqu'à changer le journalisme québécois :

Ce qui en ressort est un témoignage authentique sur la possibilité pour chacun d'entre nous de changer le monde dans nos domaines respectifs en nous appuyant sur les valeurs qui ont de moins en moins la cote : l'honnêteté, la rigueur et la vérité¹².

12. Alain Gravel cité dans Pierre CAYOUE et Marc-André SABOURIN, 2015, p. 15.

L'intention de Gravel dépassait toutefois l'idée de changer seulement le journalisme; c'était le Québec qu'il voulait transformer! Le soir de la première émission consacrée à la corruption politique et économique au Québec, il se rappelle le moment comme une heure:

[... de] télévision qui a transformé le Québec. L'Histoire, celle avec un grand H, retiendra la diffusion de ces reportages comme un événement marquant dans la vie publique québécoise¹³.

C'est l'un de ces soirs où les journalistes éprouvent le sentiment de contribuer à changer au monde et à faire avancer la justice¹⁴.

Alain Gravel et Marie-Maude Denis, chevaliers blancs?

Né à Jonquière, ville du nord-est du Québec en 1958, Alain Gravel a commencé sa carrière de journaliste à vingt ans dans sa ville natale. Il quitte des études en sciences politiques à l'université du Québec à Montréal pour poursuivre une carrière à la radio à Québec. De là, il partira pour Montréal, où il demeure depuis. Au cours des années, il a couvert de multiples sujets, allant des nouvelles régionales, aux nouvelles nationales et internationales, et ce, tant à la radio qu'à la télévision¹⁵:

Le journaliste d'enquête est [alors] devenu une des figures médiatiques emblématiques du Québec. Le plus réputé. Le plus adulé¹⁶.

Alain Gravel ne le cache pas: une fois qu'il eut commencé à exposer les révélations de son enquête, les gens dans la rue ne se sont plus contentés de le reconnaître, ils ont commencé à le remercier¹⁷. Lorsqu'il a été critiqué pour le caractère lacunaire de certains de ses reportages, ses collègues se sont vite portés à sa défense, en témoignant de sa rigueur intellectuelle et de son professionnalisme. Cette

13. *Ibid.*, p. 178.

14. *Ibid.*, p. 177.

15. Il est marié et père de trois enfants, dont les deux aînés travaillent aussi dans les médias.

16. Hassan SERRAJI, 2016.

17. Pierre CAYOUE, Marc-André SABOURIN, 2015, p. 13.

réputation lui a mérité six prix de la télévision canadienne au fil des ans. Il a obtenu le prix Italia en 2004 pour un reportage sur la télé-réalité, un prix au *New York International Documentary Festival* pour un documentaire sur les délateurs et il a été le récipiendaire, en 2008, du prix Judith-Jasmin pour sa couverture d'un autre scandale, celui du dopage de l'athlète Geneviève Jeanson. À trois reprises, il a été nommé « personnalité de l'année » par le journal *The Montreal Gazette*, entre 2004 et 2007¹⁸. Il a aussi été élu par acclamation à la présidence de la prestigieuse Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), durant la même période. Si ce poste l'écarte du journalisme de terrain pour un temps, il a accentué sa conscience des défis démocratiques qui se posent au Québec. Son retour à la télévision — à la barre de l'émission *Enquête* (2007 à 2015) — le consacre grand journaliste de Radio Canada. Il devient alors autant figure publique que journaliste de premier plan.

Au-delà des prix et de la reconnaissance statutaire, Gravel mesure d'abord son succès grâce à l'impact de son travail. Ses enquêtes cherchent à provoquer et déranger l'ordre social, d'où l'onomatopée qu'il aime employer lorsqu'il sort un *scoop* : « Baboom¹⁹ ! ». Si les enquêtes d'Alain Gravel peuvent provoquer un changement social et politique, elles comportent également des aspects juridiques — où des dénonciations qui auraient dû être divulguées publiquement se font derrière les grillages d'un confessionnal —, le scénario des reportages mettant à profit toutes les techniques possibles pour cacher l'identité des informateurs. Gravel reconnaît que son approche visant à diffuser des révélations choquantes et anonymes a tenu le département juridique de Radio-Canada fort occupé²⁰.

Grâce à ces combats juridiques commentés dans les journaux et à la télévision, la notoriété d'Alain Gravel s'est peu à peu accrue, notamment parce que ses argumentaires revendiquant « le droit à

18. TVA, « Biographie : Alain Gravel », <http://tva.canoe.ca/emissions/galaartis2011/nommes/biographies/index.php?bio=68356>, [consulté le 5 mai 2017].

19. Pierre CAYOUILLE, Marc-André SABOURIN, 2015, p. 175.

20. Andrew KING, 2010, p. 14.

savoir » et la nécessité de préserver l'anonymat des participants à l'émission étaient diffusés. Pas étonnant que, lors d'un sondage en 2015, il ait été désigné comme le douzième homme le plus digne de confiance au Québec²¹.

L'autre visage d'*Enquête* — Marie-Maude Denis — fournit un contrepoint à l'image de Gravel. Née à Sudbury, ville minière du nord de l'Ontario en 1981 et ayant grandi à Ottawa, Marie-Maude Denis a fréquenté l'école secondaire publique de La Salle et étudié les sciences politiques, la communication et le théâtre à l'université d'Ottawa²². Descendante d'une longue lignée de militants franco-ontariens, elle a comme premier souvenir politique une manifestation contre la réduction des services francophones en Ontario²³.

Alors que Gravel semble voir la série de reportages sur la corruption de l'émission *Enquête* comme autant de moyens d'utiliser l'information pour créer un choc, exigeant une prise de conscience, une catharsis et des réformes d'ampleur, les motivations journalistiques de Marie-Maude Denis demeurent plutôt pragmatiques. Son ambition et le rôle qu'elle a joué dans la transmission de documents secrets accablants à l'équipe d'*Enquête* ont été la clé de son succès professionnel. Avoir eu Gravel comme mentor lui a été profitable, lui procurant notamment le sentiment que le succès journalistique équivalait à faire éclater un scandale²⁴. Elle a également appris que le fait de jouer selon les règles établies empêche bien souvent les délations publiques, celles qui, pourtant, retiennent l'attention et la reconnaissance nécessaires pour faire éclore une commission

21. AGENCE QMI, « Pierre Bruneau, l'homme de confiance des Québécois », *Journal de Montréal*, 29 avril 2015. L'article est basé sur un sondage réalisé par la firme Ipsos Reid, 2011.

22. Denis GRATTON, 2016.

23. *Ibid.*

24. « Il se peut que je vive un jour une autre enquête aussi majeure que celle-là, mais certainement pas demain matin. En attendant, je ne vais pas me rendre malade de stress en me disant que tous mes reportages doivent nécessairement mener à une commission d'enquête. La meilleure façon, c'est d'aller voir ailleurs, dans d'autres domaines » (*in* Nathalie PETROWSKI, 2015).

d'enquête. En discutant des répercussions financières et sociales de la dénonciation, Denis reconnaît que :

[I]t is a real risk nowadays and the only way to fight that is to make the facts public, and then it is up to the government to react²⁵.

Ce type de transgression des normes journalistiques — par exemple l'utilisation de la caméra cachée lors de discussions informelles avec des intervenants dans ces dossiers — lui a valu une reconnaissance impressionnante dans la communauté québécoise du journalisme. On saluait d'abord son audace et son courage. En quelques années seulement, Denis est passée du statut d'inconnue à la notoriété de coanimatrice de l'émission *Enquête*, dans son format actuel²⁶.

Comprendre le procédé de dénonciation : un reportage type

Alain Gravel et son équipe communiquent leurs soupçons de corruption à travers une logique symbolique qui transcende les règles habituelles du journalisme. Au lieu de compter sur les sources officielles qui parleraient du dossier en réponse à un conflit public spécifique et étalé au grand jour, l'équipe d'*Enquête* modifie cette dynamique en choisissant une cible générale, en la reliant à des sources non officielles et en utilisant ces faits pour déduire un lien plausible entre la corruption supposée de certains représentants de l'élite et une corruption généralisée des institutions qu'ils gouvernent. On ne part pas, par exemple, d'accusations policières ou judiciaires pour étayer la nouvelle, mais on profite d'une information secrète (souvent des enveloppes livrées discrètement à leur attention et révélant des informations sur une organisation ou sur

25. Andrew KING, 2010, p. 14.

26. Notons également que :

« [Ses] reportages sur la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction [...] ont valu à *Enquête* de remporter de nombreux prix de journalisme, dont le prestigieux Tara Singh Hayer Memorial Award en 2012 » (Site web de l'émission *Enquête*, <http://ici.radio-canada.ca/tele/enquete/2016-2017/emission/animateurs/1/marie-maude-denis> [consulté le 4 mai 2017].)

des individus) pour aller corroborer ces dires, micro à la main ou micro caché. Bref, on cherche à incriminer celui qui, selon eux, devrait l'être, mais qui semble protégé par un système.

Pour illustrer cette dynamique, décrivons un reportage type qui a établi la formule qu'*Enquête* a utilisée au cours de ses vingt-six émissions²⁷, un reportage qui a déterminé l'ouverture de l'enquête anticollusion du gouvernement et la création de la commission publique sur la corruption dans l'industrie de la construction au Québec. Dans sa deuxième émission consacrée à la question, diffusée le 29 septembre 2009, les journalistes d'*Enquête*, à partir d'informations bien incertaines, se rendent aux Caraïbes pour y prendre des images d'un yacht de luxe : le *Touch*. Celui-ci appartient à un magnat québécois de la construction, impliqué dans l'émission précédente sur la corruption d'un des plus grands syndicats du Québec, la FTQ-Construction (Fédération des travailleurs du Québec-Construction). Pour Gravel et son équipe, le *Touch* représente le lieu où affaires et politique se rencontrent loin des yeux du public :

Ici aux Îles Vierges, il n'y en a qu'un entre les autres... Mais au Québec il est devenu le symbole du copinage dans le milieu de la construction²⁸.

D'abord, Gravel demande une information banale à un membre ciblé de la haute direction des entreprises de construction au Québec, information qu'il utilisera par la suite pour établir un lien entre le symbole et la réalité. Par exemple, être déjà monté à bord du *Touch* ou non ? Réponse du membre de l'élite visé :

Moi ce que je vous dis c'est que le président de la FTQ [ne] peut pas diriger la FTQ de son sous-sol... Moi je vais vous dire [...] Certainement... [le propriétaire du yacht] C'est un de mes amis²⁹.

Au lieu d'aborder directement le fond de l'insinuation en utilisant les faits dont il peut disposer, Gravel procède plutôt par ouï-dire et allégations qui associent le *yacht*, son propriétaire et le président

27. Celles diffusées avant l'établissement de la Commission.

28. SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 2 E – 059952 », *Enquête*, 24 septembre 2009.

29. *Ibid.*

du syndicat, tout en détaillant la manière dont lui et ses collaborateurs sont parvenus à cette hypothèse :

Au moment de cette déclaration, ça fait déjà quatre mois que l'équipe d'*Enquête* tente d'établir des liens entre la FTQ, le Fonds de solidarité de la FTQ, Michel Arsenault [le président du syndicat] et Tony Accurso³⁰ [le propriétaire du yacht].

Les journalistes d'*Enquête* s'efforcent de confronter plusieurs membres de l'élite au sujet de leurs possibles visites sur le *Touch* — surtout ceux qu'ils soupçonnent d'être plus disposés à reconnaître avoir visité le bateau que d'admettre de but en blanc leur participation à un système de corruption. Ils partent alors à la rencontre du ministre des Transports, du maire de Laval, des directeurs syndicaux, etc. Ces acteurs nient invariablement avoir commis un délit, mais l'équipe d'*Enquête* les oblige toutefois à reconnaître au moins l'existence du yacht. Pour certains, on va même jusqu'à les interroger sur leur présence hypothétique à bord du yacht. Sans avoir légitimement prouvé leur culpabilité et leur participation à un système organisé de corruption, les artisans d'*Enquête* jettent néanmoins un doute : les visiteurs du bateau ne seraient-ils pas « coupables par association » ?

Finalement, afin de consolider ces allégations ainsi que ces doutes, Gravel et son équipe concluent leur reportage en confrontant les allégations de culpabilité des acteurs aux témoignages de figures anonymes, visages et voix masqués, qui confirment l'existence d'une collusion entre le propriétaire du *Touch*, Tony Accurso, les syndicats de la construction et des membres du gouvernement³¹. L'épisode terminé, la consolidation des allégations lancées ce soir-là est, quant à elle, loin d'être achevée. Alain Gravel et Marie-Maude Denis sont ensuite invités par les autres médias afin, d'une part, de répéter les grandes lignes de l'argumentaire de leur émission, et d'autre part, de supputer sur les profondeurs du scandale qu'ils sont en train d'élucider.

Finalement, leurs passages médiatiques les aident à obtenir de nouvelles informations afin de relancer leur enquête. Il importe

30. *Ibid.*

31. SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 2 E – 059952 », *Enquête*, 24 septembre 2009.

de saisir qu'à cette étape, Gravel et Denis font l'actualité tout en la commentant, et espèrent que — par leurs commentaires ou leurs réponses à d'autres commentaires ou à des questions de la presse — de nouveaux *scoops* pourront être portés à leur attention. En fin de compte, l'allégation prend peu à peu valeur de vérité, suffisamment en tous les cas pour que Gravel et Denis puissent en appeler à la création d'une commission d'enquête officielle.

Société Radio-Canada et son triumvirat: *Le Téléjournal, Enquête, Tout le monde en parle*

En appuyant Gravel et Denis³², la Société Radio-Canada aurait — d'une certaine manière — fixé l'ordre du jour, sinon élaboré en un sens le programme de la couverture du scandale de la corruption au Québec, et ce, en utilisant de multiples plates-formes de diffusion en son sein. Une véritable mise en marché semble avoir été conçue ici. Des publicités au ton dramatique, diffusées la veille de l'émission durant *le Téléjournal*, avaient pour fonction d'identifier les « ciblés » de la semaine et de semer le doute à leur égard. Le lendemain, Radio-Canada livrait un épisode d'*Enquête* d'une heure. Le dimanche suivant, à l'émission télévisée la plus regardée au Québec (par près de 30 % des citoyens) — *Tout le monde en parle* (*TLMEP*) — on discutait des développements du scandale en invitant Gravel et Denis à détailler le contenu de leur reportage et à préparer le terrain pour la semaine d'après. Tout comme son homonyme français, la variante québécoise est un *talk-show*, où des invités discutent de divers sujets, y compris de l'actualité. Par sa forte cote d'écoute, *TLMEP* vient attester l'existence des problèmes et consacrer les personnalités de l'heure auprès d'une part importante des Québécois. Être invité à *TLMEP* vaut son pesant d'or: un individu devient

32. Cet appui n'était pas seulement technique ou symbolique, mais aussi juridique, car chaque reportage faisait l'objet de discussions longues et parfois ardues pour prévenir d'éventuelles poursuites. Voir Pierre CAYOUE, Marc-André SABOURIN, 2015; Andrew KING, Fiona COLLIENE, 2010, p. 14; SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, *Tout le monde en parle*, épisode du 5 avril 2009.

immédiatement connu; une interview favorable peut faire vendre film, disque ou livre. Les positions typiques d'une gauche culturelle, à la fois en rupture avec l'ordre établi, mais partie prenante de l'évolution des mentalités au Québec y sont largement représentées. *TLMEP* oriente la nouvelle pour la semaine entière; on commente l'émission dès le lendemain dans tous les médias (à la pause-café dans les bureaux et officines); son équipe d'animateurs a autant le pouvoir de mettre au ban un individu que de légitimer des acteurs sociaux et leurs combats.

Après le passage d'Alain Gravel et de Marie-Maude Denis à *Tout le monde en parle* (le 5 novembre 2009), afin de donner sans ambages son aval à la démarche des artisans de l'émission *Enquête*, *TLMEP* a créé une ligne téléphonique où les téléspectateurs pouvaient soumettre informations et allégations complémentaires pouvant orienter et aider les journalistes dans leur mission. Dénonciation et délation se mélangent ici de manière ambivalente³³. La Société Radio-Canada reçut alors des milliers de messages de téléspectateurs³⁴. Non seulement *TLMEP* a été un mécanisme efficace pour activer l'intérêt pour le scandale de la semaine à venir, mais il s'est également adapté au nouveau type de personnalisation du rôle du journaliste incarné par Gravel à travers l'émission *Enquête*. *TLMEP* a permis aux téléspectateurs de se joindre à la croisade contre la corruption avec le duo de « chevaliers blancs ».

Contrôle du cycle des nouvelles ?

Grâce à ce système dit de « convergence du cycle médiatique », Radio-Canada a ainsi contraint les autres organismes de nouvelles. La convergence médiatique cherche à relayer certains contenus des émissions de télévision au cœur des informations (lors des journaux télévisés), mais aussi à trouver un écho dans plusieurs autres émissions au sein de la même chaîne (émissions de variétés, de débats, etc.) afin de bénéficier d'un contenu déjà payé et ainsi faire

33. Voir Luc BOLTANSKI, Yann DARRÉ, Marie-Ange SCHILTZ, 1984.

34. Pierre CAYOUE, Marc-André SABOURIN, 2015, p. 180.

des économies d'échelle. La recherche n'a pas encore bien mesuré l'effet de concentration, de légitimation et de dramatisation d'une information produite par une émission qui se voit alors répétée *ad nauseam*³⁵. Ce qui ne devait être au départ qu'une simple mesure commerciale finit par transformer la structure même de l'information et de sa diffusion — comme on peut le constater avec le cas de l'émission *Enquête*. Qu'on nous comprenne bien toutefois, il ne s'agit pas de minimiser le caractère scandaleux des informations mises au jour par l'équipe Gravel et Denis, mais de comprendre par quel mécanisme inédit un individu s'érige aujourd'hui en chevalier blanc et comment est produite et avalisée *in situ* la diffusion d'une dénonciation de corruption dans la société québécoise contemporaine.

Le mécanisme de la structure des médias convergents est ici très imposant. Du début septembre 2009 au 9 novembre 2011 — soit 1174 jours — 555 articles ont été publiés dans les principaux journaux francophones du Québec (Le Journal de Montréal, *La Presse*, *Le Devoir*³⁶). En fait, cela a rempli plus d'espace dans les journaux que tout autre sujet en 2011, ce qui représente 5,08 % de la couverture de nouvelles cette année-là³⁷. Non seulement la logique de la convergence encourage les plates-formes multiples, comme nous le comprenons avec le Téléjournal, *Enquête* et le TLMEP, mais cela signifie également une concentration des moyens de production journalistiques dans les mains de quelques entreprises qui, en retour, emploient moins de journalistes et moins de ressources en concurrence. Ainsi, durant cette période, *Enquête* était l'un des

35. Voir parmi plusieurs, l'article de Elisabeth BASTOS DUARTE et Maria Lília DIAS DE CASTRO, 2011.

36. Gabrielle SIROIS, 2016, p. 57. Au cours de la même période, une recherche d'archives utilisant Eureka montre que Radio-Canada a procédé à au moins 93 diffusions de radio et de télévision consacrées au sujet.

37. INFLUENCE COMMUNICATION, « État de la nouvelle : bilan 2011 au Québec », 2011, p. 69, site web : [http : www.influencecommunication.com/sites/default/files/bilan-2011-qc-pdf](http://www.influencecommunication.com/sites/default/files/bilan-2011-qc-pdf), [page consultée le 5 juin 2017].

« À titre comparatif, la commission Gomery sur le scandale des commandites au niveau fédéral a reçu 5,32 % de l'attention médiatique en 2005 (INFLUENCE COMMUNICATION, 2005, p. 1) alors que la commission Bouchard-Taylor a reçu 5,78 % de l'attention des médias en 2008 » (INFLUENCE COMMUNICATION, 2008, p. 55).

principaux enquêteurs médiatiques québécois et assurément, le plus influent.

Cela signifie qu'à la suite de chaque épisode, les nouvelles révélations d'*Enquête* déterminaient la couverture des journaux. Le huitième épisode d'*Enquête* titré « Chantiers minés³⁸ », est exemplaire à cet égard. Il décrit la violence syndicale dans les chantiers de construction. Avant l'émission du 11 mars 2010, il y avait eu pendant un mois une accalmie dans la couverture des journaux, mais immédiatement après sa diffusion, le scandale de la corruption et la nécessité d'une enquête ont de nouveau fait les manchettes, respectant un modèle alors établi. Le lendemain de sa diffusion, *La Presse* titre : « L'opposition trouve un nouveau souffle pour réclamer une enquête publique³⁹ ». Le même jour, ce titre est repris dans *Le Devoir* : « Mandat d'arrestation contre l'ex-DG de la FTQ-Construction⁴⁰ ». Le 13 mars, *Le Devoir* publie un autre reportage intitulé « La FTQ intimide « toutes les couches de la société » estime la CSN⁴¹ [Centrale des syndicats nationaux] ». Le 16 mars, *La Presse* et *Le Devoir* impriment respectivement : « La FTQ se déchaîne⁴² » et « Menaces de poursuites de la FTQ-Construction⁴³ ». Jusqu'à l'émission suivante d'*Enquête* consacrée à la corruption, c'est-à-dire plus d'un mois après, les journaux québécois n'auront de cesse de creuser plus encore l'histoire de la FTQ établie par Gravel et Denis. En raison de cette convergence médiatique, il était alors impossible pour les journaux d'éviter l'histoire et les allégations diffusées par *Enquête*. L'arrangement singulier du cycle d'allégations, de reprises et de réactions produit et peaufiné par les artisans de l'émission *Enquête* a changé peu à peu les règles du jeu de la dénonciation médiatique de la corruption. Gravel et Denis ont utilisé la nouvelle dynamique, et en particulier *Tout le monde en parle*, pour élargir leur public traditionnel et promouvoir un style de diffusion plus populaire.

38. SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 8 E – 059527 », *Enquête*, 11 mars 2010.

39. Article de Denis LESSARD, *La Presse*, 12 mars 2010.

40. *Ibid.*, 12 mars, 2010.

41. Article de Kathleen LEVESQUE, *Le Devoir*, 13 mars, 2010.

42. Article d'André DUCHESNE, *La Presse*, 16 mars 2010.

43. Article de Jeanne CORIVEAU, *Le Devoir*, 16 mars 2010.

La plupart des médias n'ont pas hésité à relayer l'information de l'équipe d'*Enquête*, voire à chercher à affiner certaines informations par des interviews complémentaires. Plusieurs d'entre eux ont même décrit Gravel et Denis comme de véritables héros. Ce faisant, ils ont contribué — à leur façon — à accroître leur crédibilité en tant que « chevaliers blancs ». Comme beaucoup d'historiens l'ont remarqué, le statut du chevalier blanc est pleinement opératoire lorsqu'il identifie un adversaire, sorte d'ennemi à abattre pour le triomphe de la bonne cause⁴⁴. À travers ses vingt-six reportages (vingt-six cycles de convergences médiatiques, donc), *Enquête* a soigneusement construit ce repoussoir. L'émission désignera d'abord les entrepreneurs en construction, pour rapidement les associer aux syndicats qui encadrent la nature contractuelle du travail; processus de nomination qui se généralise finalement en ciblant la classe politique (municipale et provinciale — surtout issue du parti libéral) qui, parasitant les opérations de corruption, remplirait ses caisses électorales contre silence et privilèges. En désignant clairement son repoussoir, *Enquête* persuade ainsi son public et les autres médias du Québec de la nécessité d'une commission d'enquête officielle et indépendante. Un processus de disqualification de l'élite si imposant n'aurait pas été rendu possible sans fondements réels de collusion ou de corruption, mais également sans la construction méticuleuse d'un scandale médiatique *via* cette figure renouvelée du chevalier blanc.

Construire un scandale et voir légitimer son œuvre par la mise sur pied d'une commission d'enquête

Tout au long du processus par lequel l'émission *Enquête* a mis au jour le scandale de la corruption, ses animateurs Gravel et Denis ont dépeint la société québécoise en société gouvernée par une élite amoralisée, sclérosée et conformiste. Chaque épisode a élargi l'étendue de la connaissance de la corruption et, par effet cumulatif, leur diffusion hebdomadaire a fini par faire accroire inévitablement que

44. Voir entre autres Frédéric MONIER, 2011.

l'ensemble de la société québécoise était corrompu ou en voie de l'être. Traçant avec précision les pourtours du scandale, éclaircissant la situation sociale du Québec et bénéficiant de son relais par toutes les instances de la Société Radio-Canada, l'équipe d'*Enquête* a ainsi contribué à créer ce qu'on pourrait nommer *un mouvement social médiatique*. À l'évidence, ce mouvement dépasse la fonction journalistique liée à l'information. Il s'inscrit ici davantage dans un mouvement de prise de conscience, voire de politisation des citoyens contre toutes les franges de l'élite corrompue. Et ce mouvement social médiatique ne cherche ni plus ni moins que le renversement de cette dernière. Qu'il s'agisse d'un syndicaliste ostracisé, d'un bureaucrate à la retraite ou d'entrepreneurs honnêtes, bien que prisonniers d'un système mafieux, leurs informateurs ont joué un rôle unique dans le script des artisans d'*Enquête*; ils sont ces inconnus vertueux qui leur ressemblent. Ils sont également des personnages attrayants pour les téléspectateurs qui peuvent s'identifier à eux contre le type amoral représenté par tous ces hommes politiques, ces hommes d'affaires, ces dirigeants syndicaux et ces criminels baignant censément dans des manœuvres et des systèmes de corruption et de collusion. Lorsque la polarisation entre les bons et les méchants est exacerbée de façon aussi manifeste, l'intention ne peut être nuancée et les actions renvoient la société davantage à un état idéalisé qu'à des réformes rapides et concrètes⁴⁵. Au Québec, pour diverses raisons historiques et structurelles, le mécanisme privilégié à cet égard se nomme la commission publique d'enquête⁴⁶.

Pour Gravel et Denis, l'appel à la commission d'enquête sera l'élément totalisateur de leurs revendications. Cette commission qui, non seulement viendra politiser le débat, mais avalisera nombre de leurs

45. Nous ne donnons que ces exemples parmi d'autres :

- « Pis le DGE me refille aux affaires municipales qui me refille aux DGE parce que finalement, dans cet imbroglio personne [ne] veut prendre l'odieux d'avoir à accuser quelqu'un. » (SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 17 E – 066509 », *Enquête*, 10 mars 2011.)

- « [...] c'est une industrie sale qui a besoin d'un remaniement total et complet. » (SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 4 E – 059961 », *Enquête*, 15 octobre 2009.)

- « Il faut que les citoyens se réveillent, s'il faut aller dans la rue pour que ça cesse, bien allons dans la rue pour que ça cesse. » (SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, « Épisode 22 E – 069660 », *Enquête*, 10 mars 2011.)

46. Voir Mathieu LAPOINTE, 2015.

allégations, renforçant au passage leur crédibilité. Tout au long des vingt-six reportages sur la corruption, l'équipe d'*Enquête* n'a eu de cesse de répéter combien il s'agissait ici d'un phénomène global, la corruption totale du Québec, qui appelait un processus judiciaire extraordinaire — d'où la faible confiance accordée aux instances policières et judiciaires (Escouade Marteau⁴⁷ et Unité permanente anticorruption) pourtant créées par le gouvernement pour contrer pareils phénomènes.

Le 19 octobre 2011, le gouvernement libéral finit par céder à la pression médiatique et annonce la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction qui sera présidée par la juge France Charbonneau. L'équipe d'*Enquête* n'est pas la seule à célébrer cette victoire. L'opposition talonnait depuis longtemps déjà le gouvernement en place. Or, même une fois la commission constituée, les personnels d'*Enquête* sont insatisfaits des pouvoirs qu'on accorde à sa présidente, allant jusqu'à dire qu'il ne s'agit que d'un « simulacre de commission⁴⁸ ». Il s'agissait là encore d'un jugement visant à accroître la capacité de changement social accordée à la commission.

Lors de galas en l'honneur de journalistes et de reportages, les médias ont universellement salué le travail et l'engagement d'Alain Gravel et de Marie-Maude Denis. Beaucoup dans la société civile sont persuadés que cette commission a été le fruit de leur labeur et de leur obstination :

S'il y a eu une commission Charbonneau, c'est grâce entre autres aux journalistes d'*Enquête* qui ont fouillé des histoires louches, pas grâce aux députés libéraux qui votaient contre la tenue d'une commission sur la construction⁴⁹.

Ainsi, selon ce récit de la genèse de la commission Charbonneau, les actions de l'équipe d'*Enquête* n'ont eu de cesse de s'opposer à

47. L'escouade Marteau est une escouade policière spécialisée, créée en 2009, par le gouvernement du Québec, qui a été chargée d'enquêter sur le milieu de la construction, notamment les allégations de collusion et les liens possibles avec le crime organisé.

48. Pierre CAYOUILLE, Marc-André SABOURIN, 2015, p. 264.

49. Sophie DUROCHER, « Journalistes de Couillard et les "pitoyables" journalistes », *Le Journal de Montréal*, 31 mars 2014, p. 44.

celles de la classe dominante qui, elle, aurait tout fait pour éviter la mise en place d'une commission.

* * *

Dans le traitement des allégations de corruption dans le secteur de la construction au Québec, Alain Gravel, Marie-Maude Denis et l'ensemble de l'équipe d'*Enquête* ont choisi et élaboré un style journalistique singulier. Ce style a mis en avant certains aspects du populisme de gauche, vite modérés toutefois par une approche pragmatique liée en partie à la personnalité des animateurs et en partie aux exigences du marché des médias. Nous savons que l'emprunt de la notion de populisme (même de gauche) n'est pas dépourvu d'une connotation négative, mais là n'est pas notre but. Au contraire, nous pensons que Gravel et Denis ont réussi de manière magistrale à réincorporer, avec courage et détermination, des éléments normatifs qui peuvent manquer à un certain journalisme aseptisé. En montant en épingle un conflit entre l'élite et le peuple du Québec, l'équipe a néanmoins choisi de faire sienne la dénonciation journalistique de type populiste qui est de plus en plus populaire en Occident depuis les années 2000. Au Québec, cette forme existait peu dans les années 1980 ou 1990. Depuis, elle a germé. Depuis la Révolution tranquille des années 1960, le journalisme s'est bâti à partir d'une éthique libérale universaliste et d'un code de déontologie visant à soutenir l'agir démocratique. Une part des grandes réformes de ces années a été appuyée par la mise sur pied d'une éthique journalistique reposant sur la recherche de faits et la vérification. La dénonciation journalistique en soi n'avait de sens que comme adjuvant (voire coéquipier) du système policier et pénal : non sans tension, tous ces acteurs travaillaient ensemble pour le bien commun des démocraties locale, régionale et nationale. La dénonciation journalistique était alors circonscrite, prudente et surtout, avancée en tout respect de la présomption d'innocence, qui était observée par une part importante de la colonie médiatique.

Au Québec, le contexte d'apparition d'un nouveau mode de dénonciation de type populiste coïncide avec une importante transformation de la société depuis les vingt dernières années.

Marquée par l'échec déchirant du référendum sur la souveraineté, par une crise des accommodements religieux qui a lancé le Québec dans un débat identitaire profond, diviseur et durable, et par une crise étudiante de plus de deux cents jours qui entraîna une véritable révolte populaire contre le gouvernement libéral mené par Jean Charest, cette société a connu son lot de difficultés. Ces crises successives auraient amoindri la capacité de penser des projets collectifs. Elles auraient aussi émoussé la foi dans les idéaux démocratiques forgés par la modernité québécoise depuis la Révolution tranquille. Ces crises successives auraient également érodé la confiance des citoyens à l'égard de leurs élites⁵⁰. Si le Québec n'est pas la seule nation à avoir connu de tels problèmes, entraînant des effets néfastes comparables, la teneur des bouleversements qu'il a connus s'est avérée peut-être plus délétère encore. Affaibli par l'échec de deux référendums sur la souveraineté du Québec (1980 et 1995), divisé par une crise sociale autour d'un projet de loi maladroit cherchant à encadrer la laïcité, le Québec a connu lors du « Printemps érable » des manifestations citoyennes d'une ampleur peu commune faisant croire à plusieurs qu'une révolution sociale — de gauche, participationniste et de démocratie directe — était littéralement en train de survenir. Ces grandes manifestations étudiantes et citoyennes de l'année 2012 ont établi une tension maximale entre une partie du peuple du Québec et l'élite politique.

À l'évidence, il ne faut pas confondre ici l'effet et la cause, mais la dénonciation du scandale de la construction par l'équipe d'*Enquête*, de 2009 à 2011, n'aurait-elle pas préparé les consciences de certains citoyens à la révolte de 2012 ? Certes, ici encore, il ne faut pas confondre la dénonciation et l'indignation même du scandale⁵¹. Toutefois, il demeure intéressant de lier le premier mouvement au second afin de mieux comprendre la genèse de cette révolte populaire. Rappelons que, si en 2012 tout a commencé par une grève nationale étudiante, le « Printemps érable » a rapidement amalgamé toutes sortes de mouvements sociaux, dont celui « des casseroles »,

50. Voir E.-Martin MEUNIER, 2016.

51. Au sens où l'entend Paul JANKOWSKI, 2008.

véritable mouvement populaire où, littéralement écoeurés par la situation sociale et politique, des citoyens sortaient spontanément de leur maison, casserole et spatule à la main, pour faire entendre leur mécontentement.

Répétons-le, il n'est pas question de lier causalement le type de dénonciation parfois populiste de l'équipe d'*Enquête* à cet état de colère sociale qui est survenu six mois après la mise sur pied de la commission Charbonneau. Il s'agit tout au plus d'une « affinité élective⁵² ». L'apparition de tangentes populistes au sein du discours journalistique peut être considérée ici comme une résultante affinitaire entre des mouvements sociaux et une commune façon de penser l'agir démocratique en période de crise sociale. Ce que partagent le « Printemps érable » et le type de dénonciation de la corruption par l'équipe d'*Enquête*, c'est moins une même visée idéologique qu'une commune posture devant la crise sociale que traverse le Québec — questionnant la probité voire la légitimité des dirigeants devant les idéaux démocratiques du Québec moderne. Façon de dire que l'esprit du « Printemps érable » aurait été préparé en partie et d'une certaine façon par cette éthique populiste adoptée pour l'occasion par l'émission *Enquête* — visible notamment dans leur critique acerbe de l'élite politique et financière et relayée par le poids médiatique considérable de leurs interpellations dans le paysage médiatique du Québec de 2009 à 2011.

Le discours populiste journalistique répondrait ainsi à l'émergence d'une crise de confiance dans l'État, et, plus largement, de l'ensemble de l'élite par l'introduction d'un journalisme critique d'enquête spectaculaire. Ce type de dénonciation s'approprie les idéaux démocratiques de la Révolution tranquille — c'est en son nom qu'il parle, mais en y mariant des techniques et des procédés de diffusion qui débordent la déontologie classique. Les chevaliers blancs, qui apparaissent dans son sillage, se confèrent dès lors une légitimité nouvelle qui tente de pallier le cynisme produit par les crises successives vécues au Québec. Le labeur de Gravel et de Denis a mené à la mise sur pied de la commission Charbonneau et leurs

52. Max WEBER, 1985.

reportages en ont même préparé implicitement l'agenda⁵³. Mais deux ans après la remise du rapport final de la commission en 2015, ferions-nous face une fois de plus à ce dilemme classique des fins phagocytées par les moyens? Force est de reconnaître dans ce cas que la dénonciation de type populiste couplée au pragmatisme du marché médiatique ne semble pas encore avoir fait ses preuves — du moins, n'aurait pas encore réalisé ses intentions de départ. Mais c'est à suivre...

53. Plusieurs « personnages » des vingt-six reportages d'*Enquête* ont été appelés à comparaître devant la commission Charbonneau, comme si cette dernière était une reprise de l'original...

Références bibliographiques

- BAILLARGEON Stéphane, « L'année vue par... Gérard Bouchard – Le retour des polarisations au Québec », *Le Devoir*, 27 décembre 2012.
- BAILLARGEON Stéphane, « Le journaliste Alain Gravel peut protéger ses sources », *Le Devoir*, 2 mars 2012, P. A10.
- BASTOS DUARTE Elizabeth, Maria Lília DIAS DE CASTRO, « Sur la convergence médiatique », *Télévision*, vol. 2, n° 1, 2011, p. 129-133.
- BERNARD BARBEAU Geneviève, *Le dossier Maclean's et le Québec bashing : analyse sociodiscursive d'une affaire médiatique controversée*, Thèse de doctorat, université Laval, 2014.
- BOLTANSKI Luc, DARRÉ Yann, SCHILTZ Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 51, mars 1984, p. 3-40.
- CAYOUCETTE Pierre, SABOURIN Marc-André, *Dans les coulisses d'Enquête*, Montréal, Société Radio-Canada, 2015.
- CHAMPAGNE Patrick, « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90, n° 1, 1991.
- CHARBONNEAU France, Renaud LACHANCE (Commission Charbonneau –, Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction), *Rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*. Québec, Archives nationales du Québec, 2015. https://www.ceic.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/fichiers/Rapport_final/Rapport_final_CEIC_Integral_c.pdf
- CORIVEAU Jeanne, « Menaces de poursuites de la FTQ-Construction », *Le Devoir*, 16 mars 2010, p.A1.
- DUROCHER Sophie, « La commission Charbonneau vue par Fabienne Larouche », *Le Journal de Québec*, 29 novembre 2012, p. 57.
- DUROCHER, Sophie, « Journalistes de Couillard et les "pitoyables" journalistes », *Le Journal de Montréal*, 31 mars 2014, p. 44.
- DUSCHESNE André, « La FLQ-Construction se déchaîne », *La Presse*, 16 mars 2010.
- FORTIN Jean-Louis, « Rapport Charbonneau : 1741 pages mais 0 blâme », *Le Journal de Montréal*. 24 novembre 2015.
- FOURNIER Guy, « Denis & Gravel, les justiciers de la SRC », *Le Journal de Montréal*, 14 août 2012, site web : journaldemontreal.com.

FOURNIER Guy, « Le mauvais côté des enquêtes de la télé », *Le Journal de Montréal*, 22 novembre 2011, p. 50.

FREITAG Michel, *Dialectique et Société. Culture, pouvoir, contrôle. Les modes formels de reproduction de la société*, tome II, Montréal, éd. Saint-Martin, 1984.

GARFINKEL Harold, « Conditions of successful degradation ceremonies », *American journal of Sociology*, 61, 5, 1956, p. 420-424.

GODIN Pierre, *La lutte pour l'information: histoire de la presse écrite au Québec*, Montréal, Le Jour, 1981.

GRATTON Denis, « Les racines de Marie-Maude Denis », *Le Droit*, 10 septembre 2016, p. 8.

JANKOWSKI Paul, *Shades of Indignation: Political scandals in France, past and present*, Berghahn books, 2008.

KING Andrew, COLLIENE Fiona, « Exposing Montreal's Dirty Little Secret », *Canadian Association of journalists*, Vol.14, no. 2, 2010, p. 11-12.

KING Andrew, « Cover Story Interview », *Canadian Association of journalists*, Vol. 14, no. 2, 2010, p. 13-14.

LAGACÉ Patrick, « Plus d'Enquête, pas moins » *La presse*, 25 avril 2014, site web: lapresse.com.

LAPOINTE Mathieu, « “Beaucoup trop Chicago”: la campagne de moralité publique montréalaise dans ses contextes internationaux », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 24, n° 1, 2015.

LAPOINTE Mathieu, *Corruptions et réformes au fil du xx^e siècle québécois: regard historique sur les commissions d'enquête ayant porté sur des thèmes reliés au mandat de la Commission Charbonneau*, Expertise historique pour la Commission Charbonneau, février 2015. https://drive.google.com/viewerng/viewer?url=https://www.ceic.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/centre_documentaire/CEIC-R-2896.pdf [Consulté le 2 juin 2017].

LESSARD Denis, « L'opposition trouve un nouveau souffle pour réclamer une enquête publique », *La Presse*, 12 mars 2010.

LEVESQUE Kathleen, « La FTQ intimide “toutes les couches de la société”, estime CSN », *Le Devoir*, 13 mars 2010.

LEVESQUE Kathleen, « Mandat d'arrestation contre l'ex-D.G. de la FTQ-Construction », *Le devoir*, 12 mars 2010.

MARTIN Éric, *Le journalisme et la désymbolisation du monde. Pour une critique dialectique de la crise contemporaine du journalisme*, mémoire de maîtrise, Département de science politique, université du Québec à Montréal, 2007, p. 56-125.

MEUNIER E.-Martin (dir.), « Feu la Québécoité? », in E.-Martin MEUNIER (dir.), *Le Québec et ses mutations culturelles: six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 2016, p. 1-18.

MEUNIER E.-Martin, « De la critique du régime cléricalo-duplessiste, dit corrompu et vicié, à la constitution de la « Grande noirceur » au Québec des années 1950 », in DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas, MONIER Frédéric (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine: les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 242-259.

MONIER Frédéric, *Corruption et politique: rien de nouveau?*, Paris, Armand Colin, coll. « Éléments de réponse », Série Libertés d'historiens, 2011.

PETROWSKI Nathalie, « Dans la tempête parfaite », *La Presse*, 2 janvier 2015, P. Arts.

PICHER Guy, « À la défense d'Alain Gravel », *La Presse*. 29 avril 2015, p.A17.

RIEFFEL Rémy « La profession de journaliste entre 1950 et 2000 », *Hermès, La Revue* 1, 2003, p. 49-60.

SAUVÉ Mathieu Robert, « “Professeur” Alain Saulnier », *udemnouvelles*, 19 novembre 2012, site web: nouvelles.u.montreal.ca

SERRAJI Hassan « Votez pour moi, ensuite, on verra! » *Metro Montréal*, 14 mai 2016.

SIROIS Gabrielle, *Commission Charbonneau: de l'enjeu à la stratégie. Étude du cadrage médiatique de la mise en place en place de la commission d'enquête et du débat sur la transparence*, mémoire en communication publique, université Laval, 2016.

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, Agora, 1985.

Conclusion

Olivier DARD et Jens IVO ENGELS

Au terme de ce livre qui couvre plus de deux siècles d'histoire et prend assise dans huit pays de deux continents, un constat de base s'impose : il n'y a pas de corruption sans dénonciation. La raison en est assez claire : la corruption, telle que définie dans cet ouvrage et dans le programme de recherche dont il est issu¹, doit s'entendre comme un phénomène de communication. L'acte corrupteur ne peut donc être appréhendé comme tel que quand il est ainsi qualifié. On rappellera un dicton juridique allemand bien connu : *Wo kein Kläger, da ist auch kein Richter* (« là où il n'y a pas de plaignant, il n'y a pas de juge »). La corruption, comme toute action humaine, n'a pas de signification en dehors du contexte social, moral et juridique de son temps. En conséquence, les formes de patronage, de faveurs, de « micropolitique² » ou de vénalité qui sont censés être dans l'ordre des choses et qui ne suscitent pas de critique ou de réticence de la part de leur environnement social ne peuvent relever du registre de la « corruption ». C'est une position qui s'inscrit dans le cadre de la définition « néoclassique » de la corruption selon Michael Johnston³.

Si la corruption est inséparable de la dénonciation, il s'agit de définir le terme « dénonciateur ». Il doit être pris dans un sens large, individuel ou collectif. Le dénonciateur est une personne, un groupe ou une organisation qui critique des pratiques qu'il estime violer telle ou telle des règles légales ou morales et des normes déontologiques qui régissent les fonctions publiques et politiques. Dans

1. Jens Ivo ENGELS, Frédéric MONIER, 2011.

2. Wolfgang REINHARD, 2011 ; Jens Ivo ENGELS, 2014.

3. Michael JOHNSTON, 1996.

quelle mesure les manquements ainsi dénoncés sont-ils réellement, juridiquement constitués en infractions ? Quelle est la portée des discours des dénonciateurs dans les sociétés où ils se développent ? Ces deux questions sont au cœur d'une réflexion historique sur l'étude de la corruption.

Les normes elles-mêmes, ainsi que les seuils de tolérance d'une société envers leur violation varient selon les cultures, les époques et les systèmes politiques. Au cours de ces dernières décennies, force est de constater une nette baisse de la tolérance publique envers les pratiques de favoritisme ou de sollicitation d'avantages personnels de la part des élites politiques.

Tout cela nous rappelle que la corruption ne devient un phénomène social que par la voie du fait discursif. Le dénonciateur est à l'origine de ce dernier. Il ne crée pas nécessairement les règles éthiques et presque jamais les normes juridiques. Mais il essaie de les appliquer dans un contexte précis. Il transforme ou plutôt essaie de transformer la règle générale et abstraite en un fait manifeste et concret. En incarnant la corruption dans la dénonciation individuelle ou collective de pratiques, le dénonciateur entend influencer les regards portés sur la corruption. Ouvrant la controverse, choisissant lui-même ses armes et son moment, il entend se donner les moyens de transformer les termes du débat public et de mettre en branle une opinion publique qu'il compte bien sortir de ce qu'il considère comme un état d'ignorance ou de léthargie. Le dénonciateur possède des atouts mais n'a pas la garantie de dominer le cours de la discussion. Nous savons en effet, grâce aux recherches sur les scandales médiatisés, qu'une controverse publique peut mener à des résultats différents, à savoir la confirmation d'une accusation, sa réfutation, ou bien même la transformation de normes dont la nature était à l'origine du débat⁴.

Quel que soit cependant le résultat de leur entreprise, ces acteurs peuvent être regardés comme des créateurs de la dénonciation — entendue comme fait moral et politique. Il est donc indispensable de beaucoup mieux connaître ces dénonciateurs afin de saisir la signification et l'histoire de la corruption.

4. Voir Andreas GELZ, Dietmar HÜSER, Sabine RUSS-SATTAR, 2014.

Connaître les dénonciateurs

Qui sont donc les dénonciateurs ? Ce volume montre qu'il ne s'agit pas d'un groupe homogène ou bien défini. On compte en effet parmi eux des hommes de lettres, des journalistes, des hommes politiques, des fonctionnaires. Et cette nomenclature n'est pas limitative. Le portrait de groupe est donc délicat, tant l'image est fragmentée. Peut-on cependant proposer une typologie du point de vue de l'histoire politique en se demandant, par exemple, si un dénonciateur change son statut d'acteur politique *via* la dénonciation ? Ou si la dénonciation de la corruption est un moyen d'entrer dans la sphère politique, ou, au contraire, si elle n'est effective que quand le dénonciateur possède, dès le début, une place solide et importante au sein du système ? À lire les contributions, les deux cas de figures se présentent, puisqu'on compte parmi les dénonciateurs aussi bien des habitués du jeu politique que des novices. Le dénonciateur serait donc aussi bien un professionnel qu'un aspirant professionnel ou un amateur.

Les professionnels sont aussi bien des hommes politiques chevronnés que des journalistes « vivant » de leurs investigations (écrites ou audiovisuelles) tournées vers la dénonciation de la corruption, comme le journaliste Bernt Engelmann en Allemagne ou son collègue journaliste de télévision Alain Gravel au Canada. La professionnalisation de la presse est aujourd'hui un fait bien connu et revendiqué par des journalistes qui entendent exercer un métier : au fil du temps, la presse s'est professionnalisée et le métier de journaliste s'est institutionnalisé. Il n'en a pas toujours été ainsi, ce qui n'interdit pas de s'interroger sur la professionnalisation de nombre de pamphlétaires des *xix^e* et *xx^e* siècles qui ont fait de la dénonciation de la corruption des sociétés de leur temps une véritable spécialité, qui peut d'ailleurs se combiner avec d'autres activités⁵. Restent à ajouter, depuis les années 1970 ou 1980, les organisations non gouvernementales spécialisées dans la lutte contre la corruption. Bien qu'elles ne se regardent pas elles-mêmes comme parties prenantes des élites dirigeantes, mais plutôt comme des entités

5. Éric BUSSIÈRE, Olivier DARD, Geneviève DUCHENNE, 2015.

marginales quant à leur participation aux institutions politiques, elles ont tout de même atteint un degré élevé de professionnalisation et d'insertion dans le débat public. Leur pouvoir réside dans leur capacité de déclencher un débat public sur des cas de corruption choisis.

L'accent mis sur la professionnalisation ne saurait faire négliger l'importance, qui ressort de l'ouvrage, d'acteurs insolites ou inattendus. La dénonciation de la corruption leur permet de s'ouvrir des voies d'accès au débat public et, le cas échéant, de sortir par ce biais de l'anonymat au bénéfice des causes, des idées ou des intérêts qu'ils défendent. On rattachera à cette catégorie les particuliers dénonciateurs à Venise, le mouvement des anciens proscrits sous la Troisième République en France, les citoyens locaux militant contre les éoliennes ou encore certains anciens collaborateurs de la FIFA intervenant sur la scène publique, voire politique suite à leur témoignage contre des pratiques frauduleuses.

Indépendamment de ce constat, la plupart des dénonciateurs se regardent eux-mêmes comme des individus en marge, des francs-tireurs souvent qui aspirent à plus d'influence tant ils se sentent investis d'une mission publique importante. Bien entendu, cette représentation fait partie de leur stratégie communicationnelle. En réalité, quand ils ont du succès, c'est bien qu'ils ont trouvé un accès aux instruments politiques et/ou journalistiques.

Le statut du dénonciateur de corruption

La lutte contre la corruption est souvent gratifiante pour son auteur, car celui-ci endosse plus ou moins automatiquement le rôle du « chevalier blanc ». Des exceptions existent bien entendu, en particulier quand une « affaire » politique mettant en jeu la dénonciation des formations voit les partis mis en cause monter une campagne dirigée contre les accusations des dénonciateurs ou directement contre ces derniers. Dans la plupart des cas, cependant, cette campagne reste de nature essentiellement défensive⁶. En règle

6. Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, 2005, p. 17.

générale, quand le dénonciateur de corruption apparaît sur la scène, il profite régulièrement et au moins originellement d'un statut de moralité élevé. Il y a plusieurs raisons à cela.

Dans le contexte actuel et dans une perspective « structuraliste », les *whistle blowers* (lanceurs d'alerte) sont censés être un détecteur du dysfonctionnement d'un système et se voient qualifiés de « mauvaises consciences de nos démocraties⁷ » : ils mettent en lumière des défauts ou des dérives appelés à être corrigés à l'avenir. Dans le contexte d'une dénonciation de la corruption politique, le dénonciateur bénéficie le plus souvent d'un préjugé de désintéressement et de crédibilité, il s'adresse à un public obsédé par le danger de la corruption.

La raison de cette crédibilité peut être recherchée dans la configuration même de la notion de corruption dans nos sociétés. Dans les sociétés contemporaines (depuis le XIX^e siècle), la violation des limites entre l'intérêt privé et l'intérêt public est devenue l'un des crimes majeurs qu'un homme politique puisse commettre. Et — ce qui est encore plus important et grave pour certains — il n'est plus possible de légitimer un tel acte, ni par la morale ni par la raison d'État. Ceci est le résultat d'un processus historique spécifique. Dans l'histoire primitive de l'État moderne, vers 1800 (la *Sattelzeit* selon Reinhart Koselleck), les partisans de celui-ci ont assimilé au bien et au futur attendu la séparation des sphères publique/privée, le progrès, l'idée de l'État moderne et l'idée de la perfection morale de l'humanité. Ils ont, en revanche, assimilé au mal et à la dégradation — voire à l'inexistence — le patronage et les pratiques de faveurs d'un ancien régime dorénavant déprécié⁸. Depuis lors, cette distribution des rôles n'a guère changé et cette mentalité explique la position avantageuse du dénonciateur de corruption. Car le dénonciateur de corruption ne désigne pas seulement un méfait ou dysfonctionnement quelconque. Il met en lumière une possible défaillance du système politique considérée comme extrêmement grave. Il nourrit un soupçon bien établi quand il parle de corruption, un soupçon latent qui s'est inscrit dans les débats sur l'État et la

7. Florence HARTMANN, 2014.

8. Jens Ivo ENGELS, 2014.

politique depuis le XIX^e siècle. On pourrait même dire que les sociétés contemporaines sont obsédées par la peur de la corruption. Car retomber dans les usages réputés d'ancien régime mettrait en cause l'État moderne qui se conçoit essentiellement par le fait de les avoir surmontés. Depuis la *Sattelzeit*, les opinions publiques européennes et nord-américaines scrutent les actes des leaders politiques et des fonctionnaires avec soin. Comme les actes de corruption sont perpétrés dans l'ombre, chaque dénonciation en la matière semble, a priori, devoir être impérativement débattue.

Il est donc essentiel pour un dénonciateur de *déclencher* un débat de corruption. Une fois entamé, il est assez rare que ce débat puisse se clore sans atteindre un point d'orgue, souvent la condamnation morale et médiatique d'un coupable qui se voit mis au ban d'infamie avant même que la justice — dont le temps est différent — ait pu définitivement se prononcer. Les débats sur la corruption à l'époque contemporaine font donc preuve de ce que l'on pourrait appeler une force ou un « élan » autonome. Ils signifient une belle opportunité de peser sur le débat public, en particulier pour des acteurs qui ne sont pas, a priori, accoutumés au jeu politique. Le dénonciateur de la corruption a donc la chance d'aboutir à ses fins même quand il manque de professionnalisme, une fois qu'il a percé le mur du silence.

Être un dénonciateur de corruption ne confère pas seulement un statut de moralité élevée à celui qui remplit ce rôle. Ce rôle implique aussi un positionnement relativement aux groupes au pouvoir ainsi qu'aux autres forces agissant en marge du champ politique. Les extrêmes ou les partis périphériques se touchent, comme le montre ici le cas roumain où nationalistes et socialistes se retrouvent autour de la dénonciation de la corruption. Un constat similaire a été fait pour l'Allemagne de Weimar qui a été prise en tenaille entre les dénonciations de corruption anticapitaliste émanant des communistes et celles qui provenaient des nazis⁹.

Cela dit, la dénonciation de la corruption peut être aussi bien une affaire de routine que le catalyseur de changements importants dans le champ politique — en permettant la montée, quelquefois transitoire, de nouveaux acteurs politiques. Souvent, le débat sur la

9. Annika KLEIN, 2014.

corruption indique ou déclenche des mutations conséquentes dans les systèmes politiques en cause, comme le montre l'Italie à l'époque de *Mani pulite*. Toutefois, dans d'autres contextes, ce débat peut aussi servir à consolider les systèmes en place, comme l'attestent les articles sur l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale.

On ne saurait négliger l'existence des dénonciateurs professionnels — surtout des pamphlétaires ou des journalistes d'investigation qui ont créé leur propre « modèle d'entreprise ». Là aussi, il faut faire des différences historiques. Il semble qu'à certaines époques et dans certaines sociétés, ce modèle est rentable et représente un gage de succès dans les débats publics, comme c'est le cas aujourd'hui dans la plupart des pays, le Canada et les pays d'Europe de l'Est notamment, et comme ce fut le cas sous la Troisième République française. En revanche, ce type de dénonciation était beaucoup moins bienvenu dans le *Kaiserreich* allemand¹⁰ et même en RFA dans les années 1950 et 1960, où les dénonciateurs étaient généralement plutôt décriés.

Une question importante à retenir pour de futures recherches est celle des *réseaux* des dénonciateurs et des informateurs des journalistes. Très souvent, les journalistes dénonciateurs profitent d'un règlement de comptes au sein d'un groupe impliqué, comme le montre le cas classique du scandale de Panama en 1892, issu d'une sorte de chantage de Cornelius Herz envers ses débiteurs¹¹. Mais les journalistes professionnels d'investigation ne peuvent pas fonder ou anticiper leur travail uniquement sur la chance de tomber sur un cas de règlement de comptes. Certains articles de ce volume témoignent du souci constant des dénonciateurs d'inviter leurs lecteurs à leur adresser des informations qu'ils ne manqueront pas de citer, voire de commenter avantageusement. Au-delà du recueil de données propres à étayer le dossier, il s'agit de faire participer ce lectorat à ce qui se donne comme une œuvre de salubrité publique. On sait aujourd'hui le rôle d'internet et des réseaux sociaux, où se

10. Christophe PORTALEZ, Anna ROTHFUSS, 2014; voir aussi la thèse d'Anna ROTHFUSS, *Debatte-Skandal-Diskurs. Korruptionskommunikation im Deutschen Kaiserreich 1871-1914*, soumise en 2017 à l'université de Darmstadt.

11. Jean-Yves MOLLIER, 1991.

multiplient les réactions et les démarches collaboratives. L'étude des dénonciateurs des siècles précédents, qui gagnerait à être approfondie sur ces points, mettrait en valeur leur insertion dans la société de leur temps en montrant que les lecteurs d'alors étaient loin d'être tous passifs et que les dénonciateurs avaient aussi une fonction de porte-paroles, en même temps que de chevaliers blancs.

Les styles de dénonciation

La dénonciation n'a pas seulement des acteurs. Elle est, comme fait discursif, soumise aux règles de la communication. Outre le statut social du dénonciateur, il convient donc d'analyser le ton et la méthode de la dénonciation. Les contributions de ce volume montrent qu'il existe plusieurs styles de dénonciation. Soyons clairs cependant, l'état actuel des recherches ne permet pas encore d'identifier un catalogue de styles de dénonciation. Il semble cependant possible de décrire, *a priori*, deux pôles extrêmes, entre lesquels se déploie une multitude de stratégies de dénonciation de la corruption.

Le premier pôle renvoie à une dénonciation généralisée d'un état général de la société ou d'un système politique prétendument gangrené, voire pourri. Ce genre de dénonciation peut avoir un caractère rituel et constitue, en certaines circonstances, un vrai genre littéraire (le genre pamphlétaire) ou journalistique. Ce n'est pas du tout limité à l'écriture, la diffusion peut s'opérer *via* les médias électroniques (télévision, internet). L'une des caractéristiques de ce style consiste dans l'actualisation d'un répertoire, assez invariable, d'accusations connues. Dans ce contexte, les événements de la vie politique ne servent qu'à confirmer ce catalogue ou ces avis préconçus. Ce style a peut-être moins la force de persuader ou d'attirer l'attention de nouveaux groupes sur la corruption, que de renforcer ou de stabiliser la cohésion d'un groupe politique donné. Cela étant, ce type de dénonciation peut, par la force de la répétition, contribuer à l'érosion de la légitimité d'un système politique ou d'un gouvernement.

Le second pôle se dessine autour de campagnes intenses et disruptives de corruption. À la différence du premier cas, la

communication vise à trouver de nouveaux arguments, à créer un moment de stupéfaction, voire de sidération, bref à créer un scandale perturbateur. Ici, des fins politiques très précises dominent. Au lieu de répéter des convictions bien enracinées, il s'agit de faire percer un débat nouveau.

Un troisième concept se fait jour également à la lecture de ce volume, la formule de la « dénonciation populiste » proposée dans l'article de E.-Martin Meunier et Ryan Lux qui évoquent à son propos un style « journalistique ». Un style marqué selon eux par la volonté de délégitimation d'une politique ou d'un gouvernement — les soucis de corruption seraient donc instrumentalisés par les meneurs de la campagne. L'efficacité du propos procède de deux séries d'éléments, à savoir l'articulation d'images d'Épinal convenues sur le mauvais état de la société ou « des élites » à des reproches et des arguments assez précis, qui permettent à leurs auteurs de mener une campagne politique vigoureuse et efficace, de nature à stimuler de nouveaux débats et à renforcer en même temps des préjugés bien enracinés.

Conduisant ainsi de la connaissance des dénonciateurs à l'examen de la diversité de leurs statuts et à l'analyse des styles de la dénonciation, cet ouvrage, international et pluridisciplinaire, ne peut prétendre pour autant avoir épuisé son objet. Au moins aura-t-il contribué à mettre en évidence un angle mort de l'histoire de la corruption, dont on connaît le développement actuel ; et ce, en dirigeant la focale sur ces acteurs que leurs proclamations placent en dehors d'un champ dont, non seulement, ils ne peuvent être exclus mais dont toute l'ambition de ce livre a été de montrer qu'ils étaient pleinement parties prenantes.

Références bibliographiques

BUSSIÈRE Éric, DARD Olivier, DUCHENNE Geneviève, *Francis Delaisi, du dreyfusisme à l'Europe nouvelle*, Bruxelles, Peter Lang, 2015.

DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », *Politix* 71, 2005, p. 9-38.

ENGELS Jens Ivo, *Die Geschichte der Korruption. Von der Frühen Neuzeit bis ins 20. Jahrhundert*, Frankfurt a.M., S. Fischer, 2014.

ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, « Pour une histoire comparée des faveurs et de la corruption: France et Allemagne (XIX^e-XX^e siècles), in ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, PETITEAU, Natalie (éds), *La politique vue d'en bas. Pratiques privées et débats publics XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 127-148.

GELZ Andreas, HÜSER Dietmar, RUSS-SATTAR Sabine (éds), *Skandale zwischen Moderne und Postmoderne*, Berlin, New York, De Gruyter, 2014.

JOHNSTON Michael, « The Search for Definitions. The Vitality of Politics and the Issue of Corruption », *International Social Science Journal* 48, 1996, p. 321-335.

HARTMANN Florence, *Lanceurs d'alerte. Les mauvaises consciences de nos démocraties*, Paris, Don Quichotte éditions, 2014.

KLEIN Annika, *Korruption und Korruptionsskandale in der Weimarer Republik*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2014.

MOLLIER Jean-Yves, *Le scandale de Panama*, Paris, Fayard, 1991.

PORTALEZ Christophe, ROTHFUSS Anna, « Panama and the opposition. The perception of French and German socialists of the Panama scandal », in MONIER Frédéric, DARD Olivier, ENGELS, Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas (éds), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 181-194.

REINHARD Wolfgang, « Die Nase der Kleopatra. Geschichte im Licht mikropolitischer Forschung. Ein Versuch », *Historische Zeitschrift* 293, 2011, p. 631-666.

ROTHFUSS Anna, *Debatte-Skandal-Diskurs. Korruptionskommunikation im Deutschen Kaiserreich 1871-1914*, thèse de doctorat, université de Darmstadt, 2017.

Table des matières

Introduction	13
Cesare MATTINA et Frédéric MONIER	
Dénonciations, délations et sphère publique	15
Quelles sociologies pour la dénonciation ?	20
Contextes culturels, domination politique et trajectoires sociales	23
Références bibliographiques	29
 Première partie	
Aux sources de la dénonciation : politique et légitimité	33
1. Dénoncer la corruption dans les transitions politiques	35
<i>Le Nord de l'Italie de Napoléon aux Habsbourg</i> – Valentina DAL CIN	
Français et Autrichiens entre anciennes pratiques et nouvelles procédures	37
Péculat et concussion : accusations fondées ou accablant politique ?	39
L'attitude du gouvernement autrichien vis-à-vis des dénonciations	44
Références bibliographiques	49
2. De la « politique de la réputation » à la « politique des idéologies » (et retour ?)	53
<i>Lanceurs d'alerte, dénonciations de la corruption et démocratie hollandaise depuis le XIX^e siècle</i> – Ronald KROEZE	
Le personnel et le politique	56
L'esprit indépendant respecté, le radical irresponsable et le dénonciateur en quête de sensationnel	61
De la politique des personnalités à la politique des idéologies ?	64
Références bibliographiques	71
3. En reconnaissant la corruption	75
<i>La dénonciation des pratiques immorales pendant la consolidation du système parlementaire espagnol (1834-1868)</i> – Oriol LUJÁN	
De la détérioration au profit personnel : définitions de la corruption	78
Dénonciations de la corruption : la fraude électorale	80
La fraude électorale : quelques éléments de comparaison entre France et Espagne	83
La dénonciation de la corruption au-delà de la fraude électorale	85
Références bibliographiques	90

4. Une ressemblance improbable	95
<i>Dénonciations socialistes et nationalistes de l'« oligarchie » en Roumanie</i> Silvia MARTON	
Critique nationaliste, critique socialiste : les différences idéologiques	96
Dénonciation de la classe politique « corrompue », « parvenue », « oligarchique »	102
La dénonciation du régime politique et des pratiques électorales	106
En guise de conclusion : démocratie versus dégénérescence morale	110
Références bibliographiques	113
5. Dénoncer l'économie politique de la production urbaine durant les Trente Glorieuses	117
<i>L'affaire de l'Urbaine immobilière à Marseille (1964-1966) – Nicolas MAISETTI</i>	
L'éclatement de l'enquête : des fonctionnaires corrompus par des promoteurs	120
La diversité des dénonciations	125
Références bibliographiques	135
 Deuxième partie	
Acteurs, discours et stratégies	137
6. Matrices et héritages discursifs dans la dénonciation de la corruption en France	139
<i>Du xix^e siècle à la première moitié du xx^e siècle – Benjamin GÉROME</i>	
La dénonciation de la corruption en tant que telle et comme symptôme	141
Le dénonciateur, son travail, sa méthode	146
Styles, héritages et continuités	152
Références bibliographiques	157
7. Réseaux, pots-de-vin et dons à des partis	159
<i>Dénoncer des scandales de corruption dans les premiers temps de la République fédérale d'Allemagne : l'étude de cas des tanks HS30</i> Andrea PERTHEN	
Les scandales de corruption dans les années 1950 et 1960	161
L'achat des HS30	163
La première série d'articles de 1958	165
La deuxième série d'articles de 1966	170
Références bibliographiques	177
8. Dénoncer la corruption des élites politiques du Sud au Nord : trajectoires biographiques, professionnelles et militantes	179
<i>Le cas de la mobilisation contre les « biens mal acquis » en France</i> Armand DANG MEZANG	
Genèse d'une mise en accusation : l'affaire des « biens mal acquis »	183
De la défense des droits de l'homme à l'anticorruption : parcours d'un « avocat de cause »	189
Des professionnels de l'anticorruption non gouvernementale	191
Références bibliographiques	198

9. Le lobbying en France	201
<i>Entre dénonciation et énonciation d'un problème public</i> – Guillaume COURTIVY	
L'imaginaire journalistique et la dénonciation du lobbying/corruption	203
Les propriétaires de la cause de la transparence et les stratégies	
d'énonciation des faits de lobbying/corruption	210
La conversion tardive des professionnels de la politique	213
Références bibliographiques	217
10. Taire ou dévoiler ?	219
<i>Dilemmes tactiques à propos de la dénonciation de la corruption dans</i>	
<i>le domaine éolien en France</i> – Stéphanie DECHÉZELLES	
La dénonciation de la corruption dans le secteur éolien : entre	
entreprise de scandalisation.....	221
... et judiciarisation de la « cause »	225
Dilemmes et contraintes : les coûts sociaux de l'usage de la	
dénonciation de la corruption	229
Références bibliographiques	235
11. Comprendre les variations de la jouabilité de la dénonciation	237
<i>Le cas de la corruption au sein de la FIFA</i> – Hervé RAYNER et Emmanuel BAYLE	
Collusion ou dénonciation, un cas de conscience	238
Le « chevalier blanc »	242
Une prise de parole « experte »	244
Un engagement politique parmi d'autres	245
Lanceuse d'alerte malgré elle	247
« L'air du temps, c'est le dévoilement »	248
Contextualiser ces dénonciations	250
Références bibliographiques	254

Troisième partie

Des cultures de la dénonciation ?

Entre promotion de la vertu et opprobre	255
12. La dénonciation comme vertu républicaine	257
<i>Le devoir d'anciens prisonniers politiques en France au début de la</i>	
<i>Troisième République</i> – Stacey Renee DAVIS	
La loi de réparation nationale	258
Le Devoir de proscrits	263
L'efficacité des dénonciations	269
L'affaire Druck	272
Références bibliographiques	278
13. Le « monde des coquins »	281
<i>La dénonciation de corruption dans les écrits pamphlétaires (1868-1898)</i>	
Cédric PASSARD	
Des entrepreneurs critiques de la politique	282
Le « tout-dire » pamphlétaire	287

Des retombées variables	291
Références bibliographiques	297
14. Une révolution par le bas ?	301
<i>La dénonciation par les nationalistes conservateurs catalans des pratiques de corruption dans l'Espagne de la Restauration (1893-1916)</i>	
Gemma RUBÍ	
Le « coup fatal du caciquisme » : la corruption politique dans l'État de la Restauration	305
Les hommes politiques, les « chefs de bandes » et les partis, « bouquet de clientèles »	310
La nécessaire sincérité électorale, « une œuvre hygiénisante »	312
Les incohérences de la lutte contre la corruption électorale	315
La dénonciation de la corruption et la <i>praxis</i> politique	317
Références bibliographiques	319
15. Les figures du justicier anticorruption en Russie post-soviétique	323
Gilles FAVAREL-GARRIGUES	
Du magistrat vertueux au <i>muckraker</i> pro-gouvernemental : trois figures de justiciers anticorruption	324
Navalny et le retournement de l'arme anticorruption	332
Références bibliographiques	340
16. L'émission de télévision <i>Enquête</i>	343
<i>Le renouveau médiatique de la dénonciation de la corruption au Québec (2009-2011)</i> – E.-Martin MEUNIER et Ryan LUX	
Alain Gravel et Marie-Maude Denis, chevaliers blancs ?	346
Comprendre le procédé de dénonciation : un reportage type	349
Société Radio-Canada et son triumvirat : <i>Le Téléjournal, Enquête, Tout le monde en parle</i>	352
Contrôle du cycle des nouvelles ?	353
Construire un scandale et voir légitimer son œuvre par la mise sur pied d'une commission d'enquête	356
Références bibliographiques	363
Conclusion	367
Olivier DARD et Jens Ivo ENGELS	
Connaître les dénonciateurs	369
Le statut du dénonciateur de corruption	370
Les styles de dénonciation	374
Références bibliographiques	376

Déjà parus aux éditions DEMOPOLIS

Brossat, Alain

Abécédaire Foucault

Boltanski, Luc

Rendre la réalité inacceptable

Borvo Cohen-Seat, Nicole et Cohen-Seat, Patrice

Réinventer la gauche

Bourdieu, Pierre — Boltanski, Luc

La Production de l'idéologie dominante

Césaire, Aimé — Malcolm X

Black révolution

Clover, Charles

Surpêche

Cohen-Seat, Patrice

Peuple! Les luttes de classes au xxi^e siècle

Chuzeville, Julien

Zimmerwald. L'internationalisme contre la première guerre mondiale

Da Lage, Olivier (sous la dir. de)

Qatar: les nouveaux maîtres du jeu

Denord, François

Néo-libéralisme, version française

Dhume-Sonzogni, Fabrice

Communautarisme. Enquête sur une chimère du nationalisme français

Duclert, Vincent

Occupy Gezi

Durpaire, François —

Richomme, Olivier

L'Amérique de Barack Obama

Obama face à la crise

Garo, Isabelle

Foucault, Deleuze, Althusser et Marx

Gaulard, Mylène

Karl Max à Pékin — Les racines de la crise en Chine capitaliste

Guérin, Isabelle

La microfinance et ses dérives

Hobsbawm, Éric

Marx et l'histoire

Hroub, Khaled

Le Hamas

Jaurès, Jean

Le socialisme et la Révolution française

Jennar, Raoul Marc

Khieu Samphan & les Khmers rouges

Kautsky, Karl

Les luttes de classe pendant la Révolution française

Khaldi, Eddy

Abc de la laïcité

Abc de la laïcité pour les jeunes

Khaldy, Eddy — Fitoussi, Muriel

Main basse sur l'École publique

La République contre son école

Kalfon, Pierre

Chroniques chiliennes

Kamata, Satoshi,
Toyota : l'usine du désespoir

Labat, Séverine
*Les islamistes tunisiens — entre l'état
et la mosquée*

Landrière, Sylvie
L'immobilier. Une passion française

Latour, Bruno — Lippman, Walter
Le public fantôme

Lénine
*Petit manuel pour rompre avec le
capitalisme*
*1914, repenser le nationalisme et la
guerre*

Mamdani, Mahmood
*La CIA et la fabrique du terrorisme
islamique*

Marx, Karl
Qu'est-ce que le capitalisme ?
Les Crises du capitalisme
Le Capital financier

Mendès-France, Pierre
Liberté, liberté chérie

Mordillat, Gérard —
Prieur, Jérôme
*De la crucifixion considérée
comme un accident du travail*

Mussolini
*Gérard Mordillat présente le fascisme
de Mussolini*

Nsar, Vali
Le renouveau chiite

Pivert, Marceau
L'Église et l'École

Prochasson, Christophe
*L'Empire des émotions :
les historiens dans la mêlée*

Rebérioux, Madeleine
Vive la République

Rodinson, Maxime
Islam et capitalisme

Sassen, Saskia
Critique de l'État

Saurin, Patrick
Les prêts toxiques : une affaire d'État

Shah, Sonia
*Cobayes humains : le grand secret
des essais pharmaceutiques*

Tanuro, Daniel
*Le moment Trump — Une nouvelle
phase du capitalisme mondial*

Uchitelle, Louis
Le salarié jetable

Wallerstein, Immanuel
*L'Universalisme européen :
de la colonisation au droit d'ingérence*

Wilkinson, Richard
L'égalité, c'est la santé

Collection « QUAERO »

Cassin, Barbara et Wosny, Danièle
(dir.)

*Les intraduisibles du patrimoine en
Afrique subsaharienne*

Dawod, Hosham (dir.)

*La constante « Tribu », variations
arabo-musulmanes*

Ehrenfreund, Christian et Schreiber,
Jean-Philippe (dir.)

*Les marranismes. De la religiosité
cachée à la société ouverte*

Espagne, Michel et Maufroy, Sandrine
*L'hellénisme de Wilhelm von
Humboldt et ses prolongements
Européens*

Ethis, Emmanuel

Le cinéma près de la vie

Fernandez Garcia, Alicia et
Petithomme, Mathieu,
Contester en Espagne

Fontaine, Alexandre
*Aux heures suisses de l'école
républicaine*

Ghasarian, Christian
*Rapa. Île du bout du monde, île dans
le monde*

Ghosn, Katia
*Rachid El-Daif. Le roman arabe dans
la tourmente de la modernisation*

Gorog, Françoise et Cassin, Barbara
*Psychanalyser en langues -
Intraduisibles et langue chinoise*

Lessing, Gotthold Ephraim
Adam Neuser (1774)

Nguyen, Aubert, Hoai Hong et
Espagne, Michel

*Le Vietnam, une histoire de transferts
culturels*

Niveleau, Charles-édouard (dir.)
*Vers une philosophie scientifique –
Le programme de Brentano*

Oléron Evans, Emilie
Nikaulos Pevsner. Arpenteur des arts

Olivier, Laurent (dir.)
*La Mémoire et le Temps. L'œuvre
transdisciplinaire d'Henri Hubert*

Rabault-Feuerhahn,
Pascale (dir.)
*Théories intercontinentales
– Voyages du comparatisme
postcolonial*

Richter, Jean-Paul
*Vie de Maria Wutz, le joyeux petit
maître d'école d'Auenthal - Une
manière d'idylle*

Salamagne, Michèle-H. et Thominet,
Patrick (dir.),
*Accompagner. Trente ans de soins
palliatifs en France*

Xiao, Yingying
*Une subjectivité fluide, modernité et
perception esthétique à travers les
ouvrages de Gao Xingjian*

Collection Philosophie en cours

Cavaillé, Christian

Les jeux de langage chez Wittgenstein

Chauve, Alain

*Le Tractacus : logique et
métaphysique*

Kail, Michel

*Jean-Paul Sartre. Conscience et
subjectivité*

Sfez, Gérard

Machiavel et la vérité politique

Tomès, Arnaud

*Castoriadis. L'imaginaire, le rationnel
et le réel*

Collection Bande Dessinée

En coédition avec Les Arènes

Durpaire, François & Boudjellal, Farid

La Présidente Tome 1

Totalitaire Tome 2

La Vague Tome 3

Achevé d'imprimer en France en 2018
dans les ateliers de Dupli-print à Domont (95)
N° d'impression : 2018031212
Dépôt légal : avril 2018